

LE CERTIFICAT PRÉNUPTIAL

Etude de Droit comparé et de Législation

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 21 Novembre 1930, à 14 heures

par

Laure BIARDEAU

Président : M. DEMOGUE.

Suffragants : { MM. LEVY-ULLMANN.
M. PICARD.

EDITEURS

LE MOUVEMENT SANITAIRE
52, RUE SAINT-GEORGES, 52
PARIS (9^e)

LIBRAIRIE DU RECUEIL SIREY
— 22, RUE SOUFFLOT, 22 —
PARIS (5^e)

—
1930

LE CERTIFICAT PRÉNUPTIAL

Etude de Droit comparé et de Législation

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 21 Novembre 1930, à 14 heures

par

Laure BIARDEAU

Président : M. DEMOGUE.

Suffragants : { MM. LEVY-ULLMANN.
M. PICARD.

EDITEURS

LE MOUVEMENT SANITAIRE
52, RUE SAINT-GEORGES, 52
PARIS (9^e)

LIBRAIRIE DU RECUEIL SIREY
— 22, RUE SOUFFLOT, 22 —
PARIS (5^e)

—
1930



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MA GRAND'MÈRE

Avec mes sentiments d'affection profonds et
respectueux.

En témoignage de reconnaissance

A MA MÈRE

qui m'a toujours suivie, aidée et soutenue dans
mes études.

A la mémoire vénérée de
MON PÈRE BIEN AIMÉ

trop tôt enlevé à mon affection.

A la mémoire de ma grande et vaillante amie

GERMAINE COURTINE

Externe des Hôpitaux de Paris, décédée à
25 ans, victime de son dévouement auprès des
malades, à l'exemple de laquelle j'ai continué
mes études.

LE CERTIFICAT PRÉNUPTIAL

Etude de Droit comparé et de Législation

« Ayez des enfants ». « La France a besoin d'enfants », nous répètent sans se lasser jamais, les nombreuses ligues qui luttent contre la dépopulation. Que Malthus a fait couler d'encre ! Mais nous a-t-on dit assez : « Ayez des enfants *sains* ». La France a besoin d'enfants forts, robustes, résistants. A-t-on assez pensé à cette phrase si vraie du D^r Sicard de Plauzolles : « Nous déplorons la diminution de notre natalité, nous laissons périr nos enfants ». A part quelques rares personnes qui ont poussé le cri d'alarme, disant que ce qui importait c'était, non pas seulement le nombre, mais aussi, et *surtout* la qualité, a-t-on assez pensé qu'il était inutile, qu'il était même criminel d'avoir « beaucoup » d'enfants lorsque ces pauvres petits ne pouvaient être que des tarés, des délinquants.

Ce ne sont pas des enfants malades dont la famille a besoin ; l'enfant qui souffre est la douleur du foyer, il est le remords vivant et présent, et ses grands yeux d'Etre que le mal déchire regardent toujours les Parents semblant demander « Pourquoi ? ». La question est posée. Pourquoi ce petit est-il paralysé ? pourquoi est-il aveugle, sourd-muet ? pourquoi est-il idiot ? Pourquoi ? — et pensez, il n'a que 10, 12, 14, 16 ans. — Pourquoi est-il à Sainte-Anne et en tant d'autres asiles, jusqu'à ce que la mort vienne enfin le délivrer ? Pourquoi, jolis bébés que j'ai vu tant chérir, que votre Maman avec amour mettait

parfois entre mes bras et qu'alors j'ai tant aimés aussi, pour-quoi tout à coup êtes-vous partis ?

Pauvres petits, qui avez tant souffert, qui avez payé, si jeunes et si innocents, votre terrible et mortel tribut à notre Société, puissiez-vous, par votre mort, en avoir sauvé beaucoup d'autres, Vous m'avez fait réfléchir, et, devant certains de vos cercueils, j'ai compris. Vous êtes l'âme de mon travail, et puisse votre Souvenir me donner la force nécessaire à lutter contre nos préjugés qui tuent, et trouver le mot, la phrase qui touchera ceux qui, devant fonder un foyer, ne songent qu'à eux, en égoïstes, que je veux croire inconscients, et vous oublient, vous qui naîtrez.

Voici deux amies, deux sœurs. Les voilà toutes deux fiancées, heureuses. Les voilà mariées. Une est maman, bientôt elle allaite avec joie son enfant ; son mari travaille régulièrement, c'est l'aisance au foyer. Devant le premier sourire, la première dent, les premiers pas de Bébé, comme le rire des Parents est heureux. Mais... qu'est devenue l'amie, la sœur ? pourquoi est-elle toute en noir, étendue sur une chaise longue ? Elle aussi a été Maman, mais avant qu'il n'ait souri, le petit a quitté pour toujours le berceau. Et puis elle a cru qu'elle allait encore être Mère, elle a espéré à nouveau. Hélas, une fausse couche qui faillit lui être mortelle a brisé la grande espérance. Et maintenant ne va-t-elle pas rester infirme à jamais ? Evitera-t-on l'opération ? Elle, qui toute jeune fille, cherchait un nom pour son « futur » petit, aura-t-elle l'immense douleur de n'en plus jamais avoir ? Et c'est la gêne dans le ménage. Le mari travaille ; la maladie prend tout. — Pourquoi dans un foyer le bonheur, dans l'autre le malheur ? Parce que le mariage est encore une Loterie (que le mot ne froisse personne, il est bien appliqué) parce que, oh ! peuple bourgeois que nous sommes, Notre Code, tout à la protection de notre fortune « matérielle », néglige notre suprême richesse : « Notre Santé ». — Parce que, quand nous voulons nous unir, nous nous adressons au notaire, au maire, au prêtre, et nous ne pensons pas à demander conseil au Médecin. « Nous ne pensons pas » parce que

nous sommes ignorants, légers, égoïstes, (je le répète, mais ce ne sera jamais assez). Nous aimons, nous voulons satisfaire notre désir. Advienne que pourra. Nous avons besoin d'argent. Epousons une dot. Qu'importe l'être confiant que l'on donne les yeux fermés — volontairement parfois ; — est-ce possible ? Oui, l'on voit en notre siècle le désir d'un blason faire « vendre » la jeune fille de dix-huit ans, au taré de n'importe quel âge. Et ce crime parfois, cette ignorance presque toujours, le Code les tolère, la Loi les sanctionne.

L'homme qui tue sa femme, la femme qui tue son mari, les parents qui sont infanticides, la Société les condamne. La Loi a édicté des peines. L'échafaud doit les supprimer, ou Cayenne les arracher de la Métropole. Cela est juste, mais... la mort fut brusque en général. Le revolver, la strangulation, que sais-je encore ? tout cela a rapidement fait son œuvre abominable. Quelle sera alors la peine qui frappera l'homme ou la femme qui ont contaminé volontairement leur conjoint et leurs enfants et, qui les ont ainsi tués, après d'interminables années de souffrances morales et physiques ? La Loi du Talion va-t-elle s'appliquer ? et le législateur ne s'est-il pas ingénié à punir de telle façon, que, la peine seule, soit la suppression de ce crime, puisque rien n'a été fait encore pour empêcher cet assassinat. Oh ! non certes. On plaint le veuf, la veuve, le père, la mère qui pleurent... ceux qu'ils ont tué, et on leur permet de continuer leur œuvre de mort. Ils se remarient et font d'autres victimes. Et la Loi sanctionne encore cela.

N'est-il pas temps d'empêcher ces crimes — car il y a crime — et n'est-il pas temps d'empêcher ceux qui ne savent pas de tuer ainsi ceux qu'ils aiment le plus, et, ce qui est peut-être pis, d'en faire des estropiés, des infirmes, souvent aussi hélas ! des criminels.

Puisque nous sommes ignorants — ce que je m'en suis convaincue en parlant de cette question autour de moi, tant dans les villes que dans les campagnes, — il faut que la Loi se dresse

contre cette ignorance, et qu'elle impose la visite médicale avant le mariage, le certificat prénuptial.

De nombreux pays étrangers ont, depuis quelques années déjà, imposé cet examen ou ce certificat, ou encore une déclaration sur honneur et conscience affirmant que l'on n'est pas atteint de telle ou telle maladie. D'autres pays délivrent aux fiancés des avis, les informant des dangers qu'il y a à contracter une union lorsqu'on est affligé de certaines affections. Cela est un bon début, car, les ignorants sont avertis, et le but est atteint, s'ils ne sont pas négligents. Mais s'ils le sont, ou s'ils acceptent la responsabilité des souffrances qu'ils engendrent, et cela est, hélas ! bien fréquent, l'avis donné est insuffisant.

En France, l'on a discuté beaucoup déjà. Le Professeur Pinard, député, a même en 1924, déposé à la Chambre, une proposition de loi que nous étudierons ici. Cette proposition a été reprise par M. Nicollet, dans le nouveau Parlement, mais rien encore n'a abouti. L'on fait, hélas ! passer de nombreuses lois d'intérêt particulier avant celles d'intérêt général, et, c'est avec tristesse que j'ai constaté que la proposition du Docteur Pinard, cette proposition qui devait en susciter d'autres, qui devait être discutée, modifiée s'il y avait lieu, mais enfin votée car elle est de tout premier ordre au point de vue social, cette proposition, dis-je, semble dormir.

De nombreuses propositions se dressent contre elle. Nous les étudierons. Mais qu'on ne nous dise pas qu'il n'est pas nécessaire d'imposer l'examen médical avant le mariage pour lutter contre l'ignorance, et qu'il ne faut pour cela qu'éduquer. Que l'on me permette de répondre de suite qu'il faut agir vite ; le temps d'une éducation serait encore un temps de crimes, et cela ne doit plus être. La loi serait éducative plus que ne le saurait être d'innombrables conférences et films qui n'atteindraient malgré toutes les bonnes volontés, qu'une certaine partie de la nation, et, non pas chaque individu, ainsi que le ferait la Loi.

Je me propose en ce travail, dans un premier chapitre, de

montrer quelles sont les maladies qui ravagent les foyers, à quel point elles font leur œuvre, et l'intérêt qu'il y a, pour une nation, à avoir des enfants robustes, tant au point de vue de sa défense — car l'on n'attaque pas les forts — qu'au point de vue Economique — car il faut des bras vigoureux pour produire.

Je montrerai aussi l'intérêt qu'a le foyer à être sain, et celui de l'Individu.

J'aborderai dans le second chapitre le fond du sujet, et nous étudierons alors, dans une première section, les lois étrangères touchant le certificat prénuptial.

Une deuxième section nous permettra d'étudier les projets de loi étrangers.

Le troisième chapitre sera consacré à la France ; nous y verrons l'historique de la question, les discussions que le sujet y a suscitées, et étudierons la proposition, j'oserais même dire les propositions que les Grands Apôtres de l'Enfance, et tout particulièrement le vénéré Professeur Pinard, ont eu le courage civil de déposer devant la Chambre.

Et enfin, je voudrais pouvoir, lorsque j'arriverais à la conclusion, convaincre nos législateurs de l'intérêt vital qu'il y a pour le pays, et pour l'individu, à imposer le certificat prénuptial ; et je voudrais avoir convaincu mon lecteur afin qu'il prenne de lui-même l'initiative de consulter un médecin lorsqu'il se mariera, et cela dès maintenant, avant même que n'ait été votée la loi que je demande ardemment. Que le jeune homme, la jeune fille qui se marient, pensent que dans cette visite au médecin que je les supplie de faire, est leur bonheur, leur santé, leur vie, et, surtout le bonheur, la santé et la vie de leurs enfants. Que l'on ne m'accuse pas de féminisme. Là n'est pas la question. L'homme doit être protégé comme la femme. Il est évident que la contamination vient plus souvent du premier. Mais le contraire se produit aussi. — L'homme peut épouser une veuve, une divorcée. Il n'épouse pas toujours une jeune fille vierge, et, même en ce cas, l'hérédité peut avoir taré la fiancée. — Il faut que tous soient protégés et par dessus tout « l'En-

fant ». Je demanderai donc le certificat médical pour les deux futurs conjoints, et répondrai aux objections que certains élèvent au sujet de la pudeur de la jeune fille soi-disant froissée lors de l'examen médical.

Il me reste un devoir à remplir ; celui de remercier toutes les personnes qui m'ont tant aidée dans mon travail, soit de leurs conseils, soit des documents qu'elles ont tenu à ma disposition.

Que M. le Professeur Pinard et M. le Professeur Dénogué, qui ont bien voulu préfacer cet ouvrage, trouvent ici l'assurance de ma profonde admiration et de toute ma reconnaissance.

Je ne saurai jamais suffisamment dire « merci » à M. le Professeur Jeanselme, Professeur à la Faculté de Médecine de Paris, Membre de l'Académie de Médecine, Médecin à l'Hôpital Saint-Louis, qui a bien voulu m'éclairer de ses savants conseils et me donner des brochures qui m'ont été de grande utilité.

Merci aussi à M. le Professeur Sicard de Plauzoles, Directeur Général de la Ligue Nationale Française contre le péril vénérien, Secrétaire Général de la Société Française de prophylaxie sanitaire et morale, qui a écrit en de nombreux pays étrangers et m'a ainsi fourni une documentation d'une valeur inestimable. M. le Professeur Sicard de Plauzoles m'a accueillie et encouragée avec tant d'enthousiasme et de cœur, que je lui ai voué, dès la première minute de l'entretien qu'il a bien voulu m'accorder, une reconnaissance infinie, et je le prie de trouver ici l'expression très profonde de mes sentiments respectueux et émus.

Comment remercier Mademoiselle le Dr Denis, Chef du Service de Documentation de l'Office National d'Hygiène Sociale, qui a mis, avec tant d'amabilité, à ma disposition, de nombreux documents qui m'ont été si utiles. Merci à M. le Docteur Duval-Arnauld et à M. le Professeur Jordan dont les conseils m'ont été si précieux.

Je voue aussi une grande reconnaissance à M. Forrsius, Consul de Suède à Paris, et à sa famille, qui m'ont accueillie, dès le premier jour où j'ai travaillé à cet ouvrage, avec un désir si grand de m'aider, et qui l'ont fait avec tant de bonté par

la suite en me prêtant des livres suédois inédits à Paris, et en voulant bien m'en faciliter la traduction.

Merci aussi à M. Svane, Avocat à Copenhague, auquel a bien voulu me recommander M. le Professeur Demogue et qui m'a tant aidée, en me faisant venir du Danemark des livres particulièrement intéressants.

Je remercie aussi M. le Herr Professor Dr M. Pappenheimer, de Kiel, et M. Johannes Faurholt, Secrétaire au Ministère de la Justice à Copenhague, auxquels a bien voulu me recommander M. Svane, qui m'ont fourni une bibliographie étrangère qui m'a été de grande utilité.

Tous mes remerciements à M. le Dr René Sand, Président de la Société Belge d'Eugénique, Secrétaire Général de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, qui a bien voulu me recevoir et me donner de très intéressants renseignements sur l'Amérique qu'il connaît si bien. C'est avec une amabilité, qui m'a tout particulièrement touchée, qu'il m'a introduite à la Bibliothèque de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge où j'ai trouvé d'intéressants documents.

Merci à M. Fred S. Hall, of the Russell Sage Foundation, l'impartial auteur de « Medical certification for marriage », livre dans lequel j'ai puisé d'inappréciables documents sur les lois américaines prescrivant le certificat prénuptial, et, tout particulièrement sur les résultats de la loi de l'Etat de Wisconsin. Que M. Fred S. Hall trouve ici l'expression de ma profonde reconnaissance pour les renseignements supplémentaires qu'il m'a donnés par correspondance, et pour les documents inédits qu'il m'a remis, concernant les enquêtes qui ont été faites sur les résultats des lois prénuptiales, dans les Etats autres que l'Etat de Wisconsin. Grâce à lui, j'ai pu traiter la question du certificat prénuptial aux Etats-Unis avec le maximum de renseignements, à une époque où, hélas, ils sont encore bien restreints.

Que toutes les personnes qui m'ont assistée et encouragée dans mon travail trouvent enfin ici l'assurance de ma reconnaissance et mes remerciements émus.

CHAPITRE PREMIER

LA MALADIE DANS LE MARIAGE

Pour bien comprendre la nécessité d'un examen médical, imposé obligatoirement par l'institution du certificat prénuptial, il faut que nous étudions ici les dangers de certaines maladies dans le mariage. Nous comprendrons alors pourquoi, lors d'une conférence donnée au « Comité National d'Etudes Sociales et Politiques » sur « L'Organisation de la Santé individuelle et collective », le 14 novembre 1928, j'ai pu relever des phrases comme celles-ci, d'une pitoyable réalité : « La santé française est une abominable calamité. A l'âge de vingt ans, sur 10 français, 4 sont morts, 2 sont invalides, seuls 4 sont robustes. Chaque année, la tuberculose fait 100 à 150.000 victimes, et la syphilis 140.000 ».

« La Patrie est en danger faute d'officiers de liaison entre la science et le public. Il faut apprendre au français qui se marie. C'est l'ignorance qui tue », et le Dr Léon Bernard, Professeur d'Hygiène et de Médecine préventive à la Faculté de Médecine de Paris, s'est écrié : « Il faut de la médecine

préventive. Il faut pour cela changer la mentalité du peuple et *agir par les lois* ».

Puis la conférence se termina sur cette terrible constatation : « La natalité est en regression partout, mais cette regression est battue par la diminution de la mortalité infantile — sauf chez nous ». — Peut-on entendre de telles phrases sans se dire qu'il est temps, grand temps d'agir ?

Dans sa thèse sur « Le Certificat d'aptitude au Mariage », éditée à Paris, en 1926, le Dr Georges Brandenburg nous dit que deux faits sont frappants en France : la dépopulation, et l'état défectueux des nourrissons. Puis il constate que de 1890 à 1910, il y eût sept années à excédent de décès (1), et, que la France est l'un des pays où l'on meurt le plus. N'y a-t-il pas cent quatre-vingt-un décès par dix mille habitants, tandis qu'en Allemagne il y en a cent vingt-et-un, dans les Pays-Bas quatre-vingt-dix-huit (etc...).

Le Docteur Brandenburg reconnaît bien que la lutte contre la mortalité infantile a fait de grands progrès, mais ce n'est pas seulement ceux qui sont nés qu'il faut protéger, mais aussi ceux qui vont naître, qui ne sont pas encore conçus, et il demande que l'on réglemente le mariage en ne le permettant qu'à « des êtres sains de corps et d'esprit, qui donneront naissance à une génération semblable à eux-mêmes » (2).

En 1922, au Congrès d'Hygiène Sociale, tenu à Rouen, la question de la dénatalité étant à l'étude, il y fut dit que le progrès dans l'histoire se manifeste sous deux formes (matérielle et morale) qui se rencontrent rarement. En effet, à notre époque de grands progrès matériels, il semble que nous en soyons encore à l'A. B. C. en matière mentale (3). Le Congrès pouvait constater à la suite de ses études que la dénatalité provenait,

(1) « Du certificat d'aptitude au mariage », Dr Brandenburg, p. 9.

(2) M. Référence, p. 16.

(3) « Alliance d'hygiène sociale », Congrès de Rouen 1922, p. 138.

non seulement des manœuvres abortives, mais encore de l'alcoolisme et de l'avarie (1).

N'est-il pas effrayant de constater que, non seulement la France est le pays qui compte le moins de naissances, mais aussi *le plus de morts*. Que dire lorsque l'on voit qu'en 1921, l'excédent des naissances sur les décès fut en France de 117 000 tandis qu'en Allemagne, il était de 700.000, en Angleterre de 410.000, en Italie de 440.000, etc.. (2), et le Congrès demandait un *Code de Famille* (3), car notre Code, fait en faveur de l'individu, est si défectueux qu'on le croirait dirigé « contre » la famille.

Quelles sont donc les maladies qui déciment les foyers et tuent l'enfant, soit avant terme, soit dans ses premières années, ou en font une victime, malade et infirme ? Il y a les maladies sociales : la syphilis, le blennorrhagie, la tuberculose, l'épilepsie, le cancer, l'alcoolisme, etc... Il y a les maladies mentales et nerveuses, et enfin les maladies familiales.

Qu'il nous soit permis de jeter rapidement un coup d'œil sur les mortels effets de ces terribles affections, et je crois que le lecteur aura compris qu'il faut se munir d'un certificat prénuptial pour contracter mariage, et que c'est un délit de risquer les souffrances et la mort de ceux que l'on s'engage solennellement à aimer et à protéger. Que le législateur médite sur les lignes qui vont suivre, et qu'il comprenne que c'est, pour lui, un devoir de voter rapidement une loi rendant obligatoire le certificat prénuptial. Je la lui demande de toute la force de ma conviction en la nécessité, vitale pour notre pays, d'imposer ce certificat.

Commençons cette étude par la maladie sociale aux terribles effets, hélas encore insuffisamment connus, malgré tous les livres édités sur le sujet, et la propagande entreprise avec tant d'ardeur depuis la guerre, je veux dire :

(1) « Alliance d'hygiène sociale », Congrès de Rouen 1922, p. 138.

(2) M. référence, p. 147.

(3) M. référence, p. 148.

La Syphilis

Dans sa thèse intitulée « Organisation de la lutte contre la syphilis ». « Ce que la France a fait pour enrayer la propagation de cette maladie », thèse présidée par M. le Professeur Jeanselme, le Docteur Alberto Martinez nous dit :

« La syphilis est une maladie sociale :

« 1°) pour les séquelles qu'elle laisse sur les individus ;

« 2°) pour l'influence qu'elle a sur leur descendance » (1).

Je vais reprendre chacun de ces deux points et essayer de démontrer leur véracité :

1° Quelles sont les suites que la syphilis laisse sur les individus ? Tôt ou tard, le syphilitique paie sa dette. Le chiffre des morts, chez les syphilitiques, est près du double de celui des décès chez les individus normaux.

Le Professeur Jeanselme, dans son livre « La Syphilis : son aspect pathologique et social », édité en 1925, nous dit que la syphilis est un poison du système nerveux. Dans la syphilis du cerveau, dix-neuf pour cent succombent, cinquante-neuf pour cent gardent une infirmité permanente, vingt-deux pour cent seulement recouvrent l'intégrité de leurs facultés intellectuelles et de leurs mouvements. « Un grand nombre de ceux dont la moelle a été touchée par la syphilis restent des éclopés et des paralytiques » (2).

D'après une statistique du Docteur Fournier, le célèbre syphiligraphe, onze cent trente-huit lésions peuvent se terminer par la mort sur quatre mille quatre cent cas de syphilis tertiaire.

Les décès causés directement par la syphilis représentent six pour cent de la mortalité totale, trente pour cent de tous les sujets qui ont eu la syphilis en meurent, et, par suite de cette ma-

(1) « Organisation de la lutte contre la syphilis », Thèse du D^r Alberto Martinez, Introduction, p. 13.

(2) « La syphilis : son aspect pathologique et social », du P^r Jeanselme, p. 303.

maladie, la durée de la vie humaine est abrégée de quatre ans, conclut le Docteur Blaschko (de Berlin) (1).

La syphilis prédispose à la tuberculose, au cancer. « Dans les hôpitaux non spécialisés, quarante pour cent des malades en traitement pour des affections chroniques doivent la maladie dont ils souffrent à la syphilis » (2).

« La paralysie générale, qui produit le quart de la population des asiles, est toujours d'origine syphilitique » (3). Les deux tiers des aliénés, au moins, sont syphilitiques.

Et peut-on se rendre compte des obsessions, des angoisses, des drames que la syphilis sème au cœur des Individus, nous dit le D^r Louis Bory, Chef de clinique à la Faculté de Médecine de Paris, Médecin à l'Hôpital Saint-Louis, dans son livre : « La syphilis au point de vue physique et psychologique » (1923) (4).

La syphilis est une maladie physique qui porte, à l'esprit et au cœur, une cruelle atteinte. Souvent cela finit par le suicide. Il y a là un gros défaut de notre éducation. On ne sait pas encore assez que la syphilis se soigne, que la vie n'est pas finie parce que l'on est syphilitique, et qu'un peu de patience et de soins permettraient à l'homme, malgré son mal, de se fonder un foyer et de vivre normalement. Nous aurons l'occasion de retoucher à ce point par la suite. Nous mentionnons seulement ici un des terribles méfaits de la syphilis, je veux dire, l'angoisse, l'obsession qu'elle fait naître et qui tue.

« La fréquence des affections cardiaques, et surtout aortiques, dues à la syphilis acquise apparaît aujourd'hui reconnue de tous les cardiologues », nous dit le Docteur Lerredde dans son intéressant livre : « La syphilis héréditaire et la famille syphilitique » (1925) (5).

(1) M. référence, p. 305.

(2) M. référence, p. 310.

(3) M. référence.

(4) « La syphilis au point de vue physique et psychologique », du D^r Bory, p. 163 et suiv.

(5) « La syphilis héréditaire et la famille syphilitique », du D^r Lerredde, p. 242.

A la page 306 de ce livre, il nous dit aussi que le cancer serait d'origine syphilitique. L'argument principal est dans le fait que le cancer de la langue se développe normalement quatre vingt-dix fois sur cent, et peut-être plus, chez des syphilitiques, fréquemment au niveau des lésions syphilitiques visibles. La simple logique permet de penser qu'il en est souvent ainsi au niveau des autres organes, conclut le Docteur Leredde.

Le Docteur Leredde a aussi observé que sur vingt-trois cas de diabétiques, dix malades étaient atteints de syphilis ancienne acquise, et cinq étaient des hérédosyphilitiques (1).

Je ne veux pas insister sur ce premier point. Le Professeur Jeanselme dans son admirable livre, cité ci-dessus, nous énumérant les conséquences de la syphilis pour l'individu, mentionne : l'interruption temporaire du travail, ou, au moins, l'amoindrissement de la capacité productive, d'où la diminution de salaire pour le syphilitique atteint des conséquences de son infection. Et de plus, la possibilité d'une infirmité permanente (2). Quelle responsabilité pour le syphilitique qui ne se soigne pas et se marie dans de telles conditions. C'est la misère qu'il installe au foyer avec son infection. Et que deviendra la jeune fille saine, épousée par le syphilitique contagieux ? Sait-on assez que, sur cinq cent soixante-douze femmes syphilitiques examinées par le Docteur Fournier, quatre vingt-une ont contracté la syphilis de leurs maris dans les premiers temps de leur mariage, et que sur cent femmes syphilitiques mariées, quarante sont stériles. Comment le bonheur, si relatif soit-il, peut-il régner à un foyer qu'une telle déception domine ? et comme nous rencontrons encore là la grande désespérance dont parle le Docteur Bory et qui peut être la base de tant de drames. Et lorsque la femme syphilitique peut encore être mère, que de souffrances morales ; ce sont les fausses couches, les enfants venant à terme mais qui meurent bientôt, ceux qui vivent, mais sont toujours malades ou infirmes.

(1) M. référence, p. 318.

(2) « La syphilis : son aspect pathologique et social » du Pr Jeanselme, p. 311.

Dans sa thèse toute récente (1927) intitulée : « De la nécessité du Certificat médical prénuptial », le Docteur P. Bouëssel du Bourg cite quelques observations cliniques que je veux donner ici, afin de montrer, par ces exemples vécus et hélas ! courants, les malheurs auxquels entraîne le mariage du syphilitique.

Un jeune homme est atteint de syphilis secondaire éminemment contagieuse. Le Docteur Fournier lui interdit le mariage qu'il projetait, et l'avertit, ainsi que sa mère, des suites possibles d'une telle union. Pourtant le mariage a lieu ; la jeune femme est de suite contaminée, et peu après, c'est le deuil au foyer avec la naissance à huit mois d'un petit être chétif, malingre, qui se couvre de syphilis et ne tarde pas à succomber (1).

Ou, c'est encore le mariage d'une jeune fille bien dotée, fille d'un pharmacien, que le mari quitte après la nuit de noces, emportant la dot, mais la laissant enceinte, et contaminée. Elle a un petit hydrocéphalique qui meurt à un an. Elle voit tomber ses cheveux, ses dents, et meurt bientôt, consumée de douleurs (2).

A quoi bon continuer. Que chacun de nous jette un coup d'œil autour de lui, qu'il regarde les drames que la syphilis dans le mariage a suscités, et les vies qu'elle a brisées.

2° Voyons maintenant le deuxième point que je me suis proposée d'étudier : de l'influence de la syphilis sur la descendance.

D'après le Docteur P. Bouëssel du Bourg, sur cent enfants de syphilitiques, quarante meurent « in utero », dix meurent en bas âge. Sur les cinquante restants, vingt-cinq sont rachitiques et meurent ; il en reste vingt-cinq, et parmi ceux-là combien sont idiots ou peuplent les colonies pénitenciaires, ensuite les bataillons d'Afrique pour finir souvent à l'échafaud ou au baignoire, et le Docteur P. Bouëssel du Bourg conclut : « Sans vouloir tomber dans l'absolutisme de la théorie de Lombroso du « criminel né », disons que beaucoup de criminels présentent des tares héréditaires et que la syphilis est au premier rang » (3).

(1) « De la nécessité du certificat médical prénuptial », D^r P. Bouëssel du Bourg, p. 13.

(2) M. référence, p. 21.

(3) M. référence, p. 22.

Dans son livre, déjà cité, le Docteur Leredde nous dit à ce sujet que sur trente-quatre jeunes détenus pour vol, prostitution, vagabondage, etc... huit fois la séro-réaction fut positive, dans un seul cas, la syphilis était acquise, donc sept étaient héréditaires. Dans six autres cas, il existait des altérations précises du liquide céphalo-rachidien. Dans les vingt cas restants, la séro-réaction était négative (mais on sait que la séro-réaction est le plus souvent négative chez les hérédos), en certains de ces cas, il y avait des stigmates physiques ou mentaux et l'enquête familiale faisait conjecturer à la syphilis. Et le Docteur Leredde conclut ainsi sur ce sujet : « La plupart des jeunes détenus que j'ai étudiés sont des malades ; la syphilis héréditaire est la cause probable de leur état morbide, quand elle n'en est pas la cause certaine... »

« La syphilis héréditaire doit être recherchée chez tous les jeunes détenus. Il est certain que la prophylaxie de la criminalité, dans des cas sans doute nombreux, a pour base le traitement précoce et énergique de la syphilis héréditaire, et la prophylaxie même de l'infection syphilitique » (1).

Pour bien montrer l'influence effrayante de la syphilis sur les enfants, faut-il encore citer des chiffres qui, mieux que tout, frappent l'esprit ? Dans l'hérédité maternelle syphilitique, sur quatre cent quatorze grossesses, le Docteur Pileur a trouvé à Lourcine deux cent quatre-vingt-quinze morts, soit environ trois morts sur quatre naissances.

Le Docteur Brandenburg, se basant sur une statistique différente, mais non moins frappante que celle du Docteur P. Bouessel du Bourg, nous dit que, d'après le Professeur Bayet, sur cent hérédo-syphilitiques, cinquante meurent pendant le premier semestre de la vie, vingt-cinq pendant le deuxième, seize avant l'âge de dix ans ; seuls, neuf survivent... (2) mais comment ? Ils sont handicapés moralement ou physiquement.

(1) « La syphilis héréditaire et la famille syphilitique », du D^r Leredde, p. 211 et suiv.

(2) « Du certificat d'aptitude au mariage », du D^r Brandenburg, p. 15.

Le Docteur Sicard de Plauzoles nous dit, qu'en 1924, la syphilis héréditaire a enlevé au pays quatre vingt-trois mille quatre cent vingt-trois enfants pour sept cent cinquante-deux mille cent une naissances, soit onze pour cent.

Le Docteur Leredde nous affirme que, trente pour cent des enfants vus aux consultations hospitalières à Paris sont hérédosyphilitiques (1).

D'après Fournier, la mortalité infantile est considérable dans les hôpitaux parisiens en partie réservés aux syphilitiques, quatre-vingt-quatre pour cent à l'Hôpital Broca, quatre-vingt-six pour cent à Saint-Louis (2).

Sur cent quarante-et-une malades examinées par le Docteur Leredde et atteintes de la syphilis héréditaire, très peu connaissent leur affection. Dans quarante-neuf cas, aucun stigmate n'a été constaté, mais en interrogeant la malade, on trouvait, dans un premier cas, que sa mère avait eu huit enfants morts-nés, ou morts en bas-âge ; elle-même avait fait deux fausses couches et avait un enfant atteint de coxalgie. Dans un deuxième cas, que sa mère avait fait deux fausses couches, avait eu un enfant mort à seize ans, un autre atteint d'une affection cardiaque, et un autre à demi-aveugle. Elle avait eu un enfant mort de cachexie, un de méningite, et avait une fillette de neuf ans anémique, atteinte de troubles bronchiques et d'hypoglobulie (3).

Je m'arrête ici, et je fais remarquer, en me proposant de revenir plus tard sur ce point, que l'ignorance de leur état avait seule été la cause des malheurs conjugaux de ces malades, et qu'un examen prénuptial, accompagné d'un interrogatoire approprié, eut permis de déceler leur infection, comme l'avait découverte plus tard le Docteur Leredde, et, en les avertissant et les soignant n'eut-on pas évité les morts et les infirmités que je viens de signaler ? Le Docteur Leredde a compté parmi quarante-sept femmes atteintes de syphilis héréditaire et qui ont eu

(1) M. référence, D^r Leredde, p. 3 et 140.

(2) « La syphilis : son aspect pathologique et social, P^r Jeanselme, p. 327.

(3) M. référence, D^r Leredde, p. 37 et suiv.

cent quarante-six grossesses, qu'il y avait eu trente-deux fausses couches, trente-cinq enfants morts. Il restait donc soixante-dix-neuf enfants vivants, soit cinquante-quatre pour cent, et ces enfants étaient atteints très généralement de troubles divers (1). Des observations, faites sur des hommes hérédosyphilitiques ont donné les mêmes résultats (2). Puisque la femme, autant que l'homme, est atteinte d'hérédosyphilis, il est impossible de s'opposer à son examen médical prénuptial. N'oublions pas que les affections chroniques, dues à l'hérédosyphilis, sont au moins aussi nombreuses que celles dues à la syphilis acquise. La syphilis a ses maladies familiales : « la méningite, les convulsions sont d'observations courantes dans la famille syphilitique » (3). Parfois on y observe, non seulement des affections identiques, mais voisines les unes des autres. Dans une famille citée par le Docteur Leredde, sur sept enfants, un est idiot, un est épileptique, un est inverti homosexuel (4).

Les Docteurs Audrain, Etienne et Leredde sont d'accord pour penser que « la syphilis, transmise de générations en générations, est la cause principales des affections chroniques et le *facteur essentiel de la décadence de la race* » (5). D'après le Docteur Leredde encore, sur quarante-sept enfants nés de père ou de mère syphilitiques, quarante-trois sont certainement infectés (6).

Le nombre des enfants tués par le spirochète, avant terme, ou à terme, atteint au minimum vingt mille par an à partir du sixième mois de la gestation. Ceux qui sont tués par la syphilis, de la naissance à la troisième année, est au minimum de quarante mille par an (7). Les hérédos qui survivent chaque année sont au minimum cent mille. Les uns sont infirmes, sourds-muets (n'en avons-nous pas trente-cinq mille en France ?) aveugles

(1) « La syphilis héréditaire et la famille syphilitique », du Dr Leredde, p. 74 et suiv.

(2) M. référence, p. 80.

(3) M. référence, p. 91.

(4) M. référence, p. 92.

(5) M. référence, p. 133.

(6) M. référence, p. 156.

(7) « La syphilis : son aspect pathologique et social », du Pr Jean-selme, p. 309.

(nous en comptons vingt-cinq mille), ils ont des pieds bots, des bees de lièvre, etc... D'autres sont des arriérés, des idiots, des imbéciles, des débiles mentaux, des criminels, des épileptiques, des aliénés (près de quatre mille cinq cents sont hospitalisés dans les asiles).

Comme nous l'expose le Professeur Jeanselme, dans son livre : « La syphilis : son aspect pathologique et social », les enfants hérédos ne succombent pas toujours directement à la syphilis, mais ils sont tués par des infections intercurrentes, pneumonie, fièvres éruptives, diphtérie, tuberculose, qui ont aisément raison de leur organisme débile (1). Lorsque l'on voit ces hécatombes d'enfants, ces infirmes, ces idiots, sachant qu'un syphilitique convenablement traité peut engendrer des enfants sains (2) on se demande par quelle aberration, l'individu qui connaît son mal et les conséquences possibles de celui-ci, peut penser à se marier étant encore contagieux, et par quelle inconscience la Société permet à ces tarés de se créer un foyer. Comment est-il possible que sur près de soixante-deux mille enfants conçus en une année dans la population parisienne, neuf mille cinquante environ proviennent de mères syphilitiques ? Et sur ces neuf mille cinquante enfants, plus de huit mille quatre cents périssent avant ou peu après terme.

Concluons : ces soixante mille enfants que les Docteurs estiment être tués chaque année par la syphilis, ces milliers d'infirmes et d'aliénés, que d'éléments perdus pour le pays. Il y a là une cause capitale de dépopulation, de ruine.

Comme le dit le Docteur Jeanselme : « on peut estimer qu'en décès, maladies, infirmités, incapacité de travail, frais de traitement et d'assistance, diminution de la production, etc... la syphilis entraîne à elle seule une perte sociale annuelle de plusieurs milliards pour la France » (3). Le budget annuel des asiles est

(1) M. référence, p. 195.

(2) M. référence, p. 204.

(3) « La syphilis : son aspect pathologique et social », du P^r Jeanselme, p. 310.

déjà de trois cents millions — les deux tiers des aliénés étant syphilitiques, on peut juger que deux cents millions par an sont affectés rien qu'à leur subsistance.

Que l'on ne nous dise pas qu'en imposant l'examen médical avant le mariage on limite et on porte atteinte à la liberté individuelle. Celle-ci ne doit être respectée que tant qu'elle n'est pas la cause d'un préjudice pour la Société. Mais doit-on hésiter à la sacrifier quand tant d'intérêts supérieurs sont en jeu ? et quand, par là même, on protège l'individu contre lui-même. Pour lui, se marier s'il est atteint de syphilis en période contagieuse, c'est souffrir, car quels remords de voir la gêne et la maladie installées au foyer de par sa faute.

Dans la famille, comme le dit le Professeur Jeanselme, c'est la désunion entre les époux, ce sont les maternités déguées, la descendance tarée. *Pour la Société*, c'est le gaspillage du capital social, l'accroissement des dépenses improductives, par la charge que les tarés imposent à la collectivité. *Pour la Patrie*, c'est l'arrêt de son expansion morale et économique, l'indisponibilité d'une partie des effectifs militaires, l'affaiblissement de la Natalité (1).

L'on dit et répète que si nous avions été plus nombreux, nous n'aurions pas eu la dernière guerre. Mais agissons maintenant. Pour ne plus en avoir jamais d'autres, ayons des enfants sains. Il est temps encore, peut-être, mais il est grand temps d'agir pour.

Abordons maintenant l'étude du deuxième fléau social dont je veux étudier les effets dans le mariage :

La Blennorragie

Cette maladie est la plus répandue des infections vénériennes et la plus redoutable, peut-être, car n'étant pas mortelle, on la néglige. Et cependant, d'après le Docteur Brandenburg,

« La Royal Commission on venereal disease » estime que cinquante pour cent des femmes ayant contracté la blennorrhagie sont frappées de stérilité » (1). Certes, la blennorrhagie n'est pas une maladie héréditaire, malgré que, comme nous le verrons ci-dessous, elle atteint parfois cruellement l'enfant, mais elle est terrible pour la femme. Le Docteur Brandenburg estime que le nombre de celles qui sont atteintes dépasse ce que l'on peut imaginer. Dans les grandes villes, presque tous les hommes, en effet, ne paient-ils pas leur tribut à cette terrible maladie ? Le Docteur Noeggerath, médecin américain, cité par Leclerc-Daudoy, déclare qu'à New-York, sur mille hommes se mariant, huit cents ont été atteints de la blennorrhagie et quatre-vingt-dix pour cent n'étant pas guéris, contaminent leurs femmes (2).

En effet, si la syphilis décroît, quelque peu à la suite de la propagande active menée contre elle depuis la guerre, les cas de blennorrhagie augmentent. On en méconnaît la gravité. Les porteurs de gonocoques qui se marient, et ils sont incalculablement nombreux, sont la cause de salpingites, d'ovarites, de métrites, de pelvi-péritonites qui condamnent la femme à de longs mois de lit ou de chaise longue, et doivent se terminer souvent, hélas ! par l'ablation des ovaires qui enlève tout espoir de maternité (3). Quelle perte considérable et sournoise pour la production, donc pour la Société, conclut le Docteur Brandenburg (4).

La femme, atteinte des maladies dont nous venons de parler, est naturellement inapte à tout travail pendant de longs mois, des années. Quelle tristesse au foyer, et quelle misère dans les ménages nécessiteux. Puis ce sont aussi les dissentiments suscités par cette contagion, suivis parfois de divorces. Le Docteur P. Bouessel du Bourg, dans sa thèse, indique un cas qu'il a observé, et qui est tristement caractéristique : un homme vient le consulter ; il a une métrite blennorrhagique, il doit se marier

(1) « Du certificat d'aptitude au mariage », Dr Brandenburg, p. 21.

(2) M. référence, p. 20.

(3) M. référence, p. 21.

(4) M. référence, p. 21.

huit jours après. Le Docteur le lui interdit formellement, mais... il se marie quand même. Deux mois plus tard, sa femme a une salpingite, puis une péritonite, et en meurt (1). Ce sont de tels crimes qu'il ne faut plus permettre. Il faut que, lorsque le médecin ordonne le recul d'une union jusqu'à ce que le traitement ait prévenu toute complication et contagion possible, le malade soit obligé de se soumettre à cette décision. Que sont quelques mois d'attente, et même les peines qu'elle peut provoquer, en comparaison des souffrances évitées ?

Que de personnes aussi ignorent la possibilité de cette contagion. Ici, comme pour la syphilis, il faut un examen médical obligatoire avant le mariage, permettant d'en reculer la date, et ce, pour lutter contre les criminels et contre les ignorants.

J'ai dit que la blennorragie, tout en n'étant pas héréditaire, atteint cependant l'enfant. En effet, chez la femme, la diffusion de l'infection dans les organes de la sphère génitale est très probable, s'effectuant par la continuité des muqueuses. Il en résulte des avortements, l'enfant étant infecté au contact du pus maternel, et souvent, hélas ! la perte de la vue chez celui qui survit (ophtalmoblennorrhée).

Je ne peux conclure ici qu'en renvoyant à ce que j'ai dit après avoir étudié les effets de la syphilis sur le mariage. La blennorragie, comme elle, est une cause de désespérance au foyer, et elle prend à la Société et à la Patrie, un capital en hommes que l'on ne peut même évaluer, mais qui peut être jugé considérable, si l'on songe au nombre d'avortements qu'elle provoque, et d'hommes et de femmes qu'elle rend stériles.

Quelle sera l'influence de "**La tuberculose**" dans la famille ?

Dans une conférence qu'il fit à Bruxelles, à la Société Médico-Chirurgicale du Brabant à propos : « Des risques pathologiques du mariage, des hérédités morbides et d'un examen médical avant le mariage » (2), le Docteur Henri Cazalis, en

(1) « De la nécessité du certificat médical prénuptial », D^r P. Bouëssel du Bourg, p. 16.

(2) « Des risques pathologiques du mariage. Des hérédités morbides et d'un examen médical avant le mariage », du D^r Henri Cazalis (Bruxelles). Imprimerie Charles Vande Weghe.

1902, disait déjà que la tuberculose coûtait cent cinquante mille décès à la France chaque année, et il prétendait que le tiers ou la moitié seraient dus aux mariages conclus sans souci de la santé des conjoints. Il s'écriait : « Que de crimes, car cela ressemble fort à un assassinat, cette mort, à peu près fatale, d'enfants devant naître malsains d'une femme notoirement malade ou menacée de l'être, mais riche, et que l'on épouse, et à qui l'ont fait ces enfants, ce que du moins l'on pouvait éviter, en vue de la fortune apportée par elle. Et n'est-ce pas quelque chose qui ressemble à un crime, cette union d'un homme qui se sait malade, et qui, par ambition ou besoin d'argent, fût-ce même par passion, par un appétit d'amour, ce qui du moins n'est pas vil ou ne l'est pas autant, va peut-être infecter la femme qu'il épouse, et, à très peu près, certainement va condamner sa race à quelque affection, tuberculeuse ou paratuberculeuse, à la dégénérescence, à la mort ? »

L'enfant ne naît pas tuberculeux, mais on peut retrouver chez lui les mêmes dégénérescences que chez les hérédosyphilitiques : la débilité, les malformations des poumons ou du cœur, les becs de lièvre, les luxations de la hanche, du rachitisme, etc...

Si l'ovule maternel est en contact avec un plasma spermatique imbibé de tuberculine, il est adultéré dans sa substance et sa vitalité, et l'enfant qui naît est en général un **dégénéré**, un prédisposé.

D'après une statistique de Leroux et Grunberg (1), la mortalité des enfants nés de parents tuberculeux est effrayante. Sur mille six cent quatre grossesse, il signale cent quatre-vingt-seize avortements et six cent cinquante-deux décès après terme, soit un pourcentage de plus de cinquante pour cent. Car, en effet, si l'enfant naît viable, la mère est pour lui un danger permanent. Cependant signalons que si l'on sépare les nouveaux-nés du foyer de contagion, on diminue l'éclosion de la tuberculose ; mais comment arracher l'enfant à la mère ?

Et quel danger pour elle-même que le mariage d'une jeune fille tuberculeuse. « La maternité, l'accouchement, l'allaitement

(1) « Du certificat d'aptitude au mariage, Dr Brandenburg, p. 23.

seront de lourdes charges pour la malade qui trop souvent succombera à la tâche », nous dit le Docteur P. Bouessel du Bourg (1).

Le mariage de la jeune fille atteinte de tuberculose pulmonaire est une chose redoutable. Marier une jeune fille de vingt à trente ans atteinte de cette affection en évolution, c'est la tuer. Comment résister aux grossesses ? Minée par les sueurs nocturnes et la fièvre, etc... comment la malade subviendra-t-elle aux besoins de deux êtres ? La grossesse influe sur le système nerveux ; le sommeil quitte la future mère, son caractère s'irrite, ce n'est pas ce qu'il faut à un tuberculeux pour guérir. Son appétit est aboli ; elle est sujette à des vomissements. Quel affaiblissement pour la tuberculeuse qui a besoin d'une forte nourriture pour lutter contre le bacille de Koch. Si la femme enceinte a de l'albumine, elle est frappée d'une lésion rénale et il est à craindre que la tuberculose altère les reins affaiblis. Le système osseux de l'enfant a besoin de sels minéraux : phosphates et sulfates, mais la tuberculeuse perd les premiers en proportion de la gravité de sa maladie. Pour la mère, comme pour l'enfant, il faut donc beaucoup de phosphates, et cependant la femme enceinte a une mauvaise nutrition. Comprend-on alors qu'il y a antagonisme entre mariage, car par suite souvent « grossesse », et tuberculose. Dans celle-ci le nombre des globules rouges du sang est diminué considérablement, et l'enfant en réclame encore. Alors, chez la malade c'est la marche aiguë de l'infection, l'envahissement progressif, mais rapide, de l'organisme, par le processus pathologique auquel il est livré sans défense. La situation arrive à être fatale pour la malade ayant à accomplir deux charges lourdes : lutter pour elle contre la tuberculose, et pourvoir à tous les besoins de la vie d'un nouvel être. Cela ne veut pas dire que certaines malades ne puissent mener à bout des grossesses pénibles et répétées, mais en général, si la grossesse se renouvelle, elle marque une période d'évolution de la maladie.

(1) « De la nécessité du certificat médical prénuptial », D^r P. Bouessel du Bourg, p. 29.

Et le tuberculeux à lésions ouvertes court le risque de contaminer les siens. Le Docteur Brandenburg nous dit que, Tecon, étudiant des ménages dont l'un des membres était tuberculeux, constata que, sur 482 familles, dans 90 la contamination du conjoint sain par le malade était plus que probable, pour ne pas dire certaine, et dans 17, probable (1).

Il est donc indiscutable que la tuberculose pulmonaire est néfaste dans le mariage, et que si la tuberculose est ouverte, contagieuse, il doit être interdit. Il est certain que l'examen médical obligatoire découvrirait aisément ces cas, et pourrait reculer le mariage jusqu'à ce que la tuberculose soit fermée, silencieuse, localisée, en un mot cliniquement guérie depuis plusieurs années, et permettrait de mettre en garde contre les grossesses répétées qui risqueraient d'éveiller la tuberculose endormie. Sinon, nous avons vu les conséquences de ce terrible fléau social qui est cause de tant de misères, de douleurs, de morts, de dislocation des foyers, et coûte tant de milliers de vies humaines chaque année au pays, et de millions au Budget.

Je fais remarquer que dans tout ce qui précède, je ne parle que de la tuberculose « pleuro-pulmonaire », car telle tuberculose des vertèbres cervicales, tel mal de Pott dorsal, par exemple, et toute infection tuberculeuse qui n'est, ni pulmonaire, ni génitale, n'est pas un empêchement au mariage. Le Docteur Maurice Letulle, Professeur à la Faculté de Médecine de Paris, nous dit, en effet, que : « ces rescapés de la tuberculose sont capables d'être de superbes procréateurs. Ils sembleraient même pourvus d'un précieux certificat de santé prophylactique, d'après Marfaud et son école, puisqu'ils se trouveraient, ipso facto, vaccinés contre la tuberculose pulmonaire... » (2).

L'Epilepsie

L'épilepsie est « une affection du système nerveux acquise dans la première enfance, aidée peut-être, nous dit le Docteur

(1) « Du certificat d'aptitude au mariage », Dr Brandenburg, p. 24.

(2) « L'examen médical en vue du mariage ». 1924. Flammarion, éditeur, p. 101.

Brandenburg dans sa thèse, par l'hérédo-syphilis ou l'hérédo-alcoolisme » (1), et, nous voyons le Docteur Leredde, dans son livre étudié ci-dessus, nous citer des cas d'épilepsie dans les familles syphilitiques, et le Docteur Jeanselme, nous énumérant les maladies et infirmités qui peuvent atteindre les enfants de syphilitiques, nous mentionne l'épilepsie (2).

D'après le Docteur Heuyer, on trouve, presque toujours, chez les parents ou grands-parents d'épileptiques une cause infectieuse ou toxique, et, pour cinquante pour cent des cas : la syphilis.

En présence d'un épileptique, candidat au mariage, le médecin recherchera donc les signes biologiques du sang, et même s'il n'y trouvait pas de renseignements positifs, le seul fait des crises épileptiques devra lui faire déconseiller le mariage, tant qu'un traitement intensif et préventif n'aura pas été appliqué au malade.

Nous verrons de même que cette maladie frappe parfois les enfants d'alcooliques. Le Docteur Apert nous dit que plus du quart des enfants de buveurs d'absinthe sont épileptiques (3).

Il n'y a pas d'hérédité dans l'épilepsie, comme nous le dit le Docteur Pierre Marie, en ce sens qu'un enfant d'épileptique ne l'est pas. Mais nous avons vu que l'épileptique peut être syphilitique, et, même s'il ne l'est pas, il est toujours, après la crise, en état de démence temporaire, et dans cet état, un danger possible pour la Société et pour son conjoint. Par conséquent, si l'on peut permettre son mariage, on doit avertir le futur conjoint de l'affection qui frappe l'être qu'il se propose d'épouser. Ne serait-ce pas le rôle du médecin délivrant le certificat pré-nuptial que je demande ?

L'Impuissance

On sait que l'Impuissance était dans l'ancien droit une cause d'empêchement de mariage, et en cas de célébration, il y avait

(1) « Du certificat d'aptitude au mariage, D^r Brandenburg, p. 27.

(2) « La syphilis : son aspect pathologique et social », du P^r Jeanselme, p. 199.

(3) « L'hérédité morbide », du D^r Apert, p. 77.

nullité dirimante. Si cet empêchement subsistait encore, nous éviterions de cruelles déceptions à ceux, et ils sont, quoiqu'on en dise, nombreux, qui ont vu dans le Mariage plus que l'Amour, qui en ont espéré l'Enfant, et nous éviterions ainsi de nombreux divorces.

L'examen médical révélerait cette Impuissance, et alors les conjoints avertis s'uniraient, s'ils persistaient dans leurs intentions, en pleine connaissance de cause.

Sans doute, par suite de quelques faux diagnostics, des mariages se célébreraient-ils malgré l'impuissance d'une des parties. Ils seraient, je crois, assez rares, car l'homme comme la femme devrait répondre en toute franchise, même au besoin sous la foi du serment, aux questions du médecin. Ces erreurs trouveraient d'ailleurs une excuse dans les déceptions évitées.

Le Cancer

En 1900, le Docteur Cazalis disait qu'il semblait que la prédisposition au cancer était héréditaire, mais qu'elle n'entraînait pas la dégénérescence de la race (1). Vingt-six ans plus tard, le Docteur Brandenburg, dans sa thèse, ajoute que dans l'état actuel de la Science, il n'est pas possible de dire que le cancer soit une cause d'empêchement au mariage. Il nous cite un cas rapporté par Broca : une femme succombe à soixante ans d'un cancer au sein, ses quatre filles meurent cancéreuses, et dix de leurs enfants sur dix-huit, mais cependant, le Docteur Brandenburg conclut qu'il n'y a peut-être là qu'une coïncidence (2). D'après lui, on ne peut empêcher un cancéreux de se marier, mais on doit conseiller un traitement approprié avant le mariage, et prévenir le futur conjoint, car la longévité du malade est très incertaine (3). Voilà qui me fonde à dire que, si le certificat

(1) « La science et le mariage », du D^r Cazalis, p. 111.

(2) « Du certificat d'aptitude au mariage », D^r Brandenburg, p. 25.

(3) M. référence, p. 39.

prénuptial obligatoire existait, bien des peines encore seraient prévenues. Certes, en certains cas, l'examen révélerait un cancer à son début et empêcherait ainsi la mort du malade ; en d'autres cas plus avancés, les futurs conjoints prévenus agiraient au moins en connaissance de cause.

Le Docteur Apert, dans une conférence faite le quatorze mai 1926, nous a exposé les résultats intéressants d'une étude expérimentale faite par une Américaine, Mademoiselle Maud Slye. Celle-ci a élevé la descendance de souris saines, et celle de souris atteinte de cancers divers. Son étude fut probante et elle put conclure que la maladie n'est héréditaire que si les deux conjoints sont atteints d'un cancer de même espèce (1). L'éventualité est des plus contingentes. La descendance serait donc rarement atteinte. Cependant, j'adopte la conclusion du Docteur Brandenburg. Le cancéreux n'est pas appelé à vivre longtemps, et les futurs conjoints doivent être avertis de l'état du malade.

L'Alcoolisme

Le Docteur Henri Cazalis, en 1902, dit qu'il ne connaît pas une œuvre où soit plus puissamment représenté que dans les « Revenants » d'Ibsen, l'idée des « fatalités inéluctables qui régissent le présent et l'avenir, qui « s'abattent » sur notre corps, notre pensée, notre âme, de tout cela venant faire une loque, une chose qui meurt ou est morte, *frappant un innocent par la faute d'un ancien malheureux* ».

Il est vrai que les « Revenants d'Ibsen est une œuvre tragiquement réelle. Une femme a souffert de l'alcoolisme et de la folie érotique de son mari ; il est mort. Elle se repose enfin dans sa tendresse pour son fils, mais... elle voit éclater en lui la folie érotique et l'alcoolisme du père. Quelle vision atroce que celle du mort « revenant » en ce fils, qui, par une impulsion fatale, répète les actes de son père. Et le Docteur Cazalis conclut

(1) « L'examen médical en vue du mariage ». 1927. Flammarion, éditeur, p. 147.

qu'il faut empêcher cet homme de procréer ce fils « de le faire entrer en cette vie qui peut-être ne sera pour lui qu'une sorte de chambre de tortures, où longuement il devra souffrir, être martyrisé, *et sans comprendre pourquoi et comment il est là et ce qu'il a fait pour mériter ces choses* ».

L'alcoolique est aussi fœticide ou infanticide que peut l'être un homme infecté, nous dit le Docteur Cazalis. D'après lui, on a vu des familles disparaître en deux ou trois générations, par alcoolisme (1). Et, ne sont-ce pas les enfants conçus de 1900 à 1910 — époque où la France était le pays d'Europe consommant le plus d'alcool — qui garnissent depuis plusieurs années déjà les bans de nos tribunaux ? Quand je vois tous les efforts tentés pour amender la jeunesse, je me dis qu'il eût mieux fallu prévenir. Donnez aux enfants des parents sains, et vous aurez moins de jeunes criminels. Soignez les parents, avant de leur permettre de procréer, lutez contre leur alcoolisme. Que l'on ne me dise pas que cela n'est pas aisé. Est-il plus facile de punir ceux qui manquent, parce que nos mœurs ont permis à leurs parents d'être criminels en les procréant ? Ces tarés peuplent nos sanatoria, nos asiles, nos prisons. Ce sont des déchets de l'humanité, des ratés, des impuissants. Il faut que si, convaincu par un interrogatoire serré, de l'alcoolisme du candidat au mariage, le médecin le fasse temporier jusqu'à ce qu'il soit désaccoutumé, et s'il ne peut y parvenir, qu'il lui interdise formellement toute union. Il y va de l'intérêt de la race. Il faut que la femme sache que les enfants d'alcooliques sont des êtres condamnés à la mort, à l'épilepsie, à l'idiotie, à la prison, à l'échafaud ou au cabaret, eux aussi.

Toutes les couches de la stratification sociale sont décimées par l'alcoolisme. Il faut lutter, agir. Pensons que, d'après la statistique établie par Magnan et Filassier au Bureau Central d'Admission des Aliénés de Paris et du département de la Seine, de 1861 à 1912, un tiers des enfants idiots ou faibles d'esprit

(1) « La science et le mariage », du D^r Cazalis, p. 97.

étaient nés d'alcooliques (1). Qu'en cas de père alcoolique, le Professeur Apert estime qu'il y a cinquante-huit pour cent de stérilité, vingt-deux pour cent d'enfants morts-nés, et vingt pour cent qui, s'ils survivent, sont chétifs, épileptiques ou idiots (2).

Sur cent enfants d'alcooliques. M. Legrain a relevé trente buveurs, cinquante débiles mentaux, dix criminels, vingt épileptiques, vingt-deux aliénés, quatorze tuberculeux.

Le Docteur Brandenburg, tout en reconnaissant que l'on a fait un grand pas en supprimant l'absinthe, dit qu'il y a encore fort à faire (3).

Le Docteur Apert, dans son livre « L'hérédité morbide », édité en 1919, nous donne les tristes résultats d'une enquête faite par le Docteur Jacquet, à l'Hôpital Saint-Antoine :

- 1° cent quarante-et-un hommes à alcoolisation modérée, ne buvant pas plus d'un litre de vin par jour et rarement des eaux-de-vie et apéritifs, ont eu trois cent cinq enfants, quatre-vingt-cinq sont morts, soit vingt-sept pour cent ;
- 2° cent huit hommes à alcoolisation forte, buvant un litre et demi à deux litres de vin par jour, de l'eau-de-vie et des absinthes assez fréquemment, ont eu deux cent quarante-huit enfants dont cent quinze ont succombé, soit quarante-six pour cent ;
- 3° cent quarante-sept hommes à alcoolisation très forte, buvant plus de deux litres de vin par jour et en plus chaque jour un ou plusieurs petits verres d'alcool ou d'absinthe, ont eu trois cent vingt-six enfants, dont deux cent quarante-quatre ont péri, soit soixante-quatorze pour cent, et les enfants qui survivent dans ces cas sont anormaux (4).

M. Brunon cite le cas d'une forte fille qui, à dix-neuf ans, a, d'un premier mari, un enfant robuste et bien portant. En se-

(1) « Du certificat d'aptitude au mariage », D^r Brandenburg, p. 26.

(2) « L'hérédité morbide du D^r Apert, p. 73.

(3) « Du certificat d'aptitude au mariage », D^r Brandenburg, p. 41.

(4) « L'hérédité morbide », du D^r Apert, p. 75 et 76.

condes noces, elle épouse un alcoolique ; elle a un premier enfant rachitique qui ne peut marcher qu'avec des béquilles ; un deuxième idiot ; un troisième a une luxation congénitale de la hanche ; un quatrième naît normal ; un cinquième naît mort avec quatre doigts à chaque main (1). Y a-t-il besoin de commentaires après un tel exposé ?

Le Docteur Apert, dans son livre cité ci-dessus, conte l'histoire d'une mendicante alcoolique qui vivait au XVIII^e siècle aux Etats-Unis, et dont on a pu suivre la descendance pendant plus de six générations. Sur huit cents descendants, plus de sept cents avaient été délinquants et condamnés à des peines diverses, trois cent quarante-deux poursuivis pour ivresse ou enfermés pour délire alcoolique, trente-sept avaient commis des crimes les ayant fait condamner à mort, cent vingt-sept parmi les femmes étaient des prostituées.

Les frais de justice, d'emprisonnement ou d'internement que la Société avait dû déboursier pour eux s'étaient élevés à quinze millions !... (2)

Il faudrait supprimer tout alcool, mais hélas ! quand ? et verrons-nous cela ? Il faut donc, comme je le disais ci-dessus, interdire le mariage à l'alcoolique invétéré, et, dans les cas, où il y a espoir de guérison, prévenir le futur conjoint et interdire la procréation tant qu'elle n'est pas acquise.

Maladies Mentales et Nerveuses

« Les conditions de santé à envisager au point de vue du mariage dans les maladies mentales et nerveuses... sont assez difficiles à fixer, car nous avons encore peu de précisions scientifiques certaines dans l'hérédité des maladies nerveuses et mentales » nous dit le Docteur Heuyer, Médecin des Hôpitaux de Paris, dans une conférence faite au Musée Social, le sept mai

(1) M. référence, p. 78.

(2) M. référence, p. 29 et 30.

1926 (1). En effet, dans beaucoup de cas, dans l'épilepsie dont nous avons parlé, dans le tabès et la paralysie générale, nous ne trouvons pas dans la descendance d'hérédité névropathique proprement dite, mais bien l'hérédité syphilitique que nous avons étudiée. Cependant, il est bien des cas où l'on reconnaît l'hérédité névropathique. Le Docteur Wimmer, de Copenhague, ayant fait des recherches sur la transmission de la « psychose maniaque dépressive » a conclu qu'elle est une « affection mentale héréditaire de façon nettement homologue et directe ». Ceci est important, nous dit le Docteur Heuyer, car cette affection est fréquente, surtout dans sa forme « mélancolique » qui mène au suicide, ce terrible suicide familial qui n'est pas héréditaire, quoi qu'on dise, étant donné que c'est la « mélancolie » qui se transmet, et non la « réaction suicide » (2). Devrait-on permettre, comme cela est actuellement, le mariage à ces malades, même s'ils ne sont pas en état de crise ? J'admets que la question est délicate, mais je me joins au Docteur Heuyer pour dire qu'il importe que le sujet et le futur conjoint soient prévenus « de la probabilité d'une hérédité similaire chez les enfants » (3).

L'hérédité similaire est encore apparente dans les « perversions instinctives ». Ces perversions sont à l'origine des tendances aux délits et aux crimes ; « irréductibles, elles aboutissent au récidivisme qui fournit la clientèle habituelle des prisons » (4). L'hérédité dissemblable n'est pas aussi aisément démontrée. Il y a des familles de nerveux, mais ce n'est pas toujours, là encore, l'hérédité psychique qui est en cause, mais plutôt l'hérédité infectieuse ou toxique (5).

Il est évident que les conditions à envisager, au point de vue matrimonial dans les maladies nerveuses ne sont pas toujours

(1) « L'examen médical en vue du mariage ». 1927. Ernest Flammarion, éditeur, p. 123.

(2) « L'examen médical en vue du mariage », des D^{rs} R. Sand, Govaerts, etc. 1927. Ernest Flammarion, éditeur, p. 130.

(3) M. référence, p. 131.

(4) M. référence, p. 132.

(5) M. référence, p. 133.

précises, nous dit le Docteur Heuyer. Cependant, il admet que quelques résultats sont acquis :

1° De nombreuses maladies mentales et nerveuses ont une origine infectieuse ou toxique. C'est cette origine qu'il faut rechercher.

2° La plupart des maladies nerveuses à hérédité similaire sont des maladies familiales ne permettant pas le mariage.

3° Certaines maladies mentales à hérédité similaire sont des questions d'espèce (1).

On se rend compte, d'après ces conclusions, à quel point l'examen médical avant le mariage est nécessaire. Le médecin, en constatant une affection apparente dont le malade et son entourage ne se souciaient peut-être pas, peut découvrir une infection mortelle pour la race. Comme a pu écrire le Docteur Henri Miquel : « On a établi des épreuves d'aptitudes psychologiques pour les conducteurs d'autobus et d'avion... Pourquoi n'agirait-on pas de même en ce qui a trait aux préliminaires du mariage ? L'enjeu en vaut la peine ! » (2)

Pensons aux statistiques que nous citent le Docteur Apert. D'après Woods et Hutchinson, les statistiques des asiles anglais, allemands et américains dévoilent que vingt-deux six pour cent des internés avaient eu un de leurs parents atteints de troubles mentaux, et il en est, hélas ! de même chez nous (3).

Cette hérédité est d'autant plus terrible que l'on ignore le traitement des maladies mentales.

Dans son admirable livre : « La science et le mariage », le Docteur Cazalis, en 1900, nous disait déjà que la décadence des peuples est surtout marquée par des maladies de la volonté (4) et que le médecin devait résister à l'accumulation et à l'aggravation des tares, « surtout des tares nerveuses par leur mariage entre elles ou avec d'autres, « ces tares nerveuses aboutissant...

(1) M. régérence, p. 133.

(2) « L'impuissance et le mariage hier et aujourd'hui », D^r H. Miquel, p. 20.

(3) « L'hérédité morbide », du D^r Apert, p. 239.

(4) « La science et le mariage », du D^r Cazalis, p. 75.

à la déchéance des volontés » (1). Oui, là est le devoir du médecin, mais encore faut-il qu'on le consulte ? et non seulement quelques-uns, mais tous. Cela ne sera possible que si l'on rend obligatoire le certificat prénuptial, le médecin, pouvant seul juger s'il y a, dans l'union projetée, danger pour la race.

J'ai dit déjà ce que nous contaient les asiles (trois cent millions chaque année) et si l'on y ajoute la perte de productivité qui résulte pour le Pays de ces bras ou de ces cerveaux inactifs, on se rend compte de la perte sociale subie.

Et quelles souffrances sans nom que celles supportées par les familles lorsqu'un des leurs, l'enfant qu'elles ont choyé, mais hélas ! conçu dans un état maladif, perd peu à peu la raison. Il faut un examen médical prénuptial. Il faut empêcher les unions de malades mentaux autant que faire se peut, il faut prévenir les futurs conjoints à quoi ils s'exposent et ils exposent leur descendance en s'unissant, afin que peu à peu (oh, je sais bien que les résultats ne peuvent être parfaits et complets du jour au lendemain), nos asiles n'ouvrent plus leurs terribles portes sur les enfants, après les avoir ouvertes sur les parents.

L'article 146 du Code civil éloigne les aliénés du mariage en édictant que : « Il n'y a pas de mariage lorsqu'il n'y a point de consentement », mais la Jurisprudence admet la validité du mariage contracté par un aliéné, même interdit, dans les intervalles lucides. (Req., 12 nov. 1844 ; D. P., 1845, 1-98). Le désir de la Loi et de la Jurisprudence est donc d'empêcher un mariage duquel le consentement serait vicié. Aucune idée de sauvegarder la santé des enfants à naître n'entre dans ces décisions, puisque le mariage, célébré dans un intervalle lucide, même au cours d'un état mental particulièrement héréditaire, est jugé valable. Il faut que cet esprit de notre Code se modifie sous l'influence de la nécessité, dans l'intérêt du pays. Il ne faut plus que l'on voit des cas comme celui que M. le Docteur Sicard de Plauzoles m'a cité : « Un homme, le jour de son mariage, omet

(1) M. référence, p. 78.

de se rendre à la Mairie. On vient le chercher et... on le trouve en robe de chambre confortablement installé au coin du feu, lisant son journal. Il avait oublié qu'il se mariait, étant en pleine attaque de paralysie générale, donc en période tertiaire de la syphilis. Cependant, on l'habilla et, quelques minutes plus tard, étant considéré lucide par l'Officier de l'Etat Civil, son mariage était célébré ». On ne peut penser sans frémir aux conséquences possibles, et, hélas ! probables d'une telle union.

Les Maladies Familiales

Comme le disait le Docteur Apert, dans une conférence faite au Musée Social, le 14 mai 1926, ces maladies sont peu connues, même d'un public très instruit (1). Elles éclairent cependant beaucoup les lois de l'hérédité des maladies dont il faut tenir compte dans un examen médical pré-nuptial.

Le Docteur Chareot a, le premier, groupé sous le nom de « maladies familiales » des maladies frappant habituellement un certain nombre de sujets d'une même souche. Elles atteignent une forme et une évolution semblable chez chacun d'eux, et de plus, apparaissent chez ces sujets uniquement comme conséquence d'une tare originelle héréditaire, et en dehors de toute action extérieure (2).

Le même type de maladie existe dans la même lignée. Après des études approfondies de la question, on a pu prescrire des règles pour les avis à donner en vue du mariage, et l'on a divisé les maladies familiales en trois groupes :

- 1° Les maladies familiales à hérédité continue ;
- 2° Les maladies familiales à hérédité discontinue ;
- 3° Les maladies à hérédité matriarcale (3).

(1) « L'examen médical en vue du mariage ». 1927. Flammarion, éditeur, p. 137.

(2) « Du certificat d'aptitude au mariage », Dr Brandenburg, p. 28 et 29.

(3) M. référence que (1), p. 144 et suiv.

Seul le médecin peut décider, suivant l'état de santé des deux conjoints, si leur union est un danger ou non pour la race.

Nous avons vu au cours de cette étude les effets de la « Maladie » dans le mariage: Comprenons que nous n'avons pas le droit, autant envers nous-mêmes, envers notre conjoint, notre descendance, notre pays, de créer un foyer sans avoir l'autorisation du médecin qui nous a examiné, et peut nous assurer que nous procréerons, ou aurons, tout au moins, toutes chances de procréer des êtres sains.

Nous allons étudier bientôt ce qu'on fait les législations étrangères, comment nombre d'entre elles ont eu le courage social d'imposer l'examen médical pré-nuptial. Que le législateur comprenne qu'il faut que nous suivions ces salutaires exemples: Qu'il comprenne cette phrase du Docteur Cazalis dans : « La science et le mariage », écrite en 1900, et qui, vingt-neuf ans après, est encore, — est-il possibles ? — si actuelle:

Le Docteur Cazalis disait que l'on pourrait : « prévenir bien des malheurs, bien des crimes, éviter à des milliers d'enfants, de jeunes gens, jeunes filles ou jeunes femmes, d'atroces et trop longues souffrances, d'horribles morts dont quelques-unes sont des façons d'*assassinat*, sauver beaucoup d'êtres pour qui vraiment il eût mieux valu ne pas être, épargner à ceux qui les aiment, tant de douleurs et d'angoisses, parfois de *remords*, arrêter enfin sur la voie de la dégénérescence des familles et des races... (1). Il faut, disait-il encore, que certains attentats, que certains crimes, que certaines souffrances, que certaines morts ne soient plus possibles... (2) *la science et la loi devraient intervenir et s'unir par une plus active protection du mariage*, de la famille, de la race, de la femme aussi, et parmi les moyens de protection, ce que je propose et voudrais faire examiner et discuter, ce serait :

1° l'interdiction du mariage à certains malades :

(1) « La science et le mariage », du D^r Cazalis, p. 2.

(2) M. référence, p. 6.

2° une responsabilité pénale pouvant être encourue de ceux qui, dans le mariage, ou en *dehors de lui*, transmettent certaines contagions redoutables ;

3° l'obligation avant le mariage, morale ou *légal*e, d'un examen médical » (1).

C'était en 1900 que le Docteur Cazalis demandait cela — trente ans ont pu passer sans qu'il ait rien obtenu.

Je reprends aujourd'hui ses deux premières propositions ainsi que la troisième, mais j'ose ici supprimer le mot « morale », car c'est une obligation « *légal*e » d'un examen médical prénuptial qu'il nous faut. Le mal est trop grand pour que l'on puisse attendre le temps nécessaire à modifier la « morale » et « l'éducation » de chacun. Nous le verrons, aux Etats-Unis la Loi a été éducative. Il faut aussi qu'elle le soit chez nous.

(1) La science et le mariage », du D^r Cazalis, p. 7.

CHAPITRE II

PREMIÈRE SECTION

ETUDE DES LOIS ETRANGÈRES IMPOSANT LE CERTIFICAT MÉDICAL PRÉNUPTIAL

A) LES PAYS SCANDINAVES

Nous allons étudier maintenant les lois si intéressantes qui régissent la question du certificat prénuptial, en Suède, Norvège et Danemark.

Historique

1° SUÈDE.

Dans le Code suédois de 1734 aucune disposition ne mentionnait les tares comme des prohibitions de mariage. Il était seulement énoncé qu'il y aurait lieu à annulation de mariage si un des contractants, étant affecté d'une maladie contagieuse inguérissable, ne la dévoilait pas à l'autre, et employait la fraude pour le déterminer à se marier avec lui, ou si l'homme ou la femme était inapte de nature.

On peut encore se demander s'il ne se trouvait pas une cause d'empêchement de mariage dans la loi canonique de 1686 sur : « les ruptures de fiançailles ». Le § 4, chapitre 16, article 2 de cette loi, indiquait en effet comme cause de rupture : « des maladies contagieuses incurables dont un des fiancés a été infecté secrètement avant les fiançailles ou après, telles que la lèpre, la folie, l'épilepsie, les défauts et tares de caractère hideux, l'empêchant d'exercer un métier ou une profession ».

L'article 3 du même chapitre portait : « Si les deux fiancés, malgré l'existence d'une cause de rupture, se décident à se marier, on ne peut le leur interdire. Mais en cas de maladies contagieuses, un délai d'attente sera fixé pendant lequel on essaiera de les guérir. En cas de non guérison, les fiançailles seront rompues ».

Il semble bien que la loi canonique avait un but prohibitif.

En Suède, à cette époque, il y avait deux formalités préliminaires au mariage proprement dit : une promesse de mariage ; les fiançailles consacrées par une bénédiction. Le Code de 1734 estimait que les maladies contagieuses et incurables énumérées par la loi canonique étaient une cause de résiliation de la : « Promesse de mariage ». Il n'y avait évidemment aucun rapport entre cette disposition et celle de la loi canonique sur la rupture des « fiançailles ». Cependant, dans un projet présenté au Riksdag, en 1735, tendant à faire coïncider le droit canonique et le droit civil, on trouvait au XV^e chapitre, la disposition suivante : « Ne peuvent se fiancer ceux qui sont affectés de maladies contagieuses ou qui sont aliénés ; à leur sujet on trouvera d'autres dispositions dans la loi ». Cette dernière phrase renvoyait au § 4, article 2, de la loi canonique citée ci-dessus. Il semble donc que cette disposition sur la rupture des fiançailles, et celle de la loi civile de 1734 sur la résiliation de la promesse de mariage avaient le même but.

La disposition de la loi canonique était applicable d'office, celle de la loi civile ayant, comme nous venons de le voir, même but, devait être applicable dans les mêmes conditions.

Il semble donc bien, d'après ce qui précède, qu'une maladie contagieuse était prohibitive de mariage ; mais une charte du 25 septembre 1757 nous montre cependant que la loi n'avait pas été interprétée ainsi. On fit remarquer au Roi que la loi canonique considérait l'épilepsie comme un motif légal de rupture des fiançailles quand un des fiancés se prévalait de cet empêchement, mais qu'elle n'indiquait pas si le mariage était permis, quand, l'un d'eux étant affecté de la maladie, les deux intéressés désiraient cependant se marier ?

Par la charte citée ci-dessus, il répondit que lorsqu'il était « notoire » qu'une personne était affectée d'épilepsie, et qu'elle désirait se marier, elle devait être examinée d'une manière spécialement déterminée, et le mariage ne devait être permis que dans le cas où l'épilepsie ne serait pas endogène ; on n'indiqua pas que cette prohibition existait déjà. On mentionna dans la loi que : « le seul moyen de supprimer l'épilepsie était d'interdire à ceux qui en étaient affectés de se marier ».

Mais dans des règlements et lois plus récents, l'idée se développa que des maladies autres que l'épilepsie pouvaient être une prohibition légale au mariage.

Ainsi, dans une Instruction du « Collegium Medicum » du 27 septembre 1797, il fut prévu que si des questions étaient posées au Collegium (conseils de médecins), en cas de mariage, au sujet des maladies contagieuses héréditaires, il devait y être répondu « avec délicatesse et discernement dans *l'intérêt de la Race et du Pays* ».

Une disposition semblable se trouvait dans une « Instruction pour le Conseil supérieur de Santé », du 6 décembre 1815.

Des projets de loi sur le mariage, présentés en 1826 et en 1847, par les Commissions Législatives d'alors, proposaient d'établir comme empêchement au mariage, non seulement l'épilepsie endogène, mais encore toutes autres maladies héréditaires contagieuses. Ils n'aboutirent pas.

Une proposition de loi canonique présentée en 1828, par une Commission spéciale, portait dans le 4^e chapitre, article 4, que

« des bans ne peuvent être publiés pour des aliénés, pour des personnes gravement atteintes d'épilepsie ou de maladies contagieuses ou incurables ».

En résumé, il apparaît que l'on a toujours restreint l'accès au mariage des personnes atteintes de maladies influant sur la capacité de contracter, ou d'épilepsie, cette dernière affection semblant avoir été de longue date un empêchement de mariage. On arriva ainsi en 1904, aucune déclaration ni certificat médical n'étant jusqu'alors exigés des fiancés contractant mariage. Peu à peu, la Société avait pris conscience du devoir qui lui incombait de prendre soin de la santé spirituelle et matérielle de la race, et du péril qu'était pour elle les maladies vénériennes. De plus en plus fréquemment furent demandées des mesures légales interdisant le mariage entre ceux qui, au point de vue médical, ne pouvaient y être considérés aptes.

Différentes propositions furent présentées, et on demanda au Riksdag une législation qui obligerait les fiancés à se faire examiner.

Une proposition fut faite en 1904. Elle demandait que les futurs époux soient obligés de produire un certificat médical, et une attestation concernant leur santé, signée de deux personnes dignes de foi, les connaissant. Ce fut discuté dans la Commission Législative, mais il n'y eut aucun résultat.

En 1908, un rapporteur proposa de demander au Roi d'examiner la question du certificat prénuptial. Ne serait-il pas souhaitable de prohiber le mariage durant certaines maladies, ou certaines phases de maladie ? Cette proposition répondait à une campagne littéraire, alors en cours, qui demandait le certificat prénuptial, et proposait, pour éviter les difficultés pratiques qui se présenteraient en délivrant une déclaration détaillée, de remettre un certificat prouvant que l'examen avait été pratiqué, mais non son résultat.

La Commission qui étudia la proposition du Rapporteur considéra qu'une telle législation se heurterait à de grandes difficultés, et interviendrait par trop dans les affaires personnelles de

chacun. A la proposition du Rapporteur de stipuler comme condition de mariage l'examen médical des futurs époux, la Commission répondit : « La proposition a pour but d'empêcher une personne affectée d'une maladie vénérienne de se marier, et d'éviter ainsi les conséquences d'une telle union, tant pour l'autre conjoint que pour les enfants. On peut supposer que l'on considérerait l'examen prénuptial imposé spécialement pour ces maladies, et pour cette raison, l'examen serait plus rebutant pour les futurs époux et souvent injurieux. Particulièrement, dans les parties du pays où cette affection est rare, cette législation rencontrerait une opposition ferme... Il est souvent impossible pour un Docteur (même un spécialiste) de dire avec certitude si cette maladie est dans une phase telle qu'il doive déconseiller le mariage... Il serait à craindre que la fréquence du mariage, déjà bien basse dans notre pays, soit encore abaissée... Le rapporteur a dit que ce certificat ne devait pas rencontrer d'opposition, du fait que l'on est habitué aux demandes de certificats médicaux pour être admis dans les Services d'Etat, ou pour avoir le droit de faire certains cours, etc..., mais la Commission trouve qu'il y aurait une grande différence entre l'importance du préjudice qu'un mauvais résultat causerait à l'examiné, dans lesdits cas, et dans celui qui nous occupe... »

En deuxième lieu (nous l'avons vu), le rapporteur avait proposé que le certificat médical mentionnât seulement que le candidat au mariage avait subi un examen, et qu'il ne contiendrait aucun détail. La Commission considéra qu'un certificat ainsi rédigé aurait un résultat pratique insignifiant. En Suède, la personne atteinte d'une maladie contagieuse pour son futur conjoint et ses enfants, se fait, en général, soigner avant de conclure un mariage, dit la Commission, et d'après elle, ce qu'il faudrait, et qui susciterait un sentiment plus grand de responsabilité, ce serait la diffusion de renseignements plus complets sur la nature et les conséquences des maladies contagieuses, et une connaissance plus approfondie des risques qu'elles peuvent engendrer pour le malade, son conjoint et sa famille.

La Commission trouvait ce moyen préférable à une loi répressive.

Enfin, elle craignait que ceux contre lesquels la loi serait élaborée et pour qui une prohibition au mariage était demandée, transmettent cependant leur maladie, et ce, hors mariage. Les enfants alors seraient exposés à être moins soignés, et à souffrir plus que ceux nés d'une alliance légitime.

La proposition fut par conséquent rejetée et le principe de l'examen médical avant le mariage ne fut approuvé, ni par la première (Fursta Kammare, qui équivaut à notre Sénat), ni par la deuxième Chambre du Riksdag (Andra Kammare, qui équivaut à notre Chambre des Députés).

La Commission fit encore observer que si même le certificat était gratuit, il y aurait nécessairement des dépenses en voyage à supporter par les fiancés.

Ici, en France, l'argument paraîtrait des plus spécieux, mais n'oublions pas que dans ce pays la densité de la population est approximativement de sept habitants par kilomètre carré, et, partant, l'éloignement des centres, donc des médecins, considérable.

La Faculté de Médecine fit aussi un rapport. Elle souligna les frais que susciterait un examen médical. Les paysans, qui sont en Suède la plus grande partie de la population, et ont, en général, bonne santé, seraient ainsi frappés par une loi édictée surtout pour les habitants des villes. Cela pourrait provoquer des alliances illégitimes, et n'empêcherait pas la propagation des maladies. La Faculté reconnaissait que le certificat prénuptial serait désirable, mais elle n'était pas encore approbatrice de son introduction.

Malgré le rejet de cette proposition, présentée au Riksdag en 1908, deux députés la soutinrent avec énergie. Ils demandèrent au Riksdag de prier le Roi d'étudier à quel point des maladies plus graves que l'épilepsie devraient être une cause de prohibition de mariage, et d'élaborer une loi sur les conclusions de cette étude. Un de ces deux députés, particulièrement partisan de l'examen médical avant le mariage, soutint qu'il fallait une

loi interdisant aux personnes atteintes de maladies contagieuses de se marier et de transmettre leurs maladies à leurs descendants. D'après lui, on ne devait pas croire qu'une propagande, même active, contre les maladies, provoquerait un plus grand sentiment de responsabilité. On ne peut, disait-il, demander aux individus de maîtriser leurs instincts et de comprendre mieux que l'Etat la nécessité de protéger la santé de la race future. Alors, disait encore ce député, une telle loi forcerait à réfléchir sur les dangers des maladies, et contribuerait à propager les connaissances que demandait la Commission. Pour lui, il fallait classer comme maladies prohibitives au mariage d'autres affections que l'épilepsie.

D'autre part, la deuxième Chambre rédigea une motion dans laquelle elle proposa de demander au Roi un rapport où seraient énumérées les maladies contagieuses et héréditaires constituant une *cause d'annulation* de mariage. Le Comité Législatif déconseilla cette motion. Il fut cependant demandé que le Riksdag proposa au Roi de rechercher jusqu'à quel degré d'autres maladies, plus graves que l'épilepsie, contractées avant ou après la conclusion du mariage, pourraient constituer un motif valable pour la dissolution du mariage. La deuxième Chambre appuya cette demande.

Nous verrons ci-dessous que, dès cette époque (1909), les trois pays scandinaves collaborèrent pour unifier leur droit privé et nous étudierons alors le résultat des discussions dont nous venons de parler pour la Suède.

2° DANEMARK.

L'historique de la question au Danemark sera plus court que celui de la Suède. Cependant, nous voyons encore la Loi religieuse Danoise prévoir un cas physique d'empêchement au mariage et ce, dès 1685. En effet, le rituel Danois du 25 juillet 1685, chapitre 8, portait que le Pasteur ne pouvait interdire de contracter un mariage légal qu'à des personnes incapables de procréer, tel les eunuques, mais en pratique, il outrepassait quelque-

fois cette disposition expresse quand une tare quelconque était par trop apparente. La règle canonique tomba cependant en désuétude. Un décret sur le mariage, du 30 avril 1824, n'en faisait plus état. Puis, en 1908, une Commission de Médecins légistes danois proposa que chaque fiancé soit obligé de produire un certificat médical à la célébration du mariage, et que faute de présenter ce certificat, il ne pourrait être procédé à cette célébration ; ainsi les prohibitions imposées par les médecins seraient observées. Mais la Faculté de Médecine d'Oslo, dont les membres étudiaient la question avec les médecins danois, n'approuva pas. Elle prétendit que les Docteurs seraient souvent trompés, et, qu'en des cas douteux, s'il était imposé, l'examen serait injurieux. Une Commission Législative dano-norvégienne fut de cet avis, et prétendit, de plus, que le certificat prénuptial obligatoire serait cause de sacrifices sentimentaux et pécuniaires trop grands pour le résultat social ; et que la répugnance pour le mariage augmenterait. Il faudrait, afin de ne froisser personne, n'examiner le futur conjoint que lorsqu'on le saurait atteint avec certitude d'une des maladies prohibitives déterminée par la Loi.

Remarquons que si la législation de ce pays n'avait pas mentionné les maladies sexuelles comme cause d'empêchement de mariage, dans la pratique un conjoint avait le droit d'obtenir l'annulation de son mariage dans les cas où l'autre conjoint était atteint de syphilis avant la célébration, et ne l'avait pas dit. En effet, une interdiction de mariage était exprimée dans la loi n° 81 du 30 mars 1906, paragraphe 4, qui, selon l'article 181 de la loi pénale : « punit le conjoint » qui se sait, ou se suppose atteint de maladies vénériennes, et qui, par cohabitation, contamine son conjoint, mais cependant à la condition que celui-ci l'attaque dans l'année où il en a eu connaissance ». Cette limitation abaissait considérablement la portée pratique de la règle.

3° NORVÈGE.

De 1380 à 1815 la Norvège fut unie au Danemark, et à partir

de 1660 les royaumes dano-norvégien furent soumis au même régime législatif.

Nous trouvons donc ici le même historique que dans le paragraphe 2. Le rituel du 25 juillet 1685, cité ci-dessus, était danois-norvégien. Mais la Loi Norvégienne de 1909 sur la dissolution du mariage, prévoyait comme cas d'annulation, le fait qu'un des conjoints était atteint d'aliénation mentale à la célébration du mariage, sans que l'autre en ait eu connaissance. La même loi édictait que les maladies vénériennes dans une phase contagieuse était encore une cause d'annulation, de même que l'épilepsie ou la lèpre, tant qu'elles n'étaient pas guéries, si le conjoint sain ignorait l'affection de l'autre lors de la célébration du mariage. Elle portait encore qu'un époux pouvait obtenir la dissolution du mariage si, à son insu, son conjoint « avait » souffert d'une maladie mentale, antérieurement à la célébration de l'union.

Par décision du 3 décembre 1909, le Roi de Suède avait ordonné à la Commission Législative Suédoise d'entreprendre un travail réformateur de la Loi sur le mariage.

A la même époque, la Norvège et le Danemark se préoccupaient également d'une refonte de leur législation matrimoniale. Les projets rédigés aboutirent en Norvège à la Loi du 31 mai 1918, et au Danemark à la Loi du 30 juin 1922. Nous reparlerons de ces projets.

L'Unification du droit de famille dans les Etats Scandinaves

L'Unification par voie législative entre les Etats Scandinaves s'étant réalisée en quelques domaines (change, chèque, vente, obligation) à la suite des réunions de juristes scandinaves de 1872, 1875 et 1878, le Roi de Suède prit enfin au début du XX^e siècle, l'initiative d'une collaboration entre les trois Pays pour l'édification de leur droit de famille. Une Commission Suédoise, ou certains de ses membres, prendraient part aux délibérations communes qui seraient organisées. Le Procédé d'Unification se-

rait le système des lois nationales identiques. Chaque pays aurait une Commission de juristes qui prépareraient un projet dans lequel chaque Etat tiendrait compte de ses besoins. Les Parlements respectifs de chaque Etat le voteraient dans les conditions ordinaires, pouvant retrancher, ajouter ou compléter les textes, se rendant compte cependant que l'intérêt de l'Unification devrait parfois primer celui d'une perfection assez difficile à atteindre, étant donné surtout que le Projet serait préparé avec soin. Cette question d'une législation scandinave commune aux trois Etats, dans le domaine du droit familial, avait déjà été examinée dans une conférence préliminaire entre des délégués des trois Etats. Ils avaient, le 13 novembre 1909, présenté un rapport. Ils remarquaient, en premier lieu, que la réalisation d'une collaboration entre les trois pays pour l'élaboration d'un droit familial inter-scandinave rencontrerait des difficultés plus grandes que lorsqu'il s'était agi de la réalisation d'une législation commune dans le droit des Obligations, droit qui, de par sa nature, est plus universel que le droit familial. Celui-ci, en effet, atteint le peuple dans sa vie privée, et doit donc s'adapter strictement à ses coutumes. Il est de ce fait, disait le rapport, difficile de soumettre le droit familial dans sa totalité à un travail commun. Cependant, il est certain que, même dans ce droit familial, il y a des matières à l'égard desquelles il serait d'une grande utilité de pouvoir arriver à un accord, car les conditions dans lesquelles vivent les trois peuples scandinaves sont d'une nature assez semblable. Parmi les matières qui paraissaient propres à une législation commune se trouvait la question des empêchements au mariage. En effet, avec les communications qui existent entre les Pays Scandinaves, les mariages entre personnes de nation différente sont fréquents. Par conséquent, un accord sur ce sujet devait causer des avantages appréciables. Dans les législations en vigueur, constatait le rapport, les traits fondamentaux présentaient déjà de grandes ressemblances. En connexion étroite avec la question des empêchements au mariage se trouvait celle des causes de nullité de mariage, devant jouer lorsqu'une union avait été célébrée malgré l'existence d'un empêchement

légal. Le droit suédois, à cet égard, était plus sévère que les droits danois et norvégiens, mais les projets de loi suédois s'étant rapprochés de ces deux législations, il paraissait possible aussi, concluait le rapport, d'arriver à un accord sur ce point.

Le 12 août 1910, le Roi de Suède avait donc envisagé la collaboration des trois pays scandinaves pour étudier la question d'une législation commune concernant les empêchements au mariage, et les nullités du mariage conclu malgré lesdits empêchements, de même que d'autres questions reliées à ces deux points.

En conséquence, le travail de révision des lois sur le mariage a été effectué, en partie dans la Commission Législative Suédoise, et en partie, c'est-à-dire entre autre pour les questions qui nous occupent d'empêchements au mariage et de nullité de mariage pour cause de maladies, par ladite Commission en collaboration avec des délégués du Danemark et de la Norvège. Des sessions plénières avec ceux-ci ont été tenues à Stockholm en octobre 1909 et à Fjeldsaeter près de Trondhjen, en juillet 1911 ; à Copenhague, en février et mars 1912, et de nouveau à Stockholm en septembre-octobre 1912. Tous les membres de la Commission Suédoise étaient présents à cette session. De plus, les Présidents des Délégations des trois pays se sont rencontrés pour des délibérations communes à Holmenkollen, près d'Oslo, en juin-juillet 1912, et à Marienlyst et Helsingoer (Elseneur) en juillet 1913.

Le Riksdag ayant demandé au Roi, le 31 décembre 1912, d'étudier les mesures nécessaires pour empêcher la propagation des maladies vénériennes contagieuses, sa Majesté transmit la demande à la Commission. Pour examiner les questions essentiellement médicales, celle-ci tabla sur un rapport élaboré sur la question par la Faculté de Médecine d'Upsal à la demande du Conseil d'Hygiène Royal, et par le Conseil d'Hygiène National, lequel est la plus haute autorité médicale suédoise. Des échanges de vues eurent lieu entre le premier médecin municipal de Stockholm, M. L.-J. Anderson et le Professeur B.-E. Gadebius et d'autres Docteurs. Des membres des Chambres furent de même en-

tendus. La Commission fut d'accord avec la Faculté sur le principe des empêchements au mariage, et le projet de la Faculté fut suivi. Elle considérait que parmi les maladies prohibitives de mariage, la Loi devait contenir un article fixant, en sus de l'épilepsie, deux autres groupes de maladies : les affections mentales et les affections vénériennes.

Etudions maintenant les discussions qui ont précédé le vote des articles de loi nous intéressant.

Mentionnons ici que les articles de la loi suédoise du 11 juin 1920, que nous citerons, étaient déjà dans la loi sur le mariage du 12 novembre 1915, qu'a modifié ladite loi de 1920.

1° ALIÉNATION MENTALE ET FAIBLESSE D'ESPRIT

Dans les lois anciennes, alors en vigueur dans les Pays Scandinaves, aucune disposition n'interdisait le mariage aux personnes atteintes de maladies mentales. Mais, qui n'avait pas la capacité de contracter, ne pouvait se marier. Cependant la Faculté de Médecine d'Upsal souligna que l'aliénation mentale, suivant l'opinion scientifique actuelle, ne comporte pas toujours une restriction de la capacité civile. Elle jugea qu'il serait nécessaire que cette maladie soit classée comme une affection prohibitive au mariage, vu l'importance qu'elle a au point de vue héréditaire, et l'impossibilité qu'il y a, pour un aliéné, à diriger un ménage. Il y avait plus de raisons de faire de l'aliénation une prohibition légale de mariage qu'il n'y en avait pour l'épilepsie, étant donné que l'aliénation pouvait être héréditaire, et non l'épilepsie. La Faculté remarquait aussi que si l'on n'inclut pas dans l'aliénation certain développement mental restreint, telle l'idiotie, il n'en était pas moins vrai que dans leurs phases graves, ces maladies étaient au moins équivalentes à l'aliénation et pouvaient être héréditaires ; donc elles devaient être comprises expressément dans le même article de loi qui interdirait le mariage aux aliénés. La Faculté considérait que tombait sous l'appellation

de « faible d'esprit », un adulte dont le développement mental était en-dessous de celui que l'on exige normalement d'un enfant de quinze ans, âge d'ailleurs où la loi suédoise avait fixé la responsabilité pénale.

Suivant le rapport de la Faculté, la Commission Législative classa donc comme prohibition au mariage l'aliénation mentale et la faiblesse d'esprit, même dans le cas où l'aliéné ou le faible d'esprit ne peuvent être considérés comme manquant de capacité légale. Cette aggravation légale des causes de prohibition au mariage que la loi instituait ainsi, était donc bien fondée sur l'incapacité d'un aliéné à satisfaire ses obligations matrimoniales. L'interprétation donnée dans chacun des trois pays aux rapports de la Faculté de Médecine d'Upsal, aboutit à des disparités dans les dispositions législatives.

L'expression suédoise « sinnesslö » qui signifie « hébété », n'a pas son correspondant dans la loi norvégienne. Quant à la loi danoise, elle emploie le mot « aanssvag » qui est plus fort que « sinnesslö ». Cependant les trois textes ont à peu près le même sens. Ainsi, en Norvège, le mot « aliénation » comprend la faiblesse d'esprit.

D'un autre côté, d'après la Faculté, l'aliénation causée par un fait extérieur accidentel devrait être aussi une prohibition de mariage, car si parfois la cause est vraiment accidentelle, en général des facteurs endogènes y ont aussi coopéré. Alors, l'aliénation mentale est incurable. Elle est souvent aussi périodique avec des intervalles où la personne peut être saine, ou relativement saine.

La durée de ces intervalles varie beaucoup, parfois elle peut être de plusieurs années. Etant donné, disait la Faculté d'Upsal, que ces formes d'aliénation intermittentes sont héréditaires, le but prohibitif de la Loi serait manqué si elle permettait le mariage pendant une telle période. Et elle concluait que la prohibition de mariage ne doit pas seulement viser les cas manifestes d'aliénation incurable, mais aussi ceux où l'aliéné semble guéri, sans l'être réellement, quand la cause de la folie est endo-

gène. L'administration médicale n'a pas approuvé cette demande de la Faculté. Il y aurait, dit-elle, trop de difficultés à constater si l'aliénation a été causée par un fait interne ou accidentel. Un médecin serait toujours dans le doute pour décider, s'il doit ou non, interdire à une personne, qui semble bien portante, de se marier. La Commission a été de l'avis de l'administration médicale. La législation, d'après elle, doit procéder avec une grande circonspection, les recherches scientifiques sur les lois de l'hérédité n'ayant pas encore abouti à des résultats suffisants pour permettre l'institution d'une telle prohibition au mariage. La Commission conclut que ce qu'il fallait, c'était exiger de celui qui a eu une maladie mentale, la preuve, avant de se marier, que ladite maladie est guérie. Ainsi la guérison apparente que craignait la Faculté, ne pourrait éviter d'être frappée par la prohibition de mariage édictée par la Loi, tout comme le serait une maladie mentale existante.

Le Conseil juridique danois et la Faculté de Médecine d'Oslo, allant plus loin que la Faculté d'Upsal et même que la Commission, ont dit que toutes maladies mentales antérieures devaient constituer un empêchement de mariage. Le Directeur du Conseil Médical Norvégien a cru aussi que ces maladies mentales devaient être prises en considération, et il a dit que si un des contractants avait été atteint antérieurement, il devrait être possible, pour les parents ou tuteurs de l'autre contractant, de même que pour l'Officier d'Etat Civil ou le Pasteur qui célébrerait le mariage, d'exiger une déclaration d'un expert compétent affirmant qu'il y a guérison radicale.

La Faculté de Médecine d'Upsal considérerait de plus que certaines mentalités, qui ne sont ni des cas d'aliénation, ni de faiblesse d'esprit, mais qui peuvent être cependant héréditaires, devaient être des cas prohibitifs. Ainsi devrait-il en être pour ces personnes anormales, imbéciles ou atteintes de perversité sexuelle, de dyspsomanie, pour les vagabonds, criminels, etc... Il faudrait, disait la Faculté, que la Législation empêchât, autant que possible, ces individus de constituer une famille et de se propa-

ger par le mariage. La Commission ne fut pas encore en tous points de l'avis de la Faculté ; elle prétendit que dans l'état actuel de la Science, il était difficile d'affirmer si la tare considérée était un motif suffisamment sérieux pour constituer un empêchement au mariage. Puis, disait la Commission, le Public ne comprendrait pas quelles sont les maladies visées par la Loi, et il faut que le Public comprenne pour que la Loi soit réellement appliquée. Il ne faut employer dans la Législation, pour qu'elle soit efficace, que des expressions concrètes et bien définies.

D'un autre côté, si le mariage était interdit aux criminels, vagabonds, certes ces individus procréeraient hors mariage, et l'effet de la Loi serait nul. On peut remarquer que la Faculté demandait plus de restrictions au mariage que ne voulut en accorder la Commission.

Enfin, la question se posa de savoir si le Roi pouvait accorder des dispenses en cas de maladie mentale ou de faiblesse d'esprit, et autoriser ainsi le mariage, en certains cas.

Le projet danois prévoyait que le Roi, ou un de ses mandataires, pourrait, sur l'avis du Conseil Judiciaire (tribunal suprême), permettre à l'aliéné de contracter mariage quand la maladie serait peu dangereuse pour la descendance, et quand la capacité de contracter du malade serait suffisante.

Les projets suédois et norvégiens, au contraire, considéraient que les maladies mentales constituaient un empêchement dirimant, et qu'aucune dispense ne devrait pouvoir être obtenue.

Ce point de vue, quant à la Norvège, était une conséquence nécessaire de sa conception judiciaire. En effet, dans ce pays, l'aliéné est considéré comme incapable d'agir judiciairement. Le corps médical norvégien avait cependant demandé que, pour qu'une maladie mentale soit un empêchement dirimant de mariage, il fallait qu'elle ait un caractère de gravité assez grand. Par conséquent, une psychose légère ou une maladie antérieure laissant un état de faiblesse, ne pouvait être, d'après lui, un cas formel de prohibition du mariage. Il fit aussi remarquer que la

Science paraissait avoir tendance à donner une compréhension toujours plus étendue à la notion de « maladie mentale ». Ne fallait-il pas sauvegarder, par une possibilité de dispense, les futurs candidats au mariage des conséquences trop rigoureuses auxquelles la prohibition de mariage aux aliénés pourrait conduire, par un changement théorique du sens de la conception médicale de l'aliénation ? Mais ce motif était-il suffisant pour établir une règle non imposée par la conception alors en vigueur, car il ne faudrait pas non plus que, par la suite, une modification médicale fasse attribuer à la loi un sens autre que celui qu'on avait voulu lui donner. Si l'empêchement était dirimant, il indiquerait que la loi ne considérerait que les cas où, d'après la notion établie et le langage couramment adopté, une maladie mentale existait et où un mariage avec l'aliéné ne devait être contracté sous aucune condition.

En Suède, la conception judiciaire psychiatrique est différente. D'après elle, l'aliénation ou la faiblesse d'esprit n'exclut pas obligatoirement la capacité de contracter. Par conséquent, la Faculté a pu proposer que les maladies mentales constituant un empêchement à mariage soient susceptibles de dispense. Cette possibilité a d'ailleurs été préconisée en tenant compte surtout des états pathologiques désignés sous deux dénominations « défauts mentaux graves » et « défauts moraux ». Cependant, la Commission considéra que si, à ces états, on ajoutait comme cas prohibitif une maladie mentale antérieure, il ne pourrait en effet être un empêchement au mariage, qu'à la condition qu'il y ait une possibilité de dispense. Mais si l'opposition au mariage ne se rapportait qu'à une maladie mentale existante et à la faiblesse d'esprit, il ne devrait plus y avoir de moyen de dispense. Le mot « maladie mentale » était pris dans le projet suédois dans un sens étroit se rapprochant de l'idée que s'en faisait le public.

Quant au faible d'esprit, la Commission dit qu'il ne pouvait bénéficier d'une dispense en aucun cas, car il était presque toujours considéré par la Loi comme incapable civilement. Certains psychiatres suédois étaient même d'avis qu'il l'était « *toujours* ».

D'un autre côté, en plus des malades mentaux et des faibles d'esprit, certaines personnes atteintes de troubles momentanés, somnanbulisme, hypnotise, etc... n'ont pas la capacité de contracter. L'interdiction de se marier dont son frappées ces personnes est donc motivée par l'impossibilité où elles sont de donner leur consentement et de ce fait la Faculté a jugé qu'une législation spéciale n'était pas nécessaire.

Parmi les empêchements à mariage, il ne faut comprendre que ce qui est spécial et caractéristique de ce contrat, dit aussi la Commission, et non ce qui frappe tous les contrats en général, telle que l'incapacité civile judiciaire.

Voyons à quelles dispositions législatives ont abouti ces discussions.

1° La Loi *Suédoise* sur le mariage, du 11 juin 1920, en son chapitre II, article 5, édicte :

« Celui qui est atteint d'aliénation mentale ou de faiblesse d'esprit ne peut contracter mariage. »

2° La Loi *Norvégienne* du 31 mai 1918, sur la conclusion et la dissolution du mariage, en son chapitre I, intitulé « Conditions du Mariage », article V, édicte :

« Celui qui est aliéné ne peut contracter mariage. » (Nous avons vu qu'en Norvège le terme « aliénation » comprend la « faiblesse d'esprit »).

3° La Loi *Danoise* sur la Conclusion et la Dissolution du Mariage, du 30 juin 1922, édicte en son chapitre I, article X :

« Celui qui est aliéné ou faible d'esprit à un certain degré ne peut contracter mariage. »

« Cependant par décret royal, le mariage peut être permis vu la nature de la maladie et quand on juge qu'il n'y a qu'un faible risque pour la descendance. »

Comme on le voit, après discussion, chacun des trois pays était resté sur ces positions quant au point prévu dans l'alinéa 2 de l'article 10 de la loi danoise et, seule, cette dernière admit la possibilité d'une dispense royale en certains cas.

La Loi Norvégienne entend par aliéné celui qui est déclaré atteint de maladie mentale par un médecin spécialiste, c'est-à-dire qui est dans un état tel que, d'après la Loi Norvégienne du 17 août 1848, il pourrait être interné dans un asile d'aliénés. On comprend donc que la notion d'aliénation ne comprend pas toutes les sortes de folie, mais seulement celles qui donnent une image clinique nette, déterminée. La Loi citée du 17 août 1848 déclare :

« Sont internables :

1° Ceux qui troublent la sécurité publique ;

2° Les malades du cerveau qui n'ont personne pour les surveiller ;

3° Ceux dont les personnes à qui ce devoir incombe ne le font pas d'une manière satisfaisante.

Dans ce cas, il y a lieu d'informer les parents du malade.

Les aliénés qu'on ne peut maîtriser doivent être internés. »

D'après la Loi Danoise, l'expression « aliéné » citée au paragraphe 10, désigne une personne malade du cerveau, et l'expression « faible d'esprit à un certain degré », un état mental anormal congénital.

En Norvège, la limitation légale est dans le pouvoir du médecin à déclarer que la personne malade, dans toutes les conditions légales (criminelles ou civiles) doit être traitée comme une aliénée. L'idée est la même en Suède. Au Danemark, on a cru qu'une délimitation médicale de la conception de maladie mentale ne devait pas être seule déterminante, et, c'est pourquoi l'alinéa 2 de l'article 10 prescrit une dispense possible. On supposait qu'elle serait rarement donnée, mais en cas, les « Conseils de Médecins » doivent être entendus et, s'il y a lieu, des experts ; toute situation particulière doit être prise en considération. Ainsi, il faut étudier si l'union des deux fiancés n'aurait pas quelques chances d'être bonne, s'il y a une situation à régulariser, s'il y a peu de chance qu'il y ait des enfants, et si le malade peut contracter valablement. Par conséquent, la dispense

concernera le mariage avec une personne déterminée, et non avec une autre, avec laquelle les conditions ne seraient plus les mêmes. Il fallait procéder avec délicatesse. C'est pourquoi le Danemark a voulu laisser cette sorte de « soupape de sûreté ».

2^e EPILEPSIE

Nous avons vu ci-dessus que la Charte Royale Suédoise du 25 novembre 1757 contenait une disposition visant les individus affectés d'épilepsie qui désiraient contracter mariage. Les parents, les membres de la famille ou les connaissances d'une personne épileptique qui voulait se marier, devaient, avant la publication des bans, avertir le médecin de la Province ou du district, de l'affection du fiancé, en mentionnant toutes les circonstances connues sur l'origine et le caractère de la maladie. Le médecin faisait un rapport au Comité Médical et avertissait le Pasteur. Le mariage n'était interdit que si l'épilepsie était endogène.

L'idée de protection de la race était donc bien le fondement de la Charte Royale qui mentionnait, qu'il ne fallait pas confondre avec l'épilepsie les convulsions ou ties qui lui ressemblent, mais qui peuvent être guéris et, n'étant pas transmissibles à la descendance, ne pouvaient être une cause d'empêchement au mariage.

La Faculté d'Upsal jugeant que souvent l'épilepsie est une maladie héréditaire neuropathique familiale, considéra qu'elle était dangereuse pour la race. Chez les descendants, disait-elle, la maladie peut se manifester différemment, dans l'hérédité qui est de règle. Puis d'après la Faculté, il fallait encore considérer l'origine de la maladie et faire une différence suivant que les causes en étaient endogènes ou exogènes. Dans le premier cas, l'épilepsie est un danger pour la descendance, et alors la Faculté proposait qu'elle soit une cause d'empêchement au mariage, avec possibilité d'obtenir une dispense, sous certaines conditions spécifiées.

En Danemark et en Norvège, tout en reconnaissant les dangers que pouvait courir la descendance des épileptiques, les autorités médicales n'étaient pas d'avis que cette maladie soit un empêchement au mariage, étant donné la difficulté de délimiter les cas où ces dangers existent. Elles ont fait remarquer que l'épilepsie avait parfois pour conséquence de tels états psychologiques, que les règles, applicables à l'aptitude au mariage des aliénés ou des faibles d'esprit, pouvaient s'appliquer aussi aux épileptiques.

Puis la Faculté d'Upsal fit encore ressortir la difficulté qu'il y avait à déterminer si l'épilepsie dont était atteint un malade était endogène ou exogène. Le Conseil Médical appuya cette déclaration et dit qu'il était en effet très délicat de savoir si l'on était ou non en présence d'épilepsie endogène. Le médecin a rarement eu l'occasion d'observer une attaque du malade qui le consulte, et il ne fonde son opinion que sur les renseignements plus ou moins exacts qu'il peut obtenir. Le Conseil Médical, qui avait été consulté fréquemment en application de la charte de 1757, a dit qu'afin de ne pas se tromper, il s'était, dans le doute, vu souvent dans l'obligation de déclarer « qu'il ne pouvait affirmer que la personne examinée n'était pas atteinte d'épilepsie endogène ». De 1899 à 1912, le Conseil Médical avait observé 25 personnes réputées épileptiques. En 1899, examinant un malade, le Conseil, d'accord avec le médecin de cette personne, avait déclaré que les attaques dont elle souffrait, provenaient « probablement » d'une affection d'épilepsie endogène. Par la suite, un autre médecin ayant émis l'opinion qu'aucun empêchement ne devait s'opposer au mariage de cet homme, avec la femme dont il avait déjà eu trois enfants sains, le Conseil Médical dut déclarer en 1908, qu'il ne paraissait plus présenter aucun symptôme d'épilepsie.

En 1900, dans un autre cas, un médecin prétendit qu'un homme souffrait d'épilepsie endogène, et quatre ans plus tard, le même médecin déclara que cet homme souffrait bien d'épilepsie, mais qu'il ne pouvait déterminer avec certitude si c'était

bien d'épilepsie endogène. Dans les deux cas, le Conseil Médical se rangea à l'avis du Médecin.

Dans tous les autres cas, il avait émis l'opinion que le malade n'était pas atteint d'épilepsie endogène, même dans les cas où le médecin du malade avait donné un avis différent. Le Conseil Médical avait dû agir ainsi, car, d'après la Charte de 1757, aucune dispense n'était possible.

Dans ces conditions, un certificat déclarant que l'épilepsie était de nature endogène aurait empêché le malade de se marier et ce, sans recours ; ce qui était injustifié quand les futurs époux ne pouvaient plus espérer avoir d'enfants, ou quand, pour tout autre motif, il y avait des raisons majeures de célébrer le mariage. Le Conseil Médical interrogé dans la discussion qui nous occupe, hésita donc sur le point de savoir s'il fallait édicter une disposition légale prévoyant l'épilepsie comme cause d'empêchement au mariage. Cependant, considérant que cette cause était dans les mœurs, le Conseil ne s'opposa pas à cette disposition étant donné qu'elle était susceptible d'empêcher des mariages dont la célébration serait nuisible pour la descendance. La Commission considéra d'ailleurs que les cas qu'avait eu précédemment à examiner le Conseil Médical n'étaient pas suffisamment nombreux pour pouvoir juger de la valeur de la disposition de 1757.

La Faculté fit remarquer que, *grâce à cette Charte*, l'idée que l'épilepsie endogène constituait un empêchement au mariage, s'était introduite dans la conscience populaire, et que l'expérience avait démontré, que, souvent, des épileptiques avaient consulté des médecins avant même de projeter un mariage, afin de savoir si leur affection était ou non prohibitive d'une union possible. Et souvent, déclarait la Faculté, les malades avaient renoncé d'eux-mêmes à des mariages qui auraient certes produit des enfants qui auraient été une charge pour la Société. La Faculté soulignait cet exemple frappant, qui démontrait la *valeur éducative* que pouvait avoir une telle Loi.

La Commission a finalement considéré qu'il fallait maintenir

la disposition en vigueur contre le mariage des épileptiques, bien que, comme nous allons le voir, sous une forme un peu altérée. Le Conseil Médical ayant insisté sur ce que, quand des causes endogènes s'alliaient à des causes exogènes, il fallait interdire le mariage des épileptiques, la Commission, jugeant qu'il serait trop sévère d'interdire, en tous les cas, les unions de personnes atteintes de cette maladie, déclara, au point de vue sanitaire, qu'il serait suffisant d'établir comme cas prohibitifs ceux où l'épilepsie était provoquée, dans une proportion plus grande, par des causes endogènes que par des causes exogènes. De plus, il a paru nécessaire qu'il y ait possibilité de dispense en certains cas. La Faculté a fait remarquer que la santé du futur conjoint d'un épileptique était de grande importance. S'il est sain et de famille saine, il y a de grandes chances que l'hérédité atteigne moins, ou n'atteigne pas la descendance, tandis, qu'au contraire, si des liens de parenté unissent les futurs contractants, le danger d'infection des enfants est tout particulièrement renforcé. Par conséquent, la Commission considère que la prohibition édictée contre le mariage d'un épileptique doit être susceptible de dispense, en fonction de la personne que se propose d'épouser le malade. Le projet de la Commission n'avait pas prévu formellement que l'autre contractant devrait être entendu, en cas d'obtention de dispense, mais comme, d'autre part, il avait été prévu plus loin, qu'en cas où il aurait ignoré la maladie au moment du mariage, il pourrait, par la suite, en obtenir la dissolution, on conclut que le futur conjoint sain pourrait et devrait être averti au moment de la demande de dispense. Ainsi, on pourrait, l'examiner, et l'interroger sur sa santé.

La Faculté recommandait d'énumérer comme condition de dispense à une prohibition au mariage d'un épileptique :

1° un certificat médical déterminant l'état de santé des deux futurs conjoints, leur hérédité, et s'il y avait lieu, leur parenté ;

2° un avis du Conseil Médical.

La Commission fit remarquer que, dans les cas où le mariage devait être stérile, ces dispositions seraient superflues. Par con-

séquent, le droit de dispense appartenant au Roi, il n'était pas nécessaire de les fixer expressément. Il était suffisant de spécifier que la dispense ne devait être accordée qu'en considération de la personne qui devait épouser le malade. Quant aux conditions que préconisait la Faculté, ce serait une question de fait que le Roi apprécierait.

Dans la discussion qu'a suscité le point de savoir si les maladies sexuelles devaient être des cas d'empêchement de mariage se trouvèrent encore des motifs se rapportant à l'épilepsie, autant qu'aux dites maladies. Nous verrons donc, après cette étude, les dispositions législatives qui ont interdit le mariage aux épileptiques. Elles sont d'ailleurs comprises, dans les trois Pays Scandinaves, dans les articles de loi interdisant le mariage aux individus atteints d'infections vénériennes, articles que nous citerons après avoir étudié les discussions sur la nécessité de prohiber le mariage des malades atteints d'une infection sexuelle.

3° LES MALADIES SEXUELLES

C'était ces maladies que l'on avait eu en vue quand on avait réclamé l'intervention du législateur pour empêcher la diffusion des maladies contagieuses par le mariage. Cependant, la discussion pour savoir dans quelle mesure la législation devait intervenir, fut violente ? Ce n'est qu'après avoir longuement hésité que la Commission établit sa manière de voir. Avant d'exposer les motifs qui ont influencé sa décision, voyons quelles sont les maladies dont nous allons avoir à parler.

Par l'expression « maladies sexuelles » ou « maladies vénériennes », on entend la syphilis et la blennorrhagie. La Commission avait retenu dans son projet l'expression « maladie sexuelle contagieuse » visant ainsi les maladies vénériennes aussi longtemps qu'elles sont dans une « période contagieuse ». Mais cette expression n'était pas pleinement satisfaisante. Elle pouvait être interprétée comme ne se rapportant qu'à des cas où les maladies

vénériennes « présentent » des « symptômes » contagieux. Cependant souvent l'absence de symptômes n'équivaut pas à l'absence de contagion. Au contraire, l'expression « Maladie Sexuelle dans *une phase contagieuse* » avait l'avantage de déterminer que la Loi ne visait que les « phases graves » des maladies sexuelles, présentant, ou non, des symptômes de contagion.

Quant au certificat médical que la Faculté voulait que l'on demandât à toute personne affectée d'une maladie vénérienne, au moment de la publication des bans afin de l'obtenir, la Commission et la Faculté différèrent d'avis au sujet de son contenu. La Faculté désirait que ce certificat mentionnât que, lors de l'examen médical effectué, la personne examinée n'était pas dans une phase contagieuse de maladies vénériennes, et « qu'il ne semblait pas » qu'une rechute fut à craindre.

La Commission trouvait que la maladie devait toujours être considérée dans une période contagieuse tant qu'il n'était pas « certain » qu'une nouvelle rechute ne se produirait pas. Ainsi, d'après la Faculté, dans un même cas, la période contagieuse serait considérée terminée, tandis qu'elle ne le serait pas, si l'on suivait l'avis de la Commission. Il semble que celle-ci était un peu sévère. La Faculté dit que le certificat ne doit être délivré qu'après un examen approfondi, et si le médecin certifie qu'une rechute ne « semble » pas à redouter, il y a de grandes chances pour quelle ne se produise pas. Certes, elle peut être possible, mais est rarement à craindre.

Dans le projet danois, il était question de « maladies sexuelles offrant encore danger de contagion », sans plus de précision. Cette expression, ainsi que celle employée dans des termes correspondants par le projet norvégien, devait être interprétée comme l'avait fait la Commission.

Si nous abordons maintenant l'étude des motifs qui ont fait adopter la Loi, nous voyons que l'on considéra l'importance capitale des maladies sexuelles dans le mariage, vu leurs conséquences sur la famille et les générations suivantes. Tout le bonheur d'une famille peut être détruit, disait le Comité qui élaborera

le projet avant qu'il fut discuté dans la Commission, quand la syphilis ou la blennorrhagie est introduite au foyer par l'un des époux. Ce sont alors des souffrances durant toute la vie, la capacité de travail amoindrie, les soucis pécuniaires qui en découlent, la stérilité, les fausses couches ou les accouchements d'enfants malades ou arriérés, ou qui meurent prématurément. Donc, concluait-il, *aussi bien pour le bien-être des particuliers qu'au point de vue social*, il faut prévenir autant que possible la diffusion de ces maladies dans le mariage. Et, disait ce Comité, l'importance de cette action est d'autant plus grande, que la transmission de ces maladies est relativement très fréquente. Dans les classes élevées de la Société, l'homme ne se marie en général qu'à un âge avancé, et c'est lui qui contamine sa femme. Dans les autres classes, la femme entre souvent aussi dans le mariage déjà infectée. D'après les médecins, ces maladies jouent un rôle considérable comme facteur de dépeuplement et de dégénérescence. Cela pouvait s'appliquer aussi bien pour la syphilis que pour la blennorrhagie. Si cette dernière, en effet, n'est pas héréditaire, elle est souvent la cause d'union stérile, et est donc bien un facteur de dépeuplement. Le Comité considérait que si les dangers de ces maladies étaient plus connus qu'ils ne le sont, les personnes qui en seraient affectées réfléchiraient plus avant de contracter mariage. Mais il savait qu'on ne pouvait espérer atteindre le but proposé, même en organisant une active propagande. En effet, l'expérience démontrait que souvent des personnes atteintes de ces affections, le sachant, et en connaissant les conséquences, n'avaient pas hésité à se marier sans avoir acquis d'un médecin la certitude que la maladie n'était plus contagieuse. Il y avait même des exemples de mariages contractés malgré l'interdiction formelle du médecin. Donc, toute propagande, si active fut-elle, n'était pas suffisante, jugeait le Comité, pour éviter la transmission des maladies vénériennes dans le ménage, et c'est pourquoi il désirait que des mesures légales soient édictées. Comme elles auraient en vue de prévenir, autant que possible, cette transmission, il serait bien justifié que ces mesures s'appliquassent à ces maladies, dans leur période contagieuse.

La Faculté d'Upsal rédigea un exposé concordant, concernant les conséquences graves de la syphilis ou de la blennorrhagie pour l'individu, la famille et la Société, et elle trouva que des dispositions légales seraient désirables et nécessaires au point de vue hygiénique.

On considérait aussi que pour empêcher la diffusion des maladies vénériennes, il fallait édicter des mesures législatives se rapportant, non seulement à la conclusion, mais aussi à la dissolution du mariage. Donc, d'après le projet, il était prévu que la maladie de l'un des conjoints serait une cause d'annulation, dans le cas où l'autre conjoint en aurait ignoré l'existence lors de la célébration du mariage. Ainsi, indirectement, cette mesure comportait l'obligation pour le malade de révéler, avant, son affection, à son futur conjoint. Mais les opinions divergèrent sur le point de savoir si la célébration du mariage devait être défendue par la Loi, ou si celle-ci devait édicter des mesures obligeant seulement le futur conjoint malade à être sincère. Dans les législations étrangères, il n'y avait pas de dispositions législatives interdisant le mariage pour cause de maladies génitales. Le Comité fit remarquer que, certes il y aurait un grand pas de fait si l'on pouvait interdire le mariage à un malade atteint d'infection vénérienne, tant qu'il y aurait encore danger de contagion. Mais il y aurait aussi de grandes difficultés à réaliser une telle législation, étant donné qu'elle affecterait les sentiments intimes des individus. Cependant, il semblait que ces objections ne devaient pas être décisives, vu l'importance des motifs en faveur de cette mesure. La Société n'a-t-elle pas, en effet, le droit d'interdire le mariage, et la procréation, à des personnes qui ne la doteraient que de tarés ? Ne doit-elle pas protéger aussi la famille contre les maladies et la misère ? Et l'individu même n'a-t-il pas le droit d'exiger de la Société qu'elle le protège contre les souffrances.

Le Comité proposa deux moyens d'interdire le mariage des personnes atteintes de maladie génitale contagieuse. Premièrement, on pourrait édicter la prohibition absolue du mariage de

ces personnes. Secondement, on pourrait imposer aux contractants, pour obtenir la publication des bans, de prouver, au moyen d'un certificat délivré par un médecin après examen préalable récent, qu'ils ne sont pas affectés d'une telle maladie. Mais après examen, le Comité pensa que l'on ne pourrait obliger les fiancés à présenter un certificat médical, et conclut qu'il était préférable de déclarer par une disposition générale que les maladies vénériennes, dans une période contagieuse, sont une cause d'empêchement au mariage. Mais, cette disposition, suivant le Comité, ne produirait pas tout l'effet voulu. Le fonctionnaire chargé de la publication des bans ne pourrait exiger la production d'un certificat médical puisque ce ne serait pas légal, et le malade pourrait passer outre à l'interdiction. Naturellement, il risquerait, s'il avait caché son affection à son futur conjoint, une demande en annulation du mariage intentée par celui-ci, dès que cet état lui serait révélé. De plus, la disposition législative, si imparfaite soit-elle, serait cependant efficace à un certain point en ce qu'elle développerait le sentiment de responsabilité des candidats au mariage, sentiment qui, de lui-même, n'était guère susceptible de naître.

La Faculté d'Upsal, elle, conseilla de stipuler que les maladies vénériennes dans une phase contagieuse seraient prohibitives de mariage. Certes, disait-elle, toute personne malade, instruite des conséquences que son affection aurait dans le mariage, devrait comprendre l'acte grave qu'elle commet contre son conjoint et ses futurs enfants. Mais pour les peu consciencieux, cette connaissance n'a jamais été un motif suffisant pour renoncer à un mariage offrant des avantages matériels. En effet, n'y avait-il pas, à l'époque, bien des mariages qui avaient été, et qui étaient contractés malgré l'avis formel des médecins. Il fallait, concluait la Faculté, *l'autorité de la Loi*, pour empêcher cela.

Le Conseil médical judiciaire *danois* considérait que le mariage devait être prohibé aux personnes atteintes de maladie vénérienne dans une phase contagieuse, vu les malheurs qui étaient causés chaque jour par l'introduction de ces maladies

dans la famille. Chaque personne voulant contracter un mariage devrait présenter un certificat médical démontrant qu'elle n'était pas atteinte d'une maladie vénérienne dans sa phase contagieuse.

La Faculté de Médecine d'Oslo estimait que le mariage devait être prohibé aux syphilitiques pendant les quatre premières années de la maladie, époque où la contagion est la plus fréquente. Le Directeur du Conseil Médical norvégien se rangea à cet avis, hésitant cependant à décider si le délai de quatre ans n'était pas exagéré, et s'il ne pouvait pas être abaissé à deux ans, ou deux ans et demi. Les autorités médicales norvégiennes n'étudièrent pas si la blennorrhagie devait être une cause d'empêchement de mariage.

Quant à la Commission, elle partagea entièrement l'avis de la Faculté d'Upsal, c'est-à-dire qu'elle fut partisane de la prohibition de mariage imposée à toute personne affectée d'une maladie génitale en période contagieuse, avec possibilité d'une dispense octroyée par le Roi.

Il y a cependant des circonstances qui ont, soit pendant la discussion publique, soit pendant les délibérations privées de la Commission, seule, ou en collaboration avec les délégués danois et norvégiens, été invoquées contre la stipulation prohibitive dont il s'agit. Nous étudierons plus à fond ces objections, mais, quant à savoir quelle sera la garantie que pourra obtenir le fonctionnaire chargé de la publication des bans, faisons remarquer dès maintenant que le projet de la Commission prévoyait que chacun des fiancés devrait, au moment de la publication des bans, certifier sur son honneur et sa conscience qu'il n'était pas affecté d'une maladie génitale en période contagieuse. On pouvait dire qu'il était difficile de certifier si une maladie vénérienne était ou non dans une période contagieuse, mais cette objection ne portait pas. Quand la Commission adopta la dénomination de : « maladie vénérienne dans une période contagieuse », elle lui donna le sens, non pas qu'il n'existait pas de « possibilités » de transmettre la contagion, mais qu'une telle transmis-

sion n'était pas « à redouter », ou pour employer l'expression de la Faculté, que, pratiquement, il existait des « garanties suffisantes » prouvant que la maladie était, ou non, dans une phase contagieuse. Le projet n'imposait donc pas au médecin des exigences plus grandes que celles qui lui incombait jusqu'alors quand il était consulté sur l'opportunité d'un mariage. Il avait toujours dû se contenter de vraisemblances. Le projet demandait simplement que la Loi défendit le mariage dans les cas où le médecin le déconseillait après un examen consciencieux, lorsqu'il était consulté. La Loi, en quelque sorte, ne voulait que donner une plus grande autorité aux décisions médicales.

Elle n'interdisait pas le mariage à tout syphilitique, ce qui ne pouvait être puisque la plupart des individus infectés de syphilis peuvent, après un certain délai et un certain traitement, contracter une union sans risquer de transmettre l'infection à leur conjoint et à leur descendance. La Loi luttait même contre l'opinion erronée de personnes, alors trop consciencieuses, qui croyaient que tout syphilitique était à jamais inapte au mariage. Elle prévoyait, en effet, que seules les périodes contagieuses de la maladie étaient prohibitives du mariage.

Certains disaient aussi que la prohibition était trop sévère. Ne suffirait-il pas d'avertir les deux futurs époux de leur responsabilité, et de leur faire comprendre les risques que les maladies peuvent engendrer ? S'il était naturel que l'on conservât la prohibition de mariage des épileptiques, laquelle était entrée dans les mœurs, l'opinion publique se rendrait-elle compte de l'utilité et de la nécessité de la nouvelle prohibition qui frapperait beaucoup plus profondément ? Par là, serait-elle observée ? De plus, la blennorrhagie, disaient les membres de la Commission opposés à la mesure que nous étudions, n'est pas héréditaire. La loi, interdisant le mariage à ces malades n'a donc pas pour but de protéger la descendance, et le législateur a-t-il le droit de s'opposer à ce qu'une personne accepte d'épouser un individu atteint de blennorrhagie et de risquer la contagion ? N'est-ce pas son affaire ? Ce qu'il fallait simplement, c'était que toute per-

sonne contractant mariage étant affectée de blennorrhagie, ou avec un individu affecté de ladite maladie, connaisse les dangers auxquels elle allait s'exposer. Cette opinion prévalut dans les projets danois et norvégiens. D'après eux donc, toute personne atteinte d'une maladie génitale, quelle qu'elle soit, encore dans une phase contagieuse, ne devait pas contracter mariage sans que son futur conjoint ait été mis au courant de l'existence de la maladie, et ait reçu des conseil verbaux d'un médecin.

La Suède n'a pas cru pouvoir adopter les avis que nous venons d'étudier, pour plusieurs raisons. Que ferait le médecin s'il n'avait pas l'appui de la loi, quand il se verrait dans l'obligation d'interdire le mariage à un malade ? S'il a été jugé qu'il fallait que l'épilepsie soit une cause de prohibition au mariage, car cela était depuis un siècle et demi, il semblait qu'une législation dirigée contre les maladies vénériennes serait encore plus justifiée, toute nouvelle qu'elle fût.

Les risques de ces maladies dans le mariage étaient, en effet, très probants. En cas de syphilis, la descendance avait trop de chances d'être atteinte pour que la Loi n'essayât pas de la protéger. Surtout que la Loi ne voulait édicter qu'un empêchement temporaire au mariage, empêchement qui disparaîtrait parfois assez rapidement. Puis, *le législateur considérait que le motif sérieux qui le forçait à agir, était que l'opinion publique n'avait pas encore compris le mal social qu'engendraient les maladies vénériennes et combien leurs effets détruisaient tout bonheur au foyer. Il fallait que la Loi dirigeât le peuple vers son devoir.* Les partisans du point de vue suédois dans la Commission firent remarquer, de plus, que leur projet, quant à la blennorrhagie, était incontestablement supérieur à celui du Danemark et de la Norvège. En effet, ceux-ci n'étaient-ils pas approuvatifs du mariage de malades atteints d'infection vénérienne, même pendant une période contagieuse ? Le projet suédois, édictant que ceux qui ont l'intention de contracter mariage devaient, avant la publication des bans, affirmer sur leur honneur et leur conscience qu'ils n'étaient pas affectés d'une maladie génitale

en période contagieuse, ce serait un appel très vigoureux aux sentiments d'honneur et de responsabilité de chacun. De plus, malgré tous les conseils que peut prodiguer un médecin, n'y aurait-il pas toujours danger de transmission quelques soient les moyens préventifs employés ? Puis, est-il naturel que la vie en commun de jeunes mariés soit fondée sur l'emploi de mesures inspirées par la crainte de la contagion vénérienne ? D'un autre côté, si la blennorrhagie n'est pas héréditaire, elle est cependant dangereuse pour l'enfant qui peut avoir les yeux infectés et être atteint de cécité. Puis elle est une cause de stérilité, d'après la Faculté, plus importante que la syphilis. Donc il semble justifié qu'il faille étendre la prohibition du mariage jusqu'à la blennorrhagie, d'autant plus que là aussi, elle n'est que temporaire.

On disait aussi qu'en quelques cas la prohibition serait injustifiée ; ainsi l'on citait comme exemple les mariages in-extremis pour légitimer des enfants, ou des unions dans lesquelles les deux contractants sont âgés et dans l'impossibilité de procréer. Alors la Commission proposa que le Roi puisse concéder, en ces cas, une autorisation ; ce qui fut accepté après discussion.

Les adversaires de la prohibition du mariage en profitèrent pour prétendre que l'obligation d'accorder parfois une dispense constituait une preuve que prohiber ces unions n'était pas justifié, et que ce ne devait pas être décrété puisque ce ne pouvait être absolu. La Commission ne s'arrêta pas à cet argument. Ce n'est pas une raison parce qu'un mariage peut être permis « exceptionnellement » à un malade, de le permettre à tous. L'objection finale qui fût discutée par la Commission fut celui de l'Union Libre. Les ennemis de la mesure que nous étudions prétendirent que les maladies se transmettraient tout autant, avec la seule différence que ce serait hors mariage, et que les enfants qui naîtraient de ces unions seraient exposés à un manque de soins et à des souffrances plus grandes que s'ils étaient nés d'une union légitime. La Commission retint cette remarque. Certes, chez les individus ayant un niveau moral bas, la loi pourra donner ce résultat, dit-elle, mais il sera loin d'en être

ainsi chez toutes les personnes affectées d'une maladie vénérienne, et dont la conscience aura été éveillée. De plus, la loi pourrait, et devrait, punir ceux qui, hors mariage, transmettraient la maladie vénérienne à une autre personne.

Voyons, à la suite des deux longues discussions que nous venons de rapporter, les dispositions législatives qu'ont édicté les législations scandinaves, quant aux empêchements de mariage pour cause d'épilepsie et de maladies vénériennes :

1° La loi *suédoise* du 11 juin 1920, dans son chapitre II, article VI, édicte :

« Celui qui est atteint d'épilepsie endogène, ou d'une maladie vénérienne dans sa phase contagieuse, ne pourra contracter mariage si le Roi ne donne son autorisation. »

2° La loi *norvégienne* du 31 mai 1918 édicte en son chapitre I, article VI :

« Celui qui est atteint de syphilis dans une phase contagieuse ne pourra contracter mariage. Celui qui est atteint de quelque autre maladie vénérienne dans sa phase contagieuse, d'épilepsie... ne pourra contracter mariage sans que l'autre partie en ait été avisée, et sans que les deux parties aient été oralement averties par un médecin des dangers que présentent une telle maladie. »

3° La loi *danoise* du 30 juin 1922, en son chapitre I, article II, édicte :

« Celui qui est atteint de maladie vénérienne en période contagieuse et transmissible à la descendance, ou d'épilepsie, ne doit pas contracter mariage, sans que l'autre partie en ait été avisée et sans que les deux parties aient reçu des conseils oraux d'un médecin concernant les dangers que présente une telle maladie. »

On remarque combien les trois pays, après la discussion que nous venons d'étudier, étaient restés sur leurs positions, et comment chacun avait interprété différemment le principe de la prohibition de mariage des malades atteints d'infection véné-

rienne, et des épileptiques. Tandis que la Suède interdit, sauf autorisation du Roi, le mariage à tout individu affecté d'épilepsie ou d'une maladie vénérienne quelconque dans sa phase contagieuse, la Norvège ne l'interdit formellement, et sans prévoir de dispense, qu'à toute personne atteinte de syphilis en période contagieuse, et le Danemark ne l'interdit jamais formellement.

Ces deux derniers pays, malgré les critiques profondément étudiées de la Suède, permettent donc le mariage, pour l'un, de toute personne affectée d'une maladie vénérienne en période contagieuse, autre que la syphilis, ou d'épilepsie ; pour l'autre, de tout individu affecté d'une maladie vénérienne quelconque dans sa phase contagieuse, ou d'épilepsie. Ils n'édicte^{nt}ent, comme condition, qu'un avertissement donné à l'autre conjoint, et des conseils verbaux prodigués à chacun par un médecin, sur les dangers de la maladie. Remarquons d'ailleurs qu'il n'est pas nécessaire que les deux futurs conjoints aient consulté le même médecin.

Il y a là deux conceptions bien différentes qui sont à remarquer et dont nous reparlerons dans la suite, mais disons dès maintenant que les lois norvégiennes et danoises partent du principe que l'on gagnerait beaucoup si les deux parties étaient franches l'une envers l'autre. Il avait été considéré, lors de la rédaction du projet, qu'agir doucement était raisonnable, mais si c'était inefficace, et si les conseils du médecin étaient négligés, les législations futures prendraient d'autres précautions.

Jamais en Islande les lépreux n'ont été autorisés à se marier. De plus, depuis qu'elle a été reconnue indépendante, l'Islande a, dans sa loi matrimoniale du 27 juin 1921, § 12, prévu aussi que certaines autres maladies seraient prohibitives de mariage. Elle édicte :

§ 12 : « Si une des parties a une maladie vénérienne dans une période contagieuse, ou l'épilepsie, ou la lèpre, ou est atteinte de tuberculose infectieuse, le mariage est interdit. »

4° LA LÈPRE

La Norvège demandait que cette maladie fut considérée sous le même angle que les maladies vénériennes et l'épilepsie, et le préconisait dans son projet.

Le Danemark ne considérait pas cette mesure comme nécessaire, étant donné que la lèpre y était très rare, et que, dans les quelques cas isolés qui existaient encore, les malades étaient hospitalisés.

En Suède, le Riksdag, dans un rapport au Roi du 28 mai 1912, demanda que l'on envisageât des mesures propres à combattre la lèpre dans le pays. Il semblait nécessaire de prohiber le mariage des lépreux. La Faculté déconseillait une telle législation. Elle disait que la lèpre ne semblait pas héréditaire, qu'elle était une maladie bien rare. Ainsi, la statistique la plus récente alors, et qui datait de 1910, ne mentionnait que soixante-douze cas pour la Suède. En Norvège, ils étaient plus nombreux ; environ quatre cents.

Il résulta de ces discussions, que la Suède et le Danemark n'édictèrent aucune mesure contre les lépreux, mais la législation norvégienne, dans la loi du 31 mai 1918, chapitre I, article VI (cité page 86), édicté :

« Celui qui est atteint....., *ou de lèpre*, ne pourra contracter mariage sans que l'autre partie en ait été avisée, et sans que les deux parties aient été verbalement averties par un médecin des dangers que présentent une telle maladie. »

5° L'ALCOOLISME

Passant à l'alcoolisme, la Faculté d'Upsal fait remarquer que dans ses manifestations aiguës, il est un facteur plus important que n'importe quelle maladie sur la dégénérescence de la descendance. Cependant, la Faculté jugea que l'alcoolisme ne pouvait être érigée en empêchement du mariage, car comment

déterminer une prohibition qui soit « juste » et « efficace » ? et comment limiter juridiquement les cas d'alcoolisme pouvant être considérés invétérés ? Certes, une prohibition au mariage pour les alcooliques favoriserait, comme pour tout individu déchu, la procréation illégitime. Comment prévenir par une punition quelconque, l'intimité sexuelle hors mariage ?

Les autorités danoises et norvégiennes n'ont pas conseillé non plus la prohibition du mariage des alcooliques, vu la difficulté de délimiter les cas d'alcoolisme ou elle doit-être ou non appliquée. La Commission conclut que la législation tendant à protéger le foyer contre l'alcool devait, pour l'instant, se rapporter à la dissolution, et non à la conclusion du mariage. D'ailleurs, fit remarquer la Commission, fréquemment les dispositions législatives visant la capacité de contracter des malades mentaux ou des personnes sous tutelle, s'appliqueront à l'alcoolique et protégeront le foyer.

6° LA SURDI-MUTITÉ

La surdi-mutité congénitale provenant de causes endogènes est souvent héréditaire, disait la Faculté. Elle se rencontre fréquemment chez plusieurs frères et sœurs. Il y a donc de sérieux motifs pour la considérer comme une cause de dégénérescence pour la race. Il semblait alors opportun qu'elle devienne un empêchement au mariage, et particulièrement dans les cas où il y a un lien de parenté entre les futurs conjoints. Par contre, ce serait une cruauté inutile d'interdire le mariage à ceux chez qui la surdi-mutité est acquise.

Cependant, la Faculté d'Upsal a jugé qu'elle ne devait pas proposer la surdi-mutité comme une cause prohibitive de mariage, car il serait difficile, sinon impossible, d'affirmer si elle était congénitale ou avait été acquise en bas-âge.

Une stipulation contre la surdi-mutité congénitale ne pourrait donc s'appliquer avec certitude qu'en peu de cas.

En Norvège, les autorités médicales n'ont pas non plus in-

sisté pour que la surdi-mutité soit une cause prohibitive de mariage. Par contre, le Conseil médical juridique danois considérait qu'on ne pouvait permettre le mariage entre deux sourds-muets ; cet avis ne fut pas suivi par la Commission qui ne voyait pas dans la surdi-mutité une cause assez grave pour interdire le mariage même aux sourds-muets de naissance. Certes, un mariage de ce genre pouvait avoir des conséquences assez graves pour la race, mais l'interdire à deux êtres, ne comprenant personne et se comprenant entre eux, semblait particulièrement sévère.

Enfin, pour conclure l'étude que nous venons de faire sur les maladies érigées dans les trois pays scandinaves en cause d'empêchements au mariage, disons que la Commission a jugé que toutes les affections, autres que celles mentionnées ci-dessus : tuberculose, tares ou défauts physiques quelconques, impuissance, etc., n'étant pas héréditaires, par là n'atteignant pas la descendance, la loi n'avait aucun motif d'en faire état.

Cependant on a pu s'étonner que les Pays Scandinaves n'aient pas fait de la tuberculose un empêchement du mariage, étant donné que, si elle n'est pas héréditaire, elle est éminemment contagieuse et amène la dissolution du foyer : le Docteur Schreiber, Secrétaire général de la Société d'Eugénique Française, a trouvé regrettable ce silence des Lois scandinaves. A ce sujet, voici la lettre que j'ai relevée dans la Revue : « Vers la Santé » de mars 1927, sous le nom du Docteur Soren Hancen, de Copenhague :

« Monsieur le Rédacteur,

« Je n'ai pas besoin de vous dire qu'au Danemark
« nous sommes entièrement de l'avis du Docteur
« Schreiber qui vient d'écrire que le système scandi-
« nave lui paraissait être en général le plus efficace,
« le plus équitable et le plus facile à pratiquer pour
« éviter la propagation de certaines maladies conta-
« gieuses par le mariage. Cependant, comme le Docteur
« Schreiber trouvait regrettable que la législation eu-

« génique ait entièrement passé sous silence la tuberculose, il me faut ajouter quelques mots : nous luttons ici contre la maladie sans appeler à notre aide la prohibition et la contrainte, et nous ne traitons pas les tuberculeux en pestiférés. De longues années d'expériences nous ont appris que la meilleure méthode de prophylaxie consistait à répandre des notions générales d'hygiène au sujet de cette maladie et des moyens de l'éviter.

« Cette vulgarisation est en grande partie l'ouvrage des tuberculeux eux-mêmes qui acquièrent des connaissances à ce point de vue dans les nombreux sanatoria où ils sont accueillis et traités comme il convient pendant tout le temps nécessaire.

« Les résultats obtenus sont éloquentes. Le Danemark est probablement à l'heure actuelle le pays d'Europe qui a la plus faible mortalité tuberculeuse. Elle a passé de vingt à dix, pour dix mille, en vingt-cinq ans.

« Veuillez agréer..... »

DES FORMALITÉS REQUISES PAR LA LOI

Mais ce n'est pas le tout que d'interdire le mariage à tel ou tel malade, il faut encore l'empêcher de violer la Loi, de passer outre tant qu'il n'est pas guéri. Voyons quelles sont les mesures qu'ont prévues pour cela les lois scandinaves, et tout d'abord étudions les discussions à la suite desquelles ces mesures ont été adoptées.

Ce qui était vraiment nouveau dans les projets, c'était les articles prévoyant que les fiancés devraient déclarer sur leur honneur et conscience, au moment de leur demande de publica-

tion de bans, qu'ils n'étaient pas parents au degré prohibé par la loi, et n'étaient pas atteints d'une des maladies que la Loi réputait empêchement au mariage. Mais la Commission se demanda si une personne voulant se marier devait présenter un certificat donnant le résultat de l'examen médical qu'elle avait dû subir.

Nous allons voir qu'il lui semblait que ce certificat ne pouvait être exigé que des personnes supposées pour un motif quelconque, infectées d'une des maladies énumérées par la Loi comme prohibitives de mariage. Pour comprendre les raisons de cette décision, étudions à ce sujet chacune de ces maladies prohibitives, car les motifs seront différents pour chaque cas.

1° MALADIES MENTALES ET FAIBLESSE D'ESPRIT

La Faculté d'Upsal jugeait que, celui qui, du fait de raisons valables, était considéré comme affecté d'une maladie mentale ou de faiblesse d'esprit, devait présenter un certificat médical le démentant. La Faculté pensait même que celui qui « *avait été* » atteint d'une maladie mentale devait présenter un certificat attestant qu'il était guéri, quand cette affection avait eu une cause endogène. La Commission jugea qu'il serait extrêmement délicat de se rendre compte, pour le fonctionnaire chargé de la publication des bans, si une personne devait ou non être soupçonnée atteinte de maladies mentales. La Commission proposait que, ainsi qu'il en était déjà pour l'épilepsie, le certificat soit demandé seulement aux fiancés que l'on « *savait* » malades mentalement ou faibles d'esprit. Cela pouvait être, en effet, car les registres d'Eglise suédois doivent mentionner les ressortissants à la paroisse atteints de maladies mentales ou idiots. Les premiers étant ceux qui ont jadis été sains, et les seconds qui n'ont jamais été en pleine possession de leur raison ; et, lorsque le malade interné change d'établissement ou de ville, cette mutation doit être inscrite au registre paroissial. Toute personne soignant un aliéné doit, sous peine

d'amende, en avertir par écrit le pasteur, en faisant connaître le nom, l'âge, la profession, le domicile du malade, etc... cette déclaration doit être faite annuellement, tant que dure la maladie. Les asiles d'aliénés, publics ou privés, doivent remplir les mêmes formalités pour les malades qu'ils hospitalisent. En cas de sortie, la cause doit en être mentionnée afin que l'on sache si le malade doit être considéré guéri ou non. Mais ces formalités ne concernent pas les individus dont le développement mental s'est arrêté au-dessous de la normale, mais toutefois dont la capacité est supérieure à celle que la Loi exige de tout individu âgé de quinze ans.

D'un autre côté, ne sont reçus dans les asiles, d'après le décret concernant les maladies mentales du 14 juin 1905 qui nous occupe ici, que « ceux qui sont idiots, quand ils ne pourraient, étant violents ou sournois, obtenir ailleurs des soins appropriés », ce qui ne comprend pas tous les idiots, et souvent les familles qui en soignent négligent de le déclarer. Donc, le registre paroissial ne peut être complet. Pour qu'il aide la loi matrimoniale que nous étudions, il fallait changer les dispositions du décret le réglementant, mais cela dépassait le travail de la Commission. Nous voyons donc que le registre paroissial était le seul moyen d'information et combien sa tenue comportait de difficultés. Si la rumeur publique porte à la connaissance du pasteur qu'un individu soit notoirement aliéné ou faible d'esprit, il semble qu'il ait le droit de suppléer d'office la lacune du registre, en exigeant de cette personne un certificat médical au moment de la demande de publication de bans. Il y a eu discussion quant à savoir si un fiancé « ayant été » aliéné pourra être obligé de présenter un certificat médical sur son état actuel ? Nous avons vu que la Faculté de Médecine était pour. La Direction du Département médical n'était pas de son avis. Elle considérerait que, pour exiger ce certificat, il fallait que le fiancé soit soupçonné être atteint actuellement d'une maladie mentale.

Le Directeur du Département médical norvégien émit l'opinion que, quand un individu « a été » affecté d'une maladie

mentale, s'il désire se marier, il doit présenter un certificat médical attestant sa guérison sans crainte de rechute, si les parents, ou le tuteur du futur conjoint, ou le fonctionnaire chargé de publier les bans, le demandent. Des psychiatres danois et norvégiens ont partagé, soit l'avis de la Faculté d'Upsal, soit celui de la Direction du Département Médical.

Mais la Commission, considérant que le mariage n'ayant pas été défendu aux individus qui « ont été » malades mentalement, exiger un examen dans ce cas donnerait un renseignement non demandé par la Loi ; elle a jugé qu'il n'était donc pas justifié qu'un tel examen soit rendu obligatoire. Demander un certificat de santé à un individu qui a jadis été malade mentalement, mais qui, pendant des années, a été normal et a pu même assumer des fonctions sociales importantes serait évidemment, a jugé la Commission, aussi inutile qu'offensant. Puis il y aurait de grandes difficultés pour se procurer un tel certificat. Si le médecin n'avait pas soigné jadis la personne qui le consulterait, avant de donner une opinion, il aurait certes le droit d'exiger une mise en observation longue et approfondie. Plus il y aurait longtemps que l'individu aurait été malade, plus l'étude qu'il faudrait faire sur lui serait défectueuse.

Cependant, il faut, dans une certaine limite, attribuer une importance au fait qu'un des fiancés a été antérieurement malade mentalement. S'il voulait se marier peu de temps après, pour avoir la certitude qu'il est réellement guéri, il serait opportun de lui prescrire de présenter un certificat médical. C'est pourquoi la Commission inclut dans son projet une disposition prévoyant que celui qui « a été » récemment réputé aliéné, devra présenter un certificat médical équivalent à celui que doit présenter celui « qui est » aliéné ou faible d'esprit. Mais une dénonciation quelconque faite au fonctionnaire chargé de la publication des bans, sur l'état mental d'un des fiancés, ne donnera pas le droit à ce fonctionnaire d'exiger du prétendu malade un certificat médical, à moins que les parents ou le tuteur de l'autre fiancé l'exigent comme condition à leur consentement. Si, au

contraire, la dénonciation est accompagnée d'un certificat médical l'appuyant, il semble que le fonctionnaire chargé de la publication des bans devra la refuser tant que ce certificat n'aura pas été infirmé par un autre. De même, quand l'attitude d'un fiancé lorsqu'il demandera que l'on publie ses bans, donne à penser au fonctionnaire qu'il est malade mentalement ou faible d'esprit, il pourra juger de son devoir d'exiger un certificat médical.

La Faculté d'Upsal avait demandé que le certificat fut délivré, après examen, par le médecin officiel de la Commune. Une formule serait établie par l'Administration médicale et l'examen devrait être soumis à son approbation. Le certificat affirmerait que l'individu examiné ne pouvait être considéré affecté par une maladie mentale, par une faiblesse d'esprit, ou une tare dans le domaine psychique, pouvant constituer une prohibition au mariage.

Le projet de la Commission supposait que le médecin ne pouvait certifier que le fiancé était aliéné ou faible d'esprit. Aussi bien, l'intention de la Commission n'était pas que le certificat déclarât formellement que le fiancé n'était pas atteint de ces affections, car il aurait été difficile parfois de donner une telle affirmation. Il suffisait donc que le médecin certifiât, qu'après examen, il n'avait pu constater trace d'aliénation ou de faiblesse d'esprit chez le fiancé.

La Commission laissait d'ailleurs au Roi le pouvoir de donner des dispositions plus précises sur le certificat médical.

Quant au projet danois, il n'exigeait pas la production d'un certificat médical quand le fiancé « avait été » malade mentalement.

A la suite de ces discussions, voici les textes législatifs qui ont été votés :

1° La loi matrimoniale *suédoise* du 11 juin 1920, paragraphe 4 de l'article II du chapitre III, porte :

« S'il y a lieu de supposer que le fiancé est atteint d'aliénation mentale ou de faiblesse d'esprit, ou s'il a été atteint d'aliénation mentale dans les trois dernières années, il devra prouver

par certificat médical qu'il n'y a plus trace chez lui d'aliénation mentale ou de faiblesse d'esprit. »

2° La Loi matrimoniale *norvégienne* du 31 mai 1918, chapitre I, article XIII, édicte :

« Parmi les certificats que doivent présenter les fiancés, avant la publication des bans, il faut... § IV : « s'il est notoire que l'un ou l'autre des fiancés a été aliéné sans avoir eu de certificat de guérison, ou si on a des raisons de supposer que l'un d'eux est aliéné, un certificat médical doit être produit affirmant que l'aliénation n'a pu être démontrée à cette époque. Une telle attestation ne peut être donnée que par un médecin spécialement autorisé. »

3° La Loi matrimoniale *danoise* du 30 juin 1922, chapitre I, article 21, édicte :

« Pour obtenir publication des bans, les fiancés doivent présenter les certificats suivants... § IV : « s'il y a raison de supposer que l'un des fiancés est atteint d'aliénation mentale ou de faiblesse d'esprit assez prononcée, il faudra produire, soit une attestation d'un médecin spécialement autorisé affirmant que l'on ne peut, chez la personne examinée, constater l'existence de ces maladies, soit une autorisation royale accordée conformément à l'article 10. »

Nous remarquons les points qui diffèrent dans les trois législations. La Suède, prévoit le cas où un des fiancés « est » atteint de maladie mentale ou de faiblesse d'esprit, et celui où il en « a été » atteint dans les trois dernières années, ce en accord avec l'opinion de la Commission, d'après laquelle il faut attribuer une certaine importance au fait qu'une personne a été, peu de temps auparavant, atteinte d'une affection mentale. Quant à la législation norvégienne, elle ne prévoit que le cas où un des fiancés « est » aliéné, et celui où il « a été » aliéné et où « l'on sait » qu'il n'a pas eu de certificat attestant sa guérison, mais non celui où il a été atteint d'une affection mentale peu de temps auparavant. Elle n'a pas suivi ici, comme la Suè-

de, l'avis de la Commission. De plus, tandis que la Suède exige un certificat prouvant qu'il n'y a « plus trace d'aliénation mentale ou de faiblesse d'esprit », la Norvège, plus prudente, et se rapprochant alors ici du point de vue de la Commission, ne demande qu'un certificat médical affirmant que l'aliénation « n'a pu être démontrée » à l'époque de l'examen. Le Danemark ne va, ni aussi loin que la Suède, ni même aussi loin que la Norvège. Il ne demande un certificat médical que dans le cas où l'on suppose que l'un des fiancés « est » atteint d'aliénation mentale ou de faiblesse d'esprit, et ne prévoit aucunement le cas où la maladie est antérieure à l'époque de la publication des bans. Se rapprochant de la Norvège, et moins formel que la Suède, le Danemark n'exige du certificat qu'une attestation affirmant que « l'on ne peut, chez la personne examinée, constater l'existence d'une maladie mentale ou d'une faiblesse d'esprit ». De plus, en conformité avec l'article 10 que nous avons étudié précédemment, et qui prévoyait que le Roi pouvait, en certains cas, autoriser le mariage d'un aliéné ou d'un faible d'esprit, l'article 21, paragraphe 4 qui nous occupe actuellement, prévoit qu'un malade affecté de ces maladies peut obtenir la publication de ses bans de mariage, non seulement en présentant un certificat médical de guérison, mais aussi une autorisation royale accordée suivant cet article 10.

Si un fiancé produit des déclarations contradictoires de plusieurs médecins autorisés, le fonctionnaire de l'Etat Civil doit décider s'il y a lieu à un autre examen, s'il doit publier les bans, ou refuser de le faire.

Signalons que, si les lois danoises et norvégiennes n'ont pas inséré la règle suédoise prescrivant que celui qui a été aliéné dans les trois dernières années ait un certificat médical, c'est que l'on a jugé que, parfois cela était trop sévère, et parfois pas assez. En effet, en certains cas, on doit exiger un nouvel examen même si plus de trois années se sont écoulées depuis la dernière manifestation de la maladie, et en certains autres, il est inutile, même si trois années ne se sont pas passées depuis.

2° L'ÉPILEPSIE

D'après la Charte Royale Suédoise du 25^e novembre 1757, un examen médical devait avoir lieu quand une personne réputée épileptique, désirait contracter mariage. La Faculté d'Upsal demandait qu'un certificat médical attestant l'absence d'épilepsie endogène fut exigible quand on pourrait raisonnablement supposer un des fiancés atteint par une forme quelconque d'épilepsie. La Commission jugea, néanmoins, que l'on s'en tiendrait aux termes de la Charte de 1757. L'épilepsie est une des tares qui doit être mentionnée sur les registres paroissiaux. Les épileptiques peuvent être internés quand, pendant les crises, ils sont dangereux, ou ne peuvent être soignés efficacement chez eux. En cas d'internement, le Pasteur doit être avisé de l'entrée et de la sortie de l'asile, et toute personne soignant un épileptique doit aussi l'en prévenir. Mais, naturellement, quant aux épileptiques atteints d'une affection bénigne et soignés chez eux, le Pasteur doit souvent s'en tenir à la connaissance personnelle qu'il a de ses paroissiens. Cela n'est satisfaisant, on le comprend, que dans les petites paroisses.

Aussi la Commission a considéré, qu'outre l'examen médical imposé à celui qui est réputé épileptique, il faudrait stipuler l'obligation pour tout fiancé d'affirmer sur son honneur et sa conscience, qu'à sa connaissance, il n'est pas atteint d'épilepsie. Il va de soi qu'on ne pouvait imposer ceci à l'aliéné ou au faible d'esprit, mais l'épileptique peut être considéré responsable de son affirmation. En étudiant cette formalité dans le paragraphe se rapportant aux maladies vénériennes, on verra les objections qui y ont été faites.

D'un autre côté, l'épileptique dont le mariage serait autorisé par le Roi, malgré l'empêchement édicté par la Loi, n'aurait à faire aucune déclaration. Une disposition expresse le mentionnerait.

Parmi les dispositions de la Charte Royale de 1757, la Commission jugea que dans la Loi qui allait être votée, ne devait pas

figurer celles se rapportant au contenu exact du certificat. La Loi poserait le principe. Le Roi, par la suite, réglerait les dispositions de détail. La Charte de 1757 portait que le certificat devait attester que le malade n'était pas atteint d'épilepsie endogène. La Faculté exprima le vœu que le certificat affirmât simplement que l'individu examiné n'était pas atteint d'une maladie constituant un empêchement au mariage. La Commission voulait que le médecin attestât que l'épilepsie ne pouvait être diagnostiquée en la personne examinée. Quand il y aurait doute, le médecin devrait cependant mentionner que ce qu'il a pu observer, après « examen », ne constitue pas des motifs suffisants pour pouvoir affirmer que le sujet examiné n'est pas atteint d'épilepsie.

Nous verrons, après le paragraphe 3, dans lequel nous allons étudier les discussions se rapportant aux moyens de prohiber le mariage d'individus atteints de maladies vénériennes, quelles sont les dispositions législatives auxquelles ont abouti ces différents points de vue.

3° MALADIES VÉNÉRIENNES

La Faculté d'Upsal jugeait qu'il devait être stipulé que le fonctionnaire chargé de la publication des bans exigerait un certificat médical de tout individu qui pouvait être « supposé » atteint d'une maladie vénérienne dans sa phase contagieuse. Mais il y eût de grandes hésitations. Comment un tel fonctionnaire pourrait-il « supposer » qu'une personne est atteinte d'une maladie vénérienne alors que souvent les médecins eux-mêmes ne peuvent l'affirmer ? De plus, il était impossible que, conformément à ce que la Commission avait proposé pour les autres maladies, l'obligation de présenter un certificat médical puisse dépendre de ce qu'un fiancé « est » réputé avoir une maladie vénérienne. La seule manière de poser la question était de prescrire au fonctionnaire chargé de la publication des bans,

d'exiger d'un fiancé un certificat attestant qu'il n'était pas atteint d'une affection vénérienne dans sa phase contagieuse, lorsque ce certificat serait demandé par les parents ou tuteur de l'autre fiancé. D'un autre côté, la Commission demandait qu'un médecin puisse dénoncer aux autorités sanitaires une personne, qui, malgré la prohibition, voudrait contracter mariage ; celles-ci en avertiraient les administrations paroissiales dont ressortit l'individu réfractaire à la Loi. Ainsi, les mariages de personnes atteintes de maladies vénériennes dans une phase contagieuse seraient empêchés. Mais la Faculté fut arrêtée par une grave question ; était-il vraiment possible de supprimer le secret professionnel médical ? De plus, la Commission ne crut pas que ces dénonciations auraient un grand intérêt pratique. Pourtant, quel progrès social si cette disposition était acceptée ; le fonctionnaire qui publierait les bans, averti de la maladie vénérienne d'un des fiancés, devrait en refuser la publication tant qu'il ne lui aurait pas été prouvé par un certificat médical que la maladie n'est plus, ou a cessé d'être contagieuse. Cependant, cette opinion ne prévalut pas ; on ne voulut pas obliger ce fonctionnaire à exiger d'un des fiancés, même après dénonciation, un certificat médical affirmant l'absence de maladies génitales. L'affirmation des fiancés paraissait être le seul moyen de savoir s'ils étaient, ou non, atteints d'une maladie vénérienne dans sa phase contagieuse. Par conséquent, la Commission proposa que, si les fiancés ne présentaient pas une autorisation royale, ils devraient affirmer, sur leur honneur et leur conscience, qu'ils ne se croyaient pas atteints d'une maladie vénérienne dans sa phase contagieuse. Cette disposition fut aussi adoptée par les autorités médicales norvégiennes. Toutefois, elle suscita dans la Commission de vives discussions, tant au point de vue de l'affirmation quant à l'épilepsie qu'à celle se rapportant aux maladies vénériennes. On prétendit qu'elle serait sans valeur. Les gens honnêtes, par ce fait même qu'ils sont honnêtes, observeraient la loi. Pour les débauchés, elle serait une vaine formule qu'ils violeraient sans aucun trouble de conscience. Certes ces deux idées sont justes, mais il ne faut pas oublier que, dans la Société, il y a

des individus qui ne sont ni assez honnêtes pour que leur sentiment de responsabilité n'ait besoin d'être aiguillonné par la Loi, ni assez malhonnêtes pour ne pas se laisser influencer par ses commandements. Pour ceux-là, il est indéniable que la stipulation quant à l'affirmation qui leur sera demandée leur fera comprendre la Loi, et éveillera en eux le sentiment de leur responsabilité, d'autant plus que, bien que la déclaration soit faite au fonctionnaire chargé de la publication des bans, elle ne pourra ne pas être considérée par les fiancés comme échangée entre eux. Cette affirmation aura une grande influence pour répandre le nouvel empêchement au mariage édicté contre les individus atteints de maladie vénérienne, et développera l'effet moral et instructif de la loi. On fit remarquer que, pour grands qu'en soient les avantages, de grands inconvénients n'en existaient pas moins. Ne serait-il pas répugnant pour beaucoup de personnes d'être obligé d'affirmer sur leur honneur et leur conscience qu'elles ne sont pas atteintes de maladie vénérienne dans sa phase contagieuse ? Puis ce serait souvent un motif de souci pour l'individu consciencieux, qui se demanderait s'il peut réellement affirmer cela ? Ainsi, sans doute, beaucoup de mariages très désirables, à tous points de vue, ne se feraient pas. Les femmes surtout trouveraient choquant de devoir, en demandant la publication des bans, se prononcer sur leur santé au point de vue sexuel. Cependant, comme il devient coutumier que la jeunesse soit instruite des dangers de la vie sexuelle, il paraîtra de plus en plus naturel de faire cette affirmation. Puis, étant donné le mal social dont il s'agit, les femmes, mères futures, se soumettront certes au désagrément personnel qu'elle pourra leur causer. Elle sera demandée d'ailleurs avec d'autres affirmations. On comprendra dans un seul document tout ce qui doit être attesté par les fiancés, quant au degré de parenté, à l'épilepsie, aux maladies vénériennes. De ce fait, l'affirmation, quant à cette dernière maladie, sera moins vexante. Les projets danois et norvégiens avaient une formule qui atténuait d'ailleurs ce qu'elle pouvait avoir de choquant. D'après eux, elle serait exprimée de telle manière que la maladie ne serait pas nommée, mais l'on

renverrait au paragraphe de la loi où les empêchements sont stipulés. La Commission trouva qu'ainsi l'affirmation perdrait de sa valeur. Son sens serait obscurci, et les fins que la loi avait voulu atteindre seraient manquées. Pour pouvoir affirmer que l'on n'est pas atteint d'une maladie vénérienne dans sa phase contagieuse, il sera nécessaire de prendre l'avis d'un médecin. Si celui-ci conseille le mariage, répondaient les partisans de « l'affirmation » aux objections que nous venons d'étudier, il n'y aura plus lieu à aucun scrupule de la part du déclarant. Il n'y aurait donc certes pas de mariages manqués par l'hésitation d'individus consciencieux se demandant s'ils peuvent se déclarer bien portants.

Enfin, concluons ces deux discussions, quant à l'épilepsie et quant aux maladies vénériennes, en citant les textes législatifs auxquels elles ont abouti.

1° La loi matrimoniale *suédoise* du 11 juin 1920, chapitre III, article 2, paragraphe 5, prescrit :

« Le fiancé réputé épileptique devra présenter un certificat médical attestant qu'il n'y a aucune trace chez lui d'épilepsie endogène, et même s'il n'est pas réputé épileptique, une déclaration écrite affirmant, en honneur et conscience, qu'à sa connaissance il n'est pas atteint d'épilepsie.

« Le fiancé devra aussi présenter une déclaration écrite affirmant, en honneur et conscience, qu'à sa connaissance il n'est pas atteint d'une maladie vénérienne dans sa phase contagieuse.

« Ce qui est ci-dessus prescrit ne sera pas applicable au fiancé qui présente l'autorisation du Roi à contracter mariage, malgré la maladie en question. »

La loi suédoise du 5 décembre 1915, chapitre 3, paragraphe 8, prescrivait encore : « Quand le fiancé ne présente pas lui-même son affirmation sur honneur et conscience, sa signature doit être certifiée par deux témoins ».

Cette faculté disparut de la loi de 1920.

2° La loi matrimoniale *norvégienne* du 31 mai 1918, article 13, paragraphe 5, édicté :

« Les fiancés doivent, chacun en ce qui les concerne, présenter une déclaration écrite en honneur et conscience, affirmant qu'elle, ou qu'il, n'est pas atteint de syphilis, ou d'une autre maladie vénérienne contagieuse, d'épilepsie, ou de lèpre. Si la déclaration mentionne qu'elle ou qu'il est atteint d'une maladie vénérienne autre que la syphilis, d'épilepsie, ou de lèpre, il faut fournir des preuves que la maladie a été portée à la connaissance de l'autre partie, et que les deux fiancés ont reçu des conseils oraux d'un médecin, concernant les dangers de la maladie. »

3° La loi matrimoniale *danoise* du 30 juin 1922, chapitre I, article 21, édicte :

« Pour la publication des bans les fiancés doivent présenter les certificats suivants : ...§ 5 : « les fiancés doivent, chacun en ce qui les concerne, fournir une déclaration écrite affirmant en honneur et conscience qu'il n'y a pas d'empêchement au mariage, prévu à l'article 11.

« Celui qui est, ou a été atteint de maladies sexuelles, ne doit fournir une telle déclaration que s'il a un certificat médical datant de quinze jours au plus, affirmant que le danger de contagion et de transmission à la descendance est particulièrement improbable, ou que l'autre partie a eu connaissance de la maladie, et que les deux fiancés ont reçu des conseils oraux d'un médecin sur les dangers qu'elle présente. »

Nous voyons que chacun des trois pays a gardé son point de vue. De même qu'ils avaient interprété différemment le principe de la prohibition au mariage des épileptiques et des malades atteints d'infection vénérienne, ils édictèrent des règles différentes pour prévenir la violation de ces lois prohibitives. La Suède, qui interdit formellement le mariage des individus atteints d'épilepsie endogène et de maladies vénériennes, sauf autorisation du Roi, exige un certificat médical de tout fiancé réputé épileptique, et une déclaration sur honneur et conscience de toute personne, affirmant qu'elle n'est pas atteinte de cette affection. Le décret suédois sur les registres paroissiaux, que nous avons étudié ci-dessus, lui a permis de faire cette distinction.

Puis, elle réclame une affirmation sur honneur et conscience quant aux maladies vénériennes, sauf, naturellement, en cas d'autorisation royale prévue à l'article 6, chapitre 2 de la loi matrimoniale de 1920.

La Norvège, qui avait distingué la syphilis des autres maladies vénériennes, de l'épilepsie, et de la lèpre, et n'avait interdit formellement le mariage qu'aux personnes atteintes de la première de ces affections, exige une affirmation sur honneur et conscience que l'on n'est affecté d'aucune de ces maladies. Mais elle avait prévu que le mariage serait possible si l'on était atteint d'une maladie vénérienne autre que la syphilis, d'épilepsie, ou de lèpre, à condition que l'on en ait averti l'autre partie, et que les deux fiancés aient été oralement prévenus par un médecin des dangers que présente une telle maladie. Elle exige alors ici une preuve que cette prescription a été suivie. Le médecin doit donc en donner une déclaration écrite.

Le Danemark, qui avait assimilé la syphilis aux autres maladies vénériennes, et à l'épilepsie, et n'avait permis le mariage à ces malades que si l'autre partie avait été avisée, et si les deux fiancés avaient reçu des conseils oraux d'un médecin sur les dangers que présente une telle maladie, demande aussi une déclaration écrite sur honneur et conscience ; mais, voulant ménager certaines pudeurs, il ne cite pas les maladies dont on doit se déclarer exempt, et renvoie purement et simplement à l'article 11, que nous avons étudié précédemment. Plus logique en quelque sorte que les deux textes des deux autres pays, édictant ce qu'ils imposent sans oser l'exprimer formellement, il prescrit que la déclaration sur honneur et conscience ne peut être faite que si un médecin a, dans la dernière quinzaine, constaté que l'affection n'est, presque certainement, plus contagieuse, ni transmissible à la descendance. Mais, comme le Danemark n'interdit jamais formellement le mariage d'aucun malade, il prescrit que cette déclaration peut être faite aussi si la partie saine a été avertie de la maladie affectant l'autre, et si les deux fiancés ont été prévenus verbalement des dangers qu'elle présente.

Signalons qu'en Norvège en vue des possibilités d'annulation du mariage, d'après l'article 35 que nous étudierons ci-dessous, le fonctionnaire de l'Etat Civil doit garder les déclarations des fiancés pendant cinq années du jour de la publication des bans (cela a été édicté par des circulaires du Ministère de la Justice des 21 décembre 1918, 31 mars 1919, et de l'Eglise du 20 décembre 1918).

Nous voyons par ces rapprochements la cohésion des articles de chacune de ces lois. Nous allons aborder maintenant l'étude des sanctions édictées contre ceux qui ont passé outre à ces prescriptions. Tout d'abord, voyons les discussions qui ont précédé l'élaboration de ces sanctions, toujours en suivant l'ordre de nos précédentes études, c'est-à-dire en étudiant les différentes maladies.

DES SANCTIONS CIVILES

1° MALADIES MENTALES ET FAIBLESSE D'ESPRIT

Nous avons vu que celui qui est aliéné ou faible d'esprit ne peut contracter mariage. Pour que cette disposition soit efficace, des sanctions sont nécessaires.

La Loi suédoise de 1734 ne contenait aucune stipulation sur l'annulation de mariage des malades mentaux ou faibles d'esprit ; cependant, au chapitre 13, article 8, de cette loi, il était prescrit, comme nous l'avons vu, qu'il y aurait lieu à annulation de mariage si un des contractants, étant affecté d'une maladie contagieuse inguérissable, ne la dévoilait pas à l'autre, et employait la fraude pour l'amener à se marier avec lui. De plus, au chapitre 4, paragraphe 2 de cette loi, chapitre réglementant

l'annulation des fiançailles, il était dit : « Si l'un des fiancés, avant les fiançailles, était affecté d'une maladie secrète contagieuse ou inguérissable, ou s'il en est atteint postérieurement, telles la lèpre, l'épilepsie, l'aliénation, la fureur, la syphilis acquise par débauche, de tares ou grands défauts, les fiançailles pourront être annulées ».

Remarquons que, d'après cette loi, seul le conjoint du malade, ou le fiancé, pouvait demander l'annulation du mariage, ou des fiançailles. De plus, si l'aliéné manquait de capacité juridique au moment de la célébration du mariage, il pouvait, pour ce motif, en obtenir l'annulation. Cependant, même en ce cas, le magistrat qui, en Suède, a les attributions de notre Ministère Public, n'avait pas le droit de demander cette annulation.

Dans la discussion qui nous occupe, les délégués norvégiens proposaient que, si l'un des époux était aliéné lors du mariage, cet état puisse donner lieu à sa dissolution, laquelle pourrait être demandée par le Ministère Public, s'il trouvait que l'intérêt de l'aliéné, ou d'autres motifs, l'exigeaient. Mais le projet danois, ainsi que la Commission, d'accord avec le Code de 1734 encore en vigueur, prévoyait que les conjoints seuls puissent, en ce cas, introduire la demande d'annulation, étant donné que ne pouvait être considéré contraire à la morale ou à l'ordre public, le fait qu'un aliéné, ou un faible d'esprit, vive marié.

Il ne semblait pas, non plus, que la Société ait, en ce cas, le devoir de protéger l'aliéné, car le mariage aurait peut-être contribué à ce qu'il obtienne de meilleurs soins. Evidemment, parfois, les intérêts pécuniaires du malade pourraient avoir à souffrir et le mariage subsisterait cependant jusqu'à sa guérison incertaine, puisque seul, il pourrait présenter sa requête d'annulation. Si la faiblesse d'esprit doit continuer, ne faudrait-il pas que le Procureur présente requête ? Pourtant, il n'a pas paru nécessaire de lui donner ce droit, mais le projet, en un autre chapitre, a prévu que le tuteur d'un aliéné, ou d'un faible d'esprit, pourrait demander l'annulation de son mariage. Le tuteur, en effet, est considéré être en possession de données

meilleures pour pouvoir juger si le mariage est, ou non, favorable au malade, que le Procureur.

Si le conjoint aliéné ou faible d'esprit a, par exception, sa pleine capacité, on pourrait cependant craindre qu'il ne se soit décidé à contracter mariage du fait de considérations irraisonnables. Le projet prévoyait donc que celui qui aurait contracté mariage étant aliéné, ou faible d'esprit, puisse obtenir son annulation dans tous les cas, sans qu'il y ait à considérer si, au moment du mariage, il possédait, ou non, la capacité civile. De plus, si l'époux de l'aliéné ou du faible d'esprit avait connaissance, au moment du mariage, de l'état de santé de l'autre fiancé, il ne pourra en obtenir l'annulation. Il a conclu le mariage malgré la maladie de son fiancé, il ne pourra donc, à cause de cela, en obtenir l'annulation, à moins qu'il y ait motifs de divorce fondés sur l'article du projet qui est devenu l'article 13, du chapitre 6 de la loi, lequel édicte que : « Si l'un des époux est malade mentalement, et que la maladie a continué trois ans durant le mariage, s'il n'existe pas d'espoir de guérison durable, l'autre conjoint aura droit à demander la dissolution du mariage ». Nous n'avons pas à nous arrêter sur ce point qui nous entraînerait en dehors de notre sujet.

Si, par contre, le conjoint sain n'avait pas eu connaissance avant le mariage de l'état morbide de son fiancé, la Faculté d'Upsal demandait qu'il puisse obtenir l'annulation, et cela, quand bien même la maladie serait guérissable. Pourtant, si, après la conclusion du mariage, le malade est guéri, son conjoint ne pourra plus demander l'annulation. Le projet norvégien n'établissait pas cette limitation du droit de requête. Cela s'expliquait par une règle du même projet, édictant qu'une maladie mentale guérie avant le mariage pouvait être une cause d'annulation, disposition qui n'avait pas son équivalent dans les projets danois et suédois.

Abordons maintenant un autre point. Il est certain qu'il faut décider promptement si un mariage est valable ou non. Si particulièrement, l'un des conjoints ignorait un fait donnant à l'autre conjoint le droit d'obtenir l'annulation du mariage, il peut

y avoir un intérêt justifié à ce qu'il soit vite fixé sur le point de savoir si le mariage sera annulé ou non. Par conséquent, le projet prévoyait que l'époux ayant droit de requête présentât sa demande d'annulation dans un court délai, fixé à six mois. Ce délai devrait courir pour l'aliéné du moment de la guérison, et pour le conjoint sain, dès qu'il aura eu connaissance de la maladie ou de la faiblesse d'esprit de son conjoint malade.

Puis, la Commission considéra opportun d'établir un délai, passé lequel il y aurait prescription du droit de requête en annulation. Elle le fixa à trois ans. En effet, il serait inique de pouvoir encore demander l'annulation d'un mariage pour les motifs qui nous occupent, après de longues années. Cette possibilité, si elle existait, deviendrait souvent un prétexte pour se libérer des liens du mariage, devenu pesant pour des causes toutes autres. Le projet, et la loi norvégienne de 1909 sur la dissolution du mariage, avait fixé un délai de cinq années pendant lequel la requête d'annulation du fait de maladie mentale, ignorée à la célébration du mariage, serait toujours possible. Ce délai était fixé en considération que les maladies mentales peuvent se développer de telle façon que le conjoint du malade ne pourra même pas avoir connaissance de son état pendant cette période de cinq ans. Toutefois, malgré ce précédent, la Commission n'a pas stipulé ici un délai d'une durée différente de celui fixé pour les autres cas d'annulation, ainsi que nous le verrons par la suite.

L'on n'a pas cru devoir mentionner dans les projets la possibilité qu'il y avait pour le conjoint trompé de renoncer à sa requête, et, sans attendre la prescription, de donner à l'autre époux l'assurance que le mariage ne serait pas annulé. Les principes généraux des législations scandinaves permettent en effet, par conciliation, à tout époux qui a droit de requérir l'annulation de son mariage, ou son divorce, d'y renoncer.

Un autre point était aussi prévu. Si l'un des conjoints était, lors de la célébration du mariage, affecté d'un état mental qui provoquait en lui une incapacité provisoire, le Ministère Public ne pourrait-il intervenir ? Les rapporteurs du projet ne l'estimèrent point. L'on pensa de même que l'autre conjoint n'avait

pas un intérêt justifié pour obtenir l'annulation du mariage en se fondant sur ce fait, même s'il ne s'était pas rendu compte lors de sa célébration, de l'incapacité de son conjoint. En effet, l'état mental pathologique n'avait été que provisoire. Mais, d'après le projet, l'époux qui était dans cet état mental à la célébration du mariage pouvait en demander, et en obtenir l'annulation, et seul il avait donc cette possibilité. Cette nullité se différencie de celle que nous avons étudiée ci-dessus, puisque seul l'époux anormal au moment de la célébration du mariage pourra en demander et obtenir la nullité. Les troubles d'esprit que visait le projet sont le somnambulisme, l'état hypnotique, l'ivresse, un état maladif fiévreux, etc... Sans avoir besoin d'approfondir les motifs qui ont poussé à l'établissement de cette cause d'annulation, on comprend qu'un contractant qui a agi sans connaissance de cause puisse avoir la possibilité de faire annuler cet acte, surtout quand le contrat dont il s'agit a des conséquences si graves qu'en a le mariage. Mais il y a là une cause d'annulation fondée sur le défaut de consentement plutôt que sur la nécessité de protéger la race. C'est pourquoi l'époux qui a contracté valablement n'est pas autorisé à demander l'annulation du mariage.

Voyons maintenant les textes législatifs auxquels ont abouti dans les trois pays scandinaves les motifs et discussions que nous venons d'étudier.

1° La loi matrimoniale *suédoise* du 11 juin 1920, chapitre X, article II, porte :

« Si l'un des époux, au moment de la célébration du mariage était atteint d'aliénation mentale ou de faiblesse d'esprit, le mariage sera, sur sa demande, déclaré nul. S'il n'a pas intenté l'action en nullité dans les six mois de la date de sa guérison, il sera déchu de son droit.

« Si l'autre époux, au moment de la célébration du mariage, n'a pas eu connaissance de l'aliénation mentale ou de la faiblesse d'esprit de son conjoint, il pourra, lui aussi, obtenir l'annulation, pourvu qu'il ait intenté l'action dans les six mois du jour

où il en a eu connaissance, et, au plus tard, dans les trois ans qui suivent la célébration du mariage ; toutefois, l'action en nullité à raison d'aliénation mentale ne pourra plus être intentée après guérison. »

Et en son article III, elle ajoute :

« De même, le mariage sera déclaré nul à la demande de l'un des époux :

§ I : si, au moment de la célébration du mariage, il était dans un accès de folie, ou s'il s'est trouvé dans un autre état annulant sa capacité »...

L'annulation ne pourra avoir lieu si l'époux n'intente l'action dans les six mois de la cessation de l'état dont il a été parlé au paragraphe I... et l'action en nullité ne sera, sous aucun prétexte recevable, lorsque trois ans se seront écoulés depuis la célébration du mariage. »

2° La loi matrimoniale *norvégienne* du 31 mai 1918, chapitre I, article 34, porte :

« Si un des époux était aliéné au moment de la célébration du mariage, il peut en demander l'annulation, à moins que, depuis la guérison de sa maladie, il ait laissé passer six mois sans intenter une action. Si l'autre époux, au moment de la conclusion du mariage, n'a pas eu connaissance de l'aliénation de son conjoint, il pourra lui aussi en demander l'annulation à moins que du jour où il a eu connaissance de la maladie il ait laissé passer six mois. A l'expiration des trois années suivant la conclusion du mariage, il ne pourra en poursuivre l'annulation.

« Tant que l'aliéné n'est pas guéri, le Ministère Public pourra également intenter une action en annulation de mariage, si eu égard au besoin de l'aliéné ou pour d'autres raisons, il le juge utile. »

Et en son article 35 :

« Un conjoint peut demander annulation de mariage par jugement si :

§ I : « au moment du mariage il se trouvait dans un état excluant la capacité de contracter. »

3° La loi matrimoniale *danoise* du 30 juin 1922, chapitre I, article 43, déclare :

« Un conjoint qui, au moment du mariage, était aliéné et n'avait pas eu l'autorisation prévue au paragraphe 10 pour contracter mariage, ou qui était faible d'esprit, peut demander l'annulation de son mariage, mais, si six mois se sont écoulés depuis la guérison, il ne pourra plus intenter cette action.

« Si l'autre conjoint, au moment de la déclaration du mariage, n'avait pas connaissance de la maladie mentale ou de la faiblesse d'esprit de son conjoint, il peut aussi en demander l'annulation à moins que six mois se soient écoulés depuis qu'il a eu connaissance de la maladie, ou si la maladie a été guérie après le mariage. En tous les cas, l'action doit avoir été intentée dans les trois ans de la célébration du mariage. »

Et en son article 44, elle ajoute :

« Un mariage sera, en outre, annulé sur demande de l'un des conjoints :

§ I : « si au moment de la célébration du mariage, il était dans un état de trouble mental passager ou en tout état excluant le pouvoir d'agir avec discernement...

« Quand six mois ont passé... après que l'état mental mentionné au paragraphe I a cessé, le conjoint n'a plus possibilité d'intenter une action en annulation pour ce motif... »

Nous voyons, en comparant ces textes législatifs, que les trois pays scandinaves ont suivi la même voie quant à la possibilité pour l'aliéné de demander l'annulation de son mariage lorsqu'il l'a contracté durant la maladie, et ce, durant les six mois à dater de sa guérison ; mais la loi danoise ne le permet, naturellement, que si le malade n'a pas eu l'autorisation de contracter mariage prévue au paragraphe 10, étudiée précédemment. Les trois lois ont aussi édicté les mêmes règles quant au droit qu'a l'époux de l'aliéné de demander l'annulation du mariage lorsqu'il n'a pas eu connaissance de la maladie de son conjoint avant, et elles ont toutes trois fixé les mêmes délais. Mais les textes suédois et danois diffèrent de la loi norvégienne en ce qu'ils ont prévu

que l'action en nullité à raison de l'aliénation mentale ne pourra plus être intentée après guérison. Le texte norvégien n'accepte pas cette atténuation, étant fondé sur la règle dont nous avons parlé qui déclare qu'une maladie mentale guérie avant le mariage peut en être une cause d'annulation. Par conséquent, il est naturel qu'une maladie mentale guérie après le mariage ne puisse être un empêchement à cette action en nullité. Ceci est en effet bien conforme au principe de l'article 13, du chapitre II de la loi norvégienne que nous avons étudiée, et qui prescrit que si l'un ou l'autre des fiancés a été aliéné sans avoir eu de certificat de guérison, il doit produire un certificat médical affirmant que l'aliénation n'a pu être démontrée à l'époque de l'examen mental fait en vue du mariage. Ainsi, la loi norvégienne, contrairement à la loi suédoise qui ne s'occupe que de l'aliénation guérie depuis trois ans, et à la loi danoise qui ne parle pas des maladies antérieures, demande un certificat quant à ces maladies mentales, et, nous la voyons ici rester fidèle à son principe. De plus, seule la loi norvégienne a déclaré que le Ministère Public pourrait demander l'annulation du mariage « eu égard » aux besoins de l'aliéné ; mais cette intervention du Ministère Public n'est qu'un pis-aller. Si on peut prévoir une guérison, et que les parties désirent vivre ensemble, le Ministère Public doit se garder d'intervenir, à moins qu'il juge que la continuation du mariage puisse être préjudiciable au malade, ou à sa famille. Il y a là une question de faits. Signalons de plus l'article 71 de la loi norvégienne : « Si dans une affaire de mariage, il doit être prouvé qu'un conjoint est aliéné, ce doit être fait par la déclaration d'un ou de plusieurs médecins, commis par le Tribunal, dont un au moins doit être autorisé par le Ministère compétent pour donner des déclarations au sujet de l'aliénation dans des affaires de mariage :

« 1° Cela est dans *tous les cas* où on prétend qu'un conjoint est aliéné.

« 2° Pour savoir s'il faut plusieurs experts cela dépendra des cas et de la décision du Tribunal. »

Toutes les précautions sont donc prises par la Loi pour éviter une erreur médicale pouvant entraîner une erreur judiciaire.

Quant à l'incapacité provenant d'un état maladif provisoire du fiancé contractant mariage, les trois pays en ont fait une cause identique d'annulation, et ont fixé les mêmes délais de prescription.

2° EPILEPSIE

La Faculté considérait que l'épilepsie qui n'est pas endogène ne devait pas constituer une cause d'annulation, tandis que l'épilepsie endogène, dans l'intérêt de la race et du conjoint sain, devait en être une. Les malades atteints de cette affection souffrent, en effet, d'anomalies qui pourraient rendre dangereuse la vie conjugale. Ils sont constamment menacés de démence épileptique, et ont souvent des attaques d'aliénation mentale les rendant incapables de diriger leur foyer et leurs enfants. La Commission s'est rangée à l'avis de la Faculté, en ajoutant que le genre d'épilepsie visé par la loi désignait celle qui avait, « principalement », et non, « entièrement », comme cause, une affection intérieure.

Conformément à son principe que toutes les sortes d'épilepsie sont des causes d'empêchement de mariage, le projet norvégien demandait que toute épilepsie, quelle qu'elle soit, constitue une cause d'annulation, cependant que le projet danois ne concédait cette importance qu'à l'épilepsie avec « med jaevnlige aufald » (attaque fréquente).

Nous verrons ci-dessous les textes de loi auxquels ces idées ont abouti.

3° MALADIES VÉNÉRIENNES

Il va de soi que les maladies vénériennes dans une phase contagieuse doivent être une cause d'annulation de mariage. La Faculté et la Commission estimaient qu'il faudrait établir cette dis-

position, même si l'on n'avait pas jugé indispensable de classer ces maladies parmi les empêchements au mariage. Les Conseils médicaux juridiques danois et le Directeur du Conseil médical norvégien étaient de cet avis. Cette mesure était déjà prévue dans la loi norvégienne de 1909 sur la dissolution du mariage. Cependant, on se demandait si l'on devait admettre l'annulation d'un mariage à cause de maladies vénériennes qui n'étaient pas contagieuses au moment de la célébration de ce mariage. La Faculté répondait qu'un syphilitique se croyant non contagieux pouvait cependant être un danger futur pour son conjoint et que, par conséquent, il devait toujours l'avertir de son infection et, sinon, ce devrait être une cause d'annulation. Mais comment trouver chez un fiancé qui n'est pas contagieux une élévation morale assez forte pour avouer une telle maladie, la croyant guérie ? Il faudrait donc limiter les possibilités d'annulation au cas où les maladies vénériennes seraient dans une phase contagieuse au moment du mariage. En faveur de cette limitation s'ajoutait le fait que, parmi les maladies vénériennes, la syphilis était la seule qui, faute de soins, pouvait devenir à nouveau contagieuse, et cependant il fallait englober autant que possible toutes les maladies vénériennes dans la même disposition législative. La Commission n'a, de plus, pas hésité à décider que l'infraction à l'article 6 du chapitre II de la loi suédoise de 1920 qui interdit le mariage à tout individu atteint d'épilepsie endogène, ou d'une maladie vénérienne dans sa phase contagieuse ne pouvait, cependant, être invoquée par le Procureur comme une cause d'annulation. De plus, en accord avec la loi norvégienne de 1909, il a été jugé utile de stipuler qu'une requête d'annulation ne peut être présentée, si elle est fondée sur des maladies vénériennes, quand elles ont cessé d'être contagieuses, ou d'épilepsie ou de lèpre (dont nous allons parler ci-dessous) quand elles sont guéries ; exception faite quand un malade atteint d'une infection vénérienne, maintenant non contagieuse, a déjà transmis sa maladie. Alors le conjoint contaminé pourra toujours demander l'annulation du mariage.

Avant de citer les textes législatifs issus de ces discussions, voyons ce qui fut dit de la lèpre, des maladies mentales antérieures, des modalités bénignes de pathologie mentale, de l'impuissance, et des autres tares et défauts physiques.

4° LA LÈPRE

La Faculté considérait que la lèpre était aussi dangereuse pour un conjoint sain que l'épilepsie et les maladies vénériennes. La Commission insistait aussi, disant que la maladie était inguérissable, qu'elle pouvait avoir de terribles conséquences pour celui qui avait conclu, sans le savoir, un mariage avec un lépreux. Dans la loi norvégienne de 1909 sur la dissolution du mariage, il était expressément stipulé qu'un conjoint sain pouvait obtenir la dissolution du mariage si l'autre, à son insu, souffrait de la lèpre, lors de sa célébration. Le Directeur du Conseil médical norvégien conseillait le maintien de cette disposition, lors de la discussion que nous étudions ici.

Le « Retslaegeraadet » — Conseil Médical Juridique Danois — considérait que le droit d'annulation devait être limité au cas où, suivant une estimation d'experts, il existerait danger de contamination si la vie commune se poursuivait.

Les trois maladies que nous venons d'étudier pourront donc être une cause d'annulation, même dans les cas exceptionnels où le malade lui-même n'avait pas eu connaissance de son état. Dans la loi suédoise de 1734, encore en vigueur, il était prévu, dans le chapitre 13, article 8, qu'un mariage ne pourrait être annulé à cause de la maladie d'un des conjoints que s'il l'avait cachée avec intention dolosive. Le projet qui nous occupe était plus sévère, et ses mesures étaient pleinement justifiées à l'endroit de l'autre conjoint. Il s'agissait maintenant, non plus de punir un individu qui en a trompé un autre, mais de protéger un conjoint et la race.

5° MALADIES MENTALES ANTÉRIEURES ET MODALITÉS BÉNIGNES
DE PATHOLOGIE MENTALE

D'après la loi norvégienne de 1909 sur la dissolution du mariage, un époux pouvait en obtenir l'annulation si, à son insu, son conjoint avait souffert d'une maladie mentale avant la conclusion du mariage.

La Faculté aurait voulu qu'une disposition semblable, mais limitée à une maladie mentale de cause endogène, soit incluse dans le droit actuel. Le Conseil médical suédois n'était pas d'avis qu'une telle maladie antérieure à la célébration du mariage, soit stipulée dans la loi comme une cause d'annulation. La Commission, comme elle l'avait fait, quand ses membres avaient discuté s'il fallait ou non décider qu'une maladie mentale antérieure au mariage soit une cause de prohibition, se rangea à cet avis. Le Conseil médical juridique danois et les projets danois le suivirent aussi tandis que les délégués norvégiens ne crurent pas devoir s'écarter de la décision de la Loi de 1909.

D'un autre côté, la Faculté considérerait qu'un époux devrait avoir droit à l'annulation de son mariage quand son conjoint serait atteint de certains défauts mentaux, défauts tels, qu'au sens strict du mot, il ne pourrait être classé parmi les maladies mentales ou faiblesse d'esprit, mais serait capable de susciter des anomalies de caractère rendant pénible la vie du foyer, ou des perversités sexuelles offensantes dans le mariage.

La Faculté proposait alors que ces tares graves soient stipulées comme cause d'annulation. La Commission n'a pas voulu suivre l'avis de la Faculté, pas plus qu'elle ne l'avait fait quand celle-ci avait demandé que ces défauts soient une cause d'empêchement au mariage, comme nous l'avons vu précédemment.

6° IMPUISSANCE

Dans la loi suédoise de 1734, le chapitre 13, article 8, déclarait que le mariage pouvait être annulé quand l'homme ou la femme était inapte de nature. Cela ne visait sans doute que l'in-

capacité à toute intimité sexuelle. La Faculté, dans l'étude que nous faisons ici, ne conseillait pas non plus que la stipulation soit étendue jusqu'au cas de stérilité provenant d'une autre cause. Elle disait que cela n'aurait qu'une importance secondaire au point de vue annulation étant donné qu'on ne pourrait, qu'exceptionnellement, savoir à qui incomberait la faute que l'union restât inféconde. Puis, en général, le conjoint ignorait son incapacité de procréer lors de la célébration du mariage et avait ainsi agi de bonne foi. Et d'ailleurs, un grand nombre de personnes se résigneraient et n'intenteraient pas une action en annulation pour ce motif. De plus, la Faculté ajoutait que l'impuissance même ne devrait être une cause de dissolution de mariage que si elle avait été reconnue inguérissable. La Commission s'est rangée à cet avis. Elle n'admit, comme cause d'annulation, que l'impuissance inguérissable quand l'autre époux l'ignorait au moment de la célébration du mariage, même si l'impuissant lui-même l'ignorait aussi. Elle n'admit pas, par contre, la possibilité d'annulation pour stérilité, provenant de toute autre cause.

7° AUTRES TARES ET DÉFAUTS PHYSIQUES

La Faculté considérait aussi que certaines tares n'empêchant pas les rapports sexuels devraient être, en certains cas, des causes d'annulation de mariage quand elle seraient inguérissables et pourraient provoquer le dégoût et la répugnance à toute intimité du conjoint sain avec le malade. Ce serait certes subjectif, mais il y avait un moyen d'appréciation en fonction de la tare, et de plus, avant d'accepter une requête d'annulation pour ces cas il pourrait être exigé qu'il se soit écoulé un certain délai pendant lequel la répugnance n'aurait pu être vaincue, et le mariage serait resté stérile. En résumé, la Faculté demandait que soient une cause d'annulation de mariage des tares et défauts corporels répugnants et inguérissables de nature à provo-

quer chez un conjoint une aversion insurmontable. La Commission, considérant que tout jugement ratifiant cette décision de la loi serait trop délicat à rendre, n'a, en dernier lieu, pas jugé nécessaire d'inclure cette disposition dans le projet.

Voyons maintenant les dispositions législatives auxquelles ont abouti les discussions que nous venons de résumer.

1° La loi matrimoniale *suédoise* du 11 juin 1920, chapitre 10, article 3 porte :

« ...le mariage sera déclaré nul à la demande de l'un des époux :

§ 3: ...« si, sans qu'il en ait eu connaissance, son conjoint, au moment de la célébration du mariage, était atteint d'épilepsie endogène, de maladie vénérienne dans sa phase contagieuse, de lèpre ou d'impuissance...

« L'annulation n'aura lieu que si l'époux a intenté l'action dans les six mois à partir... du moment où il a eu connaissance des causes entraînant l'annulation prévue au paragraphe 3... et l'action en nullité ne sera, sous aucun prétexte, recevable, lorsque trois ans se seront écoulés depuis la célébration du mariage.

« L'action en nullité ne sera pas non plus recevable à raison d'une maladie vénérienne, si le conjoint n'a pas été contaminé, et si la maladie n'est plus dans une phase contagieuse, ou, en cas de guérison pour les autres maladies. »

2° La loi matrimoniale *norvégienne* du 31 mai 1918, chapitre I, article 35, déclare :

« Un conjoint peut demander annulation du mariage par jugement si :

§ 3 : ...« l'autre conjoint, sans qu'il en ait eu connaissance « avait été » atteint d'aliénation avant le mariage, ou si, au moment de la conclusion du mariage, il était atteint de maladie vénérienne dans une phase contagieuse, ou d'épilepsie, ou de lèpre, ou d'un vice corporel inguérissable excluant la cohabitation...

« L'admission de la demande en annulation disparaît si...

dans le cas du paragraphe 3, elle n'est pas demandée dans le délai de six mois du jour où le conjoint a eu connaissance des causes pouvant entraîner l'annulation.

« Pour les cas prévus... au paragraphe 3, l'action en annulation ne pourra être intentée plus de trois ans après la conclusion du mariage. En cas d'épilepsie ou de lèpre, l'action ne pourra être intentée après guérison de la maladie. »

3° La loi *danoise* du 30 juin 1922, chapitre I, article 44, porte :

« Un mariage sera annulé à la demande d'un des conjoints :

§ 3: ...« quand, sans qu'il en ait eu connaissance, l'autre conjoint était atteint, au moment de la célébration du mariage, de maladies vénériennes encore contagieuses, d'épilepsie se manifestant par des accès fréquents, de lèpre, ou d'autre défaut corporel inguérissable rendant la consommation du mariage impossible.

« Quand six mois se sont écoulés après que le conjoint a eu connaissance des causes d'annulation prévues au paragraphe 3, il doit être exclu de la possibilité d'intenter une action.

« Dans les cas prévus... au paragraphe 3, l'action en annulation ne pourra être intentée plus de trois ans après la conclusion du mariage ou, si le conjoint n'ayant pas été contaminé, la maladie ne présente plus danger de contagion. »

Il y a une idée générale à abstraire des lois scandinaves sur l'annulation de mariage que nous venons de citer. Ces lois ont édicté des causes d'annulation plus nombreuses qu'elles n'avaient prévu de causes d'empêchement au mariage. Ainsi, la Suède et le Danemark ont déclaré que la lèpre était une cause d'annulation et n'en avait pas fait une cause prohibitive, et les trois pays ont édicté comme cause de dissolution du mariage l'impuissance dont n'avait parlé aucun autre article. Cependant, d'un autre côté, la loi danoise restreint l'étendue d'un des cas d'annulation ; elle ne la permet pour l'épilepsie que si cette maladie se manifeste par des accès fréquents, tandis que le paragraphe 2 avait cité comme cas d'empêchement au ma-

riage : « l'épilepsie », sans aucune limitation. A ce sujet, les lois suédoises et norvégiennes gardent leur position, mentionnant aussi, comme à l'article 6 du chapitre II de la loi suédoise, l'épilepsie endogène, et comme à l'article 6 du chapitre I de la loi norvégienne, l'épilepsie purement et simplement. La Norvège reste de même fidèle à son principe et permet l'annulation d'un mariage si un conjoint n'a pas su que l'autre « avait été » atteint d'aliénation, après avoir demandé en ces cas, article 13 du chapitre I, un certificat de guérison au moment du mariage, ce que n'avait pas cru devoir faire, nous l'avons vu, la Suède et le Danemark.

A part ces quelques points différenciant les lois scandinaves quant à l'annulation de mariage pour cause de maladies, remarquons leur concordance quant aux délais de prescription qu'elles ont fixés pour limiter ce droit d'annulation.

LE SECRET MÉDICAL

Nous allons aborder maintenant un sujet délicat. Nous avons vu que, lors de la discussion préliminaire à l'élaboration des articles de loi prescrivant aux fiancés d'affirmer sur leur honneur et conscience qu'ils ne sont pas atteints de maladies vénériennes dans une phase contagieuse, ou d'épilepsie, et, pour la Norvège, de lèpre, la Commission avait demandé qu'un médecin puisse dénoncer aux autorités sanitaires une personne qui, malgré la prohibition, voudrait contracter mariage. Ces autorités auraient averti les administrations paroissiales dont ressortit l'individu coupable de cette fraude. La Faculté se demanda s'il était possible de supprimer le secret professionnel médical ? La Suède n'édicte pas cette mesure dans la loi de 1920, mais la Norvège, dans la loi du 31 mai 1918, chapitre I, paragraphe 6, 3^e alinéa déclare :

« Le secret professionnel imposé au médecin par la Loi, ne s'applique pas aux divulgations faites aux autorités compéten-

tes afin d'empêcher que des mariages soient contractés en contravention du présent paragraphe ». Nous savons que ce paragraphe interdit à tout syphilitique contagieux de se marier, et à tout malade atteint d'affection vénérienne dans une phase contagieuse, ou d'épilepsie, ou de lèpre, de contracter mariage sans en avoir averti l'autre partie, et sans que tous deux aient reçu des conseils oraux d'un médecin. Puis, le troisième alinéa du paragraphe 6 poursuit : « le médecin peut, dans ce cas, être appelé à témoigner dans des procès matrimoniaux, et le paragraphe 178, premier alinéa de la loi de procédure pénale ne s'appliquera pas. Tout médecin sachant qu'une personne, qui a fait sa publication de bans suivant la présente loi, est atteinte d'une maladie énumérée dans le précédent alinéa » (syphilis contagieuse, maladies vénériennes dans leur phase contagieuse, épilepsie, ou lèpre) « sera obligé d'en avertir les autorités compétentes ».

Le paragraphe 178, alinéa 1^{er}, de la loi de procédure pénale cité ci-dessus, est rédigé ainsi : « les pasteurs de l'Eglise d'Etat ne peuvent témoigner sur une confession reçue que lorsque la loi l'ordonne. Il en est de même pour les médecins, les avocats, et les sages-femmes, en ce qui concerne le secret professionnel ».

La loi norvégienne de 1918 délie donc le médecin du secret professionnel quand il s'agit de donner un avis aux autorités compétentes pour empêcher la conclusion d'un mariage prohibé par la loi. Remarquons qu'ils sont, non seulement déliés du secret professionnel, mais que c'est alors pour eux un devoir, une *obligation* de dénoncer un malade. Les autorités compétentes pour recevoir l'avis du médecin sont celles à qui l'on a demandé la publication des bans. Si cette publication a eu lieu, la déclaration du médecin peut se faire à l'autorité qui va célébrer le mariage, soit fonctionnaire de l'Etat Civil, ou pasteur, puisque dans les pays scandinaves ce dernier a le droit de célébrer valablement un mariage civil. Cette autorité doit refuser de célébrer le mariage si elle est avertie que les conditions exigées par la loi ne sont pas remplies. Le médecin peut d'ailleurs, avant d'en arriver à cette dénonciation, avertir les parents ou le tuteur du

fiancé afin d'empêcher le mariage. Ce ne sera alors qu'en cas d'échec auprès de ces personnes qu'il adressera sa déclaration aux autorités compétentes. De plus, les médecins peuvent être cités comme témoins dans un procès de mariage.

Une circulaire, datant du 21 novembre 1919, a été distribuée aux médecins par le Directeur de la Santé Publique, les instruisant des obligations que leur imposait la loi de 1918. Elle fut remise à tout médecin exerçant au moment de l'entrée en vigueur de la loi, et, par après, à tout médecin au moment de l'obtention de sa licence, afin que chacun l'ait sous la main au cas où il en serait requis. D'après les instructions contenues dans cette circulaire, quand un malade en est à la période secondaire de la-syphilis, le mariage ne doit pas lui être permis tant que deux années ne se sont pas écoulées depuis la fin du traitement, et il faut que pendant ce délai le malade n'ait eu aucun symptôme de syphilis. Quant aux femmes qui ont été atteintes, il était prévu qu'il serait bon, pour la préservation de la descendance, de leur recommander une nouvelle cure, quelle qu'ait été l'évolution antérieure de la maladie. Dans le cas de syphilis primaire avec réaction Wassermann négative, on doit supposer, dans la plupart des cas, la guérison réelle. Dans ces cas, le mariage doit être autorisé au bout d'un an ou deux après la fin du traitement si le malade n'a eu, pendant ce temps, aucun symptôme, et une réaction Wassermann négative.

Cette circulaire contenait aussi des indications médicales sur la blennorrhagie, l'épilepsie, et la lèpre, et les articles de la loi que nous avons étudiés ci-dessus étaient cités entièrement. Cette circulaire était comme un résumé des conseils que doivent donner les médecins aux futurs conjoints pour les prévenir des dangers des maladies, ainsi que l'ordonne la loi, et pour leur interdire le mariage en cas de syphilis contagieuse.

Le Danemark, dans la loi matrimoniale du 30 juin 1922, stipule en son chapitre I, paragraphe 21 :

« Le Ministère de la Justice peut donner des instructions pour l'application des règles concernant les déclarations médi-

cales mentionnées dans la Loi et il peut aussi, sur proposition de l'administration de la Santé, enlever à un médecin qui s'est rendu coupable d'abus lors de la délivrance de ces déclarations, le droit que les autres certificats qu'il rédige soient pris en considération. »

Se fondant sur ce texte, le Ministère de la Justice publia un avis. Cet avis, n° 502 du 28 décembre 1922, visait l'autorisation légale qu'avait le médecin de donner des déclarations sur l'état mental en cas de conclusion ou de dissolution du mariage, ainsi que tous les points relatifs aux déclarations médicales. Cet avis désignait quels médecins seraient autorisés à fournir des déclarations sur la conclusion et la dissolution du mariage, déclaration que demandait la loi du 30 juin 1922, pour savoir si un fiancé peut être réputé aliéné ou faible d'esprit à un certain degré, ou, en cas de procès de mariage, afin de juger de l'aliénation d'un conjoint. Les médecins autorisés à cet effet étaient :

1° Les médecins de district ou d'arrondissement ;

2° Les médecins en chef, et les premiers médecins de réserve des asiles, ainsi que les médecins en chef ou les Directeurs de sections d'alinés ;

3° Les médecins en chef d'institutions pour faibles d'esprit.

En outre, la Direction du Service de Santé pouvait délivrer sur demande des autorisations semblables à des médecins jugés aussi compétents que les spécialistes ci-dessus désignés.

La déclaration médicale demandée par la loi de 1922 dans son article 21, pour permettre de connaître si une maladie sexuelle dont un des fiancés est, ou a été atteint, ne présente plus de danger de contagion ou de transmission à la descendance, doit être faite dans la formule donnée par cet avis. Ces formules sont imprimées par la Direction de la Santé et délivrées gratuitement aux médecins. Le Bureau du médecin de la Ville à Copenhague, et, hors de Copenhague, les médecins d'arrondissement en ont demandées à la Direction de la Santé, et les remettent aux autres médecins. Au verso de la formule sont imprimés les articles 11 de la loi du 30 juin 1922, et 21, paragraphe 5,

2^e alinéa, que nous avons étudiés : le premier : interdit le mariage à tout malade atteint d'infection vénérienne, ou d'épilepsie, si l'autre fiancé n'a pas eu connaissance de la maladie ; le deuxième demande à toute personne atteinte de maladies sexuelles, de ne déclarer qu'il n'y a aucun empêchement à son mariage s'il a été, ou est atteint de maladie, que si une déclaration médicale lui a, dans les quinze jours, été remise, affirmant que tout danger de contagion ou de transmission à la descendance est très improbable.

Au recto, nous trouvons la formule que voici :

DECLARATION DU MEDECIN EN CAS DE CONCLUSION DE MARIAGE

« Je soussigné déclare par la présente, sur la base des renseignements mentionnés ci-dessous et d'un examen médical fait ce jour par moi de (nom, prénoms).....
né le à que la maladie sexuelle dont la personne en question (*est*) ou (*a été*) atteinte, ne présente plus, à mon avis, de danger de contagion où de transmission à la descendance. »

Le 19.....

Signature du médecin :

Devant le médecin soussigné, le nommé.....
a répondu de la manière suivante aux questions ci-dessous :

Demandes

Réponses

1^o Quelle est la maladie sexuelle,
ou quelles sont les maladies
sexuelles dont vous êtes ou
avez été atteint ?

2^o Quand avez-vous été conta-
miné ?

3° Quel est le médecin ou l'hôpital qui vous a traité la première fois ?

4° Quel est le traitement que vous avez subi, et combien de traitements avez-vous eu ?

5° Quand le traitement a-t-il été terminé ?

6° Quand avez-vous eu la dernière fois des symptômes de la maladie, et quels sont ceux que vous avez constatés ?

Les réponses ci-dessus ont été données sur honneur et conscience.

Signature du malade :

Signature du médecin :

Le soussigné, lors de l'examen de
en date du a constaté :

1° Symptômes de maladies sexuelles :

2° Traces de symptômes antérieures :

Le

Signature du médecin :

Comme nous le voyons, par cette circulaire, le Ministère de la Justice danois dégageait du secret professionnel certains médecins spécialement compétents, quand il s'agissait de reconnaître si un fiancé était aliéné ou non, et pour en juger en cas de procès de mariage. De plus, la loi ne déliait-elle pas tout médecin du secret professionnel quand il y avait lieu de décider si un malade atteint d'infection vénérienne était ou non encore

contagieux, ou si un individu était épileptique ? En cas d'affirmative, le médecin devant donner des conseils oraux aux deux fiancés sur les dangers de la maladie, il fallait donc bien que son existence en fut dévoilée à la partie saine.

La formule que nous venons de citer n'est pas une violation du secret professionnel car les candidats au mariage n'ont consulté un médecin que pour pouvoir faire une déclaration de « bonne foi » qu'il n'y a aucun obstacle à leur mariage, et ils ne sont pas obligés de montrer le certificat à aucune autorité. Nous avons cru cependant devoir le signaler ici car la formule fut établie par l'avis que nous venons de citer. Comme nous le soulignerons ci-dessous ce certificat, absolument personnel, n'a qu'une valeur éducative.

Au sujet de la restriction au secret professionnel admise par la loi scandinave, le Docteur Georges Schreiber, Secrétaire général de la Société Française d'Eugénique, dans une conférence faite le 7 mai 1926, a dit :

« Cette violation du secret professionnel soulèverait en France les plus véhémentes protestations. *Au point de vue moral il peut être regrettable cependant de lier, par le secret, le praticien à un acte répréhensible et coupable*, et on peut faire observer, avec le Juge Paul Wets, que j'ai eu le grand plaisir d'entendre à Bruxelles en février dernier, que le *secret professionnel ne lie le médecin que lorsque le malade se confie librement à lui, non lorsqu'il souscrit à un désir, à une obligation.* »
« L'expert médecin consulté par le Pouvoir Judiciaire, dit M. Wets, n'est pas lié par le secret professionnel vis-à-vis de la personne examinée ; il doit ses constatations à l'autorité qui l'a commis, de même en matière d'expertise médicale civile et quel que puisse être le mode adopté quant au choix du médecin, *du moment qu'il s'agit de répondre au vœu de la législation, le secret ne lie plus le médecin choisi.* »

Je crois qu'il est plus que regrettable de lier le médecin par le secret professionnel quand il s'agit de mariage. C'est toujours avec une émotion très vive que m'ont répondu à ce sujet les dif-

férements praticiens avec qui j'ai abordé la question. Tous avaient souffert maintes fois de voir se perpétrer des crimes qu'ils auraient voulu empêcher et contre lesquels ils ne pouvaient rien, car la loi les obligeait à se taire. Non seulement cela ne devrait pas être le devoir du médecin en ces cas, mais *son devoir devrait être de parler*. La loi, au lieu de lui imposer le silence, devrait l'obliger à dénoncer ceux qui, sûrs de l'impunité, se marient malgré sa défense expresse, conscients du crime sans nom qu'ils commettent. Que l'on ne s'effraie pas. Il ne s'agit pas de supprimer le secret professionnel en tous les cas, mais de le supprimer en cas de mariages. J'ai admiré le paragraphe 178, alinéa 1, de la loi de procédure pénale norvégienne citée ci-dessus, qui énonce : « Les Pasteurs dans l'Eglise de l'Etat ne peuvent servir de témoins sur ce qui leur a été confié dans la confession que lorsque la loi leur ordonne. Il en est de même pour les médecins... en ce qui concerne le secret professionnel ». Oui, la loi devrait délier le médecin de ce secret qui l'enchaîne parfois si cruellement quand il s'agit de mariage. Déjà, elle l'a fait, comme nous l'a fait remarquer M. Wets, quand il s'agit d'éclairer le pouvoir judiciaire. Pour disculper un individu, la Justice demande au médecin de donner un diagnostic public sur son état mental ; pour l'inculper, elle le prie d'autopsier le cadavre de la victime, ou de l'examiner, si elle ne fut que blessée. Tout cela la loi française le permet, l'ordonne. Qu'elle permette donc au médecin de parler non seulement pour juger les crimes, mais pour en empêcher d'aussi monstrueux que ceux qui se produisent parfois dans le mariage. Les législations scandinaves qui ont eu le courage d'édicter ces mesures sont admirables. Déjà aussi la loi allemande sur les maladies vénériennes du 1^{er} octobre 1927 (art. 10) autorise les médecins employés à un service d'hygiène ou à un office de consultations de révéler qu'un individu est atteint de syphilis à « *une personne qui a un intérêt hygiénique justifié à être renseignée sur la maladie vénérienne de l'autre* ». Cette loi ne permet-elle pas de renseigner le futur conjoint en cas de projet de mariage ? Il le semble, et vraiment ici la loi allemande s'est écartée du secret professionnel absolu.

Je ne veux pas abandonner ce sujet, pour terminer l'étude des lois suédoises, norvégiennes, et danoises, sur le certificat prénuptial, sans avoir mentionné, puisque j'ai soulevé l'intéressante question du secret professionnel, quelques avis de nos grands médecins. Dans un rapport qu'il a présenté le 20 juillet 1928 à la Commission de Prophylaxie des maladies vénériennes, sur le « Secret médical au point de vue de la prophylaxie des maladies contagieuses », le Docteur Sicard de Plauzoles, Secrétaire général de la Commission, estime que l'abrogation de notre article 378 du Code Pénal est juste et nécessaire. Il considère que la loi doit laisser le médecin libre de parler ou de se taire, sous sa seule responsabilité, sanctionnée par les articles 1382 et 1383 du Code Civil. Le Docteur Sicard de Plauzoles ne peut admettre que le médecin soit lié, même dans le cas où il pourrait empêcher un crime, épargner une victime, sauver un innocent, et il s'incline devant la Mémoire du Docteur Delpech, Professeur à la Faculté de Médecine de Montpellier, qui fut assassiné le 22 octobre 1832 par un de ses clients. Celui-ci était un jeune homme syphilitique, fiancé à une jeune fille connue du célèbre chirurgien, lequel lui avait défendu de contracter ce mariage. Mais le jeune homme ne voulut pas suivre ce conseil. Le Professeur Delpech avertit alors les parents de la jeune fille, et fit rompre. Le fiancé le tua, et se tua. Le Professeur Delpech avait payé, non seulement d'une condamnation, mais de sa vie, son geste sauveur ? On ne peut, en effet, que s'incliner devant sa Mémoire si l'on songe au nombre de vies qu'il a peut-être sauvées ainsi, et l'on se demande comment il se peut, que près de cent ans après, la loi permette, ordonne encore aux médecins d'être complices de tels actes. Le Docteur Sicard de Plauzoles affirme que la discrétion médicale est un devoir, une obligation morale antérieure et supérieure à l'obligation légale, mais qui doit céder devant une obligation morale et sociale supérieure. Il ne faut plus du secret *absolu*, qui ne peut servir qu'à corrompre les mœurs (ainsi en taisant les avortements) et favoriser le crime, c'est-à-dire la dissémination, même consciente, des maladies vénériennes. Souvenons-nous de la forme classique du ser-

ment d'Hippocrate : « Je tairai ce qu'il n'est jamais besoin de divulguer, mon état ne servira pas à corrompre les mœurs, ni à favoriser le crime ». Voilà ce que doit être le secret professionnel médical.

En 1925, le Professeur Léon Bernard a dit : « Il n'est pas de prophylaxie sociale possible, pas de protection efficace de la santé publique, si l'on maintient intangible le dogme du secret médical ». Certes, le Docteur Sicard de Plauzoles nous dit que le devoir du médecin est de garder le secret à son malade, mais à condition que celui-ci se conforme à ses conseils et ne nuise pas à autrui. Sinon, il a *l'obligation d'intervenir pour l'empêcher de nuire*.

Jusqu'au début du XIX^e siècle le secret professionnel ne fut qu'une obligation morale ; le Code Pénal en fit une obligation légale. Mais, jusqu'en 1885 la jurisprudence considéra qu'une révélation n'était délictueuse que si elle était faite avec l'intention de nuire. N'était-ce pas adapté aux besoins sociaux ? et ne serait-il pas raisonnable d'admettre qu'il n'y aurait pas violation du secret professionnel quand le médecin agirait en faveur de l'intérêt social, comme cela est reconnu dans les pays scandinaves ? Notre loi française, sans aucun doute, ne répond pas aux besoins puisque les maîtres les plus illustres se sont ingéniés à trouver les moyens de faire, indirectement, ce qu'elle empêche de faire ouvertement. Par exemple, ils ne peuvent révéler à un père que son futur gendre est malade — ils lui conseillent de lui faire prendre une assurance sur la vie, sachant qu'elle sera refusée, et qu'ainsi le père de la fiancée sera renseigné. Quand, pour faire son devoir, il faut employer de telles ruses, la loi est mauvaise et doit être abrogée ; on ne devrait pas être obligé à ne pas respecter la loi.

M. le Docteur Rist nous dit : « Le médecin, jadis, n'avait de devoirs qu'à l'égard de son malade... Aujourd'hui, nous tenons le médecin pour responsable de la prévention tout autant que du traitement... » Cela est juste. Jadis, les modes de transmission des maladies contagieuses étaient ignorés. Cela n'est plus, mais

on ne peut pourtant prévenir vu le secret professionnel... et le Docteur Rist a raison quand il dit : « La doctrine du secret médical absolu est un obstacle au progrès de l'hygiène publique », ou encore : « Dans l'immense majorité des cas, la doctrine du secret professionnel absolu *ne sert qu'à favoriser les gens sans conscience, au détriment d'autrui, qui est généralement sans défense* », et il ajoute : « Je crois que l'abrogation pure et simple de l'article 378 du Code Pénal est probablement la meilleure solution du problème. Il reste toujours les articles 1382 et 1383 du Code Civil, qui me paraissent parfaitement suffisants pour protéger l'individu contre le tort que lui ferait un médecin bavard, léger et peu scrupuleux ». D'autres médecins se sont rangés à cette opinion. Citons les Docteurs Roucaÿrol, Queyrat, et le Docteur Gaide qui a écrit : « Jamais je ne me sentirai le courage d'obéir à la loi en pareille circonstance ; ma conscience parlerait plus haut qu'elle... et si par impossible, la peine prononcée par l'article 378 m'était applicable pour ce fait, j'en appellerais à tous les pères de famille et, la tête haute, je plaindrais le Tribunal qui se serait cru autorisé à me punir d'avoir préservé d'une infection presque certaine une femme et sa génération toute entière ».

Ne nous attardons pas sur ce point un peu en dehors de notre sujet, mais avant de continuer notre étude, l'on me permettra de demander comme corollaire indispensable à l'examen pré-nuptial obligatoire, que le médecin ne soit plus obligé d'être le complice des malades malfaisants, et que ce lui soit, non seulement un devoir, mais aussi une obligation de les empêcher de nuire à autrui. Il faut que la loi soit conforme à l'esprit du serment d'Hippocrate, car le malade n'a droit au secret que dans la limite où lui-même observe les devoirs que lui impose son état, et que lui dicte le médecin.

Comme l'a dit le Professeur Balthazar à l'Académie de Médecine : « Le secret professionnel devra fléchir quand l'intérêt social l'exigera ». Quand l'intérêt social l'exigera-t-il plus que quand la famille, et, par suite, la Société sont en jeu ?

Il ne faut pas abroger l'article 378 du Code Pénal, mais le modifier. Comme nous l'avons vu en Norvège, il faut garder le principe du secret professionnel hors les cas précis où les médecins, chirurgiens, etc... pourront, et devront, passer outre. Déjà, dans sa séance du 9 janvier 1929, la Commission de Prophylaxie des maladies vénériennes, sur la proposition de MM. l'Avocat général Chartrou, Pleiffer, Avocat, et du Docteur Sicard de Plauzoles, a adopté le vœu suivant... que l'article 378 du Code Pénal soit modifié en ce qui concerne le secret professionnel, et qu'il précise : « Que les médecins, chirurgiens, dentistes, pharmaciens, sages-femmes, et autres personnes tenues, par état ou profession, au secret médical, n'encourront aucune peine lorsqu'ils auront révélé un secret de cet ordre, soit dans le but d'empêcher la communication d'une maladie à un tiers, soit dans le but de prévenir, ou de faire réprimer un crime ou un délit » (1).

DES SANCTIONS PÉNALES

Revenons à l'étude des lois scandinaves édictées dans le but de protéger la santé de la famille. Nous avons vu, au cours de l'étude que nous avons faite, que des sanctions civiles étaient prévues en cas de violation des lois prohibitives de mariage pour cause de maladies, et qu'il y avait alors possibilité d'annulation du mariage. N'y a-t-il pas d'autres sanctions ?

En Suède et en Norvège, la loi ne prononce pas de pénalités. La dissolution du mariage s'obtient par un procès civil, dans lequel les délibérations se font à huis-clos. Mais en Norvège, un

(1) Sur le secret professionnel médical, voir : 1° Perraut-Charmantier (André), « Le secret professionnel : Ses limites. Ses abus. Étude théorique et pratique », p. 55 à 64, p. 164 et suivantes. Paris 1926. Librairie générale de droit et de jurisprudence. (R. Pichon et R. Durand-Auzias, adm.), 20, rue Soufflot ; 2° Du même auteur, « La controverse du secret médical. Doit-il être absolu ou relatif ? ». 1928. (Du même éditeur). Dans ce livre, Perraud-Charmantier conclut à ce que le secret médical soit relatif.

procès en nullité de mariage peut aussi être intenté par le Procureur ; les personnes qui, lors du débat civil, ont été convaincues de falsification d'un document, ou d'une fausse déclaration seront punies pour ces délits dans un procès pénal. En cas de faux documents, la peine peut atteindre six ans d'emprisonnement, et en cas de fausse déclaration deux ans.

L'article 166 de la loi pénale du 21 mai 1902, déclare : « Toute fausse déclaration à tout magistrat public sera punie d'une amende, ou d'un emprisonnement de trois semaines à deux ans ». Par conséquent, toute fausse déclaration sur honneur et conscience d'un malade, ne se reconnaissant pas atteint de telle ou telle affection, peut entraîner une condamnation de deux ans au maximum. De plus, un époux qui a contaminé ou exposé son conjoint à la contagion, est passible d'une condamnation, suivant l'article 155 de la loi pénale du 21 mai 1902, ainsi libellé : « Si celui qui a été contaminé ou exposé à la contagion est l'époux de l'inculpé, la poursuite ne peut avoir lieu que sur la demande de l'époux contaminé. L'époux coupable peut être puni d'un emprisonnement de trois semaines à trois ans ».

Je me suis informée en Norvège auprès de différentes autorités afin de savoir si des procès étaient souvent engagés pour ces délits.

Par l'intermédiaire de l'Office international d'Hygiène publique, j'ai eu communication d'une lettre d'Oslo en date du 3 août 1929 :

« Nous ne possédons pas de statistiques spéciales de ces délits. Mais nous concluons, du fait que les procès de mariage sont relativement rares (leur nombre par an étant environ de deux pour mille mariages conclus), que les délits en question sont encore plus rares, étant donné que les disputes économiques sont la raison la plus fréquente des procès de mariages ». Il semble donc que, pour le mariage, il y ait rarement en Norvège, déclarations mensongères ou usage de faux.

Les sanctions édictées par le Danemark dans les mêmes cir-

constances sont les suivantes. Ici, comme dans les deux autres pays scandinaves, suivant l'article 43 et 44 étudiés ci-dessus (p. 111 et 119) le mariage peut être annulé en cas de maladie existant au moment de sa célébration, mais le fait que le mariage a existé est reconnu quant aux enfants et aux biens. La dissolution du mariage peut donner lieu à des dommages-intérêts en faveur de l'époux de bonne foi, mais il ne peut jamais être question de pension alimentaire.

Au point de vue pénal, le § 155 de la loi pénale du 10 février 1866 pose le principe général suivant :

« Une personne qui fait en justice une fausse déclaration écrite, ou qui, par écrit, certifie une chose sur laquelle elle n'a aucune connaissance, est passible d'un emprisonnement ou d'une amende. Suivant la gravité du fait on peut appliquer une peine supérieure. »

L'amende que prévoit la loi peut s'élever de deux à quatre mille couronnes et l'emprisonnement de deux jours à deux ans. La peine de prison n'est appliquée que dans les cas très graves. D'après une lettre de l'Institut Sérothérapique de l'Etat danois du 10 septembre 1929 des pénalités seraient très rarement appliquées. Un juriste très averti n'en signalait qu'un cas.

En Suède le Code Pénal du 16 février 1864, en son chapitre 22, article 8, prévoit une peine pouvant atteindre deux années de prison contre tout individu coupable d'avoir fait une fausse déclaration sur honneur et conscience. Si le parjuré se rétracte avant la célébration du mariage, il ne peut être condamné qu'à une amende de 50 à 500 couronnes.

Comme en Norvège, ces délits sont très rares en Suède, ainsi que le sont d'ailleurs les procès en annulation de mariage. De 1916 à 1920 il n'y eut en moyenne que deux procès en annulation par an, de 1921 à 1923 quatre, en 1924 six, en 1925 trois, en 1926 deux, en 1927 un et en 1928 aucun. Les annulations n'étaient motivées d'ailleurs que par des raisons économiques.

RÉSULTATS

Avant de terminer l'étude des articles de loi sur le mariage élaborés en vue de protéger la race dans les trois pays scandinaves, nous pouvons nous demander quels en ont été les résultats. Je ferai remarquer que ces lois sont très récentes. Aussi, n'ai-je pu trouver, comme pour les Etats-Unis, de renseignements, d'enquêtes éditées, car à ma connaissance il n'en a pas encore été faite. J'ai donc écrit dans les Pays Scandinaves, et j'ai recherché par moi-même en consultant quelques statistiques, si les mariages étaient moins fréquents, donc à contrario, si l'union libre s'était développée depuis la mise en vigueur de ces lois.

En Suède la loi du 11 juin 1920 a été, d'une manière générale, très bien accueillie. Elle avait été rédigée avec beaucoup de soin et avait très bonne presse. Les articles qui nous occupent ne rencontrèrent aucune difficulté pour leur application.

D'après la lettre d'Oslo du 3 août 1929, dont j'ai parlé tout à l'heure (p. 132), le but essentiel de la loi norvégienne est une action préventive. Vu l'état des connaissances de la population norvégienne, « il n'est guère à craindre », était-il affirmé dans cette lettre « que les fiancés restent insensibles à l'appel instant adressé à leur conscience par l'obligation des déclarations sanitaires prénuptiales ». Puis on ajoutait : « La loi a été très bien accueillie et elle a fonctionné sans la moindre difficulté dans le temps écoulé depuis sa mise en vigueur ». (Remarquons que celle-ci étant du 1^{er} janvier 1919 remonte à plus de dix ans.)

Je n'ai pas obtenu de réponses si satisfaisantes du Dane-

mark, cela tenant sans doute à la différence des textes législatifs.

M. Sicard de Plauzoles s'étant enquis des résultats de la loi danoise a reçu de M. Arne Kissmeyer la réponse suivante. Elle se rapporte au certificat exigé par la loi que tout candidat au mariage, qui est, ou a été atteint d'une maladie vénérienne, doit se procurer dans les quinze jours où il fait sa déclaration sur honneur et conscience affirmant qu'il n'y a pas d'empêchement à son mariage du fait de cette affection. M. Kissmeyer fait remarquer qu'une telle formalité dispense le candidat au mariage de faire connaître à son fiancé qu'il, ou qu'elle a été malade ; ce n'est que lorsqu'il y a encore danger de contamination ou que les deux parties sont atteintes de la même maladie que le médecin doit parler aux fiancés et leur donner quelques conseils. Puis un fait atténue l'efficacité de ce certificat : les candidats n'ont pas à le produire à aucune autorité. D'après M. Kissmeyer, un individu peu consciencieux peut ainsi faire une fausse déclaration « de bonne foi », sans qu'il soit possible de le savoir, et il prétend que les médecins, surtout les syphiligraphes, savent bien qu'il y a de nombreux individus qui, ayant eu une de ces maladies, ne se procurent pas un tel certificat ; parmi ces médecins, la loi n'est pas très populaire.

J'ai moi-même écrit à M. Johannes Faurholt, Secrétaire au Ministère de la Justice danois, auteur d'un livre très intéressant sur la loi matrimoniale du 30 juin 1922. Il m'a fait savoir que la nouvelle loi danoise sur le mariage avait été bien accueillie dans la population. Il y a cependant eu quelques protestations contre l'article 11 permettant le mariage à tout malade atteint d'infection vénérienne, à tout épileptique quand il n'est pas assez scrupuleux pour avertir l'autre partie, et parce que aucun contrôle n'est établi quant à l'article 21, paragraphe 5, qui prononce l'obligation de déclarer sur honneur et conscience qu'il n'y a pas d'empêchement au mariage suivant le paragraphe 11. Naturellement le conjoint sain peut obtenir un décret de nullité en se fondant sur l'article 44, mais M. Faurholt se demande si la menace de cette sanction arrêtera beaucoup. Il pense que la

règle de l'article 11 subira peut-être quelques modifications, mais quand ?

M. Faurholt n'a pas connaissance qu'il y ait eu des sentences déclarant un mariage nul pour cause de violation des articles 10 et 11 de la loi, dont le premier interdit le mariage à tout aliéné qui n'a pas l'autorisation du Roi, et dont nous venons de citer le second. Il n'y a pas eu non plus de condamnation motivée du silence gardé, avant le mariage, dans les cas où la loi obligeait une des parties à faire une déclaration. Remarquons donc que tout en critiquant la loi, il ne semble pas qu'elle ait provoqué des sanctions entre le 30 juin 1922 et janvier 1929, dont est datée la lettre de M. Faurholt. Il semble bien cependant que parmi les institutions des trois pays scandinaves, la loi norvégienne soit la plus adaptée aux nécessités pratiques. Pour en juger, revoyons brièvement, et pour conclure comparons entre elles les institutions de la Suède, de la Norvège et du Danemark sur le certificat prénuptial.

Tandis que la loi suédoise, très sévère, interdit le mariage à tout individu aliéné, faible d'esprit ou atteint d'épilepsie endogène ou de maladie vénérienne dans sa phase contagieuse, nous avons vu que la Norvège ne l'interdit qu'aux aliénés, et à tout syphilitique contagieux. Celui qui est atteint d'une autre maladie vénérienne, d'épilepsie ou de lèpre ne doit contracter mariage que si l'autre partie a eu connaissance de la maladie et a été averti par un médecin de ses dangers. Il y a là une distinction intéressante, conciliant l'intérêt de la race avec la liberté individuelle. Pour toute maladie héréditaire, le mariage est interdit, mais pour les affections qui ne sont dommageables que pour le futur conjoint, la loi impose seulement qu'il en soit averti, et qu'un médecin lui en ait montré les dangers. Ensuite, il est libre d'accepter ou de refuser de les partager.

Le Danemark n'interdit le mariage qu'aux aliénés ; les malades atteints d'infection vénérienne contagieuse quels qu'ils soient, et les épileptiques, peuvent se marier à condition que le futur fiancé sain soit prévenu de l'affection, et qu'un médecin ait mis les deux parties au courant des dangers qu'elle présente.

Il y a là une disposition dommageable pour la race, car l'on permet à un fiancé sain d'épouser un fiancé malade. Sans songer à la descendance, celui-ci peut accepter de risquer les dangers de la contamination, mais par la suite, les enfants porteront le plus lourd fardeau des misères morales et physiques que leur auront légué leurs parents. Il est indiscutable qu'en ne faisant aucune distinction et en interdisant le mariage à tout individu atteint de maladie vénérienne, la Suède est par trop sévère, et le Danemark pas assez en le permettant à tous, quelque soient les conditions qu'il y mette. La loi norvégienne est plus logique, et nous avons vu qu'elle semble avoir donné satisfaction.

Si nous comparons le second groupe des lois scandinaves, nous constatons que la Suède déclare que s'il est « notoire » (et nous avons vu ce que l'on entendait par là) (p. 92) qu'un des fiancés est aliéné, ou l'a été dans les trois dernières années, il devra prouver par un certificat médical qu'il n'y a plus trace chez lui de cette affection. La loi norvégienne, *plus soucieuse de la protection de la race*, exige ce certificat, non seulement si l'on a été aliéné dans les trois dernières années, mais si on l'a été à n'importe quelle date sans avoir obtenu ensuite de certificat de guérison. Le Danemark, fidèle à son principe, et laissant à tout individu une plus grande liberté que ne le font les deux autres pays scandinaves, ne demande un certificat médical que s'il y a raison de supposer que l'un des fiancés est atteint d'aliénation ou de faiblesse d'esprit au moment du mariage, et ne prévoit en aucune façon un cas d'aliénation antérieure. Il accorde en outre la possibilité de se marier sans certificat si le malade peut obtenir l'autorisation du Roi. Il semble donc que des trois pays scandinaves, la Norvège possède la législation la plus préventive. La Suède demande à tout fiancé réputé épileptique un certificat médical attestant que l'affection n'est pas endogène, et elle exige de tout fiancé, quelqu'il soit, une affirmation sur honneur et conscience qu'il n'est pas, à sa connaissance, atteint d'épilepsie ou de maladie vénérienne dans une phase contagieuse. La loi suédoise accorde au Roi la possibilité d'autoriser à contracter mariage malgré la maladie. Il semble qu'il y ait là une disposi-

tion nécessaire, certains mariages devant, et pouvant être permis en certains cas, quelque soit l'état de santé des futurs conjoints. Ainsi, comme nous l'avons dit au cours de cette étude, en cas de mariage in extremis pour régulariser la situation d'enfants illégitimes, ou en cas de mariage entre personnes âgées. Cette dernière disposition est d'autant plus nécessaire que la loi suédoise interdit le mariage à tout individu atteint de maladie vénérienne contagieuse et que parfois une infection vénérienne peut ne pas nuire à des personnes déjà atteintes et, vu leur âge, ne pas être un danger pour la race.

La Norvège a édicté de même que tout fiancé doit affirmer sur honneur et conscience qu'il n'est pas syphilitique contagieux, ou atteint d'une maladie vénérienne, d'épilepsie, ou de lèpre. S'il ne peut faire cette déclaration, et s'avoue atteint d'une de ces maladies autre que la syphilis, il doit fournir des preuves que l'autre partie en a été averti, et que tous deux ont été prévenus par un médecin des dangers de l'affection. Ces preuves seront faites, la première, par une déclaration écrite du fiancé sain (naturellement, la déclaration du malade ne sera pas suffisante), et la deuxième par un certificat du médecin reconnaissant qu'il a averti les fiancés des dangers de la maladie au sujet de laquelle ils le consultaient.

Remarquons que les conseils donnés par le médecin doivent, d'après la loi, être oraux. On a pensé qu'une explication verbale serait mieux comprise qu'une écrite. La loi ne demande pas que le malade soit examiné par le médecin. Il est certain que cela serait désirable, mais s'il ne se peut, le praticien, sachant cependant la personne atteinte de telle ou telle affection donnera les conseils que la loi demande, montrant les dangers de la maladie, et fera comprendre qu'il pourrait mieux se prononcer en examinant le malade. Toutes ces dispositions ne peuvent se trouver dans la loi suédoise qui n'a pas prévu ces avertissements, mais interdit en tous les cas le mariage.

Le Danemark demande aussi de chacun des fiancés une déclaration écrite sur honneur et conscience qu'il n'y a aucun empêchement au mariage. Et il prescrit que celui qui est, ou a été

atteint de maladies sexuelles, ne doit donner cette déclaration que si un certificat médical datant de quinze jours atteste que la contagion à son conjoint, et la transmission à la descendance, n'est pas probable, ou si l'autre partie a été avertie de l'existence de la maladie. Le Danemark, n'interdisant le mariage pour aucune affection, ne demande pour chacune qu'un avertissement au fiancé sain. Il semble plus prévoyant, en incitant tout individu qui est, ou a été atteint d'une maladie vénérienne, à se procurer un certificat médical récent, mais cette mesure ne peut avoir et n'a qu'une valeur éducative, car ce certificat est personnel et ne doit être remis à aucune autorité. Il eut été préférable, et la loi eut alors eu une valeur très grande pour la protection de la race, s'il avait été imposé qu'un double du certificat soit envoyé à un bureau central qui aurait pu, et dû, renseigner les autorités chargées de célébrer le mariage. La loi danoise est un peu trop réservée quand elle dit que les fiancés doivent déclarer qu'il n'y a aucun empêchement au mariage pour un des motifs prévus au paragraphe 11, et ne désigne aucune des maladies prohibitives qu'il cite. Pourquoi cette restriction ? Une loi de cette importance ne doit pas hésiter à s'exprimer clairement, et dans ce cas seulement, le but que la loi se propose peut être atteint. M. Kissmeyer nous dit qu'on ne peut empêcher une personne malade qui veut se marier sans en avertir son conjoint, de le faire, mais toutefois, ici, comme dans les deux autres pays scandinaves, la règle édictée par la loi obligeant à une déclaration sur honneur et conscience joue un rôle prépondérant, car ces lois ont certes une grande valeur éducative dans chacun des trois pays. Il est évident que le criminel passera outre, mais il y a là un objet de réflexion pour ceux, et ils sont nombreux, qui ne sont qu'ignorants. Les lois scandinaves ont les défauts inhérents à toutes lois nouvelles. Elles sont cependant intéressantes, et quelques modifications les rendraient satisfaisantes, étant donné que la plus parfaite, la loi norvégienne, semble déjà donner satisfaction et être particulièrement éducative.

En cas de fausses déclarations, les sanctions que nous avons

étudiées ci-dessus jouent ; et tandis qu'avant l'élaboration de ces lois, le malade pouvait considérer son silence comme affaire personnelle, il aura maintenant, s'il n'ignorait sa maladie, fait sciemment une déclaration mensongère et punissable. Avant de terminer sur ce point, voyons les textes de ces déclarations ; *d'abord en Suède* : il y a des formules tout imprimées que chacun des fiancés doit remplir avant de contracter mariage. Elles sont ainsi libellées :

« Je soussigné déclare sur mon honneur et conscience que :

1° Je n'ai jamais été marié.....

Si oui, avec qui ?

2° Qu'à ma connaissance

a) (se rapporte à la parenté directe des deux fiancés)

b) (à leur parenté indirecte)

c) (à leur parenté du fait d'une alliance antérieure)

d) Que je ne suis pas épileptique, ou atteint d'une maladie vénérienne dans sa phase contagieuse. » (2)

Date

Signature

(2) Si le fiancé est réputé épileptique, il y a lieu d'exiger un certificat prouvant qu'on n'a pas constaté de symptômes d'épilepsie endogène ; ou si la personne est autorisée par le Roi à contracter mariage en dépit d'une telle infection ou d'une maladie vénérienne dans sa phase contagieuse, il y a lieu de rayer ce qui se rapporte à de telles maladies.

Puis en Norvège : « Déclaration des fiancés à l'occasion de la publication des bans. »

Avant que la publication des bans soit faite, chacun des fiancés doit répondre aux questions suivantes :

Questions

Réponses

1° (Sur la parenté directe ou par alliance.)

2° Avez-vous déjà été marié, et en ce cas avec qui ?

3° Avez-vous des enfants hors mariage ? et en ce cas combien ?

4° Êtes-vous atteint de :

a) syphilis dans sa phase contagieuse ?

b) d'autres maladies vénériennes dans leur phase contagieuse, d'épilepsie, ou de lèpre ?

Je certifie sur honneur et conscience l'exactitude de mes réponses.

Date

Signature

Toute fausse déclaration peut entraîner jusqu'à deux ans de prison, d'après l'article 166 de la loi pénale.

Au *Danemark* : le Ministère de la Justice en a fixé la forme par décision du 20 novembre 1922. Les formules sont imprimées par les soins de l'Administration, et elles sont délivrées aux parties contre une taxe qui ne peut dépasser 0 fr. 35. Elles sont libellées comme suit :

« Le soussigné (nom).....
déclare ici sur sa conscience aux autorités, que rien se rapportant à l'empêchement mentionné au § 11 de la loi sur la formation et la dissolution du mariage du 30 juin 1922 empêche le mariage qu'il a l'intention de contracter.

Signature : »

Le § 11 est mentionné sur la formule avec l'information que la personne qui ferait une fausse déclaration serait punie.

Nous avons étudié précédemment en détail et comparé les lois prévoyant l'annulation d'un mariage contracté en violation des articles qui prohibent toute union en cas de maladies, ou imposent tout au moins certaines conditions. Nous avons vu que ces sanctions n'avaient pas, ou avaient eu peu à s'appliquer depuis les quelques années qu'elles sont en vigueur. Remarquons de plus certains points. Si des enfants sont nés pendant un mariage qui est annulé par la suite, ils sont légitimes. Si, en cas d'annulation, l'action est intentée au nom de l'aliéné encore malade, elle doit l'être par le tuteur autorisé par l'Administration supérieure, laquelle l'autorise pour tout acte grave. La législation tend à entraver le plus possible l'annulation d'un mariage. En cas d'aliénation, nous avons vu que le conjoint sain ne peut intenter une action en dissolution de l'union que s'il ignorait la maladie à la célébration, et qu'il est encore, pour ce faire, limité dans le temps. De plus, l'annulation pour maladie vénérienne ou pour épilepsie doit être demandée par le conjoint exclusivement de toute autre. L'annulation qui peut être demandée par une personne qui était sous l'influence d'un stupéfiant : alcool, cocaïne, opium, etc... au moment de la célébration du mariage, ne peut être accordée que sur preuves irréfragables.

Avant de terminer cette étude sur les lois scandinaves et d'aborder celle des lois des Etats de l'Amérique du Nord qui en ont élaborés sur ce sujet, jetons un coup d'œil sur les statistiques des Etats scandinaves.

En *Suède*, la statistique du nombre annuel de mariages depuis 1911 donne :

1911.....	32.614	1919.....	40.289
1912.....	33.149	1920.....	42.918
1913.....	33.329	1921.....	39.550
1914.....	32.932	1922.....	36.806
1915.....	33.182	1923.....	37.654
1916.....	35.024	1924.....	37.484
1917.....	35.524	1925.....	37.231
1918.....	38.645	1926.....	38.399

Nous remarquons que le nombre des mariages fut en croissance après la guerre, dans les années 1918, 1919, 1920 comme en tous les autres pays européens. A partir de 1921, il y a tendance à redescendre à la normale d'avant-guerre qui oscillait entre 32 et 33.000, mais malgré les obligations de la loi du 30 juin 1920, cette moyenne est chaque année dépassée, et de beaucoup, pour atteindre 38.399 en 1926. Il ne semble donc pas, ainsi qu'ont pu le craindre certains membres de la Commission, que cette loi ait fait baisser le nombre des mariages et ait favorisé l'union libre. Même en comparant avec d'autres pays étrangers, j'ai constaté que, tandis que dans les années 1923, 1924, et 1925, il y avait en Suède un nombre de mariages constant comme nous venons de le voir, il y avait diminution en de nombreux autres pays : Ainsi :

	ITALIE	PAYS-BAS	BELGIQUE
1923.....	350.969	57.167	79.786
1924.....	320.834	56.433	80.088
1925.....	307.145	54.768	74.761
	*ALLEMAGNE	SUISSE	FRANCE
1923.....	581.277	29.561	356.501
1924.....	440.039	28.510	355.920
1925.....	482.782	28.110	353.167

J'ai remarqué de plus une autre statistique qui m'a particulièrement frappée ; alors qu'entre 1911 et 1920, la moyenne pour cent d'enfants décédés dans la première année oscillait en Suède entre 7,58 pour cent et 6,45 pour cent, depuis 1920, nous pouvons relever :

1921 : 6,40 %	1923 : 5,59 %	1925 : 5,52 %
1922 : 6,25 %	1924 : 5,96 %	1926 : 5,71 %

On pourra peut-être me dire que d'autres causes ont agi ; mais ce pourcentage a considérablement baissé à partir de 1920,

puisqu'en 1919, on peut relever 6,96 pour cent, et sept ans après 5,71 pour cent. Il me semble que c'est assez significatif.

En *Norvège*, la statistique des mariages depuis 1910 donne :

1910.....	14.566	1921.....	18.063
1915.....	15.940	1922.....	17.185
1916.....	17.312	1923.....	16.963
1917.....	18.086	1924.....	16.586
1918.....	20.019	1925.....	16.214
1919.....	15.379	1926.....	15.948
1920.....	18.460	1927.....	15.849

Nous savons que la loi norvégienne était entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1919. Je me suis inquiétée de la diminution des mariages que je constatais en 1919. On m'expliqua alors que cela ne tenait pas à la loi, mais que, pendant la guerre, les Pays neutres ayant vendu abondamment à l'Etranger s'étaient trouvés dans la prospérité. D'où en 1916, 1917 et 1918, le nombre croissant de mariages que nous constatons. Puis en 1919, ils eurent à subir une grosse crise économique, conséquence de la fin de la guerre, et nous assistons à une diminution étonnante et compréhensible du nombre des mariages. D'ailleurs bientôt ils augmentèrent à nouveau, et s'ils tendent maintenant à atteindre la normale, ils sont encore plus nombreux qu'avant la guerre, et ce, malgré la loi de 1918.

J'ai relevé qu'il y avait une diminution de la mortalité infantile, mais, comme d'autre part, il y a de moins en moins de naissances, je n'ai pu arriver à un résultat intéressant.

Au *Danemark*, la statistique de mariage depuis 1914 donne :

1914.....	19.757	1922.....	26.354
1917.....	20.810	1923.....	26.842
1918.....	22.976	1924.....	26.482
1919.....	25.073	1925.....	25.786
1920.....	26.991	1926.....	25.733
1921.....	26.768		

Ici, comme en Suède et en Norvège, nous sommes loin de constater une diminution du nombre des mariages depuis l'entrée en vigueur de la loi. Nous voyons que dans l'année 1923, nous avons une augmentation sur 1922, année de la promulgation de la loi, et s'il y a une légère diminution en 1925 et 1926, nous sommes encore loin du nombre des mariages d'avant, et de pendant la guerre.

Les ennemis de ces lois qui veulent nous convaincre que leur vote provoqueraient l'union libre et par suite la diminution des mariages, reçoivent, par ces statistiques, un démenti.

Concluons sur cette phrase de Fernand Crémieux : « Qui nous dit, le péril vénérien menaçant de plus en plus la nation, que nous ne serons pas contraints, un jour, de bouleverser nos traditions sociales les plus respectées et de nous inspirer de l'audace rénovatrice des peuples du Nord, d'où une fois de plus nous sera venue la lumière ».

B) LES ETATS-UNIS

Au contraire de l'examen que nous venons de faire sur les institutions des Pays Scandinaves, nous aurons dans l'étude de la réglementation législative du certificat prénuptial aux Etats-Unis, un court exposé des motifs, car dans l'Amérique du Nord, les lois sont souvent votées sans discussion. D'après le droit constitutionnel des Etats-Unis, quand un mal social est reconnu dans un Etat, un projet est présenté afin d'essayer d'y pallier. Différents Etats ayant constaté l'influence nocive sur la race des maladies dans le mariage ont introduit alors des « projets ». Seuls, sept parmi eux les ont votés et ont imposé le certificat prénuptial.

Dans l'Etat de Wisconsin un médecin ayant attiré l'attention de l'Officier de Santé de l'Etat sur la question, une ou deux conférences furent faites dans le but de faire rédiger une loi sur le certificat médical avant le mariage. En même temps, la présidente d'un hôpital d'enfants, voyant les ravages faits par les maladies vénériennes, introduisit un projet sur le certificat médical.

En Alabama, le Chef de la Division des maladies vénériennes du Bureau de Santé de l'Etat présenta le projet.

En Caroline du Nord, la loi sur le certificat prénuptial fut rédigée par un légiste.

En général, les projets de lois prénuptiales furent présentés soit, par le Bureau de Santé des départements dans au moins neuf Etats ; le Service de Santé publique des Etats-Unis, en coopération avec les départements de Santé d'Etat, dans au moins

trois Etats ; les clubs et fédérations de femmes, et autres organisations civiles, dans au moins cinq Etats ; les associations médicales dans quatre Etats ; les commissions organisées pour le bien-être des enfants, dans deux Etats ; une association de fonctionnaires délivrant la licence de mariage dans un Etat ; une association de fonctionnaires de santé dans un Etat ; et les membres de la Faculté du Collège Médical dans un Etat.

Les projets de lois prénuptiales ne rencontrèrent d'opposition que des législateurs conservateurs. Quelques groupes peuvent aussi être nommés : les savants chrétiens, dans au moins cinq Etats ; les représentants des sociétés formées pour : « la liberté du mariage », dans au moins quatre Etats ; les magistrats qui célèbrent les mariages, ou les fonctionnaires délivrant les licences de mariage, dans deux Etats ; et une ligue de femmes ayant le droit de vote, dans un Etat.

Monsieur Fred S. Hall, de la « Russel Sage Fondation » de New-York, auteur d'un livre intitulé : « *Le certificat médical prénuptial* », compte rendu de l'application dans l'Etat de Wisconsin d'une loi relative au mariage et aux maladies vénériennes », dans lequel nous allons trouver une source particulièrement intéressante de renseignements sur les résultats de la loi de Wisconsin, n'a pu me donner d'autres renseignements sur les motifs. Les lois que nous allons étudier ont été introduites par la nécessité. Sur l'initiative d'une personne avertie des dangers des maladies dans le mariage, des projets ont été introduits et votés.

M. Fred S. Hall n'a étudié, dans le livre cité ci-dessus, que les résultats de la loi au Wisconsin. Il a bien voulu, sur ma demande, me faire tenir d'intéressants documents inédits sur les résultats des lois prénuptiales, dans les autres Etats. Qu'il trouve ici l'assurance de ma profonde reconnaissance.

Nous étudierons les lois sur le certificat prénuptial des sept Etats des Etats-Unis qui les ont votées. Nous en verrons les textes, et mentionnerons les résultats de ces lois, dans la mesure où ils sont connus. Avant d'aborder ce travail, remarquons que la situation de santé est aussi critique aux Etats-Unis, quoiqu'elle

le soit indiscutablement moins que dans les Etats Européens, dont j'ai parlé, ou dont je parlerai. M^{lle} M. Th. Nisot, dans son livre : « *La question eugénique dans les divers pays* » mentionne qu'aux Etats-Unis il y avait en 1920, environ 100.000 aveugles, et 100.000 sourds-muets dans les institutions, cependant qu'en 1900, elles ne comptaient que 64.763 aveugles, et 86.515 sourds-muets. De 1880 à 1923, le nombre des aliénés internés est passé de 40.942 à 267.617, soit un accroissement de 553,6 %. Nous avons vu que la syphilis était une des causes principales de la cécité, de la surdi-mutité, et de l'aliénation. Les chiffres que nous venons de donner permettent d'évaluer la croissance de l'infection vénérienne aux Etats-Unis. De plus, en 1910, les maisons de correction, pénitenciers et autres endroits similaires comptaient 111.609 enfants. Une statistique de 1916 en Indiana, nous dévoile que 1,8 pour mille habitants étaient épileptiques, ce qui donnerait 150.000 épileptiques aux Etats-Unis. On a établi que la blennorragie y cause 25 % des cas de cécité remontant à la première année, et 10 % du nombre total des aveugles.

Pendant la guerre, 22 % des hommes examinés furent reconnus inaptes au service.

M. Paul E. Bouvers, dans son livre : « *Eugénics social pathology* », estime qu'en 1920 il y avait aux Etats-Unis environ 656.000 hommes et femmes de 21 à 30 ans absolument inaptes à procréer. En 1922, on estimait que ces indésirables coûtaient 500.000 millions de francs par an.

Quelques enquêtes ont donné de significatifs résultats. La descendance d'un ménage de faibles d'esprit a produit, de 1802 à 1877, une série d'indigents, de prostituées, et de criminels qui ont, dans ces 75 années, coûté 7 millions à l'Etat de New-York. Une autre famille, dont on a pu suivre 600 individus, a donné 24 malades mentaux, dont 20 ont été internés, coûtant 70.000 fr. par an, 17 hospitalisés, 16 étaient alcooliques, 31 tuberculeux, 10 anormaux, 10 épileptiques, 64 sont morts entre 4 et 25 ans, et 66 pendant les trois premières années de la vie.

Mentionnons qu'aux Etats-Unis la stérilisation des criminels et des aliénés est fréquente, la législation étant la première qui

l'ait votée dans un but de protection de la race. L'opinion y est très favorable.

Cette idée de protéger l'enfant est très développée aux Etats-Unis. De nombreuses campagnes ont été entreprises pour la protection de l'enfant et pour la préservation de la tuberculose, des maladies vénériennes, et des maladies mentales. Elles ont impressionné l'opinion publique.

De 1901 à 1925, 37 législations ont proposé 90 projets prévoyant le certificat prénuptial. En 1923, dans 14 Etats, ces projets étaient rejetés. Les autres n'ont pas encore eu de solution. En 1919 le service de la Santé publique des Etats-Unis s'occupa de la question. Des projets furent soumis aux fonctionnaires de santé. Ce service de Santé publique, en coopération avec le bureau de Santé des départements, a influencé le vote des lois prénuptiales dans au moins trois Etats. Beaucoup de projets n'ont pas abouti, non pas parce que le principe n'était pas approuvé, mais l'on aurait voulu, avant de les voter, connaître les résultats des lois existantes. Ceux qui avaient été obtenus par les enquêtes de 1920 et 1921 étaient décevants. L'on n'avait que des opinions générales. Enfin, en 1922, on examina au Wisconsin plusieurs centaines de licences et l'on fit un registre des noms de médecins qui avaient signé les certificats médicaux, ce qui facilita une enquête. Des projets furent alors pris en considération. Des lois, sur lesquelles nous allons jeter un coup d'œil, tentèrent d'empêcher l'infection vénérienne dans le mariage sans imposer le certificat prénuptial. D'après M. Fred S. Hall, elles ont peu d'effets.

Nous allons étudier les mesures prévues par de nombreux Etats en dehors des lois qui ont imposé le certificat prénuptial. Déjà dans ces lois, il y a un souci de protection de la race et un moyen d'éducation hygiénique du peuple.

L'Arkansas, la Californie et le Colorado prescrivent que l'union de personnes atteintes d'incapacité physique ou mentale avant le mariage, est annulable. Dans ces deux derniers Etats, les criminels et les idiots peuvent être contraints à se faire stériliser.

Le *Connecticut* répute criminel le mariage des épileptiques et des imbéciles, quand la femme est âgée de moins de 45 ans.

Dans l'Etat de *Delaware*, le mariage des épileptiques, des faibles d'esprit, des individus atteints de maladies vénériennes, d'autres malades contagieux, des alcooliques ou autres toxicomanes, est annulable à la demande de la partie faible.

Dans le district de *Columbia-Massachusetts*, les mariages des idiots ou des fous sont annulables.

En *Géorgie*, *Hawaï*, *Idaho*, *Iowa*, *Indian territory*, les mariages contractés avec des personnes atteintes d'incapacité physique ou mentale, au moment du mariage, sont annulables.

En *Illinois* et *Indiana*, l'aliénation mentale de l'une ou l'autre partie au moment du mariage, le rend annulable.

De plus, en *Iowa*, *Indiana* et *Kansas*, la stérilisation éventuelle des criminels et des idiots est prévue. C'est dans l'Etat d'Indiana que fut, en 1907, promulguée la première loi prévoyant la stérilisation. Cet Etat interdit aussi le mariage aux malades atteints d'affection vénérienne.

Au *Kansas*, les mariages des épileptiques, des imbéciles, des faibles d'esprit, et des aliénés sont nuls, d'une nullité radicale, si la femme est âgée de moins de 45 ans. Une personne qui, passant outre à cette interdiction, se marie connaissant son état est passible d'une amende de mille dollars, et d'un emprisonnement de trois ans au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Au *Kentucky*, les mariages des idiots et des fous sont nuls.

Dans l'Etat du *Maine*, une loi de 1919, chapitre 41, porte :

SECTION 1 : « Aucune personne ayant la syphilis ne peut se marier sans avoir un certificat du, ou des médecins la soignant, affirmant qu'elle est guérie. Le Bureau de Santé de l'Etat est autorisé à faire des règlements prescrivant les méthodes qui doivent être employées pour diagnostiquer ladite maladie. »

SECTION 2 : « Chaque médecin aura un registre où seront inscrits tous les cas de syphilis qu'il aura soignés et, par des moyens raisonnables, s'assurera des intentions du malade quant au mariage. Le médecin préviendra lesdits patients des malheurs moraux et physiques qu'ils engendreraient en se mariant. Si le

médecin apprend qu'un syphilitique a l'intention de se marier, il doit avertir de sa maladie le bureau de santé, ou l'officier de santé de la ville où réside le malade, qui sont autorisés à le notifier à l'autre partie. »

SECTION 3 : « Toute personne manquant aux prescriptions des sections 1 et 2, et tout médecin faisant un faux certificat, sera passible d'un emprisonnement de trois mois à un an, et d'une amende de 200 à 500 dollars, ou de l'une de ces deux peines seulement. »

Cette loi est très intéressante, mais n'impose pas vraiment le certificat pré-nuptial, puisqu'elle ne le demande qu'aux syphilitiques. Celui qui ignore sa maladie pourra se marier en toute bonne foi. Mais il y a tout de même là un appel à la conscience publique qui est à souligner, et nous remarquons que le médecin est « obligé » de dénoncer le malade qui tente de passer outre à la loi. Devant l'intérêt social, le secret médical n'existe plus.

Dans l'Etat de *Michigan*, les mariages des aliénés, des idiots, des épileptiques, des individus atteints de maladies vénériennes à l'époque du mariage, sont prohibés quand la femme a moins de 45 ans, et annulables. La loi mentionne de plus que les mariages des personnes qui ont eu une maladie vénérienne, et ne se sont pas soignées, ou de celles qui ont été internées pour épilepsie, faiblesse mentale, imbécillité, ou folie, sont criminels. Les criminels et les idiots sont stérilisables.

Si une personne a été par jugement déclarée aliénée, faible d'esprit, épileptique, ou imbécile, ou si elle a été hospitalisée dans un établissement public pour une de ces causes, elle ne pourra pas se marier sans présenter un certificat de deux médecins dûment autorisés, affirmant qu'elle est guérie, et qu'il n'y a pas de probabilité qu'il puisse y avoir transmission à la descendance.

Si l'on passe outre à cette obligation de la loi, ou si un malade atteint d'infection vénérienne se marie, la sanction est une amende de 500 à 1.000 dollars, et un emprisonnement de cinq ans au maximum, ou de l'une de ces deux peines seulement. De plus, si une des parties est aliénée, ou idiote, le mariage sera nul de plein droit, sans procès.

Au *Minnesota*, les mariages des femmes de moins de 45 ans, ou des hommes de tout âge, sauf avec une femme de plus de 45 ans, qui sont épileptiques, imbéciles, faibles d'esprit, ou fous, sont annulables.

Dans l'Etat de *Nebraska*, les mariages contractés avec des personnes aliénées, ou idiotes, au moment de l'union, sont nuls. Toute personne atteinte d'une maladie vénérienne, imbécile, faible d'esprit, folle, ou épileptique, ne peut contracter mariage en cet Etat, sans s'être d'abord soumise à une opération de stérilisation.

Au *New Hampshire*, le mariage d'un homme avec une femme de moins de 45 ans, est prohibé, et déclaré criminel, quand l'une des parties est épileptique, imbécile, ou faible d'esprit, idiote, ou folle. Il en est de même des mariages des personnes atteintes de maladies vénériennes inscrites au Bureau de Santé de l'Etat, à moins que dans un rapport le médecin du Bureau ait déclaré que le malade n'était plus contagieux. Chaque médecin traitant aura un registre où seront inscrits les cas de maladies vénériennes qu'il aura soignées. Il doit avertir chaque malade des dangers moraux et physiques qu'il y a à se marier, atteint d'une telle affection. S'il apprend ensuite que le patient veut cependant contracter mariage, il doit le notifier au Bureau de Santé de l'Etat. Le Clerc de la Ville, informé lui-même par le médecin, ou par le Bureau de Santé, que le candidat au mariage est atteint d'une maladie vénérienne, ne devra pas délivrer une licence de mariage sans le consentement dudit Bureau de Santé. Comme l'Etat du Maine, l'Etat de New Hampshire n'a pas hésité à sacrifier le secret professionnel à la préservation de la race. Si le mariage est célébré en violation de la loi, le conjoint coupable est passible d'une amende de 50 à 500 dollars, et d'un emprisonnement de 30 jours au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Remarquons combien est intéressante la législation de cet Etat qui prohibe le mariage de certains malades sous peine de sanctions pénales, comme nous venons de le voir d'ailleurs au Kansas, mais qui, de plus, nous apprend, à la suite de la légis-

lation étudiée ci-dessus de l'Etat du Maine, avec quel soin le Bureau de Santé de l'Etat surveille les malades atteints d'infection vénérienne. En effet, aux Etats-Unis, il y a dans chaque Etat des Bureaux de Santé (boards of health) qui surveillent la santé locale et ont une grande activité. Un fonctionnaire de santé (health officer) est, dans l'Etat, le fonctionnaire exécutif du bureau. Les Bureaux autorisés à adopter des règlements sanitaires ayant force loi dans l'Etat sont nombreux. Nous aurons à reparler d'eux par la suite.

Dans l'Etat de *New-Jersey*, le mariage des personnes qui ont été internées pour épilepsie, folie, ou faiblesse d'esprit, ou qui sont atteintes de syphilis, ou de blennorrhagie dans une phase contagieuse, est défendu si celles-ci ne possèdent pas de certificat attestant leur guérison. Ces mariages sont déclarés criminels. Si une personne qui se sait affectée d'une maladie vénérienne se marie, elle est passible d'une amende de 1,000 dollars au plus, et d'un emprisonnement de 3 ans au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement.

On ne peut donc se marier dans l'Etat de *New-Jersey* si l'on a été atteint d'une des maladies citées, sans prouver qu'elle est guérie. Il semble donc que déjà la nous nous rapprochions bien près du certificat médical prénuptial.

Dans l'Etat de *New-York* chaque conjoint doit déclarer qu'il est exempt de maladie vénérienne. Les criminels ou les idiots sont susceptibles d'être stérilisés. Nous avons, dans cet Etat, un exemple intéressant de déclaration des futures conjoints qui se rapproche de ce que nous avons vu dans les Pays Scandinaves.

En *Ohio*, les mariages des ivrognes, des épileptiques, ou des personnes qui étaient, lors de la célébration de l'union, sous l'influence d'un narcotique, sont nuls. Nous avons déjà mentionné une disposition de ce genre dans la législation scandinave.

En *Oklahoma*, les mariages contractés par des personnes atteintes de maladies vénériennes, sont prohibés et déclarés criminels. Si le malade a contracté mariage sans qu'un médecin lui ait affirmé par écrit sa guérison, il sera puni d'un emprisonnement de 1 à 5 ans.

En *Oregon*, le mariage est interdit aux épileptiques, aux imbéciles, et aliénés, tant que la femme n'a pas 45 ans.

Les maladies transmissibles constituent un empêchement de mariage en *Pensylvanie*.

Dans l'Etat de *Rhode-Islande*, le mariage est interdit aux aliénés. Il en est de même dans la *Caroline du Sud*.

Dans la *Dakota du Sud*, les mariages avec des personnes atteintes d'incapacité physique, ou mentale, au moment du mariage, sont annulables, à moins que la cohabitation ne fut consentie librement après guérison.

En *Utah*, les mariages des fous, des idiots, des syphilitiques, des personnes atteintes de blennorrhagie, ou d'épilepsie chronique, sont prohibés et nuls si la femme est âgée de moins de 45 ans. Si le conjoint était aliéné au moment de l'union, ou incapable physiquement, le mariage est annulable. Chaque médecin traitant un malade atteint d'infection vénérienne le préviendra des dangers de sa maladie. S'il passe outre et se marie, il est passible d'une amende de 300 francs au maximum, d'un emprisonnement de 6 mois au maximum, ou de l'un de ces deux peines seulement. Cette loi de l'Utah date de 1907.

Au *Texas*, de même, les mariages des fous, ou des individus incapables physiquement, sont annulables.

Dans l'Etat de *Vermont*, les mariages des personnes atteintes de maladie vénérienne sont prohibés. Les mariages d'idiots, ou d'individus incapables mentalement ou physiquement au moment du mariage sont annulables. Si un médecin a averti un malade qu'il était atteint d'une affection vénérienne, et si celui-ci se marie sans s'être assuré par un certificat d'un médecin qualifié qu'il n'est plus contagieux, il sera passible d'une amende de 500 dollars au minimum, ou d'un emprisonnement de 2 ans au moins.

L'Etat de *Washington* interdit le mariage aux ivrognes, aux criminels invétérés, aux épileptiques, imbéciles, idiots, aliénés, tuberculeux à un stade avancé, sujets atteints de maladie vénérienne contagieuse, si la femme est âgée de moins de 45 ans. Les criminels et les idiots sont stérilisables. Avant de délivrer la li-

cence de mariage, l'assemblée du Comté exige le serment de l'homme qui l'a requise, affirmant qu'il n'est pas atteint de maladie vénérienne contagieuse. Elle demande, de plus, de quelques personnes désintéressées, un affidavit qu'aucun des futurs conjoints n'est un criminel, et chacun des candidats au mariage doit jurer qu'il n'est atteint d'aucune des affections énumérées par la Loi.

Tout faux serment est punissable, soit d'un emprisonnement de 15 ans au plus, ou d'un emprisonnement de 5 ans au maximum dans le pénitencier, ou d'un an en geôle, suivant sa gravité.

Toutes personnes qui violent les dispositions dont nous venons de parler, sont passibles d'une amende de 1.000 dollars au maximum, d'un emprisonnement de trois ans au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Nous verrons d'ailleurs ci-après qu'en 1909 l'Etat de Washington rendit obligatoire le certificat médical d'aptitude au mariage, mais que cette loi fut assez rapidement abrogée.

Dans la *Virginie*, le mariage des aliénés, ou des individus incapables physiquement, est annulable. Si la personne a été déclarée, par jugement, folle, épileptique, ou faible d'esprit, et a été admise dans un hôpital, il y a nullité de mariage sans qu'il y ait lieu à aucun procès.

Aucune femme de moins de 45 ans, et aucun homme de n'importe quel âge, à moins qu'il n'épouse une femme de plus de 45 ans qui est criminel, idiot, imbécile, épileptique par hérédité, aliéné, ou aucune personne de n'importe quel âge qui sera atteinte d'une maladie vénérienne dans une phase contagieuse, ne pourra se marier. Aucun employé ne devra sciemment délivrer une licence de mariage à une personne atteinte d'une de ces affections. Il pourra accepter comme suffisant l'affidavit de l'homme disant qu'il n'a pas de maladie vénérienne, et ne croit pas la femme atteinte d'une telle maladie. Quant à l'idiotie, la faiblesse d'esprit, la folie, ou l'épilepsie, s'il a des doutes, il peut prendre conseil du Bureau de Santé de son département ou de sa ville, ou de quelques médecins dûment autorisés, en deman-

dant qu'un examen soit imposé au candidat. Cet examen ne doit pas coûter plus de 2 dollars 50.

Tout individu violant ces dispositions est passible d'une amende de 100 dollars au maximum, d'un emprisonnement de 90 jours au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Les dispositions de l'Etat de Virginie sont remarquables. Le certificat médical peut être demandé par le clerc de l'Etat Civil. Nous semblons approcher de l'imposition du certificat prénuptial à tous.

Remarquons pour conclure l'étude que nous venons de faire brièvement, avant d'aborder celle des lois des Etats qui ont été plus loin, et ont imposé le certificat prénuptial, que 14 Etats parmi ceux dont nous venons de parler ont des lois tendant à empêcher la contagion vénérienne dans le mariage, sans avoir encore demandé à tous le certificat prénuptial. Ces Etats sont les Etats de : Delaware, d'Indiana, du Maine, de Michigan, de Nebraska, de New-Jersey, de New-York, d'Oklahoma, de Pensylvanie, d'Utah, de Vermont, de Virginie, de Washington, et de Wisconsin. Nous verrons que dans ce dernier Etat cette loi vient s'ajouter à celle rendant obligatoire le certificat médical prénuptial. Ces lois ont des moyens d'action différents :

1° Les unes interdisent purement et simplement le mariage aux malades atteints d'infection vénérienne. Ainsi les lois des Etats de Delaware, d'Indiana, de Nebraska, d'Oklahoma, de Pensylvanie, d'Utah, et de Vermont. Elles sont bonnes étant éducatives, mais malgré les sanctions édictées par quelques-unes, elles sont loin d'être parfaites. Qui dénoncera le criminel qui violera la loi ?...

2° D'autres demandent un serment de celui qui requiert une licence de mariage, tels l'Etat de New-York, de Washington, et de Virginie. Un amendement a, en 1918, établi la formule suivante dans l'Etat de New-York, que doit signer chaque fiancé en réclamant sa licence de mariage. « Je n'ai jamais, à ma connaissance, été atteint d'une affection vénérienne, ou si j'en ai été atteint, j'en suis guéri, comme le prouvent des examens de laboratoire ».

Dans l'Etat de Washington, le serment n'est exigé que du futur conjoint.

En Virginie nous avons vu qu'il prête serment pour lui-même et pour sa fiancée.

3° Enfin, d'autres imposent, aux candidats au mariage qui auraient été atteints d'une maladie vénérienne, la présentation d'un certificat attestant qu'ils ne sont plus contagieux. Ce sont les Etats du Maine, du Michigan, et de New-Jersey.

Toutes ces lois ont bien pour but de protéger la race. La mesure de l'Etat de Nebraska, qui exige la stérilisation pour permettre le mariage des personnes atteintes de différentes infections qu'elle édicte, nous en est une preuve. De même, les lois des Etats de Connecticut, du Kansas, du Minnesota, du New-Hampshire, de l'Oregon, de l'Utah, de Washington, et de Virginie, qui n'interdisent les mariages des hommes malades que lorsque la femme est âgée de moins de 45 ans, et n'interdisent le mariage à celles-ci que si elles n'ont pas cet âge.

Etudions maintenant les lois des Etats qui imposent le certificat prénuptial, et les résultats de ces lois, en suivant l'ordre de leurs dates d'élaboration.

1° WASHINGTON.

Un projet fut introduit dans cet Etat en 1909. Il fut voté, mais la loi fut abrogée quelques mois après son entrée en vigueur. Elle requérait un certificat médical des deux sexes indiquant l'aptitude générale physique et mentale des fiancés. Le certificat de l'homme indiquait de plus qu'il n'était pas atteint de maladie vénérienne contagieuse. Aucun maximum n'était prévu pour fixer les honoraires du médecin qui délivrait le certificat. Mais les candidats au mariage allèrent requérir leur licence dans un autre Etat. De l'argent sortit de l'Etat de Washington... et la loi fut abrogée. Telle fut du moins la raison qu'en donna un fonctionnaire de l'Etat Civil interviewé en 1921. Il affirmait aussi que l'examen requis coûtait aux deux

futurs époux environ 50 dollars, ce qui était excessif, et fut aussi une cause d'abrogation de la loi.

2° OREGON.

D'après un premier projet, tout homme demandant une licence de mariage devait présenter un certificat médical prouvant qu'il n'était pas atteint de maladies vénériennes contagieuses. Il fut introduit en 1909 dans cet Etat, mais le Gouverneur opposa son veto. Il avait écrit : « A mon avis le projet est une insulte à notre liberté et aux jeunes hommes de l'Etat d'Oregon. Il peut y avoir des cas où un tel examen est justifié, mais le requérir dans tous les cas et contraindre, en droit, des hommes chrétiens, de famille respectable et de bonne éducation, à subir un tel examen, peut faire plus de mal que de bien ». Cependant la loi fut votée en 1913 (Chapitre 187), et elle est encore en vigueur, étant la première en date des lois américaines qui impose le certificat médical prénuptial. Elle fut approuvée le 26 février 1913, et entra en vigueur le 1^{er} juillet de la même année. La loi avait été demandée par quelques médecins et personnes s'occupant d'hygiène sociale.

Le texte de la loi d'Oregon est libellé comme suit :

1° « Aucun employé des départements de cet Etat ne délivrera une licence de mariage, sans avoir obtenu du requérant un certificat d'un médecin dûment autorisé à pratiquer la médecine dans l'Etat, fait sous serment, dans les 10 jours précédant la requête, prouvant que l'homme qui désire se marier n'est pas atteint de maladie vénérienne contagieuse ou infectieuse. »

2° « Le médecin qui sciemment et volontairement fera une fausse déclaration dans un certificat sera puni par la révocation de la licence l'autorisant à pratiquer la médecine dans l'Etat. »

3° « Les honoraires et frais du médecin faisant l'examen et délivrant le certificat à une personne ne devra pas dépasser 2 dollars 50. »

4° « Les « County physicians » (médecins du département) des différents départements devront, sur requête, faire l'examen

et délivrer le certificat, s'il peut l'être, gratuitement, si l'intéressé est indigent. »

Nous remarquons que la loi ne spécifie pas la forme dans laquelle l'examen doit être fait. La loi ne fut pas accueillie favorablement par plusieurs médecins à cause du maximum de 2 dollars 50 prévu pour les honoraires. Sur cette somme le médecin a à payer l'honoraire du notaire, car sa signature doit être légalisée, à moins qu'il ne s'en fasse dégrever par le patient. Quand cette loi fut élaborée en 1913, il n'y avait pas de service de laboratoire gratuit dans l'Etat. En 1919 ce service fut organisé légalement. Le Bureau de Santé de l'Etat interpréta la loi de telle sorte que les médecins ne purent y avoir recours que pour traiter les indigents. D'ailleurs, nous avons vu que les médecins du département doivent examiner ces derniers gratuitement.

Des tentatives furent faites pour abroger la loi en 1915, 1917, 1919, et 1921. Elles échouèrent. Celle de 1915 à une majorité de trois voix. Contre ces essais d'abrogation s'élevèrent la Société d'Hygiène Sociale d'Oregon, et la Fédération d'Etat des Clubs de Femmes. D'un autre côté des efforts faits en 1915, 1917, et 1923, pour rendre la loi plus effective, échouèrent. Des essais, en 1915, 1917, 1919, et 1921 pour en étendre l'application aux femmes, échouèrent aussi.

L'attitude des fonctionnaires qui délivrent les licences de mariage nous est révélée par le fait, qu'en 1921, ils se déclarèrent favorables à ce que chaque examen comportât une analyse du sang. Leur Comité présenta un projet demandant cette mesure en 1923. Il ne fut pas pris en considération.

En 1913, dès après l'élaboration de la loi, les candidats au mariage de Portland et des autres cités voisines obtinrent leur licence à Vancouver en plus grand nombre qu'auparavant.

De l'enquête que fit M. Fred S. Hall, il résulte que plusieurs médecins, dont deux qui sont opposés à la loi, rapportent des cas où le certificat fut refusé, l'examen ayant révélé une maladie infectieuse. Dans quelques-uns de ces cas il fut cependant établi que les candidats au mariage, à qui l'on avait refusé le certificat, l'obtinrent d'autres médecins, ou demandèrent leur licence en un autre Etat.

Parmi les témoignages recueillis, sur vingt-sept personnes, quinze étaient contre la loi et douze pour. Sur treize médecins consultés, huit y furent défavorables et cinq favorables.

En dehors de la loi que nous venons d'étudier sur le certificat prénuptial en Orégon, une loi de l'Etat prévoit que, quand un aliéné, incapable de consentir, a contracté mariage, celui-ci est annulable sur sa demande, s'il n'a pas cohabité librement avec son conjoint depuis qu'il a recouvré l'usage de la raison. Pour pouvoir obtenir cette annulation il fallait être, au moment de l'union, incapable de comprendre la nature de l'acte que l'on faisait, sa qualité, et ses conséquences.

Nous avons cependant ici plutôt une mesure dictée par l'incapacité de contracter, que par l'idée de protéger la race.

La loi d'Orégon prévoit aussi que : « chaque employé négligeant volontairement d'accomplir quelque devoir de son office... sera puni, soit d'un emprisonnement de six mois à un an dans un pénitencier, ou de trois mois à un an en cellule, ou d'une amende de 50 à 500 dollars, et sera destitué ».

Cet article est applicable au fonctionnaire qui délivrerait une licence de mariage sans avoir obtenu du requérant un certificat médical.

Tels sont les renseignements que j'ai pu obtenir sur les lois prénuptiales en Orégon. Comme me le faisait remarquer M. Fred S. Hall, aucune conclusion ne peut être tirée des études insuffisantes sur la question, qui ont été faites jusqu'à ce jour en Orégon, et dans les autres Etats qui ont ces lois, le Wisconsin mis à part. Cependant, si nous sommes frappés par les cas d'individus qui ont échappé à la loi en consultant des médecins malhonnêtes, ou en demandant une licence de mariage dans un autre Etat, j'ai remarqué aussi que malgré les nombreuses attaques qu'elle a essuyées en 1915, 1917, 1919, et 1921, la loi existe toujours. Il me semble qu'une loi sans intérêts n'aurait pu résister ainsi.

Le certificat prénuptial n'est exigé que de l'homme, ce qui est critiquable, la femme pouvant autant que l'homme apporter la contagion vénérienne dans le mariage. Nous avons vu que le

certificat doit être daté des dix jours qui précèdent la requête de la licence de mariage. Ce délai me semble assez raisonnable. Lorsque nous étudierons le Wisconsin, nous discuterons la question des honoraires du médecin. La gratuité de l'examen assurée aux indigents est juste, chaque homme ne pouvant être astreint à payer deux dollars. Cette mesure est indispensable pour éviter, autant que possible, que les candidats pauvres tentent d'échapper à la loi. Il est intéressant de remarquer que les fonctionnaires de l'Etat Civil sont partisans de l'extension de la loi. Certes plusieurs médecins s'opposent à la mesure que nous étudions, mais nous avons vu que l'intérêt est pour quelque chose dans leur jugement. Peut-il alors être considéré ?

Nous allons aborder maintenant l'étude de la loi de la

3° DAKOTA DU NORD.

La loi imposant le certificat pré-nuptial en cet Etat fut votée le 1^{er} mars 1913, et entra en vigueur le 1^{er} juillet de la même année. Elle est la seconde des lois rendant obligatoire ce certificat. En voilà la teneur :

SECTION 1 : « Une femme âgée de moins de 45 ans, un homme quel que soit son âge, sauf s'il épouse une femme de plus de 45 ans, ne peuvent, dans cet Etat, se marier entre eux, ou l'un d'eux avec une personne saine, s'ils sont ivrognes, criminels, récidivistes, épileptiques, imbéciles, faibles d'esprit, idiots, aliénés, s'ils ont été atteints d'aliénation héréditaire, s'ils sont atteints de tuberculose pulmonaire à un stade avancé, ou de maladies vénériennes contagieuses. »

SECTION 2 : « Aucun pasteur, ou autres fonctionnaires autorisés par la loi à célébrer les mariages dans cet Etat ne pourront désormais procéder à un mariage, si l'un des fiancés est épileptique, imbécile, faible d'esprit, ivrogne, aliéné, criminel, récidiviste, tuberculeux à un stade avancé, ou atteint de maladie vénérienne contagieuse, à moins que la fiancée soit âgée de plus de 45 ans. »

SECTION 3 : « Le Juge du département, avant de délivrer une licence de mariage, exigera de chaque candidat qu'il produise, sur formulaire fourni par le département, au moins un affidavit d'un médecin dûment autorisé (si le fiancé est lui-même médecin, il devra recourir à un de ses confrères) affirmant que les parties contractantes ne sont ni faibles d'esprit, ni imbéciles, épileptiques, aliénés, ivrognes, ni tuberculeuses à un stade avancé. De plus, l'homme devant contracter mariage fournira un affidavit déclarant qu'il n'est atteint d'aucune maladie vénérienne contagieuse. Le Juge requerra aussi un affidavit de quelque personne de bonne foi, qui certifiera que les fiancés ne sont pas des criminels récidivistes..

Le serment doit être prêté devant une personne autorisée à le recevoir..

Qui, sciemment, ferait un faux serment, serait réputé parjure et puni selon les lois de l'Etat de la Dakota du Nord. »

(La loi pénale de 1913 n° 9375 prévoit : « Le parjuré est passible d'un emprisonnement dans le pénitencier qui s'élève :

1° A au moins dix ans quand la félonie a été commise dans un procès d'information ou dans un acte d'accusation ;

2° Quand elle a été commise dans un autre procès ou dans un procès-verbal devant un tribunal, l'emprisonnement sera de un à dix ans ;

3° Dans tous les autres cas l'emprisonnement *pourra être de un à cinq ans.* »

C'est sous ce troisième alinéa que tomberait celui qui ferait un faux serment selon la section 3 de la loi qui nous occupe).

SECTION 4 : « Une licence de mariage ne peut être délivrée à qui serait sous l'influence de la boisson, et aucun mariage ne sera célébré si une des parties, ou les deux parties contractantes, sont sous l'influence d'un narcotique. »

SECTION 5 : « Pour examiner une des parties contractantes et faire l'affidavit requis par la présente loi, un médecin ne peut demander un honoraire excédant 2 dollars. »

SECTION 6 : « Toute personne contrevenant à la présente loi, sera passible d'une amende de 50 à 500 dollars, ou d'un empri-

sonnement de moins de 30 jours, ou de l'une de ces deux peines seulement. »

Dans l'Etat de la Dakota du Nord, le mariage d'un aliéné est annulable. L'action peut être intentée par la partie saine qui est considérée injuriée. Le tuteur du conjoint malade peut aussi l'intenter, à condition qu'il le fasse avant le décès d'une des parties. L'action est prescrite, si, après avoir recouvré la raison, le malade a librement cohabité avec son conjoint. Il y a ici, comme en Orégon, plutôt une idée de protection du conjoint incapable, qu'une idée de protection de la race.

Les résultats de la loi de 1913 citée ci-dessus sont très peu connus ; il n'y a pas eu d'enquête à ce sujet. M. Fred S. Hall a pu savoir, en 1924, par le Secrétaire du Bureau de Santé de l'Etat de la Dakota du Nord, que les médecins, lorsqu'ils ont un fiancé à examiner, ne procèdent à aucune épreuve de laboratoire. La loi, d'ailleurs, ne leur impose pas. En général, les femmes ne sont pas examinées, et dans 10 % des cas, les hommes non plus. L'Association Médicale de l'Etat n'a pris parti ni pour, ni contre la loi. Il semble, de même qu'en Orégon, que dans la Dakota du Nord, un grand nombre de personnes soient allées chercher leur licence de mariage dans les autres Etats, afin d'éviter l'examen. Cependant, dans ces notes inédites, M. Fred S. Hall mentionne que si la loi a peu de valeur au point de vue pratique, du fait qu'elle n'impose pas d'épreuves de laboratoire, elle a cependant une valeur éducative. Je pense que c'est beaucoup, car comme je l'ai déjà dit au cours de cet ouvrage, les gens honnêtes, mais ignorants, sont plus nombreux que les criminels et ils seront avertis, par la loi, du devoir de se faire examiner physiquement qui leur incombe avant de contracter mariage. Cependant, il faudrait plus, et nous verrons que d'autres Etats le comprenant, ont imposé que l'examen pré-nuptial comporte des épreuves de laboratoire.

Si nous suivions l'ordre chronologique des lois que nous étudions, ainsi que je me l'étais proposée, nous devrions aborder ici celle du Wisconsin ; mais une enquête intéressante ayant été faite en cet Etat, enquête qui s'est parfois étendue aux autres

Etats ayant ces lois prénuptiales, je crois qu'il vaut mieux remettre à la fin de cette section l'étude du Wisconsin. Nous allons donc passer à l'Etat qui a voté en quatrième lieu une loi imposant le certificat médical avant le mariage. C'est-à-dire à :

4° L'ALABAMA.

La loi prénuptiale de l'Alabama fut proposée par le Chef de la Division des maladies vénériennes au Bureau de Santé de l'Etat. Le Service de Santé Publique des Etats-Unis l'ayant appuyé, une loi fut votée le 19 février 1919. Il est intéressant de signaler qu'un projet avait échoué en 1915.

La loi de 1919 s'inspira de la loi qui avait été votée au Wisconsin en 1915 modifiant la loi de 1913 qui avait institué le certificat prénuptial en ce pays. Elle en diffère cependant par quelques points. En Alabama, les candidats au mariage peuvent se faire examiner gratuitement par les fonctionnaires de santé de l'Etat, même s'ils ne sont pas indigents, ce que ne prévoit pas la loi du Wisconsin ; puis, comme nous le verrons en étudiant le texte de la loi, le maximum d'honoraires que peut réclamer un médecin est fixé à 5 dollars ; tandis qu'il l'est à 2 dollars au Wisconsin ; enfin, la loi d'Alabama ne prévoit pas un service de laboratoire gratuit, au contraire de la loi du Wisconsin. Cette dernière différence était sans doute due au fait que l'Etat d'Alabama avait, avant 1919, organisé des épreuves gratuites de laboratoire. Il a certes été jugé qu'il n'y avait pas lieu de le mentionner à nouveau.

Voyons maintenant les textes de la loi d'Alabama :

SECTION 1 : « Tout homme requérant une licence de mariage, devra, dans les 15 jours précédant sa demande, se faire examiner, afin de savoir s'il est, ou non, atteint d'une maladie vénérienne, et il sera illégal de la part du Juge (of probate) de chaque département de délivrer une licence de mariage à une personne qui ne lui présentera pas un certificat prouvant qu'elle n'est pas atteinte de maladie vénérienne, autant que cela peut être déterminé par un examen approfondi, et par l'application

des épreuves scientifiques, cliniques, et de laboratoire, lorsque le médecin les considère nécessaires. Ce certificat sera délivré par un médecin breveté, sera présenté avec la demande de licence de mariage, et sera rédigé comme suit :

« Je (nom du médecin), médecin légalement breveté, certifie que j'ai ce jour 19..... procédé à un examen approfondi de (nom du patient) et le considère indemne de toutes maladies vénériennes. »

Signature du médecin :

Aucun mariage ne sera célébré sans que l'homme se soit d'abord soumis audit examen prénuptial et n'ait obtenu un certificat d'un médecin déclarant qu'il n'est pas atteint d'une maladie vénérienne. »

SECTION 2 : « Les examinateurs seront des médecins dûment autorisés à exercer dans cet Etat. Le fonctionnaire de santé pourra, sur requête, faire l'examen nécessaire, et délivrer le certificat gratuitement, si l'état de santé du candidat permet qu'il le soit. Les honoraires ne pourront, en aucun cas, excéder 5 dollars. »

SECTION 3 : « Le Juge (of probate) qui délivrerait illégalement une licence de mariage à un homme qui ne lui présenterait pas le certificat requis par la section 1 de cette loi, serait coupable de délit, et passible d'une amende de 50 à 100 dollars, ou d'une condamnation aux travaux forcés de six mois au plus, ou d'une de ces deux peines seulement. »

SECTION 4 : « Le médecin qui, sciemment et volontairement, fera une fausse déclaration dans le certificat prévu à la section 1 de cette loi, sera passible d'une amende de 100 dollars au plus, ou de six mois de travaux forcés au maximum. »

Une loi d'Alabama prévoit que l'aliénation mentale d'une des parties sera une cause d'annulation du mariage, et qu'un mariage soit annulable de plein droit, pour cause de folie, une décision du Tribunal est considérée comme nécessaire pour

le bon ordre social. Le mariage qu'un aliéné contracte dans un moment de lucidité est valable. Ces mesures ne sont édictées que dans un but de protection de l'aliéné, qui était incapable de contracter, au moment du mariage. L'Etat d'Alabama, pour protéger la race, ne prévoit l'interdiction du mariage qu'aux individus atteints de maladie vénérienne.

Le Bureau de Santé de l'Etat d'Alabama demanda en 1923 qu'une mesure requérant un examen de laboratoire dans chaque cas, soit prévue par le nouveau code d'Etat. La tentative échoua. Cependant, remarquons que la loi que nous étudions prescrit aux médecins de recourir aux épreuves cliniques et de laboratoire, s'ils le jugent nécessaires. Ce n'est pas encore l'obligation désirée du Bureau de Santé, mais cependant la loi mentionne ces épreuves, et il y a là une mesure intéressante dont nous avons regretté l'absence dans la loi de la Dakota du Nord.

D'après le Bureau de Santé, les médecins de l'Etat ne se sont pas opposés, ni au projet en 1919, ni à la loi. L'honoraire de 5 dollars au maximum ne semble pas avoir été sérieusement critiqué. D'après le Bureau de Santé, beaucoup de médecins ne demandent que 2 ou 3 dollars. D'après d'autres renseignements, dans beaucoup de départements, l'honoraire habituellement exigé ne dépasse pas 2 dollars 50. Le Bureau de Santé de l'Etat de l'Alabama a fait, plus qu'aucun autre Bureau de Santé, des efforts sérieux pour rendre efficace la loi sur le certificat médical. Il profita de la connaissance qu'il avait des fautes qui avaient été commises au Wisconsin où la loi avait été votée six ans auparavant. Ainsi, dès le début, le Bureau de Santé d'Alabama octroya au Service du Laboratoire 5.000 dollars à l'usage des médecins qui examinaient les candidats au mariage. Puis il a imprimé une notice destinée à l'éducation sexuelle, largement distribuée, dans laquelle l'attention est attirée sur la loi. Il y est conseillé aux parents de requérir que ce certificat soit délivré par le médecin de famille de la fiancée. On y lit : « Une compagnie d'assurance ne tiendrait pas compte d'un certificat fait par un médecin autre que le sien. Parents, l'intérêt financier d'une

corporation qui a des billions de dollars est-il plus de valeur que la santé et le bonheur de votre fille ? »

Il y a là une idée intéressante ; quelle sécurité si le médecin consulté était celui de la famille de la jeune fille. J'ajoute d'ailleurs qu'à mon sens, étant partisane de l'examen médical de l'homme comme de la femme, ce que n'a pas prévu cet Etat, je trouve qu'il y aurait une protection aussi efficace que possible si l'homme était examiné par le médecin de famille de la femme, et cette dernière par le médecin de famille de l'homme. Mais il y a une objection. C'est la disparition des médecins de famille. Cependant, lorsqu'ils existent, il y aurait là un moyen efficace de protéger les conjoints.

On a prié les pasteurs de conseiller aux hommes qui veulent se marier de se faire examiner, et de recommander cet examen dans leurs prêches. Chaque année, une esquisse des sermons à faire sur la santé publique leur est envoyée ; les maladies vénériennes et leurs influences dans le mariage y sont particulièrement mises en relief. Des adresses sont aussi envoyées par le Bureau de Santé de l'Etat aux Instituteurs, et aux Fédérations de Clubs Féminins ; un petit livre intitulé : « *Keeping fit* » (Le moyen de se garder sain) est envoyé aux pères des jeunes gens des grandes Ecoles. La loi a encore trouvé un appui dans le grand nombre de cliniques pour maladies vénériennes existant en Alabama. Il y en avait en 1921, treize dans lesquelles le traitement était gratuit, et 70 dans lesquelles deux dollars seulement étaient demandés.

M. Fred S. Hall, qui devait lui-même une partie de ses renseignements au Docteur W.-C. Blasingame, Directeur du Bureau de Contrôle des Maladies vénériennes du Bureau de Santé de l'Etat, m'a fait remarquer que la loi d'Alabama semble avoir eu plus de succès que la loi du Wisconsin. D'après lui, cela est dû à l'activité du Bureau de Santé de l'Etat que nous avons signalée, et à la fusion de cet organisme avec l'Association des Médecins d'Etat. En effet, le Code d'Alabama de 1907 dispose que : « L'Association des Médecins de l'Etat... est le Bureau de Santé ».

Depuis que la loi est entrée en vigueur, deux médecins ont été poursuivis pour avoir délivré de faux certificats. Dans un des cas, le procès fut intenté par un éminent médecin blanc qui avait refusé à un candidat nègre le certificat que ce dernier avait alors obtenu d'un médecin nègre. L'acte d'accusation fut agréé. Mais M. Fred S. Hall n'a pu savoir quel était le résultat de ce procès. Dans le deuxième cas, l'exercice de la médecine fut interdit à un médecin blanc par le Tribunal, les fonctionnaires qui délivrent les licences de mariage ayant décidé de ne plus accepter les certificats médicaux qu'il aurait rédigé.

M. Fred S. Hall interrogea 17 personnes sur la loi prénuptiale que nous étudions, 14 étaient pour, et 3 contre.

Parmi ces 17 personnes, on comptait : 4 fonctionnaires délivrant les licences, 4 travailleurs, 5 médecins, 2 pasteurs, un procureur, et un fonctionnaire des statistiques sur la Santé de l'Etat.

Il semble que sans être parfait — mais quelle loi donne de suite un résultat complètement satisfaisant ? — celui de la loi prénuptiale de l'Etat d'Alabama est heureux. Nous avons dépassé ici le stade du résultat éducatif. Il y a eu, grâce à l'organisation sanitaire de cet Etat, et à l'aide précieuse du Bureau de Santé, de bons résultats pratiques. Cependant, on peut regretter que seules, les maladies vénériennes soient prévues dans la loi, et que le certificat médical ne soit exigé que des hommes.

5° LA CAROLINE DU NORD.

Il nous sera difficile d'avoir des renseignements sur ce pays, M. Fred S. Hall n'en ayant obtenus qu'en juin 1921, trois mois après l'entrée en vigueur de la Loi.

Le projet fut rédigé par un légiste ; il semble qu'il fut voté sans qu'aucun médecin de l'Etat n'ait été consulté. Le Bureau de Santé de l'Etat fut favorable au certificat prénuptial, mais il n'approuva pas les dispositions législatives qui l'établissent. Quoique l'Association des Médecins d'Etat ne prit pas parti, beaucoup de médecins étaient, à ce qu'il paraît, partisans de la

proposition. La pression faite par des Clubs Féminins à travers tout l'Etat fut un des facteurs qui la fit voter. Il ne semble pas qu'après ce vote des oppositions se soient élevées.

Cette loi du 5 mars 1921 est libellée comme suit :

SECTION 1 : « Aucune licence de mariage ne sera délivrée par le fonctionnaire tenant le registre des actes des départements à un homme, s'il ne présente un certificat remontant à sept jours au plus, attestant qu'il n'est pas atteint de maladie vénérienne, de tuberculose infectieuse, et qu'il n'a pas été jugé par un tribunal compétent, idiot, imbecile, ou faible d'esprit. Aucune licence ne sera délivrée à une femme qui ne présentera pas un certificat prouvant qu'elle n'est pas atteinte de tuberculose infectieuse, et qu'elle n'a pas été reconnue faible d'esprit par un tribunal compétent. ».

SECTION 2 : « Ce certificat devra être rédigé par un médecin autorisé à exercer la médecine et la chirurgie dans l'Etat, et résidant dans le département où la licence aura été demandée, ou par le fonctionnaire de santé du département qui devra examiner les candidats et délivrer gratuitement les certificats. »

SECTION 3 : « Le fonctionnaire (register of deeds) qui délivre une licence de mariage sans que lui ait été présenté le certificat prévu par la loi, ou qui le délivre contrairement aux dispositions de la présente loi, sera, la preuve en étant faite, considéré coupable de délit, et passible d'une amende de 200 dollars au moins, ou d'un emprisonnement de 30 jours, à la discrétion du Tribunal. »

SECTION 4 : « Il est prévu de plus qu'un médecin qui, sciemment et volontairement, fera une fausse déclaration dans un certificat, sera coupable de délit et passible d'une amende de 200 dollars au moins, ou d'un emprisonnement de six mois au plus. »

SECTION 5 : « Aucune loi en vigueur sur la délivrance des licences de mariage ne sera abrogée ou modifiée par la présente loi. »

SECTION 6 : « Toutes lois, et clauses de loi en conflit avec celle-ci sont abrogées. »

SECTION 7 : « Cette loi entrera en vigueur après sa ratification. » (Elle eut lieu le 5 mars 1921.)

En dehors de cette loi, l'Etat du « North Carolina » dispose que tous les mariages entre personnes dont une est incapable de contracter par manque de volonté, ou de compréhension sont nuls. Cet Etat, poussant plus loin que les autres ce principe, décide que l'idiotie et l'aliénation sont un empêchement dirimant de mariage. Par conséquent, la nullité doit toujours être prononcée, et les parties ne peuvent la couvrir par cohabitation librement consentie après guérison du malade. Cependant le mariage d'un « imbécile » ne peut être annulé qu'au moyen d'une action judiciaire intentée durant la vie des parties. Il n'est pas nul de droit. Nous reconnaissons dans ces mesures le souci de protection de la race qui a présidé à l'élaboration de la loi de 1921. Nous remarquons que l'Etat de la « Caroline du Nord » est le premier, parmi les cinq Etats que nous avons étudiés, qui exige que le certificat prénuptial prouve que les fiancés ne sont ni idiots, ni imbéciles, ni faibles d'esprit, quelque soit l'âge de la femme... Pour la première fois, de même, la nullité d'un mariage contracté malgré ces affections est absolue. Enfin ! en ce qui concerne l'aliénation, le législateur d'un Etat est sorti des bornes étroites de protection de l'individu, et a voulu protéger la race.

Comme en Alabama, et, nous le verrons, à la différence du Wisconsin, les candidats au mariage peuvent se faire examiner et délivrer gratuitement un certificat par le fonctionnaire de santé du département, même s'ils ne sont pas indigents. Aucun type d'examen n'est spécifié. La loi mentionnait que le médecin doit certifier que le candidat au mariage n'est pas atteint des maladies qu'elle énumère. Il y eut à ce sujet une controverse dès que la loi entra en vigueur. On demanda l'avis du Procureur Général qui répondit, en se bornant aux troubles mentaux que doivent viser le certificat : « Ce que la loi exige du médecin qui délivre le certificat, c'est qu'il ne juge chaque cas particulier qu'en se fondant sur des faits individuels, et en se servant des moyens ordinaires pour fixer son diagnostic. Il ne commet un

crime que s'il fait sciemment une fausse déclaration, ou s'il la fait avec insouciance, ou s'il a donné quelques motifs spécieux pour appuyer son affirmation ».

Plus tard, le Secrétaire du Bureau de Santé de l'Etat opina sur toutes les maladies prévues par la Loi. Il dit : « Le Comité Législatif, spécialement les membres du Corps Médical... pensent que l'examen requis étant limité à quelques conditions n'a pas besoin d'être fait soigneusement. Par exemple, si le candidat est un de vos clients, vous connaissez son tempérament. Par cette connaissance, quelques questions, et un examen plutôt superficiel vous édifiant suffisamment sur la santé : maladie vénérienne, tuberculose, et aliénation. Le Comité croit que l'examen peut être fait en 10 à 20 minutes. Naturellement, il y a des cas exceptionnels ». Le Secrétaire du Bureau de Santé disait encore que l'emploi de la réaction Wassermann était à la discrétion du médecin ; de même pour l'examen microscopique. Une grande liberté est donc laissée aux médecins. C'est à eux de juger ce qui est nécessaire dans l'intérêt de leurs clients. Nous avons ici la même disposition que celle de l'Etat d'Alabama, mais dans ce dernier la loi avait mentionné cette liberté ; ici, au contraire, elle n'existe que par interprétation de la loi. Contrairement à ce que nous avons vu dans les autres Etats la loi n'a pas imposé aux médecins un honoraire maximum. Mais ils l'ont limité d'eux-mêmes. A une Assemblée de l'Association des Médecins de l'Etat, quelques mois après l'entrée en vigueur de la loi, beaucoup de médecins furent d'avis que l'honoraire devait être compris entre 1, et 2 dollars 50. D'après un fonctionnaire du Bureau de Santé, le prix de 2,50 à 5 dollars est trop élevé. C'est cependant le taux fixé par les lois que nous avons étudiées jusqu'ici. Ne serait-il alors pas mieux de laisser les médecins l'établir ? Il le semble, d'après les résultats obtenus dans cet Etat.

Parmi les facteurs qui contribuent au succès de la loi, nous en retrouvons un signalé ci-dessus : on peut demander gratuitement l'examen aux fonctionnaires de santé, sans avoir besoin de prouver que l'on est indigent. Beaucoup de personnes qui ne

sont cependant pas considérées indigentes hésiteraient, surtout au moment de se marier, devant une dépense qu'elles jugeraient peut-être superflue. Ainsi, aucune hésitation, à moins qu'elle ne soit volontaire, donc coupable, n'a lieu d'exister. Comme en Alabama, la loi a trouvé un appui dans l'existence de 11 cliniques gratuites traitant les maladies vénériennes, et aussi parce que les épreuves Wassermann sont faites gratuitement dans l'Etat. Cette gratuité générale accordée dans l'Etat de la Caroline du Nord aux soins donnés aux personnes atteintes de maladies vénériennes démontre l'importance qu'il reconnaît aux infections sexuelles. C'est pourquoi le Bureau de Santé a soutenu la loi prénuptiale de 1921.

Sur 10 personnes qu'a interviewé M. Fred S. Hall, 6 se sont montrées favorables à cette loi. Il est regrettable que, faute d'enquête, on ne puisse avoir des renseignements sur ses résultats. Elle est intéressante, car elle va plus loin que celle des Etats d'Orégon, et d'Alabama, prévoyant comme causes d'empêchement au mariage, non seulement les maladies vénériennes, mais aussi la tuberculose, et les affections mentales, ainsi que l'avait édicté l'Etat de la Dakota du Nord. De plus, de même que ce dernier, et à la différence des deux autres Etats déjà étudiés, l'examen et le certificat sont requis de l'homme comme de la femme ; mais des deux Etats la Dakota du Nord est le plus exigeant. Il répute prohibitif du mariage les maladies vénériennes pour la femme comme pour l'homme. L'Etat de la Caroline du Nord n'a pas osé aller si loin et ne prévoit pour la fiancée, comme cause d'empêchement, que la tuberculose infectieuse, et les maladies mentales. Cette hésitation ne devrait pas exister. Ce n'est pas une injure faite à la femme que de prévoir qu'elle peut être atteinte de syphilis, cette affection pouvant être congénitale. D'un autre côté, l'Etat de la Caroline du Nord a dépassé la Dakota du Nord en ce qu'il interdit le mariage, en cas de maladie, même si la femme a plus de 45 ans. Il a voulu protéger, et l'enfant, et les fiancés. Sa loi est sociale, mais aussi individuelle.

6° WYOMING.

Le certificat prénuptial en cet Etat est imposé par une section (section 1517) de la Loi sur la Santé Publique (chapitre 160 des lois de 1921).

SECTION 15 : « Une personne atteinte de blennorrhagie infectieuse, ou de syphilis à une période où cette maladie pourrait être transmise à la descendance, ne devra contracter mariage, ou entretenir des relations hors mariage dans cet Etat. »

SECTION 16 : « Un homme requérant une licence de mariage devra produire un certificat datant des 10 jours qui ont précédé la demande. Le certificat devra être signé d'un médecin autorisé à pratiquer dans l'Etat de Wyoming, attestant que le requérant n'est pas atteint de maladie vénérienne contagieuse. »

SECTION 17 : « Qui contreviendra aux dispositions des sections 15 et 16, ou fera sciemment et volontairement de fausses déclarations, ou de faux certificats, sera passible d'une amende de 1.000 dollars au plus, ou d'un emprisonnement d'un an au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement. »

Selon un fonctionnaire de santé de l'Etat, le Docteur Albert B. Tonkin, l'initiative de la loi fut prise par un groupe d'anciens légistes représenté par deux médecins, dont l'un était fonctionnaire exécutif du Bureau de Santé de l'Etat, et l'autre un fonctionnaire du Service de maladie vénérienne de l'Etat, Chef de Laboratoire. L'Association des Médecins d'Etat ne fut, ni pour, ni contre. Peu après l'entrée en vigueur de la loi, le 7 décembre 1921, le Procureur Général prétendit qu'elle était nulle parce que son titre n'indiquait pas convenablement ce qu'elle visait, ainsi qu'il était requis par la Constitution. En 1923, un projet modifiant le titre de la loi fut voté sans opposition, mais cela n'avait aucun rapport avec les sections de la loi qui nous intéressent.

Il n'a pas été fait d'enquête sur le résultat de la loi, mais le Bureau de Santé d'Etat a publié l'exposé suivant : « Les statistiques de mariage établies dans les différents départements de

l'Etat de Wyoming, durant la première année de la mise en vigueur de la Loi imposant aux hommes l'examen prénuptial, prouve que, d'une manière générale, elle a bien fonctionné, et qu'il n'y a pas de forte opposition, même de la part des hommes. Beaucoup d'hommes qui demeuraient hors du Wyoming y sont venus pour subir l'examen ». (Bulletin du Bureau de Santé, mai 1922).

La loi ne fut pas impopulaire. Jusqu'au 15 décembre 1921, tous les départements l'acceptèrent, mais à la suite de l'attaque du Procureur pour inconstitutionnalité, sans que cette attaque visât particulièrement les dispositions réglementant le certificat prénuptial, la moitié revinrent sur leur adhésion. (Rapport du Bureau de Santé de Wyoming, 1921-1922, page 30).

Le 31 décembre 1921, le Bureau de Santé de l'Etat adressa une lettre aux ecclésiastiques, aux procureurs, et aux fonctionnaires de santé des départements, par laquelle ils portaient à leur connaissance, que la loi était toujours en vigueur tant qu'elle n'aurait pas été déclarée nulle par une décision judiciaire. A la suite de cette lettre, les sections de la loi dont il s'agit furent remises en vigueur par les fonctionnaires qui délivrent les licences de mariage dans tous les départements, sauf dans celui de Laramie.

Le Bureau de Santé d'Etat, dans un rapport de 1921-1922, page 31, nous dit, après enquête, que ces sections de la loi peuvent être considérées d'une valeur inestimable. En effet, on a pu constater que le nombre des femmes contaminées par leur mari, au moment du mariage, étaient beaucoup plus élevé avant l'entrée en vigueur de la loi, qu'après ; ce qui fait juger de sa valeur éducative.

Mais le 26 mars 1923, un fonctionnaire de santé d'Etat écrivit la lettre suivante à M. Fred S. Hall :

« Je crois personnellement qu'au moins les 2/3 des examens sont faits négligemment, et sans compréhension de la loi ; que l'autre tiers est fait consciencieusement, et que 15 % des certificats sont faits sans que l'importance en ait été bien expliquée.

D'après nos lois, l'application de la réaction Wassermann est nécessaire. Environ sept laboratoires privés la pratiquent. Rien n'a été fait par l'Etat. Celui-ci a eu tort, en votant une telle loi, de ne pas prévoir en même temps ce qui était nécessaire à son application... Les médecins, dans l'ensemble, sont très indifférents au nouveau vote de cette loi (c'était en 1923 quand la loi fut votée avec un nouveau titre) et à sa valeur. Un grand nombre parmi eux s'y sont opposés surtout parce que l'Etat ne donne pas son aide, en refusant un service de laboratoire gratuit. »

De ces deux exposés sur les résultats de la loi, il semble que si elle a une valeur éducative, elle n'a pas encore eu un grand intérêt pratique. Cela est dû, comme nous venons de le voir, aux discussions qu'ont suscité l'inconstitutionnalité de la loi jusqu'en 1923, et dont ont pâti les articles qui nous intéressent. Puis l'Etat n'a pas donné son aide. Nous n'avons pas ici de laboratoires gratuits comme nous en avons en Orégon, en Alabama, et dans la Caroline du Nord. De plus, aucune épreuve de laboratoire n'est prévue. Le certificat n'est demandé qu'à l'homme, et il ne doit prouver que la non-existence de maladies vénériennes. Nous sommes loin du nombre des empêchements au mariage prévus par la Caroline du Nord, et la Dakota du Nord.

Aucun maximum n'est fixé pour les honoraires des médecins. Les sections de la loi de 1921 sur le certificat prénuptial semblent donc peu approfondies. L'on sent qu'elles sont incluses dans une loi générale. Mais une de ces sections est particulièrement intéressante ; c'est la section 15, d'après laquelle il est illégal que, dans le mariage, ou *hors mariage*, un homme atteint de maladie vénérienne dans une phase contagieuse entretienne des relations sexuelles. Il y a là une idée de protection de la race s'étendant hors d'une union légitime qui peut être le fondement de mesures de plus en plus étendues sur ce point, vital pour un pays.

7° LA LOUISIANE.

La loi de cet Etat étant très récente, je n'ai pu avoir de nombreux renseignements à son sujet. Elle fut votée le 15 juillet 1924.

SECTION 1 : « Tout homme requérant une licence de mariage devra, dans les 15 jours précédant cette demande, se faire examiner afin de savoir s'il est, ou non, atteint d'une maladie vénérienne, et le clerc du Tribunal de chaque paroisse, ou l'Officier de l'Etat Civil de New-Orléans, ou quelqu'autre fonctionnaire autorisé à délivrer des licences de mariage, ne pourront en délivrer une à qui ne lui présentera pas un certificat attestant qu'il n'est pas atteint de maladie vénérienne, autant que cela peut être déterminé par un examen approfondi, et par l'application des épreuves de clinique et de laboratoire, quand le médecin considère ces épreuves nécessaires. Quand un médecin de l'Etat requiert qu'un examen microscopique des gonocoques soit fait, il pourra l'être gratuitement par le laboratoire d'hygiène de l'Etat. »

SECTION 2 : « Les examinateurs seront des médecins dûment autorisés à pratiquer. Ils ne pourront percevoir plus de deux dollars d'honoraire. Le médecin de la paroisse, de la ville, ou de l'asile, ou le coroner, ou le fonctionnaire de santé de la paroisse, de la ville, ou de toute autre subdivision politique devra, sur requête, faire l'examen nécessaire, et délivrer le certificat, s'il peut l'être, sans aucun frais pour le candidat si celui-ci est indigent. »

SECTION 3 : « Tout employé d'Etat Civil, ou autre fonctionnaire dûment autorisé, qui délivrera illégalement une licence de mariage à qui ne lui présentera pas le certificat prévu par cette loi, ou toute personne ayant connaissance de quelques faits relevant de l'examen médical de la personne demandant une licence de mariage, qui les dénoncera d'une autre manière que celle requise par la loi, seront, quand ces faits seront reconnus exacts, passibles d'une amende qui ne peut dépasser 100 dollars, ou d'un emprisonnement de 6 mois au plus. »

SECTION 4 : « Tout médecin qui sciemment et volontairement fera une fausse déclaration, sera passible d'une amende de 100 dollars au plus, ou d'un emprisonnement de 6 mois au plus. »

SECTION 5 : « Le certificat requis par la section 1 de la loi sera rédigé comme suit :

« Je (nom du médecin), médecin légalement breveté, certifie que j'ai ce jour de 19..... fait un examen approfondi de (nom de la personne) et ne le croit pas atteint de maladies vénériennes. »

Signature du médecin :

SECTION 6 : « Toute disposition législative en contradiction avec la présente loi est abrogée. »

Je n'ai pu savoir quel était le résultat de cette loi. Nous remarquons qu'elle ne prévoit comme cause d'empêchement au mariage que les maladies vénériennes. D'ailleurs sur les sept Etats que nous avons étudiés, deux seulement : la Caroline et la Dakota du Nord, ont prévu d'autres affections. On a considéré que le certificat prénuptial mentionnant les maladies mentales, était plus délicat dans son fonctionnement, que s'il ne visait que les maladies sexuelles. Pour celles-ci, en général, on retarde seulement le mariage, mais on l'interdit rarement formellement. Pour les premières, il le faudrait fréquemment, ce qui serait très sérieux, et les médecins s'opposeraient peut-être à ce que la loi les oblige à prendre de telles décisions. Seuls, la Caroline et la Dakota du Nord, exigent le certificat prénuptial de l'homme comme de la femme. A la Louisiane, il n'est exigé que de l'homme, comme dans les autres Etats des Etats-Unis. Dans cet Etat, comme en Alabama, la loi conseille aux médecins de procéder à des épreuves de laboratoire, s'ils le jugent nécessaire, afin de donner un certificat possédant le plus de garantie possible. Nous avons vu que la Caroline du Nord avait interprété la loi en ce sens, et regretté que cette mesure ne fut pas édictée dans chaque Etat. Le maximum de deux dollars pour les honoraires ne semble pas suffisant. Certes, dans la Caroline du Nord où aucun maximum n'a été prévu, les médecins furent d'avis que l'honoraire soit compris entre 1 et 2 dollars 50, mais la loi ne prescrivait en aucun cas des épreuves de laboratoire. Nous voyons aussi que, de même qu'en Orégon, la loi prévoit un examen gratuit

pour les indigents, quand ils le requièrent. Mais la Louisiane a été moins loin que les Etats d'Alabama et de la Caroline du Nord qui eux, accordent l'examen et le certificat gratuits, même aux candidats qui ne sont pas indigents.

Les sanctions sont les mêmes que celles que nous avons vu jusqu'ici pour les fonctionnaires qui délivrent les licences, et les médecins ; mais, de plus, la Louisiane prévoit une peine pour ceux qui sachant un fait se rapportant à l'examen du candidat le révélera d'une manière fausse. Il y a là une mesure nouvelle et intéressante. La Louisiane semble avoir voulu protéger la femme et l'enfant dans le mariage autant que possible, obligeant même les tiers à révéler franchement ce qu'ils savent des infections vénériennes dont peut être atteint le candidat. Puis, comme en Alabama, la Louisiane prescrit au médecin la forme dans laquelle doit être rédigé le certificat.

Nous allons enfin aborder l'étude de la loi au Wisconsin, dont M. Fred S. Hall, dans son livre intitulé : « *Medical Certification for Marriage* » que j'ai déjà mentionné, a si bien étudié les résultats.

8° LE WISCONSIN.

Avant que ne soit votée la loi prénuptiale en cet Etat, la loi de Washington de 1909 avait été abrogée ; l'Orégon et la Dakota du Nord en avaient ensuite voté de semblables, mais ces lois n'avaient pas attiré l'attention hors de ces Etats. La loi de Wisconsin, votée en août 1913, eut plus de répercussion, car elle suscita de nombreuses discussions. Nous avons vu qu'une enquête y fut faite en 1921-1922. Cette loi eut donc de l'influence sur les lois prénuptiales des Etats-Unis.

Le projet de la loi du Wisconsin fut présenté par le Sénateur William L. Richards. Il l'avait rédigé avec M. Gustav A. Hipke, Président de l'Hôpital de la Maternité et du Dispensaire de Milwaukee. Les efforts de M. Hipke aboutirent au vote de la loi. Le Docteur Georges E. Hoyt (alors Sénateur, et plus tard fonctionnaire de Santé de l'Etat), s'y intéressa activement.

D'après le projet, le certificat devait être requis de la femme comme de l'homme, et les examens faits par des médecins spécialement désignés. Ce fut rejeté, et le certificat n'est demandé qu'à l'homme. L'on voit, par ces deux refus du Sénat, quelle est l'attitude des législateurs sur l'institution du certificat pré-nuptial, car l'on peut étendre cet état d'esprit aux Sénateurs des autres Etats des Etats-Unis.

La loi de 1913 fut modifiée en 1915, et cette dernière subsiste. Nous étudierons brièvement l'institution de 1913. Il nous faut la connaître, car elle présente déjà les imperfections de la loi de 1915.

D'après la loi de 1913, tout homme requérant une licence de mariage devait avoir été examiné dans les 15 jours précédant cette demande. La licence ne devait être délivrée que sur présentation d'un certificat affirmant que le postulant n'était pas atteint de maladies vénériennes ayant pu être constatées par un examen physique, et l'application des moyens de clinique et de laboratoire connus. Les médecins ne pouvaient demander plus de 3 dollars d'honoraire pour cet examen, et devaient le pratiquer gratuitement aux indigents.

Un médecin pour pouvoir examiner un candidat au mariage devait être de bonne moralité, avoir de bonnes connaissances scientifiques, et être âgé d'au moins 30 ans. Quand un homme contestait la décision du médecin, des épreuves de laboratoire étaient pratiquées dans le laboratoire d'Hygiène de l'Etat, et le diagnostic, rendu par ce dernier, était alors sans appel. Si un certificat était refusé à un candidat, il pouvait en faire une déclaration à l'employé d'Etat Civil, prétextant qu'il n'avait pas subi un examen impartial et loyal. Sa déclaration devait être instruite, et jugée. S'il était considéré que son état de santé lui permettait l'obtention d'un certificat, le jugement rendu équivalait à ce dernier, et, sur sa présentation, la licence de mariage devait être délivrée. Si un homme allait se marier dans un autre Etat pour échapper à la loi et revenait résider un an après au Wisconsin, il devait présenter alors le certificat. Sinon, il était

passible d'un emprisonnement de 30 jours à 1 an. L'employé d'Etat Civil qui délivrait illégalement une licence de mariage, ou toute personne ayant connaissance de quelques faits relevant de l'examen médical de la personne demandant une licence de mariage, qui les dénongait d'une autre manière que celle requise par la loi, étaient passibles de 1 à 5 ans de prison. Et tout médecin qui faisait de faux certificats n'était plus autorisé à pratiquer la médecine dans l'Etat, après avoir été condamné comme parjure.

Dès le vote de la loi, des discussions s'élevèrent. Les médecins prétendirent ne pouvoir faire les épreuves de laboratoire, épreuves coûteuses, qu'elle imposait, et ce pour 3 dollars. Certains groupes de médecins demandèrent alors son abrogation. Ils prétendaient, avec justes raisons, n'avoir pas été consultés avant le vote. Ils ne disconvenaient pas de l'intérêt éducatif de la loi, en admettant le principe, mais non la forme. Les médecins disaient que si un simple examen leur avait été demandé, ils l'eussent fait consciencieusement, et eussent lutté contre l'infection vénérienne. Mais la loi avait trop exigé d'eux, et l'examen était devenu une routine. Ils n'avaient, avec le maximum d'honoraire imposé, que trois moyens à leur disposition, ou :

- 1° Payer eux-mêmes les frais de laboratoire ;
- 2° Refuser de faire le certificat ;
- 3° Violenter la loi, et faire payer le requérant ;

ceci d'après le Comité de police publique et de Législation et la Société Médicale de l'Etat.

Le 22 décembre 1913, 9 jours avant l'entrée en vigueur de la loi, le Procureur Général critiqua l'obligation de l'emploi de la réaction Wassermann. D'après lui, la loi ne pouvait avoir un intérêt pratique que s'il était possible aux spécialistes des maladies vénériennes de pratiquer l'examen pour trois dollars ; en prescrivant cette épreuve cela ne pouvait être. Les charlatans seuls le feraient... et alors...

A la suite de ces discussions, la Société Médicale du département de Milwaukee rédigea un rapport. Elle décidait que ses

membres ne signeraient des certificats que s'ils pouvaient le faire sans pratiquer d'épreuves de laboratoire ; sinon, s'expliquant avec les patients qui s'adresseraient à eux, ils réclameraient les honoraires adéquats à l'examen qu'ils feraient, ou refuseraient de délivrer le certificat. Cependant, après l'entrée en vigueur de la loi, les médecins se rendirent compte qu'ils ne pouvaient consciencieusement omettre de pratiquer le Wassermann. Plusieurs médecins refusèrent l'examen. Se fondant sur ce fait, et prétendant de plus que la loi portait atteinte à la liberté que devait avoir un homme de se marier, un tribunal, dans le département de Milwaukee, déclara la loi inconstitutionnelle, le 20 janvier 1914, 20 jours après son entrée en vigueur. Mais le 17 juin 1914, la Cour suprême de l'Etat cassa cette décision par trois voix contre deux, et jugea que l'intention du législateur n'avait pas été de requérir les épreuves que les médecins ne pouvaient pratiquer, mais seulement celles dont on se servait journellement. En effet, à peine 25 médecins dans l'Etat étaient organisés pour faire les épreuves Wassermann, et aucun ne le pouvait pour 3 dollars. Les deux partisans de l'abrogation de la loi avaient prétendu qu'elle diminuait le nombre des mariages. Que cela était immoral au point de vue social.

La loi de 1913 fut en vigueur du 1^{er} janvier 1914, au 12 août 1915. Ce fut une période de discussions qui entraîna une certaine indifférence chez les médecins, et fit, en certains endroits, dégénérer l'examen en une simple formalité. M. Fred S. Hall cite le cas que lui soumit un jeune homme qui avait requis un examen au Milwaukee. Le médecin auquel il s'était adressé considérait que l'examen ne pouvait être fait pour trois dollars et que les médecins délivrant des certificats étaient donc des parjures. Tous l'étant, il concluait qu'il pouvait l'être aussi. Alors il interrogeait ses clients, et ne les examinait que s'ils reconnaissaient avoir eu une maladie vénérienne... Un autre cas fut significatif. Un médecin délivra un certificat à une femme habillée en homme qui obtint une licence de mariage pour épouser... une jeune fille. D'où scandale quand le sexe du « candidat » fut découvert...

Alors la Société Médicale de l'Etat en 1915 rédigea un projet réformateur de la loi de 1913. Le Comité de Police publique et de Législation présenta un rapport, qui fut publié en février 1915, à la page 370 du Journal Médical de Wisconsin, avec le projet.

Dans ce rapport, le Comité considérait qu'il n'y avait pas de mesure pouvant assurer une sécurité complète dans le mariage, mais que *la loi avait une valeur éducative* et que des efforts seraient faits pour l'amender.

Le projet, en conséquence, demandait que l'examen s'étendit aux femmes et visât les tuberculeux ; qu'il soit fait par des moyens usuels, mais que dans les cas où le médecin aurait des doutes quant à la syphilis, il puisse refuser le certificat tant que le candidat ne se serait pas soumis à des épreuves complètes, et que leur résultat n'aurait été négatif. Le Wassermann ne serait donc demandé que quand le médecin le jugerait nécessaire. Un honoraire de cinq dollars était prévu.

Ce projet ne fut pas voté, mais une de ses suggestions, celle se référant aux épreuves de laboratoire laissées à la discrétion du médecin fut incorporée à la loi de 1915. Plusieurs projets furent présentés. Le cinquième passa. Il ne demandait pas le Wassermann en chaque cas, mais toujours l'examen microscopique révélateur de gonocoques. Cette dernière mesure ne fut pas votée. Le Wassermann et l'examen microscopique ne furent demandés par la loi que lorsque le médecin le jugerait nécessaire. Pendant la discussion de ce projet on voulut soumettre les femmes à la production du certificat médical, et substituer un affidavit à l'examen, sauf quand une affection antérieure serait reconnue. Ces propositions n'aboutirent pas. Enfin, la loi fut votée en 1915. Elle est encore en vigueur, ayant été amendée en 1917 afin de permettre aux médecins ne résidant pas dans l'Etat, de délivrer des certificats en certaines circonstances.

Voici la teneur de la loi de 1915 :

SECTION 2339^m : « 1° Tout homme requérant une licence de mariage devra, dans les 15 jours précédant cette demande, se

faire examiner afin de savoir s'il est, ou non, atteint de maladie vénérienne, et il sera illégal que l'employé du département délivre une licence de mariage à une personne qui ne lui présenterait pas un certificat prouvant qu'elle n'est pas atteinte de maladies vénériennes, autant que cela peut être déterminé par un examen approfondi, et l'application des épreuves cliniques et de laboratoire, quand le médecin juge qu'elles sont nécessaires.

Quand un examen microscopique est nécessaire, il sera fait gratuitement, à la demande d'un médecin, par le laboratoire d'hygiène de l'Etat. Quand l'épreuve de Wassermann sera demandée, elle sera faite gratuitement par l'Institut Psychiatrique de Mendota. Le certificat devra être rédigé par un médecin autorisé à pratiquer dans cet Etat ou dans celui où l'homme réside. Il sera présenté avec la demande de licence de mariage, et rédigé comme suit :

« Je (nom du médecin), médecin légalement autorisé dans l'Etat de, mes lettres de créance étant déposées à l'Office de dans la ville de département de Etat de certifie que j'ai ce jour de 19....., fait un soigneux examen de (nom de la personne) et ne le croit pas atteint de maladies vénériennes.

Signature du médecin : »

« 2° Les examinateurs seront des médecins dûment autorisés à pratiquer dans cet Etat, ou dans celui où l'homme réside. L'honoraire pour l'examen sera payé par le candidat avant la délivrance du certificat, et ne devra pas excéder deux dollars. Le médecin du département ou de l'hospice devra, sur requête, faire l'examen nécessaire, et délivrer le certificat s'il peut l'être, gratuitement lorsque le candidat sera indigent. »

« 3° Tout employé d'Etat Civil qui délivrera illégalement une licence de mariage à qui ne lui présentera pas le certificat prévu par le paragraphe 1 de cette section, ou toute personne,

ayant connaissance de quelques faits relevant de l'examen médical de la personne demandant une licence de mariage, qui les dénoncera d'une autre manière que celle requise par la loi, seront, quand ces faits seront reconnus exacts, passibles d'une amende de 100 dollars au plus, ou d'un emprisonnement de six mois au plus. »

« 4° Tout médecin qui sciemment et volontairement, fera une fausse déclaration dans le certificat prévu ci-dessus, sera passible d'une amende de 100 dollars au plus, ou d'un emprisonnement de six mois au plus. »

SECTION 2339ⁿ : « 1° Aucune personne qui a été affectée de blennorrhagie ou de syphilis ne pourra obtenir une licence de mariage dans cet Etat sans fournir au fonctionnaire du département délivrant la licence, dans le premier cas, un certificat du Directeur du Laboratoire d'Hygiène de l'Etat, ou du Bureau de Laboratoire de Santé de l'Etat ou d'un des Laboratoires d'Etat contrôlé par le Bureau de Santé, démontrant que l'examen microscopique nécessaire a été fait, et que l'individu désigné dans le certificat n'est pas atteint de blennorrhagie dans une phase contagieuse ; ou, dans le deuxième cas, un certificat du Directeur de l'Institut Psychiatrique de Mendota, affirmant que l'analyse du sang par réaction Wassermann a été faite, et que la personne désignée n'est pas atteinte de syphilis à une période de contagion. Dans les cas où l'individu a été affecté de blennorrhagie et de syphilis, les deux certificats doivent être fournis pour obtenir la licence. »

« 2° Ce, ou ces certificats, seront fournis gratuitement aux citoyens de cet Etat par le Directeur des Laboratoires mentionnés. »

« 3° La matière nécessaire pour révéler la présence des gonocoques, et le sang pour déterminer la présence de la syphilis, seront recueillis, et envoyés au laboratoire par les médecins que désigneront le Bureau de Santé de l'Etat, qui ne pourront réclamer pour cela plus de deux dollars. »

« 4° Toute personne qui obtiendra une licence contrairement aux prévisions de cette section, sera passible d'une amende de 100 dollars au minimum, et d'un emprisonnement de trois mois, ou de l'une de ces deux peines seulement. »

D'autre part il est prévu par la loi civile du Wisconsin qu'aucune personne aliénée, épileptique, ou idiote, ne pourra contracter mariage. S'il y a violation de ces interdictions, la peine prévue est une amende de 50 à 150 dollars, et un emprisonnement de six mois au maximum, ou l'une de ces deux peines seulement.

Le mariage peut de plus être annulé pour cause de folie, ou d'idiotie, laquelle, à l'époque de la célébration de l'union a pu vicier le consentement du malade. Cette demande d'annulation peut être introduite par l'une ou l'autre des parties, ou par le tuteur de l'aliéné, à moins qu'il n'y ait eu confirmation du mariage après guérison. Nous remarquons encore que ces mesures sont surtout édictées en considération de la protection que l'on veut assurer à l'aliéné, et non pour protéger la race.

La loi de 1915 suscita moins d'opposition de la part des médecins que celle de 1913. Les épreuves cliniques et de laboratoire n'étaient plus prescrites en tous cas, comme en cette dernière, mais, nous l'avons vu, seulement lorsque les médecins les jugeaient nécessaires.

On se demanda ce que voulait dire : « épreuves cliniques » ? En 1914, le Tribunal suprême de l'Etat avait entendu par là un examen physique. Mais il est étonnant que le législateur ait décidé qu'un examen physique n'était nécessaire que sur l'avis du médecin. Il semble plutôt que l'on ait voulu comprendre par ces mots « les épreuves de laboratoire », et seules celles-ci seraient facultatives. L'examen approfondi requis en chaque cas serait alors l'examen physique. Il est regrettable que la loi de 1915 ait gardé ce terme « épreuves cliniques ». Comme dans la loi de 1913, il y a doute de ce fait sur ce que la loi prescrit exactement. Dans son projet, la Société Médicale d'Etat requerrait « l'usage des méthodes ordinaires d'examen » en chaque cas, et les

« épreuves de laboratoire » ne devaient être appliquées que si le médecin le jugeait nécessaire. Le mot « clinique » n'était pas employé.

La loi fut attaquée à plusieurs reprises. En 1923 le projet d'abrogation passa même à la première Assemblée. 700 avocats rédigèrent une adresse à cette occasion. Parmi 35 lettres que lut M. Fred S. Hall, quatre demandaient l'abrogation de la loi, étant donné qu'elle violait le « secret médical ». Ce projet fut repoussé par le Sénat par 15 voix contre 12. Cette Assemblée par la suite présenta, elle aussi, un projet qui requérait, en sus de l'examen des hommes, que les femmes fassent une déclaration sur les maladies vénériennes dont elles pourraient être atteintes. L'Assemblée le refusa, et la loi ne fut pas modifiée.

Les médecins étaient restés neutres lors de ces discussions. Cependant le député qui avait introduit le projet d'abrogation prétendit que dix médecins, désirant garder l'incognito, y étaient favorables. C'est à peine si ce projet fut mentionné par les journaux. Il avait peu attiré l'attention. Cependant, M. Fred S. Hall cite un article du « Milwaukee Journal » qu'il est intéressant de relever ici : « L'Etat de Wisconsin a une loi eugénique de mariage depuis 1913. La profession médicale ne l'a, en général, pas soutenue comme elle l'aurait dû, pas plus que les travailleurs sociaux. La loi a souvent fait rire ceux qui en cherchaient l'occasion. Aussi l'opinion publique anti-eugénique décida qu'à cette session législative elle devait être abrogée. Sitôt la présentation du projet il y eût une surprise. Il se trouva que le peuple avait commencé à comprendre l'eugénique... Il considéra que si la loi a empêché un seul désastre matrimonial, elle a eu de la valeur. Et, si elle a rendu ceux qui sont appelés à former des foyers plus familiers avec les responsabilités découlant du mariage, cela a été très profitable. »

RÉSULTATS

Nous allons voir maintenant quels sont les résultats de la loi ? Nous savons que M. Fred S. Hall a fait, de 1920 à 1925, une enquête très approfondie. Il obtint, pour ce, la coopération de la Société Médicale de l'Etat de Wisconsin. Des lettres furent adressées, en octobre 1921, et janvier 1922, à tous ses membres. Sur 1878 lettres envoyées, 1110 médecins répondirent. Il avait été spécifié qu'il n'était pas nécessaire de signer d'où ce grand nombre de réponses — 317, cependant n'hésitèrent pas à le faire.

Voici la teneur de la lettre adressée aux Membres de la Société Médicale de l'Etat de Wisconsin :

« Dans les lois matrimoniales, nous nous intéressons à la partie de la loi qui requiert que tous les hommes de votre Etat soient examinés afin de savoir s'ils sont atteints de maladies vénériennes, avant de recevoir les licences de mariage.

Le Wisconsin fut un des premiers Etats qui adopta cette législation et les autres Etats se demandent s'ils ne doivent pas voter une loi semblable à la vôtre. Depuis la publication de notre volume : « Les lois américaines sur le mariage », qui ne faisait à dessein aucune recommandation sur le certificat prénuptial, beaucoup de personnes nous ont écrit pour obtenir des renseignements. Avant d'agir, elles désirent savoir jusqu'à quel point votre loi a prouvé qu'elle pouvait être pratiquée, et nous désirons obtenir ces renseignements.

Du fait que l'honoraire maximum de deux dollars fixé par la loi est en général considéré insuffisant pour pratiquer un examen complet, quelques médecins nous disent qu'il ne faut qu'un examen oral. Si le candidat reconnaît qu'il a été infecté, ils procèdent à un examen clinique et peuvent faire des épreuves de laboratoire, mais seulement en ce cas. D'autres médecins disent qu'il faut un examen clinique en chaque cas.

Nous reconnaissons que les médecins sont dans une situation difficile du fait du faible honoraire alloué pour l'examen. Nous reconnaissons aussi qu'un « examen clinique seul » est insuffisant pour donner la certitude que le candidat n'est pas atteint de maladies vénériennes, surtout s'il est malhonnête. Un point, cependant, semble tout à fait clair, c'est que le candidat d'intelligence moyenne ne se rend pas compte de cette insuffisance. A cause de cela, quelques personnes croient qu'elles doivent se soumettre à « un examen clinique », et cela doit avoir une grande influence éducative et préventive.

C'est d'abord sur ce point que nous vous faisons une demande ? Nous désirons savoir si la pratique courante est telle que les candidats à la licence croient qu'ils ont un examen clinique à subir, ou que leur déclaration suffira ?

Sur ce point : un examen clinique est-il ou non pratiqué dans tous les cas ? pouvez-vous nous dire, d'abord, quelle est votre habitude ? et ensuite, si, de votre conversation avec vos confrères, vous croyez que ce soit leur manière de pratiquer ? Nous ne désirons pas les noms de ceux qui nous renseignent, aussi n'est-il pas nécessaire que vous signiez la feuille ci-incluse pour votre réponse.

Si nous pouvons avoir votre aide sur ce point, avec quelques avis ou commentaires, que nous vous serions reconnaissants d'ajouter, nous serions très heureux. Un résumé de l'information que nous recueillerons sera envoyé à votre Association Médicale d'Etat dès qu'il sera publié.

Comme le journal se mêlera de votre étude, pouvons-nous

vous demander de ne pas parler de cette lettre, afin d'éviter qu'il puisse en résulter une publicité quelconque. »

Le billet inclus pour la réponse était rédigé comme suit :

Examens pour les licences de mariage.

1° Je (fais, ou ne fais pas)..... un examen clinique en chaque cas .

2° De mes conversations avec mes confrères je conclus que beaucoup parmi eux (font, ou ne font pas) un examen clinique en chaque cas.

3° Remarques :..... »

Sur les 1110 réponses reçues (remarquons qu'en peu de cas où il y eût une enquête faite par un Etat dans un autre, l'on en obtint autant), 785 docteurs dirent qu'ils pratiquaient un examen clinique en chaque cas, et 242, soit 23,6 % qu'ils ne le faisaient pas toujours. (50 réponses avaient été rejetées vu leur manque de clarté). Ces derniers ajoutaient d'ailleurs que ce n'était que dans des cas exceptionnels qu'ils omettaient de faire cet examen. 26 médecins rapportèrent que pour inciter les candidats à être francs, ils leur parlaient de l'influence terrible qu'avaient les maladies vénériennes sur la femme et l'enfant.

169 médecins parlèrent de l'honoraire légal. 155 le trouvaient insuffisant. 33 dirent qu'ils demandaient plus.

Il semblait qu'il était peu fait usage du service de laboratoire gratuit de l'Etat pour faire l'examen prévu par la loi, comparativement à ce qu'il est employé dans l'exercice général de la médecine.

233 médecins, sur 364 qui parlèrent de la valeur de la loi, y étaient favorables, soit 63, 8 %.

Les seules critiques importantes faites étaient qu'elle n'exigeait pas le certificat des femmes, et que l'honoraire était insuffisant.

Si nous étudions plus en détail ces réponses, il semble, de plus, qu'aucune licence de mariage ne soit accordée sans que le certificat médical ait été présenté.

Nous avons vu ci-dessus la difficulté d'interprétation de l'expression : « Clinical examen ».

Elle était employée dans la lettre que nous venons de citer. Dans les réponses on l'interpréta en général dans le sens « d'examen physique », mais on sut que 24 médecins, répondant qu'ils ne faisaient pas d'examen clinique en tous les cas, voulurent dire qu'ils ne faisaient pas « d'épreuve de laboratoire ». Cependant on enregistra leurs réponses avec celles des médecins disant qu'ils ne pratiquaient pas toujours un examen physique. Il y a là une source d'erreurs, que l'on ne peut évaluer, car réellement combien de médecins ont interprété ainsi ?..

A l'époque de l'enquête de M. Fred S. Hall, le Docteur Harper, Fonctionnaire de Santé de l'Etat, envoya en 1922 une lettre à 700 hommes nouvellement mariés. Elle contenait une enveloppe timbrée pour la réponse. Voici la teneur de cette lettre :

« Ce billet est envoyé à environ 1.000 hommes récemment mariés en cet Etat, afin d'obtenir des renseignements sur la loi eugénique et matrimoniale. Cette loi prévoit qu'un médecin autorisé doit examiner le fiancé et lui délivrer un certificat attestant qu'il n'est pas atteint de maladie vénérienne, avant qu'il obtienne une licence de mariage.

Veuillez remplir ce billet comme c'est indiqué, et le renvoyer au Bureau de Santé d'Etat dans l'enveloppe cachetée ci-incluse. Ces rapports seront considérés strictement confidentiels. »

Suivait une série de six questions.

- 1° Nom et adresse du médecin ayant fait l'examen ?
- 2° Le médecin vous a-t-il examiné avec soin ?
- 3° Le médecin vous a-t-il simplement posé quelques questions sans vous examiner, et vous a-t-il délivré le certificat en ne se fondant que sur vos réponses ?
- 4° Vous a-t-on fait une prise de sang au bras ou sur quelque autre partie du corps pour un examen de laboratoire ?
- 5° Vous a-t-on prélevé des sécrétions génitales dans le but de les examiner ?

6° Croyez-vous que votre médecin vous ait examiné de manière qu'il puisse être raisonnablement déterminé si vous avez, ou non, une maladie vénérienne dans une phase contagieuse ? »

Il y avait à la suite de ces questions un espace en blanc pour consigner les remarques s'il y avait lieu, et pour la signature et l'adresse du correspondant. Puis la phrase suivante : « Vous n'avez pas besoin de signer, à moins que vous ne le désiriez ».

L'on n'obtint que 227 réponses.

Sur le point de savoir si le médecin les avait examinés avec soin, 221 répondirent, dont 194 oui, et 27 non.

A la troisième question, laquelle demandait si le médecin s'était contenté d'un simple interrogatoire, 212 répondirent, dont 26 seulement par l'affirmative, et 186 par la négative. Ainsi 12,3 % de ces 212 certificats avaient été délivrés sans examen physique, en ne se fondant que sur les réponses des candidats.

A la quatrième question : si une prise de sang avait été faite, 23 dirent oui, et 203 non, sur 226 qui y répondirent.

Sur 227 qui mentionnèrent la cinquième question, 103 dirent que des sécrétions génitales leur avaient été prélevées en vue d'un examen, et 124 dirent que non.

Remarquons que les réponses à la dernière question sont peu probantes. 208, sur 227, furent affirmatives. Mais comment un individu incompetent peut-il juger si un médecin l'a, ou non, suffisamment examiné pour pouvoir déceler une maladie vénérienne ?

A la troisième question le pourcentage des informations fut de 12,3 %, et à la cinquième de 45,4. Il y a là une différence surprenante. Comment, sans examiner un homme, lui a-t-on prélevé des sécrétions génitales ? Il semble donc que les examens ont été plus fréquents qu'il ne le paraît tout d'abord.

De plus, au mois de septembre 1921, une lettre fut envoyée à 194 hommes, non médecins, membres de la Conférence du Travail Social de Wisconsin. On leur demandait des renseignements personnels s'ils s'étaient mariés dans l'Etat depuis la loi, ou

sinon, d'en obtenir de leurs amis. On ne leur demandait pas le nom du médecin examinateur, mais de fixer approximativement la date de leur mariage, et de dire si l'examen avait été « physique, ou simplement oral ? »

33 hommes répondirent, donnant des renseignements sur 85 examens. On en écarta quelques-uns comme manquant de clarté. Il en resta 57. Sur ces 57 cas, 34 hommes avaient subi, au moins, un examen physique ; parmi les autres, quelques-uns n'avaient été soumis qu'à un examen oral ; d'autres avaient obtenu le certificat purement et simplement.

Puis on fit une enquête pour savoir si certains médecins délivraient des certificats gracieusement ? De mai à juin 1921, 1267 avaient été rédigés, par 467 médecins. Le plus qu'il en avait été fait par un médecin était 21. Donc, aucun n'avait la réputation de remettre des certificats gracieusement, ce qui lui aurait peut-être amené plus de clients.

Il ne semble pas, après ce que nous venons de voir, que le fait de ne pas examiner physiquement le candidat en chaque cas soit suffisamment fréquent pour que la loi soit considérée sans valeur. Souvent le médecin ne pratique pas l'examen parce qu'il a confiance et connaît le malade dont il est le médecin habituel. Puis quelques médecins croient, qu'en dehors des épreuves de laboratoire, le meilleur moyen de diagnostiquer une maladie vénérienne est d'interroger le candidat après lui avoir expliqué les dangers sociaux de la maladie. Ils n'examinent alors que dans les cas douteux. Tout ceci est une question de mesure fondée sur le plus ou moins grand optimisme du médecin, sur la franchise de son client.

Sur 215 médecins qui décrivirent leurs procédés d'examen, 144, soit 67 % mentionnèrent qu'ils pratiquaient habituellement les épreuves décelant la syphilis ou la gonorrhée. Les autres se contentaient d'un examen extérieur, et n'employaient la réaction Wassermann que dans les cas suspects.

De nombreux médecins trouvaient la loi intéressante et bonne, car elle incitait à se faire soigner et poussait le malade à être

franc quand il avait compris les dangers auxquels il exposerait les siens.

Quant à la question de l'honoraire légal, la majorité des médecins le trouvèrent insuffisant, même quand une épreuve de laboratoire n'était pas nécessaire. Plusieurs dirent qu'ils demandaient plus quand ils devaient la faire. Certains, même, refusaient le certificat si le candidat ne voulait pas payer ce supplément.

Les médecins qui mentionnaient cela, ou n'étaient pas au courant du service de laboratoire gratuit auquel la loi permet de recourir, ou n'étaient pas d'avis de le faire. Cependant, le Bureau de Santé de l'Etat a envoyé de nombreuses circulaires aux médecins les informant de l'existence de ce service. De juillet 1920 au 30 juin 1922, le laboratoire d'hygiène de l'Etat, et les sept succursales, ont fait 7259 examens de sécrétions génitales, et l'Institut Psychiatrique 41.052 épreuves Wassermann, et ce, en dehors des demandes des hôpitaux et institutions. Mais les médecins requièrent ces examens et épreuves pour leur clientèle en général, et, d'après les Directeurs des deux laboratoires ci-dessus désignés, peu les réclament en vue de la licence de mariage. A ce sujet, le Docteur Lorenz, Directeur de l'Institut Psychiatrique, estime que, sur le nombre d'épreuves Wassermann faites à l'Institut, 5 % à peine sont requises pour le certificat prénuptial. Il dit à ce sujet : « J'ai recommandé d'abord ce service gratuit, non dans le seul but d'aider à découvrir la syphilis en cas de mariage des personnes qui en sont atteintes, mais plutôt pour aider les médecins dans la découverte de la syphilis en général. Puis j'ai pensé que cela leur permettrait de faire fréquemment des prises de sang à ceux qui les consulteraient avant de requérir une licence de mariage. Le peu de succès que cela a remporté auprès des médecins est une triste constatation. Pourtant, 65 % parmi eux se servent de notre service pour leur clientèle en général ».

On ne comprend pas bien, en effet, pourquoi les médecins n'usent pas, ou peu, de ce service, en cas d'examen prénuptial.

Ce doit être parce qu'ils considèrent que, même avec la gratuité, entreprendre des épreuves de laboratoire demande du temps et de l'attention (il faut faire une prise de sang, envoyer celui-ci au service, attendre le résultat de l'épreuve, convoquer à nouveau le client, etc....) et qu'ils se jugent insuffisamment payés pour tant de dérangements. Il y a là un point faible de la loi intéressant à noter. L'on peut penser que dans la Caroline du Nord où l'honoraire n'est pas limité, les médecins ont considéré que 1 ou 2 dollars 50 étaient suffisants, mais la loi de cet Etat n'a pas mentionné que le médecin devait faire des épreuves cliniques et de laboratoire, s'il le jugeait nécessaire.

Quant à la question de la valeur de la loi, de nombreuses opinions ont été données.

Celle du Docteur C.-A. Harper, Fonctionnaire de Santé de l'Etat, est particulièrement intéressante. Il considère qu'en général, un médecin fait un examen des glandes lymphatiques, de la gorge, et de toutes les parties du corps sur lesquelles il peut y avoir, ou avoir eu, des plaies résultant d'une maladie vénérienne. S'il y en a, des épreuves de laboratoire sont presque toujours faites. Puis, M. le Docteur Harper affirme que « la loi a prouvé son inestimable valeur ». Il la recommande aux autres Etats et ajoute : « Il est vrai qu'aucun examen ne démontre avec certitude l'absence, ou la présence d'une maladie vénérienne, mais il est mieux de découvrir, 85, 90, et 95 % des cas où l'infection existe, que de n'avoir pas de loi, et de n'en découvrir aucun. Un des résultats les plus importants a été la publicité faite pour l'introduction du projet, et plus tard, l'attaque intentée contre l'inconstitutionnalité de la loi. Une somme de 100.000 dollars, dépensée pour une propagande éducative sur les dangers des maladies vénériennes, n'aurait pas fait plus. Beaucoup d'hommes ont écrit au Bureau de Santé de l'Etat, ou ont eu recours à lui, parce qu'ils désiraient être certains qu'ils étaient sains, et pouvaient se marier. Du fait de la loi, des hommes qui n'avaient que le projet de se marier consultaient déjà les médecins privés. Des hommes habitant hors du Wisconsin sont même

venus au Bureau de l'Office de l'Etat afin de subir un examen avant de contracter mariage dans leur propre Etat, quoique ce dernier n'obligeât pas cet examen. La diminution du nombre des maladies vénériennes au Wisconsin dans ces dernières années est due en partie à cette loi. Durant la guerre, c'est cet Etat qui a compté le plus faible pourcentage d'individus atteints de maladies vénériennes parmi les hommes examinés pour le service militaire.

Le Docteur Georges C. Ruhland, récemment encore fonctionnaire de Santé du département de Milwaukee, considère aussi que la loi a été éducative et a fait retarder jusqu'à leur guérison (et non interdire), des mariages d'hommes infectés. Le Docteur Lorenz, dont nous avons déjà parlé, a émis la même opinion, disant même que la loi a eu une valeur éducative « prodigieuse », tout en reconnaissant qu'elle ne peut empêcher les mariages de tous les hommes atteints de syphilis, surtout lorsque l'infection est dans une phase inactive. Il y eut aussi une enquête parmi les médecins du Wisconsin. (Nous savons que celles dont nous avons parlé ci-dessus avaient été faites parmi les membres de la Société Médicale). Sur 364 médecins de l'Etat qui donnèrent leur opinion sur la valeur de la loi, 233, soit 63,8 % y étaient favorables, et 131 défavorables. Parmi les premiers, certains citaient des mariages qui avaient été différés du fait d'une infection démontrée. Ils remarquaient que, depuis le vote de la loi, les hommes, avertis, étaient plus prudents dans leurs relations sexuelles avant le mariage. Ils reconnaissaient que la loi était incomplète, mais c'était mieux que de n'en pas avoir. Ils ne pouvaient passer sous silence le fait qu'un candidat et un médecin malhonnête enlevaient à la loi toute sa valeur, mais quel est l'acte législatif qui peut ne pas être violé, et d'après eux, ces cas étaient très rares. D'ailleurs, la loi a prévu des sanctions pour ces médecins.

Les médecins favorables à l'Institution du certificat pré-nuptial reconnaissaient encore que la valeur éducative de la loi avait été si grande que beaucoup de jeunes hommes s'étaient soignés

dès les atteintes du mal, afin d'obtenir plus tard le certificat nécessaire pour se marier. Ils prétendaient même que peu d'hommes se sachant malades se présentaient à l'examen prénuptial sans avoir subi un traitement, et que peu, avertis par le médecin de la présence de symptômes, se plaignaient des frais qu'occasionnait alors une prise de sang. Certains médecins disaient n'avoir jamais constaté de cas de jeunes mariées atteintes de blennorrhagie depuis l'application de la loi, ce qui était fréquent avant. D'autres considéraient que 95 % des examens faits avaient de la valeur. Plusieurs disaient que chaque Etat des Etats-Unis devrait adopter une telle loi.

Nous avons vu que 131 médecins avaient eu une opinion défavorable à la loi. Certains pensaient que l'examen n'était fait convenablement que dans à peine 10 % des cas. Ils avaient encore constaté que de nombreuses jeunes femmes étaient infectées dans le mariage. Cependant, tout en critiquant, ils étaient obligés de reconnaître que la loi avait eu une valeur éducative. Pourtant, ils citaient des cas où le certificat, refusé par un médecin, avait été obtenu d'un autre. Puis l'examen physique ne suffit pas, d'après eux, pour déceler la syphilis. Il faut pratiquer des épreuves Wassermann et examiner l'urine, et peu de médecins ont l'outillage nécessaire pour faire ces épreuves de laboratoire. Puis l'homme peut se faire « blanchir » par un médecin, et ensuite obtenir le certificat d'un autre. Alors la loi donne une fausse impression de sécurité, et sanctionne une malhonnêteté.

M. Fred S. Hall dit qu'avant de faire son enquête il croyait que les médecins de l'Etat de Wisconsin étaient hostiles, ou, au moins, indifférents à la loi. Après, il fut convaincu que, malgré les réponses défavorables qu'il avait reçues de certains, la majorité des médecins avaient foi en la loi, et s'efforçaient de la rendre efficace autant que possible. Même ceux qui étaient contre elle n'en demandaient pas l'abrogation, et la loi fonctionne depuis 1913. Ne croyons pas qu'il y ait là de l'indifférence. La loi atteint trop d'hommes pour que, s'ils la jugeaient inutile, ils n'aient pas, depuis 17 ans, tenté de la faire abroger. Cependant,

elle a été critiquée, nous l'avons vu, et nous allons étudier et répondre maintenant à quelques-unes de ces remarques.

La loi n'impose le certificat prénuptial qu'à l'homme, et non à la femme. Lors de l'enquête que fit M. Fred S. Hall, 240 médecins critiquèrent cela. Ils rapportèrent des cas où des hommes sains avaient été contaminés par leurs femmes. Cependant la loi n'a pas prescrit cette mesure à cause des difficultés qu'elle susciterait. Il y a peu de femmes médecins, et les législateurs reculent devant l'obligation de l'examen prénuptial des jeunes filles par les médecins. M. Fred S. Hall dit qu'en Orégon, en 1915, le projet de l'extension de l'examen aux femmes fut repoussé cinq fois.

En Wisconsin, des Sociétés Féminines demandèrent que la loi prénuptiale s'appliquât aux femmes comme aux hommes. Ce sont ces derniers qui s'y sont opposés, et aucun des sept Etats des Etats-Unis n'a imposé l'examen des femmes pour déceler l'existence de maladies vénériennes. Etant donné cet état d'esprit, M. Hall conclut qu'il serait préférable de perfectionner la loi en vigueur, avant de songer à l'étendre.

L'objection tirée de ce que la médecine n'est pas suffisamment perfectionnée pour qu'un médecin put affirmer péremptoirement qu'un individu n'est pas atteint de syphilis ou de blennorragie, n'est pas définitive. Il faut reconnaître que cette remarque perdra de sa valeur avec les progrès de la science, et quand des médecins plus instruits des méthodes modernes exerceront. D'ailleurs, le certificat est justifié si déjà, à l'heure actuelle, il protège beaucoup, sinon toutes les femmes et les enfants.

On fit encore remarquer que, délivrer un certificat à un homme sur la santé duquel on ne peut faire, avec toute certitude, un diagnostic favorable, donne une fausse sécurité. On ne peut nier la justesse de cette critique, mais il est indiscutable que la loi n'a rien ajouté à ce qui aurait été dans les cas où, sans elle, une famille eut cependant requis un examen médical d'un fiancé.

Certaines personnes ont prétendu que la loi eut été plus efficace si elle avait exigé que l'examen soit pratiqué par des méde-

eins fonctionnaires qu'elle aurait énumérés. Cependant, les médecins ont compris la loi et l'ont souvent très bien suivie. Avant de dire qu'ils sont incapables, et de pouvoir réclamer leur remplacement par des fonctionnaires, il faudrait que l'on démontrât cette incapacité. Puis, si l'examineur était fonctionnaire, cela prouverait-il qu'il ait plus de valeur, et, la politique se mêlant à l'épreuve, que ne verrait-on pas ? Cette mesure a été d'ailleurs proposée dans différents projets qui tous échouèrent.

On a dit aussi que quelques hommes malades à qui le certificat prénuptial avait été refusé par un médecin l'avaient obtenu d'un autre plus indulgent ou moins compétent. Ceci ne peut être mis en doute, mais ces cas doivent être bien rares, car pour cela, il faut que le candidat veuille encore se marier quand on l'a averti de sa maladie. Ces individus ne sont pas si nombreux, et quelque soit la loi, ils la violeraient, certes. D'ailleurs au Wisconsin, une loi, datant de 1917, ordonne que le médecin dénonce au Bureau de Santé de l'Etat toute personne atteinte d'une infection sexuelle. Voici la teneur de cette loi :

SECTION 1417^m : « 1° ...tout médecin qui soigne ou traite une personne atteinte de blennorrhagie ou de syphilis dans une période contagieuse, devra en avvertir par écrit le Bureau de Santé de l'Etat, à l'époque, et de la manière qui lui sera indiquée, en spécifiant l'âge et le sexe de la personne, ainsi que la maladie dont elle est affligée. Ce rapport sera fait sur des fiches fournies par le Bureau. »

« 2° Tout médecin traitant des individus atteints de maladies vénériennes devra les instruire du danger qu'il y a à transmettre leurs maladies, et les prémunir contre le mariage, tant que l'infection sera contagieuse. »

« 3° Quand une personne atteinte de blennorrhagie ou de syphilis cesse de se soigner avant que la maladie ne soit plus contagieuse, ou quand un individu atteint de ces affections dans une phase contagieuse, refuse de se soigner, le médecin le désignera incontinent au Bureau de Santé de l'Etat, spécifiant son âge, son sexe, sa condition conjugale, et la nature de sa maladie. Le

Bureau de Santé d'Etat, sans délai, devra prendre les dispositions qu'il jugera nécessaire pour confier la personne à une Institution du Département ou de l'Etat, afin qu'elle subisse un traitement jusqu'à ce qu'elle ne soit plus contagieuse, et elle ne sera libre qu'à ce moment, à moins qu'avant, le Bureau de Santé de l'Etat n'ait jugé que les précautions prises, grâce à un traitement convenable, étaient suffisantes. »

Ainsi qu'on le voit, la santé publique est très protégée au Wisconsin. A moins de ne pas consulter un médecin, tout individu infecté est obligatoirement soigné. Deux mots de cette loi en ont restreint son application. L'article 1 dit : « Tout médecin qui soigne ou traite ». Un médecin consulté seulement à l'occasion d'un examen pré-nuptial ne peut donc avertir le bureau de santé. Il n'a ni « soigné », ni « traité » son client. Il ne l'a « qu'examiné ». Une loi devrait permettre aussi aux médecins qui examinent en cas de mariage de pouvoir mettre le candidat en quarantaine s'il refuse de se soigner.

Afin d'empêcher le candidat à qui un certificat avait été refusé d'en obtenir un en changeant de médecin, le « Medical Journal of Wisconsin » émit une idée en 1914. Il proposait que le nom des candidats écartés soit dénoncé au fonctionnaire délivrant les licences de mariage. Ainsi, les fiancés ne pourraient obtenir cette dernière qu'en présentant, lorsqu'ils seraient guéris, un certificat du même docteur qui le leur avait d'abord refusé, ou d'un autre désigné à la demande des candidats par le Fonctionnaire de Santé de l'Etat. Ce droit d'appel serait nécessaire pour les protéger contre toute erreur du premier médecin consulté. On a objecté que les malades devraient nécessairement être inscrits sur un registre à la disposition de fonctionnaires non tenus au secret professionnel. On voit de suite les conséquences possibles d'une telle disposition... Cette mesure était bien prévue dans la loi de 1917 citée ci-dessus, mais l'inscription était alors faite au Bureau de Santé d'Etat. On hésitera certes longtemps avant de l'admettre dans des Bureaux locaux.

Remarquons d'ailleurs que le médecin, étant obligé, de par

cette loi de 1917, à avertir le Bureau de Santé d'Etat quand il a soigné un syphilitique ou un blennorragique, la loi de Wisconsin, en sa section 2339^m citée ci-dessus, prévoit que cet individu ne pourra contracter mariage que sous certaines conditions qu'elle énumère. Les médecins, chargés alors par le Bureau d'Etat d'examiner les candidats au mariage, prélèvent du sang pour le Wassermann, ou des sécrétions pour déceler les gonocoques, et certains laboratoires déterminés pratiquent les épreuves nécessaires. Si le candidat passe outre, des sanctions sont prévues contre lui. D'ailleurs, n'hésitera-t-il pas, se sachant connu ?

L'on prétend encore que la loi de 1915 n'empêche pas l'homme malade de répandre son infection. C'est sortir de la question. Pour protéger contre la propagation des maladies vénériennes, hors mariage, 33 Etats ont élaboré des lois ou des règlements prévoyant des peines d'emprisonnement pour tout individu qui expose une personne à la contagion vénérienne au cours de relations sexuelles dans, ou hors mariage, sur la plainte de celui qui a été infecté. Parmi les Etats que nous venons d'étudier, seul le Wisconsin n'a pas de loi de ce genre, mais tout individu contaminé par un autre, peut, en tous cas, intenter une demande en dommages-intérêts. Le Bulletin de Santé de janvier 1921, page 5, cite le cas d'une femme qui a obtenu ainsi 10.000 dollars de dommages-intérêts.

On objecte encore que pour éviter l'examen prénuptial beaucoup de jeunes hommes ont demandé leur licence de mariage dans les Etats proches du Wisconsin. M. Fred S. Hall considère que le nombre de ces cas a été très exagéré. Il a consulté les registres dans l'Illinois, à Waukegan, et a constaté que dans cette ville, à peine 16 % des licences déliyrées l'avaient été à des habitants du Département de Milwaukée en Wisconsin, durant l'année 1918. Certains adversaires de la loi qui nous occupe avaient prétendu que ce pourcentage était bien plus élevé (40 %). Il faut d'ailleurs remarquer que, les demandes de licences faites en dehors du Wisconsin, le sont assez rarement pour éviter la loi prénuptiale. Ainsi, en 1913, il y avait eu 1599 licences de

mariage sollicitées dans le « lake Comté » par des habitants de l'Etat de Wisconsin. Il y en eut, en 1914, *après le vote de la loi*, 1605 — soit 6 de plus !...

Dans certains Etats voisins du Wisconsin, les fonctionnaires délivrant des licences de mariage reconnaissent que souvent des hommes de l'Etat de Wisconsin présentent un certificat médical en requérant une licence. D'ailleurs, il peut y avoir des difficultés à se marier hors de son département. Ainsi s'ils veulent s'unir hors de leur paroisse, les catholiques doivent obtenir une dispense qui n'est accordée que pour des motifs déterminés.

D'autres critiques très sérieuses étaient faites contre la loi. La loi, sur certains points, demande en effet à être amendée. L'honoraire légal maximum de deux dollars était considéré insuffisant pour faire un examen complet, surtout avant 1915, alors que la loi de 1913 exigeait que l'on pratiquât des épreuves de laboratoire, étant donné que, de plus, le service de laboratoire gratuit n'était pas encore organisé pour les faire. Maintenant, la loi de 1915 exige un interrogatoire, un examen physique, et une épreuve de laboratoire seulement quand le médecin la juge nécessaire. En ce dernier cas, même s'il utilise le service de laboratoire gratuit le médecin doit faire une prise de sang ou de sécrétion génitale. Pour tout cela il ne peut réclamer que deux dollars. 14 médecins dirent à M. Fred S. Hall que c'était suffisant, tandis que 155 trouvèrent que ça ne l'était pas. Il fallait cependant fixer un honoraire légal. Il ne pouvait être trop élevé, les fiancés ne voulant pas beaucoup dépenser pour cet examen ; puis il ne fallait pas que le peuple ait l'impression que la loi prénuptiale était édictée dans l'intérêt des médecins. C'est pour cela que l'honoraire fut abaissé de trois, à deux dollars dans la loi de 1915. Dans les autres Etats, nous avons vu qu'il oscillait entre 2-2,50 à 5 dollars. Au Wisconsin, l'on réclame ce maximum. En Alabama, où il est prescrit, il a été voté sans opposition. Dans la Caroline du Nord, et le Wyoming, aucun honoraire n'est prévu. Aucun de ces deux Etats ne demande d'épreuves de laboratoire, et certes il y a là un inconvénient. Les candidats

iront chez le médecin le moins exigeant, mais qui pourra ne pratiquer qu'un examen superficiel. Il semble donc qu'il serait mieux de porter, en tous Etats, le maximum de l'honoraire à cinq dollars, même sans que des épreuves de laboratoire soient imposées ; cela inciterait le médecin à les pratiquer, au moins dans les cas douteux.

Une autre critique fait remarquer que le candidat au mariage doit présenter un certificat attestant « qu'il n'est pas atteint de maladie vénérienne », et que la loi de Wisconsin ne spécifie pas que cela ne doit être que quand il est contagieux. Il en est de même en Alabama, dans la Caroline du Nord, et dans La Louisiane. En Orégon, Dakota du Nord, et Wyoming, la loi prescrit que le certificat doit affirmer que le candidat au mariage n'est pas atteint de maladie vénérienne « dans une phase contagieuse ». Cette prescription est plus sage. Pourquoi, comme l'imposent les quatre Etats cités ci-dessus, interdire le mariage aux hommes atteints d'affections vénériennes quand ils ne sont plus contagieux ? La loi ne s'accommode pas avec la pratique courante. On ne peut certes exiger d'un médecin qu'il affirme qu'une telle maladie n'est plus contagieuse, mais il peut certifier que l'examen ne lui a pas révélé une infection vénérienne « dans une phase contagieuse ».

Enfin une autre objection se présente dont nous avons aussi parlé précédemment. Les épreuves de laboratoire ne sont pas requises dans chaque cas, mais elles devraient l'être, car elles révéleraient de nombreux cas cachés de syphilis. Cela avait été demandé par la loi de 1913, et nous avons vu que cette mesure dut être abrogée, car l'honoraire légal était insuffisant. Mais il n'y avait pas alors de service de laboratoire gratuit. Cependant, dans l'Etat d'Alabama, où ce dernier existe, et où l'honoraire prévu s'élève à 5 dollars, un projet fut présenté en 1923 pour qu'une épreuve Wassermann soit pratiquée en chaque cas, et fut repoussé par le Comité Législatif.

L'on dit aussi que le Bureau de Santé devrait avoir un droit de surveillance sur les médecins ; désigner des docteurs qui exa-

mineraient un candidat à qui une premier médecin aurait refusé le certificat, etc...

D'après tout ce que nous venons de dire, on doit reconnaître que la loi prénuptiale du Wisconsin présente quelques faiblesses, et pourtant elle est si forte qu'on n'a pu l'abroger, et, que les autres Etats ont copié leurs lois sur elle.

Sa valeur éducative est réelle. Elle a été discutée ; et elle a profité, de plus, du plus grand des moyens de publicité ; elle a été attaquée. Elle est connue de tous, à tel point que très peu de candidats à la licence de mariage requièrent cette dernière, sans présenter un certificat, surtout dans les grandes villes. L'homme, voyant que la maladie vénérienne est une cause d'empêchement de mariage, comprend enfin que c'est une infection grave. Le médecin lui explique l'influence qu'elle a sur la famille. Il est impossible de ne pas reconnaître qu'une propagande éducative, si grande et si coûteuse soit-elle, n'eût pu atteindre tous les individus, comme le fait la loi.

Mais elle n'a pas seulement été éducative. Des unions malheureuses ont été retardées. Des hommes se sont soignés dès les atteintes du mal avant que de projeter un mariage, et plusieurs médecins reconnaissent que, sans la loi, ils n'en auraient pas eu l'idée, car avant sa promulgation, ces cas étaient plus rares.

Afin de rendre la loi prénuptiale du Wisconsin plus efficace, il faudrait que la forme de l'examen fut plus nettement définie, et le certificat devrait mentionner les épreuves qui ont été faites. Il eut fallu aussi que le Corps Médical participât aux travaux préparatoires qui ont abouti au vote de la loi que nous étudions, et que depuis il prêtât son concours pour qu'elle soit appliquée. Il ne l'a pas fait. Pourtant, au cours de l'enquête que fit M. Fred S. Hall, nous avons vu que les médecins étaient généralement favorables à la loi. Ceux qui étaient contre, étaient cependant partisans du principe du certificat prénuptial. Remarquons d'ailleurs que le corps médical ne semble avoir, en aucun Etat, soutenu les lois prénuptiales.

Si les médecins ne comprennent pas la loi, ou y sont indiffé-

rents, ils pourront délivrer les certificats plus ou moins consciencieusement, et osera-t-on requérir contre eux ? C'est ainsi que seul, dans l'Etat d'Alabama, quelques médecins ont été poursuivis pour faux certificats, parmi les sept Etats qui l'imposent depuis déjà de nombreuses années. Il faut que tous les médecins se rendent compte de la responsabilité qui leur incombe. Quelques mots dits à propos peuvent prévenir de grands malheurs. Le Bureau de Santé d'Etat pourrait beaucoup faire, par des circulaires, afin que tous les médecins prennent conscience de leur devoir, et conseiller de les remettre à chaque examiné après les avoir lues. Mais déjà de nombreux médecins ont, dès le vote de la loi, compris leur devoir. L'honoraire de deux dollars étant insuffisant, même avec le concours gratuit du service de laboratoire, beaucoup de médecins n'hésitèrent pas à donner un examen d'une valeur supérieure au salaire qu'ils percevaient.

M. Fred S. Hall regrette que les partisans de la loi ne fassent pas plus d'efforts pour la perfectionner et pour obtenir, pour ce faire, la coopération du Corps Médical.

Signalons qu'en 1919, le « Département Fédéral d'Hygiène Publique » rédigea un projet de loi type afin d'encourager les Etats à rendre obligatoire l'examen médical prénuptial. Il n'eut pas d'effet pratique.

Quelques projets furent discutés en ces dernières années, et n'aboutirent pas. Dans les Etats d'Iowa et de Michigan, un projet fut mis à l'ordre du jour, interdisant aux ecclésiastiques, et aux officiers de l'Etat Civil, de procéder au mariage d'une personne qui ne présenterait pas un certificat médical attestant sa bonne santé physique et mentale. Il fut repoussé en 1921. Il en fut de même dans la Dakota du Sud. Au Missouri, un projet de loi fut déposé par le Gouverneur, sur l'initiative de la doctoresse Owens-Adair. D'après ce projet, lorsqu'un individu aurait des tares physiques ou mentales, il ne pourrait obtenir sa licence de mariage tant qu'il n'aurait pas été stérilisé. Si un médecin déclarait cette mesure nécessaire, l'intéressé pourrait faire appel à cette décision, et se faire examiner par trois médecins commis par le Tribunal.

Dans l'Etat de Delaware, le Sénateur Dupont déposa un projet de loi caractéristique et assez étonnant. Il proposa des mariages d'essai d'un an, et passé ce délai, on ne pourrait plus obtenir le divorce pour aucun motif, santé ou autre...

En Illinois, sous l'impulsion de la Ligue Sociale d'Hygiène de Chicago, des brochures illustrées sont distribuées. Elles avertissent les candidats au mariage des dangers, qu'eux et leurs descendants, peuvent encourir s'ils ne se font pas examiner par un médecin.

A Chicago, depuis 1922, des Associations pratiquent des examens prénuptiaux. Dans les deux derniers mois de l'année 1922, 300 personnes s'étaient déjà fait examiner. Un mouvement intéressant s'était dessiné parmi le clergé de Chicago. L'Evêque Anderson, et le Doyen Summer ont refusé de célébrer des mariages tant que les couples ne se seraient pas munis de certificats médicaux. A Boston de même, le Révérend Mabel R. Witham incitait ses confrères à refuser de célébrer des unions quand les fiancés ne présenteraient pas un certificat médical.

Nous voyons donc que de sérieux efforts ont été faits aux Etats-Unis pour protéger la santé. Les Etats qui n'ont pas élaboré de lois imposant le certificat prénuptial ont déjà, ou interdit le mariage aux individus atteints de maladies vénériennes, ou puni ceux qui répandaient leur infection dans, ou hors mariage, ou tout au moins ils ont discuté la question.

Les législations que nous venons d'étudier, législations qui ont, ou précédé, ou suivi, celles des Etats Scandinaves, sont, à certains égards, plus exigeantes que ces dernières ; par d'autres moins. En Suède, au Danemark, et en Norvège, le législateur a hésité à imposer un certificat prénuptial. Il n'a demandé l'examen médical qu'indirectement. Exigeant une déclaration sur honneur et conscience, il a ainsi obligé le candidat au mariage à consulter un médecin s'il veut, en toute connaissance de cause (ce dont il est obligé sous peine de sanction), pouvoir se déclarer sain. Aux Etats-Unis, le législateur, dans les sept Etats où il

impose l'examen prénuptial, exige que le fiancé présente un certificat médical pour obtenir la licence sans laquelle il ne peut contracter mariage. Mais ici, seul il est requis des hommes, tandis que la déclaration que demande les Etats Scandinaves, doit être faite par les deux fiancés. D'ailleurs, dans la Dakota du Nord, des renseignements médicaux sont aussi demandés aux deux futurs époux, à la seule différence que l'affidavit doit être fait par un médecin, et que l'infection vénérienne ne doit être mentionnée que pour l'homme. De même dans la Caroline du Nord. Ces deux Etats prévoient donc, ainsi que les Etats Scandinaves, comme causes d'empêchement de mariage, d'autres maladies que les infections vénériennes. Les cinq autres Etats n'ont, nous l'avons vu, retenu que les maladies vénériennes, étant sur ce point, moins conséquents que les Etats Scandinaves, et ont demandé à l'homme seul de prouver qu'il n'en était pas atteint. Les Etats Scandinaves, tout en n'ayant pas imposé directement le certificat médical, protègent plus la race que les Etats-Unis. Ils exigent que tout fiancé, sans distinction de sexe, se déclare sain, aussi bien physiquement que mentalement, et, en cas de fausses déclarations, ils punissent sévèrement. Au moins dans ces Etats, l'homme, comme la femme, est protégé, et ce, contre plusieurs infections, dont tout particulièrement la syphilis.

Jé souhaite que, vu les résultats satisfaisants dans l'ensemble, de l'enquête qu'a faite M. Fred S. Hall, les Etats de l'Amérique du Nord, qui n'ont pas encore de lois prénuptiales, les votent bientôt. Ces lois sont éducatives. Un pays comme les Etats-Unis, qui ne reculent devant aucune mesure, si coûteuse soit-elle, pour éduquer son peuple, qui a le livret de santé annuel, et, nous l'avons vu, de nombreuses lois sanitaires, doit voter ces lois prénuptiales qui font comprendre à tous l'importance et le danger des maladies sexuelles dans le mariage.

C) LA TURQUIE

Ayant étudié les lois eugéniques des Etats Scandinaves et des Etats-Unis, il me reste à parler d'un autre pays qui est pourvu d'une loi imposant le certificat prénuptial. Il s'agit de la *Turquie*. Je n'ai pu malheureusement obtenir aucun renseignement sur l'élaboration de cette loi, et n'ai pu avoir connaissance que de son texte.

Cette loi, n° 90, du 5 février 1921, a pour but d'enrayer la propagation de la syphilis. Dans une première partie, elle impose certaines obligations aux syphilitiques et, dans ses articles 5 et 7, elle porte :

ARTICLE 5 : « Les examens sanitaires en vue du mariage se font conformément aux règlements élaborés à cet effet par les Conseils Généraux des Provinces ou des départements. »

ARTICLE 7 : « Quiconque ne se conforme pas aux stipulations de la présente loi, ainsi qu'aux règlements établis en vertu de la présente loi, qui seront élaborés par les Conseils Généraux, est passible d'une amende de 10 à 50 livres. »

Dans une deuxième partie intitulée : « *Instructions Ministérielles relatives à l'examen médical prénuptial*, nous relevons les articles suivants :

ARTICLE 1 : « Dans toute localité du département où se trouve un médecin officiel ou libre, les hommes et les femmes qui désirent contracter mariage sont astreints à un examen médical préalable. La signature des certificats de santé délivrés par les médecins libres, doit, pour être valable, être légalisée et enregistrée par le Bureau d'Hygiène local. Lesdits certificats doivent

être vus par le médecin du gouvernement, ou par le Directeur de l'Hygiène du lieu qui constate sur le registre destiné à l'inscription des syphilitiques, que la personne en question ne s'y trouve pas inscrite. Les certificats qui ne portent pas le sceau officiel du bureau d'hygiène ne sont pas valables. »

ARTICLE 2 : « D'une manière générale, chez les hommes, toutes les régions du corps sont soigneusement examinées. »

ARTICLE 3 : « Chez les femmes, on peut se contenter de l'examen des organes découverts, tels que mains, face, cou, bouche, arrière-gorge, partie interne des lèvres. En cas de doute on peut demander l'examen en consultation. »

ARTICLE 4 : « Les hommes et les femmes qui se présentent à l'examen doivent produire leur acte de naissance. Sinon l'examen et la licence de mariage seront refusés. Ceux qui se présentent avec un acte de naissance appartenant à une autre personne, ou qui, de n'importe quelle manière cherchent à induire les autorités en erreur, sont considérés comme faussaires, et punis conformément à l'article spécial du Code Pénal. »

ARTICLE 5 : « Les examens médicaux en vue du mariage qui se font dans un bureau officiel sont absolument gratuits. Les certificats des examens ayant lieu en dehors du bureau seront délivrés au bureau, après vérification des inscriptions au registre. Les médecins qui ne se conformeront pas à cette disposition seront punis. »

ARTICLE 6 : « Les personnes qui, après l'examen médical, sont reconnues syphilitiques, sont traitées gratuitement, et d'une manière conforme aux instructions sur le traitement de la syphilis, élaborées par le Ministre de l'Hygiène et de l'Assistance Sociale. Après quoi, il leur sera permis de se marier. »

ARTICLE 7 : En dehors de la syphilis, il est du devoir des médecins de prendre en considération les affections telles que la tuberculose et la lèpre, et de donner éventuellement des conseils et éclaircissements nécessaires. »

ARTICLE 8 : « Il appartient aux Préfets de notifier les pré-

sentes instructions aux autorités intéressées, et de prendre les mesures nécessaires en vue de leur application. »

D'après une information du « Daily Mail », le médecin qui aurait examiné le fiancé devrait lui apposer un cachet sur le poignet gauche, afin de prévenir les substitutions de personnes. Il ne me semble pas que cela soit véridique. Etant donné que chacun doit produire son acte de naissance, et qu'une sanction sévère punit celui qui a présenté un acte faux, il paraît que toute substitution ait été prévenue. D'ailleurs, la loi dont nous venons d'énumérer les articles ne contient aucune disposition de ce genre.

Si nous voulons étudier en détail cette loi, nous remarquons dans l'article 1 de l'Instruction qui nous occupe, le souci qu'elle a de donner un caractère officiel à ce certificat. Il y a un lien étroit entre ces Instructions et la loi Turque contre la propagation de la syphilis, qui a institué un registre sur lequel est inscrit tout syphilitique. L'on pourrait objecter qu'il faut, pour cela, qu'il soit connu, c'est-à-dire qu'il se soit fait soigner, et que ce n'est pas le cas de chaque malade. Mais la loi a disposé que « tout syphilitique » est tenu « de se faire soigner » — et que : « quiconque ne se conforme pas aux stipulations de la loi... sera passible d'une amende de 10 à 50 livres ». Peut-être encore dirait-on que pour condamner au paiement de cette amende, il faut savoir qui ne se conforme pas à la loi ? Un autre article, l'article 8, décide que : « Toute personne atteinte de syphilis qui propage sciemment sa maladie est passible d'un emprisonnement de 6 mois à deux ans, ou d'une amende de 100 à 500 livres ; cette somme est attribuée à la personne lésée ». Il semble donc que tous, ou presque tous les syphilitiques, sont connus et inscrits sur le registre prévu dont nous parlions ci-dessus, et qu'en cas de mariage le fiancé sain ait le maximum de protection. Si un faux certificat, ou un certificat de complaisance est délivré, certificats que quelques médecins craignent en France, une comparaison avec le registre où sont signalés les syphilitiques permettra de s'en apercevoir, et aucun mariage ne peut être célébré si

un cachet officiel du bureau où est ce registre n'est pas apposé sur le certificat.

Répondant à un argument des ennemis du certificat prénuptial, les articles 2 et 3 de l'Instruction prévoient que l'homme devra subir un examen médical général, tandis que la femme ne sera astreinte qu'à un examen qui sera suffisant pour constater si elle est, ou non, syphilitique, et qui ne portera en aucune façon atteinte à sa pudeur. Pour plus de sûreté, la loi prévoit, en outre, qu'en cas de doute l'examen pourra être fait en consultation, c'est-à-dire par plusieurs docteurs.

En son article 4, la loi Turque particulièrement prévoyante, a songé à ces individus qui, devant l'obligation gênante d'un examen médical avant le mariage, envoient une autre personne plus saine qu'eux, pour le subir. Elle a exigé, afin d'éviter cette tromperie, la présentation d'une pièce d'identité par toute personne qui se présente à l'examen, et a édicté une sanction très sévère, mais juste, pour ceux qui seraient convaincus d'avoir présenté un faux acte de naissance.

L'on a dit aussi que l'examen serait couteux et pourrait éloigner du mariage les indigents. La loi Turque a pensé à eux, et a décidé en son article 5 que les examens médicaux qui se feront dans un bureau officiel seront gratuits. Elle a, de plus, exigé à nouveau ce que nous avons étudié à l'article 1, affirmant ainsi à quel point elle jugeait cette obligation importante, à savoir que le médecin officiel devait contrôler le certificat et vérifier les indications au registre. La loi a même prévu que tout médecin qui ne se conformerait pas à cette disposition, serait puni. Enfin, la Turquie offre le traitement gratuit à tout individu reconnu syphilitique, traitement qui devra être, dit l'article 6, « conforme aux instructions sur le traitement de la syphilis élaborées par le Ministre de l'Hygiène et de l'Assistance Sociale », et enfin, traitement après lequel, l'individu, soigné et devenu non contagieux pour le conjoint, et non dangereux pour la descendance, pourra obtenir l'autorisation de se marier. Que l'on ne dise pas que cette loi favorisera l'union libre. Elle n'interdit pas le ma-

riage, elle demande d'attendre un certain délai pendant lequel elle offre gratuitement le traitement susceptible de rendre ce mariage sans danger pour le fiancé et la descendance. En tous cas, la loi est profondément éducative et protectrice.

Remarquons enfin qu'en dehors de la syphilis, elle recommande aux médecins de prendre en considération la tuberculose et la lèpre, et de donner aux malades les conseils nécessaires, et des éclaircissements sur les dangers de leur affection. Pour ces maladies, la loi Turque n'interdit pas le mariage comme les lois scandinaves, mais elle veut que les fiancés soient avertis du danger qu'il y a pour eux à contracter une telle union. La loi Turque a bien pour but de protéger la race. Elle érige en empêchement au mariage la syphilis, et elle ne parle pas des autres affections vénériennes qui, comme nous l'avons vu dans notre premier chapitre, est un danger pour le conjoint, mais atteint plus rarement la descendance. De plus, elle n'interdit pas le mariage aux tuberculeux, et aux lépreux, ces maladies n'étant pas héréditaires. Se rapprochant encore des lois scandinaves, la Turquie exige que les deux fiancés soient soumis aux mêmes obligations. Elle est, en cela, plus sévère et plus juste que les lois des Etats-Unis que nous avons étudiées. Ces dernières n'exigent un certificat médical que de l'homme, à part la Dakota du Nord, et la Caroline du Nord, qui ne demandent d'ailleurs un certificat à la femme que pour établir qu'elle n'est ni tuberculeuse, ni aliénée, mais non pas pour prouver qu'elle n'est pas atteinte de syphilis.

DEUXIÈME SECTION

PROJETS DE LOI ET DISCUSSIONS SUR LE CERTIFICAT MÉDICAL PRÉNUPTIAL A L'ÉTRANGER

Ayant étudié les textes de lois qu'ont élaboré les Pays Scandinaves, les Etats-Unis, et la Turquie, nous allons aborder l'étude de ce qui a été fait, et dit, dans divers autres pays étrangers, dans la mesure où j'ai pu en avoir connaissance.

1° ALLEMAGNE.

En 1900, un projet de loi pour protéger la femme de la contamination, par le mari, ou par l'amant, a été examiné. Il y avait là, en germe, l'idée de défendre la femme contre l'infection vénérienne qu'elle peut contracter dans, et hors le mariage. L'idée de la protéger dès avant toute union, et de demander le certificat médical prénuptial devait suivre. Mais nous voyons en 1917 la Berliner Gesellschaft für Rassenhygiene (Société Berlinoise pour l'hygiène de la Race) se déclarer adversaire de toute mesure de contrainte, et par conséquent de *l'obligation de l'examen médical prénuptial*. Cette société cependant considèrerait que cet examen serait nécessaire, et devrait être recommandé tout particulièrement aux intéressés.

En 1920, le Reichsgesundheitsrat (Conseil d'Hygiène de l'Empire) se prononça pour l'obligation du certificat médical prénuptial, et pour l'échange de ce certificat entre les futurs

époux qui conserveraient leur pleine liberté d'action. Il demandait aussi l'Institution de Eheberater (Conseillers Médicaux), médecins spécialement chargés des examens pré-nuptiaux. Le certificat devrait être rédigé moins d'un mois avant la date de la cérémonie et ne pourrait être délivré que par les « Eheberater ». Quand ils déconseilleraient le mariage, ils le feraient sans préciser le pourquoi de leur décision. Le Parlement et le Gouvernement Prussien s'occupèrent de la question à diverses reprises. Mais il fallait un acte législatif s'appliquant à l'ensemble des Etats de la République Allemande, et il y'avait encore trop d'opposants à l'obligation de cet examen pré-nuptial. Le Reichstag stipula alors, par une loi du 11 juin 1920, que les fiancés doivent être incités à se faire examiner médicalement. Cette loi du 11 juin 1920 modifia la loi du 6 février 1875 sur l'Etat des personnes. A l'article 45 de cette dernière loi, qui énonce les pièces devant être présentées par les futurs conjoints à l'officier de l'Etat Civil avant la publication des bans, fut ajouté l'alinéa 5 suivant :

« L'officier de l'Etat Civil doit remettre aux fiancés et à ceux dont le consentement est requis d'après la loi, avant l'ordre de publication des bans, une feuille d'avis dans laquelle est rappelée l'importance d'une consultation médicale avant la célébration du mariage. Le contenu de cette feuille est fixé par le Service de Santé du Reich. » (1)

Une notice fut établie dans ce but en 1922 par l'Office d'Hygiène, et délivrée gratuitement. Le « Landesgesundheitsrat » (Conseil d'Hygiène de Prusse), le 18 juillet 1925 demanda que l'on s'efforcât de répandre les consultations prématrimoniales, et il établit des instructions qui devraient être communiquées aux Autorités de toutes les Communes importantes et des cercles, en les engageant à créer des consultations prématrimoniales et à en faire connaître l'existence au Public. Cette résolution peut se résumer ainsi :

« Le Landesgesundheitsrat considère nécessaire que le Minis-

(1) « Annuaire de législation étrangère », 1920, p. 68.

tre de l'Hygiène invite par une circulaire les autorités placées sous ses ordres à établir des consultations prématrimoniales. Dans les cas difficiles il sera fait appel à des spécialistes. Tous les médecins sont tenus au secret professionnel. La Consultation doit donner des avis sur la santé et l'hérédité des fiancés. Des certificats seront remis aux intéressés portant sur l'aptitude au mariage, sans autre indication. Des fiches seront établies et conservées par le Directeur, et des statistiques tenues à jour. Elles comprendront le nom du fiancé, son adresse, le lieu, et la date de sa naissance, des renseignements sur son hérédité ascendante paternelle et maternelle jusqu'à la deuxième génération, et sur son état de santé.

Le Certificat médical remis à l'intéressé serait ainsi conçu :

1° Les dangers pouvant résulter du mariage :

- a) pour l'examiné,
- b) pour son conjoint,
- c) pour la descendance,
- d) tares éventuelles de l'autre conjoint qui seront particulièrement dangereuses.

2° D'après ce qui précède, le mariage doit-il être formellement déconseillé ?

3° Ou doit-il être retardé ? Combien de temps ?

Destinée à être conservée dans les Archives du Service de Consultation prématrimoniale, une déclaration du médecin directeur attestera qu'il a examiné la personne et lui a donné les conseils prescrits, tout en lui remettant l'original du certificat matrimonial. »

A la suite de cette demande du « Landesgesundheitsrat » un décret ministériel du 19 février 1926 demanda la création de consultations prénuptiales. Elles fonctionnent déjà à Dresde, Berlin, Hambourg, Magdebourg, Luiz, etc... A Dresde et Berlin, ce sont les « Caisses locales d'Assurance contre les maladies » qui supportent les frais d'examen pour leurs adhérents.

Le 24 mars 1926, la Société Médicale Berlinoise donna son avis sur l'examen et sur le certificat prénuptial, et à la suite

d'un rapport du Docteur Max Hirsch, elle émit les vœux suivants :

1° « La Société Médicale Berlinoise considère que le décret du Ministère Prussien de la Prospérité publique, sur l'examen médical prénuptial constitue un progrès très notable. »

2° « Elle est heureuse de constater que le décret n'impose pas l'échange *obligatoire* des certificats, et qu'il n'envisage aucune interdiction formelle. »

3° « Elle estime cependant qu'il serait désirable de promulguer une loi rendant l'examen médical prénuptial obligatoire pour les deux sexes. »

4° « Elle estime que cet examen médical ne doit pas être pratiqué par des médecins experts ou conseillers matrimoniaux, mais bien par n'importe quel membre du corps médical. »

5° « Pour rendre tous les médecins aptes à pratiquer cet examen, il est désirable d'apporter dans les Facultés un soin particulier à l'enseignement de la pathologie héréditaire et conjugale. »

6° « La Société Médicale Berlinoise estime en tout cas que le secret professionnel doit être rigoureusement observé et que les fiancés doivent rester maîtres absolus de leur décision. »

La Société Médicale Berlinoise était donc favorable à l'examen médical prénuptial obligatoire pour les deux sexes avec libre choix du médecin (nous la voyons en effet au § 4 critiquer les « Eheberater »). Par contre, elle estimait que le secret professionnel devait être gardé ; par conséquent, contrairement au Conseil d'Hygiène, elle ne demandait pas l'échange des certificats entre les fiancés (nous le voyons au § 2), mais d'accord avec lui, elle entendait qu'ils restent maîtres de leur décision. Il s'agissait simplement de les mettre en garde, mais non de leur interdire le mariage en cas de maladies. La Société Médicale Berlinoise était satisfaite des résultats du décret du 19 février 1926, à la suite duquel avaient été créées des consultations prénuptiales ; cependant le Docteur Max Hirsch fit observer qu'il était à craindre que ces consultations aient un autre résultat que celui pour lequel elles avaient été établies, étant donné qu'à Ham-

bourg, et à Luiz, où elles existaient avant le décret de 1926, les candidats au mariage n'avaient fourni en 1925 que 10 % des consultants. Les autres, soit 90 %, étaient des femmes mariées venues s'enquérir des moyens d'éviter, ou d'enrayer une grossesse.

En Allemagne, par conséquent, l'unique mesure légale est celle du 11 juin 1920 agissant contre le mariage des fous, des idiots, des épileptiques, et des individus atteints de maladies vénériennes, par la distribution d'une notice à l'usage des personnes contractant un mariage, remise par l'Officier Municipal lors de la signature du contrat. Certes, cela est beaucoup, et nous n'avons même pas en France fait ce premier pas, mais ce n'est pas suffisant ; en Allemagne on a déjà demandé avec insistance le certificat médical obligatoire, étant donné que l'opinion publique, d'après certaines revues allemandes, est suffisamment mûre pour accepter l'échange réciproque du certificat de santé entre les parties contractantes, avec possibilité même, dans les cas graves, d'interdire le mariage.

La loi allemande est d'ailleurs dès maintenant justement sévère pour l'avarié qui contracte mariage sans prévenir son futur conjoint de son état. Il est passible de trois ans de prison au maximum. La poursuite a lieu sur plainte (1).

Dans le cas où un des contractants était aliéné, ou faible d'esprit, lors du mariage, la loi allemande déclare que celui-ci sera « *nichtig* » (nul). Le Code civil allemand de 1900, titre troisième : « De la nullité et de l'annulabilité du mariage », section première, livre quatre, article 1325, prévoit en effet :

« Le mariage est nul, quand, à l'époque de sa conclusion, l'un des époux était incapable d'exercice des droits, où se trouvait en état d'inconscience ou de trouble mental passager.

Le mariage doit être considéré comme valable dès l'origine, si l'époux le confirme après la cessation de l'incapacité d'exercice des droits, de l'inconscience, ou du trouble mental, et avant qu'il ait été déclaré nul ou dissous... »

(1) « Pour la Vie » juin 1928. (Loi allemande sur les maladies vénériennes du 1^{er} octobre 1927).

Le droit d'introduire la demande d'annulation appartient aux deux conjoints, même si au moment des noces, le conjoint sain connaissait la maladie de l'autre. Cette règle n'est pas fondée sur un motif de protection de la race, mais bien sur l'incapacité civile de contracter en cas de maladie mentale prévue dans le titre premier du Code civil de 1900 aux articles 104 et 105. En effet, le mariage est irrévocablement valable si le conjoint qui était incapable civilement à sa célébration l'approuve après avoir recouvré sa capacité juridique ; et si, par exception, l'aliéné, ou le faible d'esprit avait cette capacité au moment du mariage, *seul le conjoint sain*, se fondant sur l'article 1333 du Code civil pourra en obtenir l'annulation, le motif étant qu'il y eût erreur sur la personne. La loi allemande ne tient donc compte que de la capacité juridique de l'aliéné, et non de son infériorité au point de vue de la procréation. Nous verrons que le droit Suisse admet que l'aliéné puisse demander l'annulation du mariage, même quand il avait sa capacité juridique lors de la célébration. Il semble donc là que cette mesure ait été inspirée pour la protection de la race.

D'ailleurs, le droit allemand n'a pas stipulé expressément que l'absence de capacité de contracter constitue un empêchement de mariage. Cette incapacité, d'après le § 104 étant un empêchement pour tout contrat, n'avait pas besoin d'être mentionné spécialement.

2° ANGLETERRE.

En Angleterre, l'accroissement du nombre des aliénés est constant. La blennorragie fait d'effrayants ravages. A Londres, Bishop Harman estime que sur 1100 enfants aveugles, 24,35 % doivent leur infirmité aux suites de l'ophtalmie blennorragique, et en 1918, à l'armée, sur 2.425.000 hommes examinés, 1/3 seulement étaient en pleine possession de leur capacité physique et mentale. Cette même année 1918, M. Lloyd George déclarait que le résultat de l'examen physique de la population britannique démontrait que les conditions physiques du peuple anglais

étaient inférieures à celles de tout autre peuple civilisé. Le nombre des enfants morts-nés, et des enfants criminels, va toujours croissant. On a préconisé la stérilisation des aliénés ; elle est même pratiquée dans les cliniques privées, et certains docteurs la demandent en cas de syphilis, tuberculose, etc., L'examen médical prématrimonial a été aussi demandé par le Corps Médical et les Eugénistes. « L'Eugenics Society », qui s'est formée à Londres en 1911, mène une campagne active afin que le public accepte l'examen médical avant le mariage, mais estime qu'avant d'adopter une telle réforme, il faut que l'on soit convaincu de sa nécessité. Le Major Darwin, dans son livre : « Eugenics reform », demande que chaque partie, afin d'obtenir une licence de mariage, soit obligée de signer un certificat qui serait communiqué à l'autre contractant. Il contiendrait une déclaration dans laquelle chacun des fiancés affirmerait n'être pas atteint de maladies pouvant nuire à son conjoint, ou à ses enfants, telles que l'aliénation, l'épilepsie, les maladies vénériennes, ou la tuberculose. Il devrait aussi déclarer n'avoir jamais été détenu dans une prison, un asile, ou n'avoir jamais été déclaré aliéné, ou atteint mentalement. Une fausse déclaration exposerait le coupable à une peine de prison, et, dans certains cas, la partie lésée pourrait demander, et obtenir, l'annulation du mariage.

Dans le « Memorandum on the Consideration of heredity of the Ministry of Health », « l'Eugenics Society » demande qu'une enquête soit organisée par le « Ministry of Health » sur les avantages, et la nécessité qu'il y aurait à rendre le certificat pré-nuptial obligatoire.

Comme nous le voyons, la question a été moins étudiée qu'en Allemagne ; il n'y a pas encore eu de discussion de projets, et encore moins de loi, si imparfaite qu'elle soit. L'Angleterre commence seulement à s'émouvoir devant de lamentables statistiques.

3° ARGENTINE.

En 1919, dans la seconde conférence nationale de prophylaxie tuberculeuse réunie à Rosario, on émit le vœu suivant :

« Parmi les formalités prévues pour la célébration du mariage (chapitre 5, livre 1^{er}, section 2^e, titre I du Code civil) inclus dans l'acte dont parle l'article 175, un certificat devrait constater que le futur conjoint n'a pas de maladie susceptible de compromettre la santé de l'autre conjoint, ou de la descendance ».

Dans un ouvrage intitulé : « La inhabilitacion para contraer matrimonio » (L'incapacité de contracter mariage) du Docteur Alberto Stuchi, Professeur de Médecine Légale à l'Université de Cordoba, ce vœu fut brillamment soutenu.

Dans sa session de novembre 1924, la « Sociedad Argentina de Nipologia » présenta un travail intitulé : « Por la implantacion del certificado medico prematrimonial » du Docteur Juan Busco, qui suscita d'intéressantes discussions, ce certificat étant toujours reconnu nécessaire en principe.

Le Docteur Leopold Bard de Buenos-Ayres, en 1922, lors de la 7^e réunion, 1^{re} session ordinaire de la Chambre des Députés de la République Argentine, a déposé une proposition de loi demandant un examen médical avant le mariage dans des termes que nous étudierons ci-dessous. Voyons d'abord les motifs pour lesquels il a cru devoir déposer cette proposition et qu'il expose lui-même dans un article intitulé : « Le certificat prénuptial », reproduit par la Revue « Vers la Santé », en mai 1926, et dont il avait, en juillet 1922, fait suivre sa proposition (1).

Le Docteur Léopold Bard nous dit que : « Le pays qui prendra la courageuse initiative d'introduire dans le domaine de la pratique les théories de l'hygiène sexuelle, se placera au premier rang des nations civilisées ».

Il semble regretter que le délit de contagion vénérienne n'existe que dans quelques pays, qu'il qualifie « pays de haute culture intellectuelle » et il explique que cette contagion n'est qu'en si peu d'Etats un délit, parce qu'on suppose qu'elle n'est due qu'à la négligence des contaminés, qui ne se soignent pas assez rigoureusement, ou ne se soignent même pas du tout. Mais il y a des cas où la dégénérescence des individus va jusqu'à pro-

(1) Diario de Sesiones. Camara de disputados (Julio 6 de 1922).

pager la contagion. Le Docteur Bard ajoute alors qu'il serait juste qu'une loi vint protéger ceux qui désirèrent contracter mariage, et que ce serait une « œuvre véritable de prophylaxie sociale ». Le Docteur Bard estime que les maladies vénériennes constituent un empêchement temporaire au mariage, qu'elles doivent en empêcher la consommation durant un temps que la thérapeutique médicale est à même de fixer. Il rappelle à quels malheurs conduisent l'ignorance et l'apathie ; le raccourcissement de la vie, l'incapacité, la perte des facultés, la retraite forcée imposée à l'homme après quelques années d'activité, laissant derrière lui une femme contaminée et dans la misère. Et 60 % des maladies infantiles sont dues à l'hérédité.

C'est devant la gravité de la situation que le Docteur Bard élaborera le projet de loi qu'il soumit au Parlement. Il a prévu le facteur sentimental que l'on oppose à la visite médicale prénuptiale. On dit en effet qu'un mariage manqué, ou retardé, est une source de douleurs pour les fiancés. Il répondra à cela en demandant si la femme, dont le mari est cloué sur un lit de souffrances, incapable de travailler, frappée elle-même de stérilité, dont les enfants sont malades, est un être heureux ? Puis il conclut, avant d'exposer son projet : « comme la loi punit l'infanticide, il n'est pas possible que l'on reste insensible devant ces fléaux qui se propagent, et que le mariage favorise ».

Voici maintenant le texte du projet :

ARTICLE 1^{er} : Modification de l'article 2 du chapitre 1^{er} « Régime du mariage ». Adjonction d'un paragraphe.

« Tout homme désirant contracter mariage devra, dans les 15 jours précédant l'acte d'enregistrement du mariage, subir un examen médical, et produire un certificat attestant qu'il n'est pas atteint de maladies vénériennes.

Ce certificat sera fourni par le médecin autorisé par la présente loi, et il sera rédigé comme suit : Je, Docteur en médecine, légalement autorisé, certifie que le j'ai examiné M..... et l'ai trouvé indemne de toute maladie vénérienne.

Signature du médecin : »

Au chapitre 5 (Loi de mariage), concernant les formalités relatives à la célébration du mariage, à l'article 19, adjoindre les paragraphes ci-après : 4, 5 et 6.

§ 4 : « Dans le but de procéder à ces examens médicaux on créera, dans l'Office national d'Hygiène publique de la capitale fédérale, un bureau spécial chargé de délivrer les certificats pré-matrimoniaux. Dans les provinces, les certificats seront remis par les services d'hygiène dépendant de l'Office national d'Hygiène publique ».

§ 5 : « Dans les villes ou communes éloignées des centres urbains, les certificats seront délivrés par les médecins municipaux. »

§ 6 : « Aucun acte de mariage ne pourra être enregistré sans que le conjoint du sexe masculin ait été examiné entièrement, et sans qu'il ait produit un certificat prouvant qu'il n'est pas atteint de maladies vénériennes ».

Modifications de la loi matrimoniale, chapitre 15, dispositions générales en ajoutant à l'article 107 les paragraphes 1 et 2 ci-après :

§ 1 : « Tout fonctionnaire de l'Etat Civil qui aura délivré un livret de mariage sans exiger la présentation du certificat médical mentionné à l'article 2 § 8, sera passible d'une peine d'emprisonnement de 1 à 3 ans, et sera révoqué. »

§ 2 : « Tout médecin qui, sciemment et volontairement, fera de fausses déclarations, sur le certificat prescrit à l'article 2 § 8, sera, pendant 3 ans, privé du droit d'exercer sa profession dans tout le territoire de la République. »

Telle est la proposition qu'a présentée le Docteur Léopald Bard, proposition qui, hélas, n'a pas encore abouti, et qui était cependant particulièrement intéressante. Elle se rapprochait plus des lois des Etats-Unis que de celles des Etats Scandinaves, ne demandant le certificat prénuptial qu'à l'homme, et n'exigeant une attestation que sur les maladies vénériennes, ainsi que le demandent cinq des sept Etats de l'Amérique du Nord qui ont édicté ces lois. De plus, davantage que la loi Turque, la proposition argentine soumet le médecin à un contrôle officiel. La

Turquie permet que l'examen médical prénuptial soit fait par un médecin privé, à condition qu'il y ait une surveillance officielle, tandis que le projet qui nous occupe exige en tous cas un médecin officiel. Il prévoyait aussi, comme la loi Turque, une sanction pour le médecin coupable de fausses déclarations. D'ailleurs, ce projet est indiscutablement incomplet. Les points faibles, comme aux Etats-Unis, sont le manque d'égalité entre les deux sexes, la limitation des causes d'empêchement aux maladies vénériennes.

Au premier congrès Pan-Américain dans lequel était représentée l'Argentine et qui se réunit au Chili en 1919, le Docteur E. Coni, l'illustre précurseur de l'Eugénique en Amérique, proposa, et obtint le vote du vœu suivant : « La loi civile doit imposer aux fiancés l'obligation de présenter un certificat médical attesté par une Faculté, affirmant qu'au moment de la célébration du mariage, ils ne présentent aucune tare physique importante qui l'empêche ; et il était énuméré comme telle : l'alcoolisme, la tuberculose, le cancer, l'avarie, etc... La même année nous avons vu ci-dessus le vote émis par la seconde conférence nationale de prophylaxie tuberculeuse réunie à Rosario. En 1920, au Congrès Américain de l'Enfance, réuni à Montevideo, le Professeur Tomas Gaudolfo proposa un vote similaire aux deux précédents, qui fut approuvé.

A la deuxième conférence Pan-Américaine de la Croix-Rouge, qui se tint à Washington du 23 mai au 5 juin 1926, le vote suivant fut obtenu : « La conférence demande à la Société de la Croix-Rouge que soit recommandée à la population la nécessité d'un examen médical avant le mariage, et, éventuellement, de leur faciliter cet examen ». Etaient réunis à cette conférence, les 18 Croix-Rouge du Continent Américain, les Croix-Rouge Albanaise, Allemande, Australienne, Britannique, Bulgare, Chinoise, Espagnole, Française, Grecque, Italienne, Japonaise, Néerlandaise, Portugaise, Serbe et Suédoise.

Puis l'Argentine fut représentée par son ministre plénipotentiaire, au Congrès d'Eugénique et d'Homiculture qui se tint à la Havane en décembre 1927, et dans lequel fut décidé la créa-

tion d'un « Office central pan-américain d'Eugénique et d'Homiculture », qui se tiendrait à la Havane, et auquel seraient soumises les questions touchant à l'amélioration de l'individu et de la race. Un projet de convention internationale d'Eugénisme et d'Homiculture y fut rédigé. Il proposait que « l'Office central » répartit les individus en responsables, et en irresponsables. Les principes suivants étaient préconisés.

ARTICLE 6 : « Les individus reconnus mentalement responsables, et porteurs d'éléments germinaux reconnus bons sont autorisés à mener librement leur vie sexuelle et reproductrice. »

ARTICLE 7 : « Les individus reconnus mentalement responsables, et porteurs d'éléments germinaux mauvais, ou douteux, ne pourront user de leur vie sexuelle et reproductrice que suivant les avis et indications des autorités Eugéniques. »

ARTICLE 8 : « Les individus reconnus mentalement irresponsables, et porteurs d'éléments germinaux mauvais, ou seront isolés, ou soumis à la stérilisation. »

La Convention réglementait également le mariage. Ainsi, article 15 : « Tout officier d'Etat Civil exigera de chacune des parties un certificat médical contenant un curriculum biologique lequel sera transmis à l'autre partie ou au chef de famille. »

ARTICLE 16 : « Toute violation de cette disposition constituera une cause d'annulation du mariage, et entraînera des poursuites pénales. »

A l'issue de ce Congrès il fut décidé que la convention ci-dessus, élaborée sous forme de Code, entrerait en vigueur aussitôt après l'échange des ratifications, et que le prochain Congrès aurait lieu à Buenos-Aires. Remarquons qu'à celui dont nous venons de parler, 13 pays étaient représentés. En dehors de l'Argentine, savoir : le Chili, la Colombie, la Bolivie, Costa-Rica, les Etats-Unis, le Mexique, le Guatémala, le Honduras, Panama, le Pérou, le Vénézuéla, et Cuba.

Ce projet de Convention, vu sa date récente (décembre 1927) n'a pu avoir encore de résultats pratiques. N'est-il pas permis cependant d'espérer beaucoup de tels efforts, et de croire que les tentatives faites par les éminents docteurs qui représentaient chacun de ces pays, ne seront pas vaines.

4° ARMÉNIE.

En 1904 le Catholikos Khrimian, chef suprême religieux de tous les Arméniens, et en même temps chef suprême de la communauté, avait établi par décret l'obligation du certificat médical. Le passage principal du décret était libellé comme suit : « Au nom de S. M. Impériale, Empereur de toutes les Russies, le Saint Synode Arméno-Grégorien... constatant que les maladies vénériennes prennent de l'extension, aussi bien parmi la population urbaine que rurale ; que ces maladies empoisonnent la vie physique et morale, et ont une répercussion funeste sur la génération présente et future ; que les conséquences de ces phénomènes désastreux sont les demandes en divorce de plus en plus nombreuses, la cause alléguée par les plaideurs étant surtout la transmission des maladies vénériennes du mari à la femme... ordonne d'exiger des hommes entrant en mariage un certificat médical de santé, et de n'autoriser le mariage que dans ce cas ». (Jusqu'en ces dernières années, en Arménie, le mariage était exclusivement religieux.)

Mais ce règlement n'avait pas force de loi, et il fut plus ou moins bien suivi car, comme le dit un médecin arménien que cite le docteur Georges Cornaz, médecin du dispensaire antivénérien de Lausanne : « Le certificat est bien exigé du fiancé, mais ce n'est qu'une formalité sans valeur ; on demande une déclaration de santé à n'importe quel médecin, et il est toujours facile de l'obtenir ». Il eut fallu, pour le succès de cette disposition, qu'il y eut ici, comme en Turquie, une surveillance officielle. Malgré ce quasi-échec, j'ai tenu à signaler cette recommandation. L'idée en est profondément intéressante, et la date non moins. C'était en 1904. A peine y pensait-on chez nous...

5° AUTRICHE.

A Vienne, la municipalité a créé, en 1922, un bureau municipal de consultations prénuptiales, le « Wiener Städtischen Eheberatungstelle ». Les consultations y sont gratuites et libres. Le médecin n'examine que les fiancés qui s'y présentent de leur

plein gré. Il leur conseille, ou leur déconseille le mariage, mais ne leur interdit jamais formellement. Le Bureau délivre aussi des tracts faisant remarquer aux futurs époux que la santé est nécessaire plus que la fortune, que la maladie de l'un oblige l'autre à fournir un travail supplémentaire, diminue la joie de vivre, et augmente les peines et soucis. Que la maladie peut se transmettre au conjoint, et aux enfants ; que le médecin peut instruire, guider, conseiller.

Déjà en 1924, Hugo Glaser dans la « Sociale Praxis » signalait que cette consultation, qui avait été assez délaissée au début, commençait à être fréquentée régulièrement. En 1922, elle n'avait eu que 100 consultants en un an, et elle en avait, à la fin de 1923, début 1924, jusqu'à 120 par mois. En 1928, le « Mouvement Sanitaire » affirmait le succès croissant de cette Consultation. On constate donc qu'elle répond aux besoins de la population. La plupart des caisses de secours mutuels s'intéressent à son fonctionnement, et supportent les frais des examens microscopiques prescrits à leurs adhérents.

Remarquons à quel point la formule autrichienne est libérale ; on peut se demander si elle ne serait pas plus efficace en l'étant moins. Ces consultations sont obligatoires quand il s'agit de personnes encore soumises à un Conseil de tutelle, et pour tout individu qui brigue un emploi officiel. Ne devraient-elles pas l'être, d'autant plus, quand il s'agit d'un mariage où l'intérêt de l'individu et de la Société est en jeu ? Cependant, il est indiscutable que ces consultations ont une influence éducative très grande. On peut le constater par leur succès. Il y a au moins quelque chose, et on ne peut que regretter qu'elles n'existent encore qu'à Vienne.

Le Code Civil Autrichien stipule, parmi les empêchements de mariage, que les furieux, les fous, et les idiots, sont incapables de contracter un mariage valable. Mais, il n'y a là qu'un empêchement fondé sur l'incapacité juridique de l'aliéné de faire aucun contrat valablement, et non une disposition protectrice du conjoint et des enfants.

6° BELGIQUE.

L'on sait avec quelle ardeur la lutte contre la syphilis est entreprise et menée depuis la guerre. Partout, dans les gares et sur les murs de nombreux bâtiments publics, de grandes affiches sont apposées faisant connaître à la population les terribles dangers de la syphilis et de la blennorrhagie. De nombreuses ligues et sociétés furent créées pour lutter contre ces deux fléaux, et la Reine Elisabeth ne craignit pas de venir assister officiellement au 1^{er} Congrès Antivénérien, lors de la fondation de la Ligue Nationale Belge contre le péril vénérien. Enfin il n'était plus question de maladies « honteuses »... mais de « maladies ». Cette propagande active contre la syphilis parvint à la faire régresser très sensiblement. Il était naturel que dans un pays possédant cet état d'esprit, la question de l'examen médical pré-nuptial fut mise à l'ordre du jour. En novembre 1923, le Professeur Decroly donna une conférence sur « La sélection des plus aptes » qui démontrait la nécessité de généraliser le certificat médical pré-nuptial. La Société Belge d'Eugénique organisa à Bruxelles le 7 février 1926, au Palais des Académies, une séance publique pour familiariser l'opinion avec l'idée de l'examen médical avant le mariage. Elle fut présidée par le Docteur René Sand, Président de la Société Belge d'Eugénique, et eut un grand succès. On remarquait dans l'assistance, MM. Jaspar, Ministre d'Etat, le Professeur Nolf, ancien Ministre des Sciences et des Arts et Président de la Croix-Rouge de Belgique, Brunet, Président de la Chambre, le Docteur Govaerts, Secrétaire Général de la Société Belge d'Eugénique, Herbette, Ambassadeur de France, et de nombreuses personnalités médicales belges. Quatre orateurs y furent entendus.

1° Le Professeur Brachet, Recteur de l'Université de Bruxelles, qui discuta la question au point de vue biologique.

2° Le Docteur Georges Sereiber, Secrétaire Général de la Société Française d'Eugénique, qui l'étudia au point de vue médical et biologique.

3^e M. Paul Wets, Juge au Tribunal des enfants, de Bruxelles, qui aborda le point de vue légal et social.

J'ai été étonnée de voir qu'il considérait l'expérience américaine comme malheureuse, car les lois y étant fondées sur la contrainte furent, d'après lui, abrogées en certains Etats parce qu'inapplicables, et que d'autre part, on ne les applique pas ailleurs. M. Paul Wets ignorait-il le livre de M. Hall que nous avons étudié et le résultat de son enquête, qui ne me sembla vraiment pas si mauvais, seul l'Etat de Washington ayant abrogé sa loi. Sur la question du secret professionnel, M. Wets remarquait que le médecin n'est lié que quand le malade se confie librement à lui, mais non lorsqu'il se soumet à une obligation. L'expert-médecin consulté par le pouvoir judiciaire n'est, en effet, pas lié au secret professionnel vis-à-vis de la personne examinée. Il en est de même en matière d'expertise médicale civile.

M. Wets dit encore que l'on ne songe pas à critiquer la nécessité de l'examen médical imposé pour le service militaire. Il est certain, ajoute-t-il, que le savoir du médecin est limité, et que quand il interdit un mariage, il peut causer un irréparable préjudice ; cependant cela ne peut condamner à l'inaction, mais inciter seulement à la prudence. M. Wets, dans sa conclusion, repousse toute législation prohibitive dans un domaine où les inconnus sont énormes. Il croit à « la possibilité d'une intervention énergique du gouvernement qui pourrait agir auprès des Administrations publiques et des Officiers de l'Etat Civil, les instruire de leurs devoirs, et faciliter leur rôle en généralisant l'obligation d'éclairer les futurs conjoints par la remise de documents officiels, rappelant leurs obligations générales et l'intérêt majeur qu'il y a à se documenter mutuellement sur leurs états de santé réciproques et sur l'opportunité de prendre, avant le mariage, l'avis éclairé du médecin ».

M. Wets croit à la nécessité d'une vaste action privée internationale qui susciterait une mentalité nouvelle. Il demandait pour cela la création de bureaux de consultations matrimoniales, et la distribution de tracts qui prépareraient l'opinion publique au vote de la loi. La liberté de contracter mariage demeure

rerait alors entière, mais des sanctions sévères, pénales et civiles, frapperaient le médecin et le conjoint qui contreviendraient à la loi.

4° Le Révérend Père Fallon, Professeur de morale à l'Université de Louvain, étudia la question du certificat médical pré-matrimonial au point de vue familial et moral.

Pour lui, la consultation médicale avant le mariage « est un devoir de prudence personnelle. Il y a, de plus, un devoir de justice, car dans un contrat on ne doit pas tromper son co-contratant. Si l'un apporte à l'autre des infirmités et des tares, quelle cause de mésintelligence. Le médecin devra donner « comme certain ce qui est certain, comme probable ce qui est probable, comme possible ce qui est possible ».

Si l'on veut résumer l'idée dominante de ces quatre discours, on voit que tous les conférenciers, également opposés au certificat d'aptitude au mariage, tel qu'il est imposé par la loi scandinave, se déclarèrent cependant partisans de l'examen médical prénuptial, et préconisèrent (nous l'avons vu) une propagande suivie pour le faire entrer dans les mœurs avant de l'inscrire dans la législation. Ils soulignèrent la nécessité, pour le médecin, d'apporter dans la pratique de cet examen beaucoup de doigté et de circonspection.

La Croix-Rouge de Belgique s'unit à la Société Belge d'Eugénique, et il fut déclaré : « que dans l'état actuel des mœurs, il ne pouvait être question, sans empiéter lourdement sur les droits individuels, d'imposer l'examen médical prénuptial, d'en faire une obligation. Toutefois, elles demandaient qu'il soit facultatif, et que l'attention du public soit attirée sur sa nécessité ».

Tous les bourgmestres de l'agglomération bruxelloise réunis ont décidé, à la suite de cette demande, que les Chefs de Bureau de l'Etat-Civil remettraient une notice à tous les futurs époux venant solliciter leur inscription en vue de leur mariage.

Cette notice est ainsi libellée : « Si vous n'êtes pas bien portants tous les deux, votre union ne sera, ni prospère, ni heureuse, car la maladie du mari entraîne la misère, et celle de la femme

le désordre du foyer ; de plus, certaines affections se transmettent d'un époux à l'autre, et de ceux-ci aux enfants. Il faut donc, avant de vous marier, demander à un médecin qui a votre confiance, de vous examiner complètement, et de vous donner son avis que vous vous communiquerez l'un à l'autre. Votre responsabilité serait grave, si vous négligez cette précaution, et vous pourriez en être cruellement punis, en vous-mêmes, et dans vos futurs enfants.

Les médecins sont tenus au secret par la loi ; ils ne peuvent, sans votre autorisation formelle, répéter à qui que ce soit ce que vous leur aurez dit, ou ce qu'ils auront constaté au cours de leur examen.

Si le médecin vous conseille de remettre votre mariage en raison de votre état de santé, écoutez la voix de la sagesse et de votre conscience. Sans doute, votre désappointement sera grand, mais il serait bien plus grand encore si l'union, dont vous attendez le bonheur devenait, par votre propre imprudence, une source de chagrins et de maux, pour vous, et vos enfants.

Dans la majorité des cas, d'ailleurs, le médecin pourra vous donner un avis favorable, et c'est avec d'autant plus de plaisir et de confiance que vous réaliserez le projet qui vous est cher. »

Pour créer une mentalité nouvelle internationale, comme le demandait M. Wets, un vœu, présenté par les Docteurs Leclercq de Lille, et L. Vervaeck de Bruxelles, fut voté à l'unanimité par le 14^e Congrès de Médecine Légale réuni à Paris, le 26 juin 1929. « Le 14 Congrès de Médecine Légale se permet d'attirer l'attention de M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale sur l'importance de l'examen médical prénuptial qui est susceptible d'éviter, dans une très large mesure, les contagions conjugales, et les descendance pathologiques. Il émet le vœu que les pouvoirs publics participent à cette propagande eugénique à l'aide de tracts délivrés par *chaque* mairie aux fiancés, et à l'aide de notices explicatives adressées aux médecins, pour en préciser le rôle et entraîner leur sympathique adhésion. Ces mesures seront de nature à préparer la voie à des dispositions légales consistant à demander simplement aux fiancés la preuve

qu'ils ont consulté, en vue du mariage, le médecin de leur choix ».

Il est évident que ce vœu a un grand intérêt, et que la valeur éducative des tracts délivrés dans chaque mairie aux fiancés serait très grande, et l'est déjà dans l'agglomération bruxelloise. Il est dommage que cette mesure soit restreinte à cette région, et il est à souhaiter qu'elle se répande rapidement dans toute la Belgique, et à l'étranger. Au moins, l'attention des ignorants est attirée sur les dangers des maladies dans le mariage, et sur la misère qu'elles engendrent. On leur montre à quel point est engagée leur responsabilité. Seuls, les criminels resteront sourds à cet appel, mais nous savons qu'ils sont bien moins nombreux que ceux qui ne savent pas. La Belgique a donc fait un premier pas important en distribuant ces notices aux fiancés, et je souhaite qu'elles aboutissent rapidement à l'élaboration d'une loi imposant l'examen médical qu'elles conseillent, et qui, alors, atteindrait tout le monde.

7° CANADA.

Le Gouvernement d'Ottawa s'est beaucoup occupée de la question du certificat médical prénuptial en 1928. Un projet (D) intitulé « Acte érigeant les maladies vénériennes en empêchement au mariage », fut mis à l'ordre du jour du Sénat par M. E.-L. Jirroi. Un comité fut nommé le 13 mai 1928, afin de convoquer plusieurs médecins et professeurs des différentes provinces pour recueillir leur opinion sur l'opportunité de cet empêchement, avant de voter la loi. Le rapport de ce Comité, daté du 7 juin 1928, rédigé à la suite de l'enquête faite par lui, admit en principe l'importance de l'examen médical avant le mariage, mais ne crut pas nécessaire de légiférer de suite sur une telle question. Le Comité considérait qu'avant de voter une telle loi, il fallait que l'opinion publique y fut favorable, ce qui n'était pas suffisamment évident, et que la profession médicale y coopérât. Il trouvait qu'exiger un examen des femmes était peut-être prématuré, et pourrait provoquer une opposition du public. Afin

d'agir avec plus de sécurité, le Comité demandait que des copies du projet et de l'enquête soient données à l'Association Médicale Canadienne et aux autres sociétés médicales provinciales, afin qu'elles expriment leur opinion. A la suite de ce rapport, au Congrès de l'Association Médicale de la Province de Québec, à la fin de l'année 1928, l'examen médical obligatoire avant le mariage fut inscrit au programme pour discussion. Le Docteur Gustave Archambault de Montréal avait été nommé rapporteur, mais deux semaines avant le Congrès il reçut une note du Président l'informant que la question était enlevée du programme, et il crut comprendre qu'on avait jugé l'opinion publique insuffisamment préparée pour cette discussion. Le Docteur Archambault a constaté que, depuis, on a cessé de s'occuper de la question dans certains milieux, on l'a même parfois attaquée très fortement, mais il est cependant convaincu que dans un avenir rapproché, il faudra se décider à accepter au Canada cet examen médical.

• Voici le texte du projet (D) proposé au Sénat Canadien, le 13 mai 1928.

PROJET D

Acte érigeant les maladies vénériennes en empêchement au mariage.

Sa Majesté, avec l'avis et le consentement du Sénat et « of House of Commons » (Chambre des Députés) du Canada, décide :

1° Cet acte doit être cité sous ce titre « *Protection du mariage* » (Maladie vénérienne), acte 1928.

2° *Une personne ne pourra contracter mariage au Canada si elle est atteinte d'une maladie vénérienne, ou est, à cause d'une maladie vénérienne, mentalement ou physiquement incapable de se marier.*

3° (1) Le certificat d'un médecin reconnu par la loi, résidant et pratiquant au Canada sera, prima facie, la preuve qu'une personne n'est pas atteinte de maladie vénérienne et n'est pas, à cause d'une maladie vénérienne, mentalement ou physiquement incapable de se marier.

(2) Chaque certificat devra être daté des 10 jours précédant la célébration du mariage et fait dans la forme fixée à la Cédulle A de cet acte.

CÉDULE A

Certificat médical.

La protection du mariage (maladie vénérienne), acte 1928

Je (nom du médecin), de (nom de la ville où il réside), du département de, dans le (province) du dominion de Canada, certifie ici :

1° Que je suis dûment autorisé par la loi de ladite province à y pratiquer la médecine, et que je réside et pratique à.....

2° Que j'ai, dans les 10 jours avant la date de ce certificat, examiné la condition mentale et physique de (nom de la personne examinée), de (lieu de résidence de la personne examinée), dans ladite province (occupation de la personne examinée).

3° Que, d'après le résultat de l'examen, je suis d'avis que, à la date de ce certificat, ledit (nom de la personne examinée) n'avait pas de maladie vénérienne et n'était pas, à cause d'aucune maladie vénérienne, mentalement ou physiquement incapable de se marier.

Daté de ce jour de 19.....

Signature du médecin : »

Dans ce projet, seules les maladies vénériennes et les affections en dérivant étaient prévues comme cause d'empêchement au mariage. Un projet le modifiant fut présenté à nouveau au Sénat par M. Girroir, le 22 mars 1929. Ce projet est intitulé :

PROJET X

Acte érigeant les maladies mentales ou physiques en empêchement de mariage.

Le § 2 est ainsi modifié :

« *Aucun homme ne pourra contracter mariage au Canada s'il est atteint d'une maladie vénérienne ou est mentalement ou physiquement incapable de se marier.* »

Et le n° 1, § 3 est modifié comme suit :

(1) « Le Certificat d'un médecin reconnu par la loi, résidant et pratiquant au Canada, sera « *prima facié* » la preuve qu'une personne n'est *pas atteinte de maladie vénérienne et n'est pas mentalement ou physiquement incapable de se marier.* »

La Cédule A, suivant ces modifications mentionne à son paragraphe 3... « que d'après le résultat de l'examen je suis d'avis que, à la date de ce certificat, ledit (nom de la personne examinée) n'était pas atteint d'une maladie vénérienne, ni mentalement ou physiquement incapable de se marier ».

A la suite de la remarque du Comité : qu'exiger un examen médical des femmes avant le mariage était peut-être prématuré, M. Girroir a modifié son projet, et, dans le paragraphe 2, ne demande plus le certificat qu'aux hommes. De plus, il a éten-
du les causes d'empêchements au mariage, et y a ajouté, avec juste raison, toute affection mentale et physique, même si elle a une cause autre qu'une maladie vénérienne, quand elle rend inapte au mariage.

La question a donc été bien étudiée au Canada, et je souhaite que le pronostic du Docteur Archambauld se réalise ; à savoir que : « dans un avenir rapproché, le Canada devra se décider à accepter cet examen médical pré-nuptial ».

8° ESPAGNE.

Gutierrez y Fernandez, juriste espagnol, dans : « *Cotigos o estudios fundamentales sobre el derecho civil espagnol* », étude sur le droit civil espagnol, déplore l'absence de lois contre la propagation des maladies contagieuses.

En 1876, Blas y Cortès montra la contradiction qu'il y avait à s'efforcer d'améliorer les espèces animales et végétales, et à ne rien faire pour la race humaine.

Les Eugénistes espagnols réclament aussi l'examen médical

prénuptial. Le 19 novembre 1915, le Docteur Gonzalès Alvarez a déposé aux Cortès un projet de loi afin de le rendre obligatoire, avec délivrance d'un certificat d'aptitude. Il avait prévu une exception pour les cas de mariages célébrés « in articulo mortis ». Le projet n'a malheureusement pas encore été voté, mais le nouveau Code Pénal espagnol dû 8 septembre 1928, en son chapitre 7, porte :

ARTICLE 538 : « Celui qui, se sachant atteint d'une maladie sexuelle en période contagieuse, infecte une autre personne, soit par des rapports sexuels ou de tout autre manière, sera passible d'une peine de deux mois et un jour à un an de prison.

Si le fait se produit entre conjoints, la partie contaminée ne pourra qu'intenter une demande en divorce. »

Il y a là une disposition intéressante.

Le Docteur Cazalis, en 1900, avait déjà préconisé cette responsabilité pénale, mais il l'a demandé aussi bien pour les cas de contamination dans le mariage, qu'en dehors.

9° ITALIE.

Au « Premier Congrès Italien des Doctoresses en Médecine » réuni à Salsomaggiore du 14 au 18 octobre 1921, la motion suivante fut approuvée : « Les doctoresses italiennes en médecine, réunies pour la première fois en Assemblée Nationale, considérant toutes les souffrances physiques et morales, la décadence de la race, et le fait que les maladies vénériennes contagieuses et de caractère dégénérateur accablent la famille et la société, émettent le vœu que soit exigé obligatoirement le certificat médical pré-matrimonial des deux contractants de mariage ».

Le « Parlement médical fasciste » réuni à Rome (au Palais de Montecitorio) au mois de novembre 1922, sous la présidence de Monsieur Cirincione, prit en considération la question du certificat médical prénuptial, et approuva l'ordre du jour suivant, afin qu'il soit présenté et appuyé devant les Chambres : « Il est obligatoire que tous les officiers d'Etat Civil de toutes

les communes exigent des époux un certificat médical, sans lequel le mariage ne pourra pas être célébré ».

Le « Corps Médical Milanais », sur communication, présentée par les professeurs Pasini et Patellini, approuva, après une grande discussion, la motion suivante : « Le certificat pré-matrimonial, avec effet légal, devrait être dès maintenant compris dans les belles causes qui pourraient se réaliser dans un jour prochain.

La « Société Italienne de Dermatologie et de Syphilis » ordonna en 1925 à trois de ses membres, d'étudier la question, les arguments, et de formuler un règlement pour soumettre à la direction générale de la santé publique.

A la suite de ces campagnes, la croix-rouge italienne, à l'exemple des croix-rouge autrichienne et hollandaise, décida de créer des consultations pré-matrimoniales. Elle confia au Professeur E. Alfieri, Directeur de la Clinique Obstétricale et Gynécologique de l'Université de Pavie, le soin d'élaborer un manifeste pour poser les principes de l'organisation à Milan. Le Professeur Alfieri, dans son rapport, montra l'intérêt social et humanitaire du certificat pré-matrimonial. Il affirma la nécessité de faire un examen médical avant le mariage sous le sceau du secret professionnel, et avec toutes les garanties qu'offrent aujourd'hui les méthodes les plus perfectionnées d'investigation clinique et biologique.

Les principes fondamentaux de cette consultation sont les suivants :

1° « Examen gratuit sauf acceptation de dons.

2° Secret professionnel rigoureusement gardé. Anonymat si on le désire, la personne examinée substituant à son nom un signe conventionnel de reconnaissance.

3° Déclaration préliminaire de se soumettre à toutes recherches nécessaires, sans exclure la possibilité de prendre des renseignements auprès des médecins qui ont soigné le malade.

4° Sans négliger ces renseignements, le diagnostic devra être rendu après emploi de moyens directs (cliniques, radiologiques, endoscopiques, sérologiques, bactériologiques) s'attachant sur-

tout à déceler l'existence des maladies vénériennes, tuberculose, et de leurs conséquences.

Et ceci, à l'inverse de ce qui se fait à Vienne, où le diagnostic est donné par le médecin d'après les informations fournies par le client et recueillies auprès des médecins traitants ; en cas de nécessité, auprès de spécialistes désignés par le malade.

5° Un corps de médecins compétents aidera les médecins de l'Institut en cas de maladies exerçant moins fréquemment une influence nocive sur la vie conjugale, ou n'influant pas toujours sur la descendance : telles les maladies mentales ou nerveuses, les maladies ou imperfections des organes génitaux, les maladies du cœur, ou des vaisseaux, les faiblesses de constitution, et les maladies des organes digestifs, les affections gynécologiques.

6° Le diagnostic sera rendu sur un formulaire à en-tête du Comité de la Croix-Rouge italienne, chaque fois que le requérant consentira, dans l'assurance que le secret sera conservé, à décliner ses nom et qualités ; sinon le diagnostic donné verbalement sera transcrit sur un registre avec le signe de reconnaissance employé au cours des recherches. »

Etant donné le peu de temps depuis lequel fonctionnent ces consultations (1927), je n'ai pu savoir si elles avaient du succès, mais vu celui obtenu par les Consultations autrichiennes, il est à penser que celles-ci, qui sont particulièrement perfectionnées, en obtiendront aussi, et il est à souhaiter qu'elles se développent en Italie, dans d'autres villes que Milan.

Ces consultations sont gratuites, le secret en a été assuré, et tout a été prévu pour éviter les erreurs de diagnostic. Ces organisations sont profondément éducatives, et un grand pas est fait vers l'institution légale du certificat médical prénuptial, car elles en répandent l'idée dans le public.

10° LA HAVANE.

Dans un article publié dans la Revue « Vers la Santé », en septembre 1927, par le Docteur J.-A. Lopez del Valle, est cité le rapport rédigé en 1911 par le Docteur Fernando Escobar y

Jova au sujet de l'examen médical prénuptial, en tant que mesure destinée à prévenir la propagation de certaines maladies, et à la suite duquel des études eugéniques furent entreprises à la Havane, sur l'initiative des Professeurs Hernandez, et Ramos. Ce dernier faisait remarquer que vu la difficulté de dépister les maladies héréditaires par un seul examen, il fallait remonter aux ascendants pour déterminer la « pureté hygiénique du sang ». Il ajoutait que par l'examen médical prénuptial, d'abord facultatif, puis obligatoire, on contribuerait graduellement aux progrès de la prophylaxie.

Au point de vue scientifique, le Docteur Lopez del Valle considère que cet examen serait un grand pas en avant, mais il prévoit certaines objections au point de vue social, auxquelles d'ailleurs il répond ; d'après lui, l'examen ne serait pas un obstacle au mariage légal, n'étant guère qu'une formalité de plus, formalité d'ailleurs gratuite. Il trouve que le refus du certificat par le médecin ne serait pas une violation du secret professionnel, et serait pourtant suffisamment clair ; que ce ne serait pas une attaque portée à la pudeur féminine étant donné que l'examen, tout en étant limité, dépisterait aisément les maladies mentales ou nerveuses, la tuberculose, la lèpre, et les signes évidents de syphilis ; que si cela était une atteinte à la liberté de l'individu, ce serait une protection pour l'enfant à naître, et que d'ailleurs on ne réclamait une abstention du mariage que pendant la période contagieuse.

D'après le Docteur Lopez del Valle, il faut instruire dans les écoles, développer le sens de l'hygiène publique, et ayant acquis la collaboration de tous, imposer le certificat médical prénuptial qui, pour avoir l'effet désiré, doit viser trois groupes de maladies :

- 1° Les affections héréditaires ;
- 2° Les affections contractées avant la naissance ;
- 3° Les maladies contractées pendant le premier âge.

Le Docteur Lopez del Valle demande que soit organisé dans les bureaux d'Hygiène, un service gratuit desservi par des médecins chargés de ne procéder que sur présomptions extra-médi-

cales, c'est-à-dire seulement en cas de symptômes apparents, service qui aurait de grands avantages, car les syphilitiques, et les tuberculeux contagieux, ne pourraient se marier.

La question est peu avancée à la Havane, malgré les dix-huit années qui nous séparent du rapport du Docteur Fernando Escobar y Jova, mais cependant elle est posée.

Nous avons vu, dans notre paragraphe se rapportant à l'Argentine, que le premier Congrès d'Eugénique et d'Homoculture se tint à la Havane en décembre 1927, et nous avons souligné son importance.

11° LE LUXEMBOURG.

Un projet de loi sur l'examen médical prénuptial a été déposé par M. le Député Blum, à la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg, le 20 janvier 1927.

Dans l'exposé des motifs, M. Blum fait remarquer que les services publics, se rendant compte de plus en plus de l'importance des questions se rattachant à la santé publique, et soutenant les œuvres qui s'occupent de questions hygiéniques, il semble que le moment soit venu de demander à l'Etat d'étendre sa protection sur les enfants qui vont naître. La collectivité y a intérêt, les enfants tarés lui tombant à charge, soit par l'hospitalisation, soit par l'emprisonnement.

« Dans une question d'une si haute importance, dit-il, il n'y a plus de place pour la politique du laisser faire et du laisser aller », et plus loin, il ajoute : « La Société a le plus vif intérêt à savoir si les personnes qui se proposent de contracter mariage ne sont pas atteintes d'aucune maladie vénérienne, et ne souffrent, en général, d'aucune maladie infectieuse ». M. Blum reconnaît que la question est délicate, et qu'il faut agir avec une grande circonspection « en prenant égard aux idées de liberté de notre peuple et de notre population ». Il pense qu'exiger un certificat médical serait un moyen radical pour protéger les enfants, mais il craint qu'une disposition légale rigoureuse, ne soit vouée à un échec, car ce serait d'un caractère vexatoire,

et entraînerait peut-être à l'union libre. Et il ajoute « comme on vise à faire contracter mariage avec moins de légèreté, et avec un sens plus prononcé de responsabilité, l'Etat doit aviser à des mesures appropriées pour atteindre ce but de la façon la plus discrète, et la moins blessante possible ».

Ainsi l'Etat pourra exiger que chacun des fiancés passe avant le mariage une visite médicale, sans demander qu'un certificat révèle s'ils sont atteints de maladie. Le médecin devra exposer à chaque fiancé malade les dangers de son affection, et les possibilités de guérison. Ce sera pour lui un devoir de leur faire comprendre combien la santé est nécessaire au bonheur des familles. Et M. Blum conclut, avant de présenter sa proposition : « Une visite pareille sera de la plus grande utilité chez tous ceux qui ne sont pas manifestement de mauvaise foi, et chez tous ceux qui s'imposeront en honnêtes gens les devoirs exigés par la moralité publique. Ce projet a pour but de sauvegarder les droits de la Société, en tant qu'elle est intéressée à l'hygiène publique, tout en conciliant ces droits avec les idées de liberté de ses citoyens, et il démontre combien ce certificat pré-nuptial est souhaitable ».

Suivait le texte du projet :

« Aucun officier de l'Etat Civil ne pourra procéder à la célébration d'un mariage, sans exiger la production d'un certificat médical ne remontant pas à plus de trois jours, et constatant la consultation des futurs époux.

L'Officier de l'Etat Civil qui aura contrevenu à cette disposition, et les conjoints qui ne se seront pas conformés à cette prescription, seront passibles des peines prévues par les articles 156 et 192 du Code Civil. »

L'article 156 du Code Civil prévoit, pour les Officiers de l'Etat Civil contrevenant à certaines obligations qu'il énumère, une amende fixée par l'article 192, et en outre un emprisonnement de 6 mois au moins. L'amende prescrite par l'article 192 est de 300 francs au plus.

Le projet a été discuté devant la Chambre, mais est pendant, depuis de nombreux mois, devant le Conseil d'Etat qui doit

l'examiner avant qu'il ne revienne devant le Parlement, pour être voté. Au Luxembourg, comme en France, les lois d'intérêt social ne passent qu'après de longues années de discussion !!

12° MEXIQUE.

Sur 1.000 enfants naissant au Mexique, 300 meurent avant un an. C'est sans doute pourquoi dans un rapport du Docteur François Castillo Najera, Professeur à l'Ecole Nationale de Médecine, Membre du Conseil Supérieur de Salubrité à Mexico, sur : « La prophylaxie des maladies vénériennes au Mexique », j'ai relevé des dispositions particulièrement intéressantes de la loi mexicaine sur la question qui nous occupe. Le Docteur François Castillo Najera rapporte que les autorités sanitaires ne se sont préoccupées de ces questions que depuis 1920. Le service de salubrité, s'autorisant de facultés que lui accordait la Constitution Mexicaine de 1917, décida d'exiger un certificat de santé des couples se présentant aux fonctionnaires de l'Etat Civil pour contracter mariage. Cette décision fut suivie, jusqu'au jour où un jurisconsulte ayant démontré l'inexistence de dispositions légales à l'appui de cette règle, qui avait cependant donné de bons résultats, la présentation du certificat sanitaire devint facultative. Mais cette obligation avait attiré l'attention, et le Docteur François Castillo Najera nous dit que : « Quelque chose était alors gagné, car plusieurs pères de famille exigeaient maintenant le certificat du fiancé »...

En 1923, une Commission fut nommée pour réviser les lois. L'initiative privée s'en mêla, et de nombreux projets de réforme furent élaborés où l'on réserva une grande place à des dispositions touchant au mariage des personnes atteintes de maladie vénérienne. Enfin, dans le nouveau Code Civil Mexicain non encore en vigueur, le paragraphe 4 de l'article 1 de la loi sur les relations de famille édicte :

§ 4 « Les fiancés *peuvent* demander des attestations de deux ou plusieurs médecins titulaires, lesquels affirmant qu'ils disent la vérité, reconnaissent qu'il n'y a pas d'empêchement au ma-

riage qu'ils désirent contracter, parce qu'ils ont toutes leurs facultés mentales, et ne sont atteints d'aucune des maladies que mentionne la loi, ni défaut physique. »

Les maladies auxquelles renvoie cet article sont :

VIII : « L'intempérance habituelle, l'impotence incurable, la syphilis, la folie, et toutes maladies chroniques et incurables qui sont contagieuses ou héréditaires. »

Comme le dit le Docteur François Castillo Najera, le Code Civil Mexicain considère comme empêchement dirimant au mariage l'existence de certaines maladies contagieuses, mais cet empêchement n'est pas d'autorité. Il est simplement sujet aux sollicitations des intéressés. Remarquons cependant la valeur éducative de la loi mexicaine. Elle signale les maladies qui sont un empêchement au mariage, mais, ne voulant pas imposer le certificat pré-nuptial, elle laisse la faculté aux intéressés de le réclamer, ou non.

De plus, le nouveau Code Pénal Mexicain qui n'est pas encore en vigueur, prévoit dans son chapitre III des peines pour toute personne atteinte de maladie sexuelle, qui en contaminera une autre, soit dans, ou hors mariage.

13° PANAMA.

« Le Siècle Médical » du 15 juillet 1929, rapporte qu'un projet de loi venait d'être présenté par le Docteur Lewis. Dans ce projet, seraient considérés comme empêchements au mariage, le manque de jouissance de la raison, l'impuissance, et les maladies contagieuses graves, telles que les maladies vénériennes, la tuberculose, la lèpre, le cancer, et l'épilepsie. Les hommes qui voudraient se marier devraient fournir un certificat délivré par un médecin, et remontant à moins de 15 jours, constatant qu'ils ne sont atteints d'aucune affection contagieuse grave. Ce certificat ne serait pas exigé dans le cas de mariage « In articulo-mortis ». Remarquons combien dans ce projet est complète la liste des maladies constituant un empêchement au mariage, que

le certificat n'est exigé que des hommes, et combien est intéressante l'exception prévue.

Ce projet ayant été déposé très récemment, je n'ai pu savoir ce qu'il en est résulté, mais il ne semble pas qu'il ait encore été voté.

14° PAYS-BAS.

En 1912, sur l'initiative du « Conseil National des Femmes », avec le concours d'associations philanthropiques, industrielles, savantes, féministes, etc., fut fondé, en Hollande, un « Comité pour la propagande de l'examen médical avant le mariage » (Comité der bevordering van geneeskundig onderzoek voor het huwelyk), qui, en 1920, fut transformé en une Société, dont le Président d'Honneur est M. Dressez-Luys, député et homme politique renommé. Cette « Société néerlandaise en faveur de l'examen médical pré-nuptial » a créé 41 filiales déployant une activité particulièrement grande pour inciter les fiancés à passer une visite médicale avant leur mariage. Ces comités distribuent des tracts, et dans 42 communes, le Bureau de l'Etat Civil les remet aux fiancés au moment où ils sollicitent la publication de leurs bans, afin d'attirer leur attention sur l'importance de leur santé et sur les responsabilités de la procréation. La septième partie de tous les mariages célébrés en Hollande est ainsi atteinte chaque année. Voici le relevé d'un de ces tracts que l'on trouve, de plus, en plusieurs bureaux officiels.

CONSEILS IMPORTANTS POUR LES CANDIDATS AU MARIAGE

« Un corps sain renferme, avec un esprit sain, plus de puissance et de désir de travail. D'un corps sain émane une force physique et morale, facteur important de bonheur conjugal et familial.

La maladie d'un des époux affecte l'autre et entraîne pour lui un surcroît de besogne ; elle réduit les joies de l'existence ; elle apporte des troubles et des soucis à toute la famille. En ou-

tre, la maladie de l'un peut se transmettre à l'autre, et la santé précaire des parents a sa répercussion sur les enfants. Le bonheur de ces derniers est compromis lorsque le père ou la mère jouissent d'une mauvaise santé, et l'harmonie du foyer n'existe plus.

Mais la situation est plus dramatique encore lorsque la maladie des parents, à cause de son caractère spécial, est transmise aux enfants, au détriment de leur physique et de leur moral.

L'expérience nous montre, d'ailleurs, que l'union de parents malades produit habituellement une progéniture faible et malade, ou que cette union reste stérile. C'est donc un devoir sacré pour celui qui veut se marier, aussi bien pour lui-même que pour sa future famille — de se rendre compte à temps de la possibilité pour lui d'accepter, au point de vue physique, la responsabilité de l'acte qu'il va entreprendre. C'est le devoir des deux conjoints de considérer sérieusement, non seulement l'affection mutuelle et les conditions pécuniaires, mais aussi l'état de santé des deux parties, afin de réaliser une union heureuse et paisible. Cette responsabilité intéresse également les parents et les tuteurs dont le devoir est de prendre soin du bonheur de leurs enfants. Ils doivent, eux aussi, préconiser un examen consciencieux des conditions physiques des candidats au mariage. Souvenons-nous qu'il arrive souvent que quelqu'un souffre d'une affection qu'il ignore, et que c'est le médecin seul qui peut découvrir une maladie secrète qui oblige à reculer le mariage, du moins pour quelque temps.

Si les conjoints sont d'avis de remplir leur devoir, ils devraient consulter un médecin qui a leur confiance et qui est toujours tenu par le secret professionnel. Et si le médecin se voit obligé de vous conseiller de remettre votre mariage à cause de votre état de santé, écoutez la voix de la sagesse et de votre conscience, et reculez votre mariage temporairement.

Votre désappointement sera grand, mais il serait bien plus grand encore, et votre chagrin plus amer, si le mariage dont vous attendiez le bonheur ne vous apportait que des désillusions, à cause de votre propre imprudence.

Dans la majorité des cas, le médecin pourra vous donner un avis favorable et vous rassurer sur l'état de votre santé, et sur les espérances que vous êtes en droit d'attendre du mariage. Mais s'il devait en être autrement, vous aurez encore l'avantage de bénéficier de ses conseils, et de pouvoir tabler sur une guérison. Après un certain temps, avec une conscience tranquille et une espérance bien fondée de bonheur futur, vous serez en état de réaliser vos projets.

Avant que le mariage soit définitivement contracté, il est du devoir des jeunes gens de se communiquer directement, ou indirectement, l'opinion du médecin. Celui qui manque à ce devoir commet un crime contre son futur conjoint, et contre les enfants qui naîtront de cette union. Il commet également un crime contre sa patrie, qui ne peut être servie que par une génération saine et vigoureuse. »

Remarquons combien ces notices sont complètes. Elles font un tableau bref d'une union où règne la maladie. C'est la misère pour le conjoint et les enfants, et ce peut être la maladie pour ces derniers. Il faut donc se faire examiner par un médecin avant le mariage, car, seul, il peut découvrir une maladie secrète ; il faut écouter ses conseils, et il ne demande souvent qu'une temporisation. Pour conclure, ces tracts enjoignent aux jeunes gens de se communiquer l'opinion du médecin, sinon il y a crime envers le conjoint, les enfants, et la Patrie. Il n'y a qu'une seule chose à regretter, c'est que ces conseils ne soient remis aux fiancés, quand ils sollicitent la publication de leurs bans, que dans « 42 communes » et non dans « toutes » les communes néerlandaises, et il est à souhaiter que cette distribution se généralise vu la valeur profondément éducatrice de ces tracts qui préparent peu à peu l'opinion publique à l'obligation légale du certificat médical prématrimonial.

En 1923, il y eut à Milan une séance de la Commission Internationale d'Eugénique. La Société Hollandaise, par l'entremise de M^{lle} le Dr Van Herwerden, demanda l'opinion de la Commission sur ladite notice. Plusieurs réponses y furent favorables. Pourtant deux membres, le Major Darwin, et le Professeur Gini,

de Padoue, exprimèrent la crainte que, seuls les meilleurs se aissent examiner et suivent l'avis du médecin. M^{lle} le Dr Van Herwerden répondit : « Raison de plus, il me semble, pour faire la propagande jusqu'à ce qu'on gagne l'opinion publique, pour que la coutume de l'examen médical s'infilte dans les mœurs du peuple, soutenue par un échange obligatoire de certificats ».

L'opinion publique commence à être gagnée. M^{lle} le Dr Van Herwerden signala, en effet, dans la communication qu'elle fit au Comité International des Sociétés Eugéniques, réuni à Paris, au siège de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge les 2 et 3 juillet 1926, que plusieurs comités hollandais, s'occupant de l'hygiène publique et des problèmes sociaux, donnent actuellement leur appui financier et moral à la « Société néerlandaise en faveur de l'examen médical pré-nuptial ». Elle ajoute : « Une Société politique de « Citoyennes hollandaises » a écrit dans ses statuts que le législateur a le pouvoir, et en quelque sorte le devoir, d'empêcher que les hommes sains et les femmes saines se livrent inconsciemment avec leur descendance, à des dangers qu'ils auraient pu éviter consciencieusement ». M^{lle} le Dr Van Herwerden conclut en faisant appel à la coopération internationale.

A Amsterdam, depuis février 1925, de même qu'à Vienne et Milan, des consultations pré-matrimoniales sont ouvertes à tous les fiancés se présentant volontairement. L'examen est pratiqué par trois médecins, successivement, au point de vue général, gynécologique, et vénérien. Il est à souhaiter que la pratique de ces consultations se généralise en d'autres villes qu'Amsterdam qui, dans les premiers onze mois de son fonctionnement, avait déjà examiné 116 personnes.

Dans aucun cas, on n'avait déconseillé définitivement le mariage ; en cinq, on avait conseillé avec succès de le remettre jusqu'à la guérison, ou jusqu'à ce que le danger de contagion soit passé.

Provisoirement, le Bureau d'Amsterdam s'abstient de donner des avis concernant les facteurs d'hérédité. A La Haye, il existe à la Polyclinique pour les maladies vénériennes des facilités pour l'examen médical avant le mariage.

15° PÉROU.

Il y a bien longtemps que l'on se préoccupe de la question en ce pays. Dans son « Manuel pratique de Médecine légale » publié en 1869, le Docteur Manuel A. Fuentes disait déjà que l'on devait éviter l'union de personnes atteintes de syphilis, de tuberculose pulmonaire, etc... Le 3 mai 1872, le Docteur Manuel C. Barrios, qui fut depuis professeur de médecine légale, secrétaire, et doyen de la Faculté de Lima, obtint le grade de bachelier, avec une thèse intitulée : « Le devoir de prohiber l'union conjugale entre tuberculeux, » dans laquelle il préconisait la réforme du Code Civil en cette matière, demandant qu'on y inséra la disposition suivante : « Parmi les empêchements au mariage se signalent les maladies héréditaires, et spécialement la tuberculose ».

Dans les intéressants commentaires du Code Civil, que publia en 1878 le Docteur Manuel A. Olaecha, intitulés : « La nécessité de l'intervention des médecins dans la confection des lois », ce médecin légiste proposa de modifier le § 2 de l'article 150 du Code Civil de la manière suivante : § 2 « Les états morbides rendent répugnante toute union sexuelle, ceux qui compromettent profondément les fonctions de la vie, ceux qui se transmettent fatalement à la descendance ; les états contagieux incurables, les maladies chroniques incurables et répugnantes, et la disproportion des organes génitaux, seront des empêchements absolus au mariage ».

Ces mêmes idées, et particulièrement, sur la tuberculose, furent soutenues par le Professeur Avendano dans un discours officiel prononcé le 8 mai 1901, à l'occasion de l'ouverture solennelle de la Grande Université de San Marcos.

Le 10 août 1916, M. Carlos Borda, député au Congrès, y présenta un projet de loi proposant la déclaration sous serment du médecin « sur la santé et les conditions physiques des futurs époux ». Postérieurement, le Docteur Auguste Pénaloza présentait, pour obtenir le grade de bachelier en droit, une thèse intitulée : « Politique criminelle » dans laquelle il se montrait éga-

lement partisan du mariage eugénique. Dans la première conférence nationale de l'Enfant Péruvien, en juillet 1922, le Docteur Hippolithe Larrabure, étudiant les « Problèmes relatifs à la mère et qui intéressent l'enfant, et dans un chapitre sur « l'Intervention du médecin dans le mariage », proposa le vote suivant :

« La première conférence nationale de l'Enfant Péruvien recommande aux Pouvoirs publics la nécessité que parmi les formalités civiles du mariage, figure l'autorisation du médecin... avec un certificat de santé physique et psychique. »

Pendant la législation de 1923, le Docteur Neptali Perez Velasquez présenta un projet de loi à la Chambre demandant que le certificat médical prénuptial fut exigé des maîtres d'école. Il donna en même temps son opinion à l'Académie nationale de Médecine, et une Commission composée des Docteurs Avendano, Garcia (E.-L.), et Larrabure y furent favorables, mais demandèrent que ce fut généralisé pour tous, et dirent la nécessité de légiférer sur le certificat médicale prénuptial.

Au II^e Congrès Scientifique Pan-Américain, réuni à Lima, pour le centenaire de Ayacucho (de décembre 1924 à septembre 1925) une communication fut présentée par le Docteur Léoncio P. Chiri, en la Section de Médecine sociale, dans laquelle il résumait la discussion en un vœu qui fut approuvé par la Commission, et qui recommandait aux pays de l'Amérique de se préoccuper du certificat prénuptial.

Comme conséquence de ce vote, de l'étude du Professeur E. Garzon Maceda, délégué de la République Argentine, sur « l'Eugénique, la Puériculture et l'Education sexuelle », des conclusions du travail présenté par le Docteur Chavez Velando (de Arequipa) sur « l'Education sexuelle » et du vote obtenu en la Section de Droit civil par le Docteur Germain Amat et Léon, les votes généraux suivants furent obtenus du Congrès.

XXXVII : « Le troisième Congrès Scientifique Pan-Américain de Lima, propose : 1^o l'intensification de la campagne antivénérienne comme principal moyen de préserver la santé, et d'améliorer la race humaine.

...3° que des moyens tendant à établir le certificat matrimonial soient édictés. »

LXXIX : « Le 3^e Congrès Scientifique Pan-Américain de Lima, se fondant sur des considérations d'ordre biologique, eugénique, social, et juridique, recommande que les Pays du Continent intensifient l'étude et l'application des moyens sanitaires et légaux tendant à restreindre au minimum possible le nombre de mariages dans lesquels les contractants sont atteints de syphilis, de tuberculose, ou d'autres maladies de caractère pathologique grave, transmissibles par contagion, ou hérédité. »

En septembre 1926, en la première conférence nationale anti-vénérienne, le vote suivant fut obtenu :

XIV : « La première conférence nationale anti-vénérienne sollicite que soit introduit dans le Code Civil, la prescription du certificat médical pour le mariage. »

Enfin, M. le Docteur don Juan José Calle, président de la Commission réformatrice du Code Civil Péruvien, s'appuyant sur de nombreux motifs, de grande valeur venant d'un juriste si connu, fut partisan du certificat prématrimonial demandant que, parmi les incapacités de contracter toute union, soient comprises « les maladies contagieuses, chroniques, ou un vice qui constitue un danger pour la descendance ».

Le nouveau Code Civil Péruvien vient d'être voté. Il entrera en vigueur prochainement.

Remarquons ici combien dans l'Amérique du Sud, et dans l'Amérique Centrale, la question a été étudiée. De nombreux congrès s'en sont occupés. Ils y furent favorables. L'Argentine, Panama, et le Pérou, ont déposé des projets devant leur Parlement afin que soit votée l'obligation du certificat médical prénuptial, et le Mexique a un article de son Code qui le prévoit.

16° ROUMANIE.

La Roumanie s'est intéressée à la question. D'après des renseignements obtenus au Ministère de la Santé Publique et de l'Assistance Sociale, j'ai pu savoir qu'un projet avait été pré-

paré par le Gouvernement en février 1927, sous le nom de « projet Averesco ».

Il prévoyait, dans une première loi, que toute personne qui communiquerait une maladie vénérienne à une autre, même involontairement, commettrait un délit. Une autre mesure établissait le certificat médical prénuptial. L'officier de l'Etat Civil ne pourrait célébrer un mariage qu'après avoir obtenu un certificat médical. Ce devrait être mentionné dans l'acte de mariage. Ce certificat devait attester que le fiancé n'était pas atteint de syphilis contagieuse, de tuberculose, ou de lèpre. Le mariage était interdit à ces malades. Le gouvernement Averesco fit discuter la question, mais il ne put réaliser son projet, ayant démissionné en juin 1927. Depuis lors, on ne s'est plus occupé de la question. Mentionnons qu'elle avait eu en 1927 un certain écho dans la presse ; quelques personnes avaient alors nié l'utilité de ces lois.

17° RUSSIE.

Dans la « Presse Médicale » du 10 novembre 1928, il est relaté qu'en mars-avril 1928, un examen médical de la jeunesse ouvrière de Moscou avait porté sur 15.950 personnes (69 % de jeunes hommes, et 31 % de jeunes femmes), 15,50 % étaient tuberculeux, et 1 % seulement atteints de maladies vénériennes. Ce dernier résultat m'ayant particulièrement étonné, j'ai tenu à le noter ici, et aussi à signaler combien est intéressant cet examen médical annuel de la jeunesse ouvrière, institué par les Soviets. Dans « Bruxelles Médical » du 28 octobre 1927, un article signale que si le mariage en Russie tend à se simplifier jusqu'à disparaître, la question de l'enfance prend au contraire de plus en plus d'importance, et va même jusqu'à absorber la majeure partie du budget de la nation ; dans un livre remarquable sur la Russie des Soviets, intitulé : « L'autre Europe — Moscou et sa foi », Luc Durtain nous dit que dans la loi russe, il y a « Primauté » de l'enfant vis-à-vis du couple », et que, sur les murs, on peut voir des affiches représentant un meeting de

nouveaux-nés élevant des pancartes et disant : « Nous exigeons du lait naturel, de l'air, de la lumière, des *parents sains* ».

On me dira « c'est peu », et peut-être me critiquera-t-on d'avoir signalé la Russie qui a actuellement tant d'enfants vagabonds et malades. Mais cela n'est-il pas inhérent à toute transformation sociale profonde ? et n'y a-t-il pas une grande idée de protection de l'enfance dans ces affiches où les enfants réclament des parents sains ? C'est peu, oui, mais l'idée y est, et c'est déjà quelque chose.

18° LA SUISSE.

La Suisse a prévu dans l'article 28 bis de la loi du 23 novembre 1921, la stérilisation des personnes atteintes de maladies mentales. Cet article est ainsi rédigé : « Une personne atteinte de maladie mentale ou d'une infirmité mentale, peut être l'objet de mesures d'ordre médical pour empêcher la survenance d'enfants si elle est reconnue incurable et si, selon toutes prévisions, elle ne peut avoir qu'une descendance tarée.

L'intervention médicale n'a lieu que sur autorisation du Conseil de Santé. »

En 1925, le Docteur H.-W. Maier, dans son rapport à la Société Suisse de Psychiâtrie, a parlé de 43 opérés (21 hommes et 22 femmes) — la stérilisation de ces 22 femmes mariées, bien portantes, ayant été pratiquée dans le but de préserver la descendance, le mari étant aliéné, dégénéré, alcoolique. Dans un pays qui, à tort ou à raison, nous n'avons pas à le discuter ici, a reconnu légalement la stérilisation dans des cas comme ceux cités ci-dessus, la nécessité du certificat médical prénuptial a dû se poser depuis longtemps. Ne vaudrait-il pas mieux empêcher un mariage qui, par la suite, nécessitera une telle opération ?

La loi Civile Suisse décide déjà que les malades mentaux ne pourront, *en aucun cas*, contracter mariage. Le Code Civil du 10 décembre 1907, chapitre II, article 97 prévoit :

« Ne peuvent contracter mariage que les personnes capables de discernement.

Les personnes atteintes de maladie mentale sont absolument incapables de contracter mariage. »

La doctrine affirme que cette disposition doit être largement interprétée, de façon que la loi soit appliquée à une personne psychiquement anormale de naissance. Si un mariage est cependant célébré, le conjoint malade pourra, quand l'état psychopathologique aura cessé, présenter une requête en « déclaration de nullité » du mariage, et le conjoint sain pourra aussi le faire en tous cas, même si au moment des noces il avait connaissance de l'état de son conjoint. Ces règles sont valables même dans les cas exceptionnels où le conjoint malade avait sa capacité juridique lors du mariage. J'ai donc cru pouvoir en déduire que ces dispositions n'étaient pas seulement fondées sur l'incapacité de contracter, mais avaient encore en vue l'intérêt de la race, puisque l'aliéné ne peut contracter mariage même quand il ne peut être considéré avoir perdu sa « Urtheilsfähigkeit » (capacité de jugement). Cette disposition est donc très intéressante, et il est à souhaiter que la Suisse étende les causes d'empêchement de mariage du fait de maladie. Nous avons vu que la loi allemande qui se rapproche de la loi suisse en ce qui concerne le mariage des aliénés, s'en éloigne en ne permettant pas au conjoint malade, qui avait cependant au moment du mariage tout son esprit, d'en demander l'annulation ; et elle ne le permet au conjoint sain que par un moyen détourné. M. Auguste Forel, Professeur de Psychiatrie à l'Université de Zurich, dans son livre : « La question sexuelle », disait en 1906 que si les individus qui désirent se marier sont aliénés, ou l'ont été, s'ils sont atteints de tuberculose, de syphilis, ou de blennorrhagie, le médecin doit déclarer que le mariage dans de telles conditions est un acte antisocial, un crime. Déjà le Code Civil Suisse de 1907, article 125 prévoit que : « Le mariage peut être attaqué par l'un des époux... 2° Lorsqu'une maladie offrant un danger grave pour la santé du demandeur ou pour celle de sa descendance lui a été

cachée ». Il n'y a là qu'un moyen de réparation, intéressant certes, mais il serait mieux de prévoir.

Le Docteur Georges Cornaz, Médecin du Dispensaire anti-vénérien de Lausanne, dans un rapport à la « Ligue Viennoise contre le Péril vénérien » intitulé : « Le certificat médical avant le mariage, et la lutte contre les maladies vénériennes », montre les misères familiales causées par la maladie d'un des conjoints, recherche les avantages et les inconvénients qu'aurait le certificat prématrimonial, et demande en concluant qu'on le fasse entrer dans les mœurs peu à peu, en distribuant aux futurs conjoints des tracts lors de leur inscription au Bureau de l'Etat Civil. Il n'est pas partisan de le rendre dès maintenant obligatoire.

Enfin un vœu en faveur dudit certificat fut émis en 1919 par « L'Association Bâloise pour le Suffrage des Femmes ».

19° TCHÉCOSLOVAQUIE.

En 1906, alors que Prague était une ville autrichienne, le Docteur Haskovec, dans un livre intitulé : « Le contrat matrimonial, et l'hygiène publique » demandait que tout fiancé présentât un certificat attestant qu'il n'est pas atteint d'alcoolisme chronique, de syphilis, de gonorrhée, de tuberculose, de maladie mentale, et « d'autres signes de dégénérescence pouvant constituer une injure pour le conjoint et les enfants qu'ils procréeront ».

Dix-huit ans plus tard, du 14 au 27 septembre 1924, se tint à Prague le « Congrès International d'Anthropologie », au cours duquel le Docteur Haskovec, Président de la Société Eugénique de Prague, fit une communication intéressante. Il fit remarquer qu'en exigeant l'introduction du certificat médical prématrimonial dans la loi, on ne demandait pas en même temps nécessairement la prohibition éventuelle du mariage pour les malades. D'après lui, par le progrès des Sciences médicales, l'on connaît maintenant l'influence des maladies héréditaires, et les fiancés

doivent au moins en être avertis. C'est le rôle du médecin. Il affirme que : « si nous voulons lutter plus efficacement contre la dégénérescence humaine, et restreindre le nombre des infirmités congénitales, lutter contre les maladies vénériennes, mentales, nerveuses, et toxiques, il faut nous adresser directement aux fiancés et aux époux ». Il considère cette consultation médicale avant le mariage comme un des moyens les plus efficaces pour faire pénétrer avec succès, dans les masses, les connaissances d'hygiène sociale. Elle doit être un enseignement ; elle sera profitable à l'Economie nationale et à la Sécurité de l'Etat. Le Docteur Haskovec ne veut pas restreindre le nombre des mariages, loin de là, mais il considère qu'il « est plus avantageux pour l'Etat d'avoir une population moins nombreuse, mais, moralement, physiquement, et économiquement meilleure, que d'avoir une grande quantité de sujets malades, dégénérés, et faibles ». Il rappelle que le § 48 du projet du Code Civil, et le § 7 du projet du Droit Familial du Code Civil Tchécoslovaque, récemment conçu, demandent que l'aliénation mentale, ou l'imbécillité, soient un obstacle au mariage ; que le § 53 prévoit qu'on a le droit de refuser le mariage aux individus atteints d'une maladie infectieuse, ou d'un défaut faisant obstacle au but du mariage. Qui en informera les autorités ? Seul, un médecin est compétent ; et par quel moyen ? sinon le certificat médical ? La loi ne l'imposera-t-elle pas ? La loi tchécoslovaque de 1919 donne le droit de rompre le mariage à cause d'une « maladie, d'une grande dégénérescence psychique congénitale ou acquise, d'une hystérie grave, d'alcoolisme, ou d'autre intoxication chronique, ou d'épilepsie ». Ne serait-il pas mieux de prévenir ?

La consultation pourrait être confidentielle, et la décision ultérieure des fiancés, libre, sauf dans les cas cités §§ 48 et 53. Il n'y aurait plus atteinte alors, dit le Docteur Haskovec, au droit individuel, et on préviendrait de nombreux mariages malheureux. On devrait passer outre aux maladies en certains cas, ainsi pour les mariages in-extremis. Le Ministère de la Santé Publique devrait adresser des instructions aux médecins et offi-

ciers de l'Etat Civil, leur signalant les maladies considérées comme empêchement au mariage.

Enfin, le Professeur V. Ruzicka, adressa de Prague, en avril 1927, une lettre à la Revue « Vers la Santé », lettre dont nous allons donner quelques idées. Le Gouvernement tchécoslovaque ayant, en 1920, présenté un projet de loi réglementant les formalités du mariage, la question du certificat médical prématrimonial fut discutée par la Société d'Eugénique. C'est alors que le Professeur Haskovec soutint la nécessité de ce certificat. L'Association Médicale Tchécoslovaque discuta aussi sur ce sujet dans deux réunions, mais les propositions avancées et défendues par le Professeur Haskovec, et soutenues par la Société Tchécoslovaque d'Eugénisme, furent rejetées. Le principal argument fut que le diagnostic était incertain, sinon impossible. A la suite de cet échec, le Professeur Ruzicka présenta un projet qui fut approuvé par la Société Tchécoslovaque d'Eugénisme, d'après lequel, puisque l'on peut se servir du diagnostic pour la guérison, ne devrait-il pas suffire pour l'examen médical pré-nuptial ? Le Professeur lut et expliqua son projet devant l'Assemblée du Conseil National de l'Hygiène, et répondit aux objections. Mais la majorité le trouva prématuré et inapplicable, et il fut rejeté par le Gouvernement. En voici la partie essentielle : « Les candidats au mariage ne seront unis que sur la présentation d'un certificat signé par un médecin qualifié, déclarant qu'ils n'offrent aucune trace de défectuosité, ou de maladie, mettant obstacle au mariage, et qu'il n'existe aucune maladie héréditaire dans leurs familles. Ce certificat, qui ne sera pas accordé plus de 15 jours avant le mariage, sera attaché aux pièces nécessaires pour la publication des bans, et sera porté au Registre de l'Etat Civil. On pourra demander à l'Institut Eugénique d'examiner le certificat, et sa décision sera sans appel ». (Remarquons cette dernière mesure particulièrement intéressante et importante pour éviter toute erreur de diagnostic). Le médecin présenterait les pièces sur lesquelles étaient fondées sa décision, et l'Institut confirmerait, ou infirmerait.

Les médecins qualifiés devraient avoir étudié les problèmes

de l'hérédité et l'eugénique, et être à la tête des Comités chargés de délivrer les certificats, lesquels devraient déclarer si le candidat est apte au mariage, ou s'il lui est interdit, d'une façon provisoire, ou définitive. Les deux conjoints devraient présenter ce certificat, et il serait un document officiel dans le Comité, et l'Institut d'Eugénique seraient responsables. Ainsi, il ne serait pas porté atteinte au secret professionnel du médecin examinateur.

Voici maintenant les réponses du Professeur Ruzicka aux objections émises :

1° *Les enfants naturels ne seront pas protégés*, disait-on. Oui, mais si leur condition n'est pas modifiée, celle des enfants légitimes au moins le sera, et ils sont 90 % des enfants tchécoslovaques.

2° *Beaucoup d'enfants légitimes sont conçus avant mariage*. Certes, mais alors, les femmes non mariées, ne sachant pas si le certificat pourra être obtenu, et le mariage conclu, afin de légitimer l'enfant, éviteront davantage une situation irrégulière.

3° *Développement des liaisons irrégulières*. A cela, le Professeur Ruzicka répond qu'à chaque formalité nouvelle apportée au mariage, Wagner a prouvé, à l'aide de statistiques, que correspondait une diminution du nombre des naissances illégitimes !...

Enfin, le Professeur Ruzicka nous apprend qu'un bureau de consultations prénuptiales fut créé en 1916, à Prague, et attaché au Service du Professeur Haskovec pour les maladies nerveuses. Ce bureau, ayant eu du succès, un autre bureau semblable fut fondé à Prague en 1926, mais attaché alors à l'Institut Municipal d'Hygiène Sociale. Il y était donné des consultations, mais on n'y délivrait pas de certificats.

En 1926, l'Institut d'Eugénisme a publié une brochure expliquant : 1° les avantages que l'on tirerait de la considération de la question eugénique au moment de contracter le mariage ; 2° l'opportunité de l'examen médical. Cette brochure est remise aux conjoints par le fonctionnaire de l'Etat Civil à Prague. En 1927, ce fut étendu à d'autres villes.

Pour conclure, le Professeur Ruzicka espère que tout cela

prépare l'élaboration de la loi, et que sa proposition sera peut-être acceptée dans le Code Civil dont on projette la réforme, mais il se demande comment le Gouvernement et l'Assemblée Nationale l'accueilleront ? La campagne menée en Tchécoslovaquie est vraiment intéressante, et j'insiste encore sur la possibilité d'appel à l'Institut Eugénique. Les erreurs de diagnostic que certains médecins craignent tant, sont alors bien improbables.

Le Nouveau Code Civil n'a pas encore été élaboré. On ne pense pas qu'il le sera avant un ou deux ans étant donné que les travaux le concernant sont encore en cours et qu'ils ne se termineront probablement pas avant la fin de l'année 1930.

*
**

Je n'ai pu avoir de renseignements sur d'autres pays, mais j'espère avoir déjà démontré que plusieurs Etats ont eu le courage d'imposer le certificat médical prénuptial, et que plusieurs autres ont eu aussi le courage d'en parler — courage parfois très grand, et même peut-être parfois plus qu'en les premiers, car, suivant les mœurs d'un pays, il peut être plus difficile de discuter quelque chose, en l'un, que de l'exiger, en l'autre. J'ai trouvé cette étude réconfortante, et malgré les difficultés nombreuses, je l'avoue, qui se dressent contre l'obligation du certificat médical prénuptial en France, j'ai découvert, je l'espère, dans cet examen de la question à l'Etranger, les preuves qu'elle *peut* être résolue chez nous, et des exemples suffisants pour prouver qu'elle *doit* l'être.

Aussi maintenant, vais-je aborder avec confiance le troisième et dernier chapitre, dans lequel je me propose d'étudier : dans une première section, l'historique de la question ; dans une deuxième, ce qui a été fait en France pour le certificat médical prénuptial ; et alors, dans une troisième, nous ferons une étude critique de cette question du certificat prénuptial en France, avant que de conclure.

CHAPITRE III

PREMIÈRE SECTION

HISTORIQUE

La protection de la race par une sélection artificielle remonte à la plus haute antiquité ; ainsi que la législation hindoue, quelques textes d'écrivains et de philosophes en font foi.

L'antique législation hindoue qui, suivant le mot du Docteur Cazalis « humilie nos codes », répute d'ordre divin l'existence des castes ; par là défend le mariage entre deux individus de castes différentes et, qui plus est, le prohibe entre personnes atteintes de certaines maladies.

Le Manava-Dharma Sastra s'exprime en ces termes : « L'homme des trois premières classes, en cherchant une femme, doit éviter les familles, quelles que soient leur richesse et leur puissance, où l'on néglige la religion, celles qui ne produisent pas d'enfants mâles, ou *qui sont affligées de maladies héréditaires comme la phtisie, l'épilepsie, la lèpre, l'éléphantiasis.*

Des mariages irréprochables naît une postérité irréprochable ; des mariages répréhensibles, une postérité misérable. On les doit donc éviter ». Et le Docteur Cazalis ayant cité ce texte, dans son livre « La Science et le Mariage », ajoute : « C'est l'honneur des législations antiques d'avoir forcé la liberté des hommes en attendant leur assentiment, partout, et toujours, incertain ou tardif ». Oui, c'est leur honneur. Quand les hommes ne veulent pas faire ce qu'ils *doivent* et est d'un intérêt vital pour la race, et pour eux, n'est-ce pas le droit, et le devoir des législateurs de les y forcer ? Si la loi civile ne contraint pas l'homme, la loi de la vie, inflexible et terrible le punit cruellement, de mort parfois. Par conséquent, n'est-il pas mieux que la loi civile prenne l'initiative de le soumettre à la loi de la vie ?

Dans une autre loi hindoue, la loi de Manou, livré IX, stance 73, on trouve : « Si un homme donne en mariage une fille ayant quelque défaut, *sans en prévenir*, l'époux peut annuler l'acte du méchant qui lui a donné cette jeune fille ».

Cinq cents ans avant Jésus-Christ, le poète grec Théogius s'étonnait déjà douloureusement. Il disait « quand il s'agit de pores, ô Kurmis, nous cherchons à nous procurer une race pure, sans vices, ni défauts, qui nous donne des produits sains et vigoureux. Dans les mariages que nous voyons tous les jours, il en est tout autrement. Les hommes se marient avec l'argent. Ne vous étonnez donc pas, mon ami, que la race humaine dégénère de plus en plus ».

Déjà cela était ainsi. Seul l'argent comptait. On dit, « Autre temps, autres mœurs ». Cependant comme les mœurs ont peu changé depuis plus de vingt-cinq siècles...

Et nous voyons Platon exprimant nettement au chapitre V de sa République qu'il envisageait moins l'ennoblissement de l'espèce humaine par l'éducation et l'instruction, que par les voies de la génération.

Dans notre ancien droit l'impuissance était une cause d'empêchement de mariage, ce qui n'en est plus une actuellement. Dans certains conciles carolingiens (Compiègne 757), (Verberie

758-768) il était question, comme cause d'empêchement, de l'impuissance du mari. De même, dans le décret de Gratien. A défaut de corpula carnalis le mariage n'était pas parfait, et le divorce admis. Au XIII^e siècle, une théorie de nullité du mariage fut acceptée par l'Eglise, aussi bien pour l'impuissance de la femme, que pour celle du mari. Dans les œuvres d'Antoine Despeisse, célèbre juriste du XVII^e, on trouve : « Le mariage est interdit aux hommes impuissants, et aux femmes inhabiles ».

Puis, d'après une note de la « Gazette Médicale » de Paris, du XVI^e siècle, l'épilepsie, dûment constatée, était une cause sinon d'empêchement de mariage, tout au moins de séparation.

Erasme, dans un de ses dialogues intitulé : « le mariage inégal », décrit toute la misère qui résulte de l'infection vénérienne dans le mariage.

Malgré toutes mes recherches, je n'ai pu trouver d'autres exemples dans l'antiquité et dans l'ancien droit, et je dois, pour entendre à nouveau parler de cette question si importante, passer par-dessus de trop nombreux siècles, et arriver en 1815.

Je m'en incline d'autant plus profondément devant les admirables lois hindoues antiques que j'ai citées ci-dessus.

En 1815, Fodéré écrivait dans un traité de médecine légale et d'hygiène publique : « Le plus sûr moyen de débarrasser l'espèce humaine de tant de maladies, serait d'interdire le mariage à ceux qui en seraient affectés ».

Quelques années plus tard, en 1847, le médecin français Prosper Lucas, dans le premier volume de son « Traité philosophique et physiologique de l'hérédité », et en 1850, dans le deuxième volume, écrivait : « A l'instar de plusieurs législations antiques, les législations modernes devraient déclarer des incapacités physiques de mariage, et frapper de nullité tout mariage où on les aurait dissimulées. Il se commet en ce genre les plus odieux abus : on cache à une famille que le fils, ou la fille dont on lui offre la main, est épileptique, ou qu'il est scrofuleux, ou qu'il a présenté des signes d'aliénation, ou qu'il est impuissant, ou qu'il est affecté de quelque anomalie ; ou dissimule d'autres

maladies antérieures ; ou jette un voile épais sur celles de la famille, ou trompe sur la personne. Nos lois, qui admettent pour les animaux des vices rédhibitoires, devraient comprendre les fraudes de ce genre au nombre de celles qui constituent l'erreur sur la personne. Dans le silence de la loi, l'honneur de la famille et de l'individu doit être de n'en jamais connaître de semblables ». Hélas ! l'honneur fait parfois défaut, et c'est pourquoi le Docteur Prosper Lucas réclamait l'obligation légale ; et, comme le fait remarquer le Docteur Sicard de Plausolles dans son livre : « Principes d'hygiène sociale » (1927), cette obligation légale entraîne nécessairement l'examen médical prénuptial, et le certificat.

À la même époque, à la fin du règne de Louis-Philippe, une proposition de loi était déposée à la Chambre des Députés par le Général Comte du Chaffault, député de la Vendée. Dans ce projet, le Comte du Chaffault demandait l'interdiction du mariage « entre poitrinaires, scrofuleux, syphilitiques, et certains infirmes ».

Cette proposition de loi fut appuyée par MM. de Lamartine, Arago, et Thiers, mais n'aboutit pas. On rit alors, comme l'on rit toujours en France, même devant les problèmes les plus graves, et on fit des « caricatures » représentant les quatre défenseurs du mariage sain. Ce fut hélas ! tout !...

Quelques années auparavant, vers le début du XIX^e siècle, un trappiste, le Père Debreyne, qui était un médecin et un écrivain de valeur, avait dit aussi que : « si les liens de consanguinité sont considérés comme un empêchement au mariage, la maladie devrait à plus forte raison être regardée comme un obstacle sérieux ».

Plusieurs auteurs abordèrent la question à la fin du XIX^e siècle.

Étienne Cabet qui, dans son voyage en Icarie, expose des idées politiques et sociales dont maintes de ces dernières ont déjà été réalisées, écrit :

« Apprends encore que, depuis 50 ans, une commission nom-

breuse constituée par Icare, composée des médecins et des hommes les plus habiles, s'occupe sans cesse des perfectionnements de l'espèce humaine avec la conviction que l'homme est, en tout, infiniment plus perfectible que les autres animaux et que les végétaux.

La République a d'abord fait déterminer par cette commission les cas dans lesquels un jeune homme et une jeune fille ne peuvent donner naissance qu'à des enfants infirmes, et la loi leur défend de se marier ; elle ordonne aux parents de l'individu malade, non seulement de prévenir l'autre individu et sa famille, mais de s'opposer au mariage ; elle charge les magistrats de leur rappeler leur devoir à cet égard avant la célébration, et quoique cette loi n'ait d'autre sanction que l'opinion publique, on n'y connaît aucune infraction, tant l'éducation et l'opinion sont puissantes. »

En 1858, Diday (de Lyon) proposa que tout fiancé se prémunit d'un certificat médical avec caractère obligatoire et sans aucune exception. En 1872, Bertillon, dans son article « Démographie » du dictionnaire encyclopédique des Sciences médicales, se montra favorable à l'examen médical avant le mariage.

Citons enfin les livres du Docteur Fournier : « Syphilis et mariage » (1895), du Docteur Jullien ; « la blennorrhagie et le mariage » (1890), qui dénonçaient le danger qu'il y avait pour la Société à autoriser les mariages de personnes atteintes de ces maladies.

Certes l'on pourra dire qu'il n'y a dans tout cela aucune mesure concrète, mais il y a là un intéressant état d'esprit qui se développait déjà au XIX^e siècle et aboutit aux lois dont nous avons parlé dans notre deuxième chapitre, et aux projets actuellement déposés devant de nombreux Parlements et qui, espérons-le, aboutiront prochainement.

En 1900 paraissait en France l'admirable livre dont j'ai déjà parlé plusieurs fois : « La Science et le Mariage » du Docteur Cazalis, que lui avait inspiré l'enseignement du Professeur Pinard. Le Docteur Cazalis demandait l'examen médical avant

le mariage pour protéger la femme, l'enfant, la famille, et la race, contre la transmission des maladies héréditaires et contagieuses. Le premier, il jeta enfin l'anathème aux préjugés déshués. Il écrivit : « Un jour viendra peut-être où les deux familles, avant de décider un mariage, mettront en présence leurs deux médecins, et où les médecins auront le pas sur les notaires, comme les questions de santé le devraient prendre sur les questions d'argent », puis encore : « On ne peut interdire de se tuer, mais il est obligatoire d'intervenir pour empêcher de tuer ceux qui entourent un être, et à plus forte raison ceux qui lui doivent la vie ». Comme je ressens profondément les paroles du Docteur Cazalis. S'il est vrai que l'on défend de tuer un étranger, on permet encore de tuer ses enfants. C'est véritablement effroyable. Je voudrais ne pas m'arrêter de citer les phrases de ce livre. Déjà le Docteur Cazalis pouvait dire que, dans un pays : « quand des intérêts d'argent, ou des convenances sociales y décident des unions, c'est qu'il y a dans ce pays quelque chose de pourri et, malgré les obstacles, il faudrait tenter de changer cela » ; et, répondant à ceux qui lui disaient que c'était une utopie, il s'écriait : « l'utopie n'est-elle pas une idée en avance, venue trop tôt et repoussée, puis qui revient, et qui est reçue ». Il y a trente ans, on a repoussé l'idée du Docteur Cazalis. *Il faut maintenant qu'elle soit accueillie*. Il faut que, comme il le demandait : « Pour tout honnête homme, l'examen médical avant le mariage soit un devoir, une obligation morale, en attendant que ce soit peut-être, quelque jour, une obligation légale ». « Peut-être, quelque jour » avait écrit le Docteur Cazalis. Maintenant, il faut écrire : « en attendant que ce soit « bientôt » une obligation légale ».

Et enfin, trois ans après, en 1903, la Société Française de Prophylaxie sanitaire et morale, mit pour la première fois à l'ordre du jour la question de l'examen médical pré-nuptial. Cette Société fondée en 1901 par le Professeur Fournier, ne crut pas alors devoir demander l'obligation légale de l'examen pré-nuptial, mais sur la proposition du Docteur Jullien, elle émit le

vœu suivant : « Que les Officiers de l'Etat Civil remettent au moment de la publication des bans du mariage, aux parents des futurs conjoints, et au besoin directement à ceux-ci, une notice appelant leur attention sur le danger des maladies vénériennes. »

Cette idée a été reprise par la Société en 1923. Au Congrès de propagande d'hygiène sociale de 1923, le Docteur Gougerot a présenté un rapport sur le certificat médical prématrimonial, et a proposé le vœu suivant :

« 1° Que le certificat médical avant le mariage se généralise.

2° Qu'une propagande active soit faite dans ce but.

3° *Que le plus tôt possible une loi rende obligatoire ce certificat. »*

Puis, en 1925, la conférence de la syphilis héréditaire, réunie sous la présidence de M. le Professeur Jeanselme, émit le vœu : « que les familles soient prévenues au moment du mariage de l'intérêt qu'il y a à faire examiner les futurs époux par un médecin, de façon à s'assurer qu'il n'existe pas d'infection virulente susceptible de réagir sur la descendance ».

La Ligue Nationale Française contre le Péril Vénérien, dont M. Sicard de Plauzolles est secrétaire général, fait suivre les tracts de propagande qu'elle répand de la recommandation suivante : « Pour préserver la famille de la syphilis, nul ne doit se marier sans s'être soumis à l'examen d'un médecin. Quiconque ayant été atteint de la syphilis se marie sans avoir la certitude d'être guéri commet un acte criminel ».

Il y eut aussi quelques articles dans la presse d'information et scientifique. La question fut débattue dans quelques réunions publiques. En 1921, à la session d'août, le Conseil Général du Doubs, sur la proposition du Docteur Colard émit le vœu suivant :

« Dans un but patriotique, et pour conserver la vigueur et la solidité de notre race, pour combattre le trio effroyable de l'ava-

rie, de la tuberculose, de l'alcoolisme, le Conseil Général émet le vœu que le Parlement élabore une loi exigeant, au moment du mariage légal, la production d'un certificat de santé de la part des deux futurs époux, les mariages ne pouvant être célébrés que si les certificats sont formels au point de vue de la santé des deux fiancés. »

Enfin, en 1925, MM. Louis Forest, Rédacteur du « *Matin* », Viau, Délétré et Leduc firent adopter par le Conseil Général de Seine-et-Oise un vœu réclamant une révision de notre législation matrimoniale, c'est-à-dire l'obligation légale de l'examen médical prénuptial, dans le but d'éviter les méfaits « de la syphilis à la période contagieuse, de la tuberculose, de l'alcoolisme invétéré, et des maladies mentales ».

Voyons donc maintenant, après ce bref historique, ce qu'est la proposition du Professeur Pinard, ce que sont les contre-projets des Députés Duval-Arnould, et Guérin, et les discussions qu'ils ont suscitées.

DEUXIÈME SECTION

LA QUESTION DU CERTIFICAT PRÉNUPTIAL EN FRANCE

La proposition de M. le Professeur Pinard Les contre-propositions de MM. Duval-Arnould et Guérin

La Société Française d'Eugénisme qui a pour but : 1° la recherche et l'application des connaissances utiles à la reproduction, à la conservation, et à l'amélioration de l'espèce et... 4° de répandre dans le public les notions favorables au perfectionnement des générations successives ; dont le Président est M. le Professeur Pinard, consacra trois séances, en mai et juin 1925, à la discussion du problème de l'examen médical prénuptial. Le Professeur Pinard y annonça sa proposition de loi. Les Docteurs René Sand et Schreiber mentionnèrent les législations étrangères qui imposent le certificat prénuptial. Les Professeurs Létulle, Quéyrat, les Docteurs Apert, Heuyer, Papillault prirent la parole. Un vœu fut voté, recommandant aux parents des fiancés de faire examiner ces derniers.

Le Professeur Sicard de Plauzolles fit remarquer que, même si la proposition du Professeur Pinard était repoussée par le Parlement, sa discussion serait cependant un excellent moyen de

propagande. Dans le but de concilier les opinions qui avaient été émises, le Docteur Sicard de Plauzolles proposa cet autre vœu adopté à l'unanimité :

« L'Assemblée émet le vœu que le certificat médical prénuptial soit rendu obligatoire par une loi et, qu'en attendant, les bureaux d'Etat Civil distribuent aux personnes qui viennent s'inscrire en vue d'un mariage, des avis relatifs à la nécessité d'un examen prénuptial. »

Au mois de novembre 1926, le Professeur Pinard déposa devant le Parlement français une proposition de loi ayant pour objet de rendre obligatoire le certificat médical prénuptial (1). Cette proposition présentée par MM. Pinard, Dubreuil, Sully Eldin, Georges Legros, Paul Nicollet, Lainé, Dezarnaulds, députés, était précédée de l'exposé suivant :

« Messieurs, garantir, sauvegarder même avant leur naissance les générations futures est le fait essentiel, et le seul qui puisse assurer la pleine évolution de l'espèce humaine.

Aussi, avons-nous l'honneur de vous soumettre le texte suivant :

« Tout citoyen français, voulant contracter mariage, ne pourra être inscrit sur les registres de l'Etat Civil que s'il est muni d'un certificat médical daté de la veille, attestant qu'il ne présente aucun symptôme d'une maladie contagieuse. »

Lors de la session extraordinaire de la Chambre des Députés, en 1927, un rapport, que l'on trouve en annexe au procès-verbal de la deuxième séance du 6 décembre 1927, sous le n° 5172, fut présenté au nom de la Commission de l'Hygiène chargée d'examiner la proposition de loi du Professeur Pinard, par M. Paul Nicollet, Député.

M. Paul Nicollet, qui avait exercé la médecine pendant vingt-cinq ans, avant d'entre au Parlement, avait été élève des élèves du Professeur Pinard, à la Faculté de Médecine de Lyon. Présentant son rapport sur la proposition du Professeur Pinard, il insiste, dès le début, sur la signification profonde de cette pro-

(1) Doc parl., Chambre, session extr. 1926, annexe n° 3585, p. 131 (Journal officiel 1926, t. 2). Session extr., 2^e séance du 24 nov. 1926

position, et sur les « conséquences dont la portée n'échappera à personne si l'on songe qu'il s'agit en somme de rompre en visière avec les caprices, les insouciances, les préjugés ataviques qui, sous le couvert du laisser faire, aboutissaient en dernière analyse à l'affaiblissement du pays, et à l'étiollement de la race ».

Le Professeur Pinard introduit sa proposition par une phrase émouvante : « Depuis de longues années, j'ai approfondi l'idée de cette proposition de loi, je l'ai méditée, fouillée, retournée, et la formule que je vous propose aujourd'hui, j'en ai pesé mûrement tous les termes. Je puis disparaître demain, un jour prochain, car à mon âge on ne saurait répondre du lendemain, je vous demande de l'examiner, et de la faire voter ».

Il y avait bien longtemps, en effet, que la question préoccupait le Professeur Pinard. Dans une conférence faite à Troyes, le 10 décembre 1899 devant des agriculteurs, il fit remarquer « l'importance de la « graine » qui doit être pour l'homme, comme pour l'animal, ou le végétal, bonne, et saine, d'abord.

Dans le « Journal », le 29 mars 1912, le Professeur Pinard avait encore écrit : « Alors qu'aujourd'hui, les horticulteurs ont des congrès, des génétiques où sont étudiées, discutées, les questions les plus intéressantes, les plus captivantes, concernant la reproduction des végétaux, et aussi des animaux, la race humaine seule se reproduit uniquement par le fait du hasard ».

M. Paul Nicollet, pour faire son rapport, s'est documenté auprès du Professeur Pinard ; il a consulté des maîtres des Facultés de Médecine de Paris et de Lyon. Il a divisé son rapport en six chapitres.

Dans le premier, il étudie les raisons qui ont motivé la proposition de loi du Professeur Pinard. La guerre a tué sept pour cent de la population totale de la France, et tout particulièrement les hommes de vingt à quarante-quatre ans, âge de la reproduction. La guerre a pris les forts ; elle a ménagé les malades ; elle en a créé d'autres, et a propagé les maladies vénériennes.

De 1934 à 1939, vingtième anniversaire de la guerre, il y aura peu d'enfants de vingt ans. On ne pourra avoir la quantité ;

il faudrait avoir la qualité. Le Professeur Pinard, tout en étudiant la question objectivement a dû envisager les circonstances actuelles. Il a fait remarquer que sa proposition était « d'une urgence capitale, pressante, et en différer le vote serait une action nuisible à l'intérêt général ».

La Puériculture, dont le premier cours fut ouvert en 1865 par le Docteur Caron, se développa grâce au Professeur Pinard. D'après Lui, cette science a quatre chapitres, dont le premier s'intéresse à l'enfant avant sa procréation. Il faut le protéger au moment du mariage, et le Professeur Pinard considéra qu'aucune union « ne peut et ne doit exister que lorsque les futurs époux apportent mutuellement le capital qui dépasse en valeur tous les autres, quelle qu'en soit l'importance : le capital biologique ancestral, qu'on appelle : la santé ». C'est l'enfant qui est atteint si on le conçoit étant malade ; c'est le conjoint qui est contaminé si l'on se marie atteint d'une affection contagieuse. Le Professeur Pinard se demande combien de crimes ont été ainsi commis et, il le remarque « *le plus souvent par ignorance* », mais aussi, parfois, en connaissance de cause.

Dans son deuxième chapitre, M. Nicolle étudie l'histoire de la question du certificat prénuptial que nous avons vue ci-dessus.

M. Nicolle ayant résumé les résultats de son enquête personnelle fait remarquer combien la législation matrimoniale scandinave est interventionniste, et combien les déclarations faites sous la foi du serment par les fiancés ont pour effet d'éveiller les consciences aux sentiments des responsabilités sexuelles ; il mentionne les sanctions qu'elle prévoit, et souligne qu'elle délègue les médecins du secret professionnel dans certains cas déterminés.

Puis il nous dit que, de janvier à mars 1927, il a pratiqué lui-même un « referendum » par lettres privées, auprès de vingt-cinq professeurs et praticiens renommés de Paris et de Lyon. Sauf deux médecins, aucun de ses correspondants n'a émis d'objections contre la légitimité du certificat prénuptial. Quelques-uns lui ont fait remarquer les difficultés qu'il y aurait à l'éta-

blir et à en assurer le perfectionnement ; d'autres voudraient voir cette obligation s'appliquer aux hommes comme aux femmes et englober, en sus des « maladies contagieuses », les intoxications, l'alcoolisme, les maladies mentales..., etc. ; un ou deux doutaient de l'efficacité de ce certificat ; un seul y était nettement hostile.

Le Docteur Favre, Professeur Agrégé à la Faculté de Médecine, Médecin de l'Hôtel-Dieu de Lyon, a écrit à M. Nicolle : « L'idée de M. le Professeur Pinard est parfaitement juste et droite. Il est souhaitable que l'on écarte du mariage des sujets tarés dont les descendants deviennent trop souvent une charge pour la Société ».

Le Docteur Charles Fressinger, Associé National de l'Académie de Médecine, Rédacteur en chef du « Journal des Praticiens », disait : « La question dépasse de beaucoup en importance toutes les raisons de secret alléguées. L'avenir de la race en dépend ».

Le Professeur Balzer, de l'Académie de Médecine de Paris, reconnaissait : « D'une manière générale, je suis partisan du certificat prénuptial, notamment en ce qui concerne la syphilis et les maladies vénériennes. Il me semble qu'aucun mariage ne devrait être conclu sans que la contagiosité possible pour ces maladies soit éclaircie. Il y aurait intérêt très grand aussi à être fixé autant que possible sur la question des maladies mentales et des épilepsies. La lèpre, surtout aux Colonies, doit être examinée à ce point de vue. Pour la tuberculose, la question est complexe, surtout aujourd'hui, et me paraît devoir être l'objet d'études spéciales ».

Le Professeur Charles Richet, du Collège de France et membre de l'Académie de Médecine, hésite et s'en excuse. Il répondit ce qui suit à M. Nicolle : « Il y a deux maladies surtout pour lesquelles l'examen prénuptial est important : la tuberculose et la syphilis, car pour les tares nerveuses, elles sont trop visibles pour que la famille n'en soit pas avertie. La tuberculose, terrible maladie, est souvent latente. Elle est contagieuse et, alors ! quant à la syphilis, nombre de cas douloureux peuvent

être cités, de sorte que l'examen prénuptial (et peut-être prépu-tial) s'impose. Mais que de difficultés à surmonter. Est-ce que le certificat d'un médecin suffit, ou faut-il des médecins assermentés spéciaux ? Notre nuptialité n'est pas excellente, de sorte que toute mesure qui diminuerait les mariages serait mauvaise, et cependant est-ce un bien que de préparer des enfants défectueux ? Excusez-moi, mon cher Confrère, de ne pouvoir vous répondre avec plus de précision, mais je ne peux donner une certitude quand je n'en ai pas. Croyez, etc... »

Le Professeur Calmette, Directeur de l'Institut Pasteur, se montre partisan du certificat prénuptial. Il ne se dissimule pas les difficultés que cela suscitera. Il ajoute : « Il serait évidemment indispensable que ce certificat put être fourni sans frais, non seulement aux indigents, mais aux petites bourses, pour qu'il ne soit pas considéré comme un obstacle au mariage dans les milieux populaires. Tout médecin de l'Etat Civil, des dispensaires d'hygiène social, d'hôpital, ou de bureau de bienfaisance, devrait pouvoir être requis de le délivrer sur simple demande des intéressés, visée par le maire. Il faudrait prendre aussi des mesures pour éviter les certificats de complaisance en provoquant des peines sévères pour ceux qui en auraient fait usage et pour les médecins qui les auraient signés. Il conviendrait enfin de faire établir par l'Académie de Médecine la liste des maladies qui seraient considérées comme devant empêcher, ou faire ajourner, les unions conjugales. On peut se demander, par exemple, si la tuberculose et certaines maladies nerveuses, telles que l'épilepsie, ne sont pas incompatibles avec le mariage ».

Le Docteur Etienne Martin, Professeur à la Faculté, Directeur de l'Institut de Médecine légale à Lyon, publia un article dans le « Journal de Médecine de Lyon », en novembre 1924. Il dit que la législation doit imposer le certificat médical prénuptial et qu'il faut, pour qu'il ait toute sa valeur, que l'éducation du peuple soit faite à ce sujet à l'école, au régiment, dans les sociétés sportives, etc...

Le Docteur Rheuter, Professeur Agrégé à la Faculté, Accoucheur des Hôpitaux de Lyon, critique, dans la proposition du

Professeur Pinard, le terme « tout citoyen français » qui, dit-il, paraît limiter à notre sexe, et à notre nationalité, l'obligation ; ainsi que le libellé « aucun symptôme appréciable de maladies contagieuses » ; il trouvait qu'à la syphilis, la blennorrhagie, et la tuberculose, que visait certes cette phrase, on devrait joindre les tares nerveuses. Le Docteur Rheuter approuva la théorie, mais il restait sceptique quant au résultat pratique ?

Les Professeurs Villard et Nicolas approuvent le principe du certificat prénuptial, mais craignent les difficultés d'application.

Le Professeur Jeanselme, de l'Académie de Médecine, répondit à M. Nicollet qu'il supposait que le Professeur Pinard avait visé non seulement la syphilis et les maladies vénériennes, mais aussi toutes les tares physiques et mentales pouvant se transmettre à la descendance : tuberculose, alcoolisme invétéré, épilepsie, et folie, etc... Le Professeur Jeanselme admet le principe du certificat d'aptitude au mariage qu'il juge être une mesure utile, mais d'après lui : « pour qu'une mesure légale puisse être imposée dans un pays de libre discussion, il faut que l'opinion publique ne lui soit pas hostile ou indifférente ». Il croit qu'il faut que le certificat prénuptial entre d'abord dans nos mœurs avant d'être obligatoire. Il démontre la nécessité d'une propagande de vulgarisation ; les conséquences parfois graves que peuvent provoquer le certificat ; la possibilité, avant de le requérir, de se traiter en se faisant « blanchir » sans se guérir. Il conclut : « Si le certificat triomphe des critiques qu'on peut lui faire, il devra être appliqué indifféremment aux deux sexes, car la femme pas plus que l'homme n'est à l'abri de la tuberculose, de la syphilis héréditaire, ou acquise, et des autres maladies transmissibles à la descendance ».

M. Brieux, de l'Académie Française, répondit à M. Nicollet qu'il n'avait rien à ajouter à sa pièce « Les Avariés », qu'il fit jouer au Théâtre Antoine en 1901, et qui alors avait été interdite par la censure jusqu'en 1905, car le grand public aurait pu être choqué par la question ! M. Brieux croit qu'il y a plus à espérer des mœurs que des lois.

Le Professeur Victor Augagneur, ancien Maître de Clinique

à Lyon, demande que le certificat soit signé d'un médecin désigné par les futurs beaux-parents, ce qui éviterait les certificats de complaisance. Il n'est d'ailleurs pas partisan de « l'obligation » du certificat prénuptial.

A ce chapitre, M. Nicollet conclut ainsi : « Je suis obligé de constater, et vous le ferez je le pense avec moi, mes chers collègues, que la plupart de mes éminents interlocuteurs ont, qu'ils le veuillent ou non, dépassé la portée et la limite de la proposition de loi de M. le Professeur Pinard. La science est toujours bonne conseillère mais elle tend à l'absolu des formules, aux généralisations relatives, voir même aux négations du réalisme ambiant ».

Dans le troisième chapitre de son rapport, M. Paul Nicollet étudie le but réel de la proposition de loi du Professeur Pinard. Ce but est de préserver la femme, l'enfant, de la souffrance et de la mort. M. Nicollet dit : « La proposition de loi du Professeur Pinard demande au législateur de permettre au médecin, sinon d'empêcher, tout au moins de détourner du mariage un « contagieux », un malheureux qui, souvent sans le savoir, peut porter à sa future conjointe une maladie d'autant plus dangereuse qu'elle n'est pas dépistée dans son origine, sa cause réelle, et en cas de procréation, de lancer dans l'existence un pauvre être débile, malade, parfois un monstre, et dans tous les cas une « épave humaine ».

M. Nicollet précise que l'expression « maladie contagieuse » ne doit pas être prise au sens littéral du mot. Il y a là une question relevant « du silence du cabinet médical, et des arrêts impersonnels des analyses de laboratoire, et des vérifications radioscopiques ».

M. Nicollet fait remarquer que le Code Civil ne s'occupe que des biens, puis il souligne que le Conseil de revision existe depuis l'an X... Il n'est plus alors question là de secret professionnel. (Le Docteur Cazalis avait déjà fait cette remarque en 1902). Les médecins sont invités à renseigner leurs collègues de l'armée sur les maladies ou infirmités dont sont atteints les conscrits. Puis « les diagnostics établis sont énoncés en plein public, à haute

voix, et portés sur les registres administratifs par des personnes non assermentées, et par devant MM. les Conseillers Généraux, Conseillers d'Arrondissement, et Maires, magistrats éphémères soumis comme nous tous aux caprices de l'électeur ». M. Nicollet fait remarquer l'anomalie qu'il y a à imposer un examen médical pour aller se faire tuer, pendant qu'on ne le prescrit pas quand il s'agit de concevoir un enfant.

Le rapporteur conclut ainsi son troisième chapitre: « Le candidat au mariage, au moment où il vient passer la visite médicale et où il se présente devant le médecin, porte-t-il, oui ou non, sur lui, le cortège symptomatique d'une maladie contagieuse ? » C'est pour qu'il soit répondu à cette question que le Professeur Pinard dépose sa proposition.

Dans le quatrième chapitre, M. Nicollet étudie les objections qui peuvent être opposées à la proposition du Professeur Pinard ? Se pose d'abord la question du conflit qui va s'élever sur le problème de la liberté et de la contrainte. M. Nicollet dit alors : « Notre but n'est pas de le résoudre, mais de demander :

a) si un être humain, même inconsciemment, à l'occasion du mariage, a le droit de contaminer une femme, la rendre malheureuse pour la vie, et procréer des enfants malheureux ou infirmes ?

b) s'il peut volontairement, avec une insouciance vraiment bestiale et stupéfiante, nuire à la nation en lui imposant, par son désir purement animal assouvi, des « avariés » à soigner, des « avortons » inutiles, à nourrir et à soigner ? » Et à ces deux points d'interrogation, M. Nicollet conclut qu'il faut éloigner du mariage, pendant la période de contagion, les hommes « qui sans cette interdiction commettraient une mauvaise action, un véritable crime ».

M. Nicollet cite un passage intéressant du livre du Docteur Cazalis (1). On accusera le certificat prénuptial de restreindre les naissances mais, « l'important n'est pas de faire beaucoup d'enfants, mais de les bien faire ». Il faut empêcher que les fils

(1) « La science et le mariage », Cazalis, p. 136 et suivantes.

uniques soient tarés. De quelle utilité sont, en effet, pour le pays, ceux qui lui coûtent si cher ? Pour le Docteur Cazalis, le certificat prénuptial doit préserver les jeunes filles saines.

Les trois principales objections, d'après M. Nicollet, se rapportent :

- 1° à une crise de « dénuptialité » ;
- 2° à une prime à l'amour libre ;
- 3° à une recrudescence de la prostitution.

1° M. Nicollet admet que, dès après le vote de la loi, il y aura peut-être un moment d'hésitation, mais il prétend que par la suite, il y aura plus de mariages, car on sera certain de l'état de santé du conjoint ; puis, dans le mariage cette certitude permettra la conception des enfants. Ces unions saines seront plus solides. L'on verra moins de divorces et de séparations de corps.

2° Sur l'amour libre, M. Nicollèt dit : « Nous pensons qu'il aura moins d'adeptes quand il sera réservé pour une bonne part aux jeunes gens inaptes au mariage et de santé douteuse. On verra certes encore des unions affichées à plaisir entre tuberculeux, avariés, ou infirmes, mais les misères de ceux qui auront contracté ces affections, et les pauvres enfants qui en seront le fruit resteront la part d'imperfections inévitables dans une Société déjà vieille comme la nôtre, et dont l'hérédité morbide est si terriblement chargée. Le certificat prénuptial, s'il ne peut empêcher ces mariages pathologiques, aura eu néanmoins pour résultat salulaire, d'en cantonner, d'en isoler les contractants. Il aura contribué aussi à préserver une grande part d'individus sains d'une contagion fatale et pernicieuse ».

3° M. Nicollet répondant à la troisième question, affirme qu'il y aura, non pas une recrudescence, mais une diminution de la prostitution. Les époux étant sains trouveront alors toutes satisfactions dans le mariage.

M. Nicollet reconnaît qu'un fiancé a le droit d'ignorer son mal ; mais c'est alors cependant un malheur d'être contaminé et c'est « un crime de se savoir atteint de maladies contagieuses, de dissimuler cette maladie, même au médecin, et d'aller porter ensuite le lendemain, la maladie, l'infirmité, à une femme saine,

risquant par surcroît, de procréer des malades ou des infirmes ». Le rapporteur conclut que l'Etat doit empêcher que « sous prétexte de « liberté », un être humain ait la « licence » de propager la misère physiologique, la maladie, et finalement la mort »

Dans le cinquième chapitre de son rapport, M. Nicollet étudie quels seront les moyens d'exécution de la loi : a) qui délivrera le certificat ? Quelques professeurs ont dit que ce devrait être un médecin de l'Etat Civil, assermenté, nommé au concours. M. le Professeur Pinard n'est pas de cet avis. Il veut que le fiancé soit libre de consulter le médecin qu'il désire, lequel, en cas de doute, pourrait envoyer le patient à un spécialiste, ou se réunir avec des confrères pour l'examiner ; b) Comment sera libellé le certificat ? M. Nicollet fait remarquer très justement que : « *Le secret professionnel en pareille circonstance ne saurait être évoqué, puisqu'il s'agit d'un certificat à forme négative* » et il propose le libellé suivant :

« Je soussigné....., docteur en médecine, domicilié à certifie que le sieur X..., âgé de domicilié à, ne me paraît pas présenter, en ce moment (ou à ce jour) des symptômes de maladie contagieuse.

Fait à, le (jour, heure, date).

Signature : »

M. Nicollet ajoute que la délivrance d'un certificat de complaisance entraînerait des sanctions. Il serait assez aisé de prouver quand il en aurait été délivré un ; ainsi lorsqu'une femme présenterait, peu de temps après le mariage, des signes de maladies transmises par le mari. Il y aurait cependant des questions de fait à examiner, assez délicates. Il faudrait être certain que l'infection existait à l'époque de l'examen, et n'a pas été contractée depuis ; tel, par exemple, en « enterrant la vie de garçon ».

Enfin, dans le chapitre six, M. Nicollet, après avoir fait remarquer que les mesures d'exécution et de mise en pratique du

certificat prénuptial échappent au législateur et sont d'ordre médical, conclut son rapport en ces termes : « Pour nous, médecins, hygiénistes, pédiastres, l'instauration du « certificat prénuptial déborde le cadre mesquin du légalisme procédurier de la « chicane légale », pour atteindre la haute signification d'un bienfait social ».

Les députés à qui cette proposition de loi était présentée, sachant qu'ils n'auraient pas le temps de l'étudier avant la fin de la session parlementaire, englobèrent la proposition du Professeur Pinard dans le groupe des projets inscrits à l'ordre du jour de la Chambre, à la condition qu'ils ne donneraient lieu à aucun débat. La presse fit une campagne contre cette décision. Deux députés, MM. Guérin et Duval-Arnould, s'opposèrent à cette simplification de procédure, qui ne fut pas acceptée. Ils avaient, pour ce, déposer chacun un amendement contre la proposition de M. le Professeur Pinard. Nous allons d'ailleurs les étudier. La proposition doit donc être discutée devant notre nouvelle Chambre, M. Nicollet devant la présenter. En attendant, elle dort dans les cartons. Les lois d'intérêt particulier passent avant cette loi vitale pour le pays. Il serait à souhaiter que nos députés le comprissent et étudient enfin la proposition du Professeur Pinard.

M. Duval-Arnould déposa un amendement devant le Parlement en même temps que M. Guérin en déposait un, alors que le rapport de M. Nicollet sur la proposition de M. le Professeur Pinard était inscrit à l'ordre du jour (1).

Voici la teneur de la contre-proposition de M. Duval-Arnould : « Compléter ainsi l'article 63 du Code Civil. (L'article 63 du Code Civil prévoit la publication des bans). La publication ne pourra être faite que si chacun des futurs époux a produit à l'officier de l'Etat Civil : 1° Une attestation d'un médecin datée de trois jours au plus, constatant que ce médecin a

(1) Janvier 1927. Ces amendements ne parurent pas à l'Officiel. M. le Professeur Pinard ayant retiré sa proposition de loi devant l'impossibilité de la discuter.

examiné le futur époux en vue du mariage et lui a délivré un certificat donnant le résultat de son examen ; 2° L'attestation signée de l'autre partie qu'elle a eu communication du certificat prévu au paragraphe précédent ».

Cette proposition est intéressante. L'attestation du médecin doit être datée de trois jours avant la demande de la publication des bans, ce qui représente un certain délai avant le mariage. De plus le mariage n'est pas interdit en cas de maladie, mais le fiancé sain ayant connaissance du certificat rédigé par le médecin, en est averti. Un certificat n'est pas exigé par l'officier de l'Etat Civil, mais simplement « une attestation du médecin, affirmant qu'il a examiné l'intéressé au point de vue du mariage, et lui a remis par écrit le résultat de son examen ». Ainsi, seuls les intéressés connaîtront le résultat de l'examen et seront libres de décider, en toute connaissance de cause, s'ils doivent contracter mariage. Je trouve cette idée particulièrement bonne. Au moins, les fiancés sauraient ce qu'ils feraient. Le mariage ne serait plus une loterie. S'ils voulaient passer outre et se marier, les intéressés pourraient demander à un médecin quelles seront les précautions à prendre pour prévenir toute contagion ? Dans les Pays Scandinaves la loi est encore plus prévoyante. Elle ajoute que les médecins doivent, en cas de maladies, prodiguer des conseils oraux aux fiancés.

D'après M. Duval-Arnould, dans certains milieux, on se préoccupe déjà de la santé dans le mariage. Cela est évident, il ne faut pas croire à une absence complète d'éducation sur l'intérêt de l'examen médical prénuptial, et à une apathie du peuple, si une loi l'imposant était votée. L'ignorance est encore grande, certes, mais il faut lutter contre, et si l'on traite la question dans le public il n'y est pas aussi insensible qu'on le pourrait croire. M. le Docteur Sicard de Plauzolles m'a dit que, lors des conférences qu'il fit sur le sujet au Collège des Sciences Sociales et à la Sorbonne, à un public « moyen », il eut l'impression nette que ce public était partisan du certificat prénuptial.

Lors d'une conférence organisée par le Comité National d'Etudes Sociales et Politiques, présidée par M. Raoul Allier,

doyen de la Faculté de Théologie protestante, sur le « Mariage et le certificat prénuptial », M. Duval-Arnould dit : « Estimant que la proposition du Professeur Pinard était inacceptable dans ses sanctions et ses conséquences, j'étais cependant incité par elle à rechercher les moyens de généraliser la pratique de l'examen prénuptial ». Ainsi en dépit des imperfections qu'on lui attribue, la proposition du Professeur Pinard a contribué à répandre l'idée du certificat prénuptial. La Presse s'est émue, des conférences ont été faites, les contre-propositions de MM. Duval-Arnould et Guérin déposées devant la Chambre. Qui saura jamais le nombre de malheurs qu'a déjà prévenus le Professeur Pinard, grâce aux discussions, connues du public, qu'a suscitées sa proposition ?

M. Duval-Arnould prévoit aussi le cas d'un syphilitique ou d'un tuberculeux qui, in articulo mortis, veut régulariser une situation, et légitimer des enfants. Il ne le pourrait pas avec la proposition du Professeur Pinard qui interdit le mariage à tout malade contagieux, et n'a pas prévu de dispense. Avec la proposition que nous venons de citer, le mariage pourrait être contracté. Toute loi, interdisant le mariage pour cause de maladies doit prévoir une exception pour les mariages in extremis. Nous avons vu que les Pays Scandinaves ont prévu des dispenses possibles.

M. Duval-Arnould ne tient pas à la deuxième partie de sa proposition d'après laquelle chaque fiancé doit attester qu'il a eu communication du certificat médical de l'autre fiancé. D'après lui, l'attestation du médecin affirmant qu'il a remis un certificat au fiancé est suffisante. Ainsi, chacun serait obligé de consulter un médecin. M. Duval-Arnould aurait raison s'il ne s'adressait qu'à des gens honnêtes, mais cela n'est pas. Il faut que les fiancés connaissent leur état de santé mutuel. C'est celui qui est sain qui est intéressé. Qu'importe que le malade soit averti de son infection s'il passe outre aux conseils du médecin et se marie malgré tout.

D'après M. Duval-Arnould, sa proposition n'atteint pas le secret professionnel, surtout si on n'exige pas la communication

du certificat de l'un à l'autre. M. Duval-Arnould croit que les parents prudents le demanderont. Certes, dans une certaine classe. Mais M. Duval-Arnould ne pense peut-être pas que trop de parents sont imprudents et ne veulent pas froisser... « M. le futur gendre ». C'est pourquoi je trouve très important le deuxième alinéa de sa proposition.

M. Guérin déposa aussi un amendement à la Chambre, en janvier 1927, contre la proposition de loi du Professeur Pinard, afin que la loi ne fut pas votée sans débat. Il changea, pour ce, le mot « français » de la proposition, par le mot « étranger ». Il avait aussi préparé une contre-proposition qu'il ne déposa pas.

En voici le texte :

« Article premier : Toute personne, française ou non, voulant contracter un mariage, ne pourra être inscrite sur les registres de l'Etat Civil que si elle est munie d'un certificat médical, remontant à moins de huit jours qui restera annexé à l'acte de mariage. Ce certificat devra attester que la personne visitée ne présente aucun symptôme de maladie contagieuse, aucune malformation congénitale ou non. »

« Article deux : Tout médecin convaincu d'avoir délivré un certificat de complaisance sera passible d'une amende de mille à dix mille francs, sans préjudice de dommages et intérêts envers la partie lésée.

L'Officier de l'Etat Civil ayant célébré un mariage sans exiger le certificat prévu par la présente loi sera passible des peines prévues par l'article 192 du Code Civil (amende de 300 francs au maximum).

L'article 463 du Code Pénal est applicable à ces infractions » (cet article prévoit les circonstances atténuantes).

TROISIÈME SECTION

ÉTUDE CRITIQUE DE LA QUESTION DU CERTIFICAT PRÉNUPTIAL EN FRANCE

Nous avons étudié les différentes lois étrangères qui ont institué le certificat prénuptial obligatoire. Lois Scandinaves, lois des Etats-Unis, loi Turque. Nous avons vu les différents projets qui ont été préconisés dans dix-neuf Etats, tant européens, qu'américains. Puis nous venons de citer la si intéressante proposition de M. le Professeur Pinard, et les contre-propositions de MM. Duval-Arnould et Guérin. De tout cela quel est le système qu'il convient d'adopter en France ? Lorsque la question sera discutée à la Chambre, quelle sera la Loi qui devra être votée pour protéger, avec le maximum de chances possible, la génération qui naîtra demain ?

Différents systèmes se présentent à nous.

I. Devons-nous nous en tenir à une simple propagande, comme en Angleterre, en Argentine, en Espagne, au Pérou, en Suisse, et d'ailleurs comme en France actuellement, où, depuis quelques années, des conférences ont été faites, des livres écrits, des pièces et films joués, des propositions discutées, des consultations gratuites instituées ?

Ou devons-nous amplifier cette propagande, par exemple en exigeant légalement que des feuilles d'avis soient remises aux

fiancés au moment de la publication des bans, les prévenant des dangers qu'il y a à contracter mariage étant atteint de certaines maladies, comme cela existe en Allemagne, en Belgique, dans les Pays-Bas ?

II. Allant plus loin, n'allons-nous pas adopter le système scandinave, obligeant indirectement les fiancés à consulter un médecin, en leur demandant, au moment de la publication de leurs bans, de déclarer, sur leur honneur et leur conscience, qu'ils ne sont pas atteints de certaines maladies déterminées, toute fausse déclaration entraînant une condamnation pénale et une sanction civile, c'est-à-dire l'annulation du mariage ?

III. Ou encore, n'allons-nous pas adopter le système américain ou turque par lequel un certificat médical est exigé de tout individu contractant mariage ?

Si ce dernier système est choisi par notre législateur, différentes questions se poseront.

Quel sera ce certificat ?

Le mariage sera-t-il interdit à tout individu porteur d'un certificat médical négatif ? ou plus simplement permettra-t-on le mariage, la preuve étant faite que le certificat aurait été communiqué aux deux conjoints, c'est-à-dire que ceux-ci seraient dûment avertis des dangers qu'ils courraient en se mariant sans s'être auparavant soignés ; ou encore se contentera-t-on que l'Officier de l'Etat Civil exigeât que chaque fiancé présente un certificat attestant qu'il a consulté un médecin, sans autre détail ?

Quelles seront les maladies que devront viser les certificats médicaux prénuptiaux ?

A quel moment délivrera-t-on ces certificats ?

Quels seront les médecins qui devront les délivrer ? Médecins officiels ou médecins choisis par les fiancés ? Les honoraires qu'ils percevront seront-ils libres ou taxés ?

Ce certificat sera-t-il, ainsi que le proposait M. le Professeur Pinard, exigé de l'homme seulement, ou de l'homme et de la femme ?

Y aura-t-il des sanctions en cas de fraude à la loi ?

Autant de questions qui se posent, que nous allons discuter et essayer de trancher.

I. — *Devons-nous en rester au stade actuel ?* Intensifier la propagande commencée depuis de nombreuses années déjà. Faire comprendre qu'il faut être sain pour avoir des enfants sains, et ce en éduquant. Avons-nous le temps de cela ? Quelle est l'opinion des médecins sur ce point ?

Les docteurs Vignes et Apert sont d'avis de « répandre l'idée d'un examen méthodique et complet en vue du mariage » par voies d'affiches, de notices, etc... D'après eux nous connaissons mal les lois de l'hérédité, et de ce fait un certificat médical ne peut être un vrai brevet de santé avec garantie du gouvernement. Ils s'effraient à la pensée que le secret médical pourrait être violé, et craignent que le certificat facilite l'union libre. Ils voudraient faire comprendre à tous qu'il faut se soucier de la santé des futurs conjoints, homme et femme, mais ce, par l'éducation, et non par la loi.

Le Docteur Schreiber reconnaît « les services qu'on peut attendre de la contrainte légale, à la condition toutefois que la majorité de la population comprenne la portée de la mesure qui lui est imposée ». Ainsi il faut, d'après lui, éduquer avant que de légiférer. En Angleterre une « clause de conscience » laisse les anglais libres de s'opposer à toute vaccination. Par manque d'éducation cette clause a eu pour conséquence la recrudescence de la variole outre-Manche. Il faut donc éduquer la « conscience », sans quoi elle s'oppose aux bienfaits de la loi.

Oui, sans doute, mais encore faut-il que tous aient une conscience !..

Le Professeur Jeanselme remarque que les Etats Scandinaves et Américains qui ont le certificat prénuptial sont depuis longtemps assujettis aux lois d'hygiène et que « les populations comprennent bien l'utilité des lois sanitaires ». En France il croit que nous ne sommes pas « mûrs » pour accepter l'obligation du certificat prénuptial, et il propose de faire « d'abord

pénétrer dans toutes les classes sociales l'idée qu'un examen médical fait avant le mariage est utile et même nécessaire ».

Si le Professeur Pinard est aussi partisan de l'éducation sexuelle, il remarque qu'il y a longtemps que l'on agit par persuasion. Il cite la campagne entreprise par le Professeur Fournier qui était, lui aussi, révolté quand « il voyait tous les jours des hommes commettre de véritables crimes ». Pour le Professeur Pinard, si l'éducation est beaucoup, ce ne peut être tout. Certes dans sa longue et magnifique carrière il a constaté que : « Souvent il n'y avait pas crime, mais ignorance, et combien celle-ci fait commettre de crimes ». Cependant l'éducation ne suffit pas, car depuis tant d'années que tant d'hommes luttent pour éduquer, les résultats, tout en étant très beaux, ne sont pas suffisants. Il y en a, et il y en aura toujours de trop qui « ne voudront pas savoir ». Et c'est pourquoi le Professeur Pinard, tout en étant partisan du système éducatif a proposé une loi rendant obligatoire le certificat prénuptial, loi qui complétera l'éducation.

Le Docteur Siredey craint que le certificat que préconise le Professeur Pinard ne soit pas une garantie. Il n'arrêtera, d'après lui, que les grands contagieux et laissera passer le malade dans une phase latente, mais cependant dangereuse. Ce sera alors une fausse sécurité « légale » donnée à une famille. Devant ces considérations le Docteur Siredey ne demande que l'éducation du public. Il faudrait, d'abord, d'après lui, élever le sens moral des jeunes gens.

Je ne veux pas être pessimiste. Cela peut être, mais, je ne crois, que dans une certaine mesure. Il ne faut pas avoir trop d'illusions sur la possibilité d'élever le sens moral des hommes. N'y en a-t-il pas beaucoup qui n'en auront jamais, et que seule, la crainte de la loi, retient quelque peu ?

Au XIV^e Congrès de Médecine légale qui se tint à Paris les 24, 25 et 26 juin 1929, la question du certificat prénuptial fut discutée. Un rapport important fut rédigé par MM. Vervaeck de Bruxelles, et Leclercq de Lille. Ils étaient très partisans d'une propagande eugénique. L'obligation, d'après eux, n'aurait d'in-

discutables avantages que si la population « comprenait » l'intérêt du certificat prénuptial. Il faut donc, avant que de le rendre obligatoire, préparer l'opinion publique. M. Laignel-Lavastine fut de cet avis d'autant que, d'après lui, l'opinion publique est déjà très préoccupée de la question de l'hérédité. Aussi croit-il qu'il faut intensifier l'éducation eugénique de façon à ce que la consultation prénuptiale devienne un acte habituel, d'une haute portée sociale.

Le Congrès, sur la proposition de M. Leclercq, émit le vœu que les pouvoirs publics participent, dès maintenant, à la propagande et à l'éducation du public en faveur du certificat prénuptial ; cependant les rapporteurs ont bien souligné qu'ils préféreraient l'intervention législative à la simple propagande, d'après eux relativement stérile.

Mais avons-nous le temps d'éduquer ? En avons-nous les moyens ? Si étendus qu'ils soient ces moyens, pourrait-on atteindre tous les individus ? Et seront-ils jamais aussi éducatifs qu'une loi qui atteindrait tout le monde indistinctement. On a fait de grands efforts déjà pour introduire dans nos mœurs le certificat prénuptial. Des pièces, des films ont été joués nous montrant les conséquences de la maladie dans le mariage. Les « Avariés » de Brioux, en 1901 ; plus récemment, le « Mortel Baiser » de Loïc le Gouriarec, qui fut joué, soit au théâtre, soit au cinéma, à travers toute la France, depuis 1924, sous le patronage du Ministère de l'Hygiène et de la Ligue du Péril National contre les Maladies Vénériennes. Plus récemment encore le cinéma nous présenta : « Le certificat prénuptial ou le droit d'aimer ». Je me suis étonnée que, dans ce film, au moment où l'homme avertit sa fiancée de son infection, quand très courageuse, elle lui dit qu'elle attendra sa guérison, elle scelle sa promesse d'un baiser sur la bouche. Me permettant cette parenthèse, je signale cela ici. Je crois qu'il faut faire attention. Il ne faut pas présenter de telles choses au peuple pour l'éduquer, si l'on ne veut pas vicier cette éducation.

Des conférences par T.S.F. ont été faites ; entre autres par le Professeur Gougerot. Il souligna l'importance de la santé

dans le mariage, et qualifia d'arriérée notre législation qui n'y pense pas. Il cita quelques cas où un examen prénuptial aurait évité d'irréparables malheurs. Le Professeur Gougerot reconnut que le certificat n'empêchera pas tous les fraudeurs, mais il conclut : « il vaut mieux arrêter quelques catastrophes sur cent que de ne rien faire, et de n'en pas arrêter du tout ». Le Professeur Gougerot conseillait ensuite de répandre autour de soi l'idée du certificat prénuptial.

Dans l'attente de la loi qui fera connaître à tous l'importance de l'examen médical avant le mariage, il y a certes dans ces conférences par T. S. F. entendues à travers la France et le Monde, le moyen de propagande le plus intéressant.

Des affiches sont aussi apposées sur les murs, des tracts distribués. Ainsi, le Comité pour l'enseignement et le progrès de l'hygiène sociale répand des tracts intitulés : « Pour avoir des enfants sains ». Ils parlent de la syphilis et de son influence sur les enfants, si elle n'est pas convenablement traitée, mais ajoute que si elle est bien soignée, elle n'empêche, ni le mariage, ni la procréation d'enfants sains. Ils donnent aussi quelques conseils sur la blennorrhagie et ses conséquences. Ce tract insiste sur le fait que « quiconque ayant été atteint de syphilis se marie sans avoir la certitude d'être guéri commet un acte criminel ». La Ligue Nationale contre le Péril Vénérien distribue aussi, nous l'avons vu, de très intéressants tracts, sur la syphilis et son influence sur les enfants, qui se concluent comme suit : « Pour préserver la famille de la syphilis nul ne doit se marier sans s'être soumis à l'examen d'un médecin. Quiconque, ayant été atteint de syphilis, se marie sans avoir la certitude d'être guéri, commet un acte criminel ».

Dans les journaux du 25 mai 1930, on pouvait lire : « Au Centre de Psychiâtrie et de Prophylaxie mentale de la Seine, dirigé par le docteur Toulouse, s'est ouverte le 20 mai une consultation prénuptiale psychiâtrique assurée par le docteur B. Schiff, ancien chef de clinique à la Faculté. Cette consultation a lieu tous les lundis après-midi, de 15 h. 30 à 17 h. 30, à l'Hôpital Henri-Rousselle, 1, rue Cabanis ».

A la même époque, au début du mois de mai 1930, des consultations prénuptiales gratuites furent ouvertes à la Clinique Baudelocque, 125, boulevard de Port-Royal, sous la direction de M. le Professeur Couvelaire, membre de l'Académie de Médecine.

Nous sommes ainsi vraiment entrés dans une période active de la propagande en faveur du certificat prénuptial par l'institution de ces consultations gratuites, à l'instar de Vienne, de Milan, d'Amsterdam et de Prague.

Il faudrait plus, car beaucoup ignorent ces institutions, et elles n'existent encore qu'à Paris. Déjà le 24 juin 1930 la Société Française d'Eugénique demandait : § 6 ...que le carnet de santé individuel soit largement diffusé, et qu'il comporte un paragraphe spécial pour l'examen médical en vue du mariage. Au livret des soldats devrait être jointe une instruction les renseignant sur le péril des maladies vénériennes, tuberculose, alcool, pour eux, leur femme et leurs enfants. Il devrait, dès maintenant, en être de même sur le livret de mariage.

Et tout cela n'est pas, ne sera jamais suffisant. Seule la loi ne serait-elle pas vraiment éducative, comme nous avons vu qu'elle l'est aux Etats-Unis ?

Le peuple, déjà, comprend plus qu'on ne le pense dès qu'on lui parle de la question du certificat prénuptial. N'est-il pas éduqué par la vie ? Qui, de près ou de loin, dans sa famille ou ses amis, n'a pas été frappé par l'introduction de la maladie dans le mariage ? Mais on ne pense pas, et, s'il suffit que l'on parle du certificat prénuptial pour que l'interlocuteur s'écrie : « Ce que ce serait bien », ce n'est pas suffisant. L'on a passé le stade de l'éducation pure et simple. M. Sicard de Plauzölles qui, comme je le disais ci-dessus, lorsqu'il a fait des conférences à un public « moyen » sur la question, a senti combien on le comprenait, croit cependant que, puisqu'il faut agir vite, ce ne sont pas aux mœurs de faire la loi qui nous intéresse, mais ce sera à la loi de faire passer la mesure qu'elle instituera dans les mœurs. Beaucoup ont compris lorsqu'on leur a parlé, mais ont oublié. La situation est trop critique pour que l'on puisse atten-

dre plus, faire comprendre à nouveau à ceux qui ont su, et faire comprendre à ceux qui ne savent pas encore. Une loi imposant le certificat prénuptial ne gênera que les criminels, les égoïstes. Elle sera éducatrice pour les ignorants, plus que toute autre mesure. L'on doit dépasser le stade de l'éducation extra légale, car il a fait faillite en se condamnant de par sa lenteur même. Comme le dit le Docteur Witas dans la Revue « L'Algérie Médicale » de novembre 1927, « l'éducation ne fera naître l'habitude de la visite médicale avant le mariage que dans un temps très lointain ». Cela est indiscutable. Eh bien l'on ne peut plus attendre. Il faut, malgré eux s'il le faut, sauver ceux qui vont s'unir, sauver les enfants qu'ils procréeront.

Il faut, dans un siècle de progrès, aller sans hésitation vers ce progrès. Le mariage, tel qu'il est conçu actuellement, donne trop d'infirmes, de malades. Il faut éduquer plus et mieux, moderniser nos méthodes.

Allons-nous pour cela modifier simplement notre système éducatif, le perfectionner ? instituer de nouvelles consultations gratuites ? donner des feuilles d'avis aux fiancés au moment de la publication des bans afin de les prévenir des effets de la maladie introduite par un conjoint dans le mariage ? Certains médecins vantent ces systèmes plus perfectionnés que les moyens actuels d'éducation. Ils les trouvent suffisants...

Le Professeur Siredey, qui, nous l'avons vu, considère que le certificat est une tromperie, préfère que l'on conseille simplement aux hommes et aux femmes de consulter un médecin avant que de se marier, et ce au moyen d'affiches dans les mairies, et de tracts distribués.

Le Docteur Schreiber, qui est partisan du certificat prénuptial, croit qu'il faut y préparer l'opinion publique, et non seulement par des conférences et des articles de journaux, mais encore par la « distribution régulière dans les mairies de brochures, donnant aux candidats au mariage les conseils appropriés ».

Lors du XIV^e Congrès de Médecine légale de 1929 dont nous avons parlé ci-dessus, le vœu fut émis, non seulement que l'éducation soit développée par les moyens déjà employés, mais enco-

re par des tracts délivrés aux fiancés dans chaque mairie, ainsi que par des notices explicatives adressées aux médecins, dans le but d'obtenir leur adhésion, et de leur indiquer quel serait alors leur rôle.

La Ligue des Droits de l'Homme, en juillet 1927, sur la proposition de M. le Docteur Sicard de Plauzolles, émit le vœu suivant : « Considérant que l'enfant a droit à la vie saine, condition de son développement normal et de son utilité sociale.

Que pour garantir ce droit, il faut assurer à l'enfant les meilleures conditions possibles d'hérédité, son avenir dépendra de l'état de santé de ses parents...

1° Que les jeunes gens des deux sexes soient préparés à leur rôle et à leur responsabilité de père et mère, par une éducation biologique et morale ; qu'ils apprennent que pour avoir des enfants sains, les parents doivent être eux-mêmes en bon état de santé.

4° *Qu'en attendant et, dès maintenant, les Bureaux d'Etat Civil distribuent aux personnes qui viennent s'inscrire en vue du mariage, des avis conseillant de ne se marier qu'en bon état de santé de part et d'autre, et de se soumettre auparavant à un examen médical.*

5° *Qu'au moment de la célébration du mariage, soit remis aux époux un livret contenant les règles d'une saine eugénique, et d'une puériculture normale ».*

Le 24 juin 1930, la Société Française d'Eugénique s'est réunie sous la présidence de M. le Docteur Apert. Dans les conclusions qu'elle a adoptées après discussion, on lit au § 2 : « Elle émet le vœu qu'une notice soulignant l'intérêt primordial de l'examen médical prénuptial pour les futurs conjoints et leur descendance, soit remise, dès maintenant, aux intéressés, à l'occasion des démarches en vue des publications légales ».

Tous ces moyens éducatifs sont bons, certes. Ils attireraient l'attention de nombreux individus qui, comprenant, consulteraient un médecin avant que de contracter mariage. Ce serait déjà beaucoup. Je l'ai dit en admirant les pays étrangers qui ont

légalement institué ces mesures ; l'Allemagne, la Belgique ; et ceux ou des sociétés en ont développé l'idée ; tels les Pays-Bas.

Mais ce ne serait pas suffisant. Quelques-uns comprendraient, mais trop ne liraient seulement pas la formule qui leur serait remise, et trop, même la comprenant, n'en tiendraient aucun compte. M. Duval-Arnould trouve que les tracts distribués dans les mairies seraient absolument insuffisants pour introduire dans les mœurs la pratique de l'examen prénuptial. On ne fera jamais comprendre le danger qu'il sera pour sa famille s'il se marie, à un homme qui, comme me le rapportait un médecin, à des conseils, à des supplications, à des ordres, à de la juste colère du docteur qui l'examinait, opposait cette réponse : « N'insistez pas, docteur, il faut que je me marie d'ici quinze jours. J'ai besoin de la dot de ma fiancée pour payer une dette de jeu. Mon honneur est engagé ». (Il y a en effet de ces individus qui ont une façon spéciale d'avoir de l'honneur...) Et, comme le médecin menaçait cet homme de le dénoncer à la famille de la jeune fille, il eut un rire sarcastique en s'écriant : « Et le secret professionnel, docteur !... » Le crime s'accomplit. L'homme en était à une période secondaire de la syphilis en pleine évolution...

Quelques soient les moyens employés on n'éduquera jamais de tels individus. Certes ils ne sont pas le nombre, mais ils sont cependant de trop pour que l'on se contente de simples moyens éducatifs qui ne les toucheraient pas. Seule une loi sera susceptible d'atteindre de tels hommes, et seule aussi une loi vainera l'ignorance de beaucoup. Mais quelle sera cette loi ?

II. — Différents systèmes s'offrent à nous. Et tout d'abord *le système scandinave* par lequel chacun des fiancés doit déclarer à l'Officier de l'Etat Civil, au moment de la publication des bans, sur son honneur et sa conscience qu'il n'est pas atteint de certaines infections ; toute fausse déclaration étant, comme nous l'avons mentionné ci-dessus, passible de sanctions pénale et civile.

Pour le Docteur Paul Viard : « L'individu n'est lui-même

que l'expression momentanée de la vie de sa lignée et s'il a reçu du passé le bien et le mal, il doit essayer de ne confier à l'avenir que le bien ». Pour cela il faut que l'homme se connaisse lui-même. Il faut que le médecin le conseille. Comme l'homme ne peut, ou ne veut comprendre, il faut que la loi l'y oblige en imposant le certificat prénuptial. Le Docteur Viard se demande quel sera ce certificat, et il propose un examen prénuptial simplement imposé dans le but de faire réfléchir, sans aucune autre obligation ; examen obligatoire, soit sans, soit avec sanction, *suivi ou non de déclaration du candidat au mariage*.

Le Docteur Sicard de Plauzolles admire le système scandinave, et tout particulièrement celui qui est institué en Norvège ? Certes il demande qu'en France le certificat soit obligatoire, mais de plus, il voudrait que les fiancés signent une déclaration ainsi libellée :

« Je déclare ne me connaître

ou : 1° aucune maladie ou infirmité ;

ou : 2° aucune maladie ou infirmité autre que..... et n'avoir jamais été atteint d'aucune maladie vénérienne, ni de tuberculose active, ni de troubles mentaux et nerveux (épilepsie). »

Ainsi qu'en Norvège, cette déclaration entraînerait la responsabilité civile et pénale du fiancé ; si elle était reconnue inexacte, elle pourrait être une cause de divorce et de dommages et intérêts. Ces déclarations seraient remises à l'Officier de l'Etat Civil, lequel devrait refuser de célébrer le mariage, seulement en cas :

1° de maladie vénérienne active ;

2° de troubles mentaux antérieurs ou actuels ;

3° de tuberculose active (pulmonaire ou autre).

Avant de procéder à la célébration du mariage, l'Officier de l'Etat Civil devrait s'assurer que chaque fiancé a pris connaissance de la déclaration faite par l'autre.

Le Docteur Schreiber se déclare aussi partisan du système de déclaration écrite institué en Norvège, tout en regrettant que ce pays ait laissé de côté la tuberculose parmi les maladies prohibitives de mariage. Le Docteur Shreiber souligne l'intérêt du

système norvégien qui est renforcé par des sanctions en cas de fausse déclaration, et par lequel : « *le médecin est délié du secret professionnel pour les cas spécifiés par la loi matrimoniale* ». Mais le Docteur Schreiber se demande si cette mesure ne soulèverait pas en France des protestations. Seraient-elles aussi fortes qu'il le pense ? Le Professeur Jeanselme, lors de l'entretien qu'il m'a accordé, m'a dit : « Le secret professionnel est périmé. Il doit laisser des plumes ». Et nous avons vu (page 128 et suivantes) que les médecins reconnaissent peu à peu, et de plus en plus, la nécessité d'élargir cette institution du secret professionnel. Le Professeur Jordan constate qu'il est pénible pour des pères de famille de ne pouvoir être renseignés sur la santé du fiancé de leur fille à cause du secret professionnel, et il conclut, lors de la conférence organisée par le Comité National d'Etudes Sociales et Politiques sous la présidence de M. Raoul Allier, doyen de la Faculté de Théologie Protestante, le 4 juin 1928 : « Tant que les médecins n'admettront pas qu'il puisse y avoir un juste milieu entre deux devoirs, celui du respect du secret professionnel qui est sacré, et celui d'empêcher des crimes comme ceux que M. Brioux a décrit dans « *Les Avariés* », je ne vois pas trop quelle solution on pourra adopter ? »

Le Docteur Siredey, dans la même conférence, s'éleva contre le Professeur Jordan. Il se demande ce qui se passerait le jour où le médecin devrait dénoncer un de ses malades qui projetterait un mariage ? A ce point d'interrogation je réponds que, d'après moi, il y aurait alors moins de crimes et de malheurs. Le Docteur Siredey croit que le jour où des médecins violeront le secret professionnel ils perdront leur clientèle, laquelle ira chez des spécialistes qui s'installeront alors, et leur promettent le secret. La santé n'y gagnera pas. Je ne comprends pas bien. Contre ces charlatans, si jamais ils existaient, de fortes sanctions seraient édictées. Ce ne serait d'ailleurs pas « quelques médecins » qui violeraient le secret professionnel, ce serait tous qui « *devraient* » révéler certaines affections en cas de mariage. L'article 378 du Code Pénal ne permet-il pas d'instituer cette « obligation » quand il ne prévoit une sanction contre un méde-

cin qui a divulgué le secret professionnel que lorsque la loi ne l'a pas « *obligé à se porter dénonciateur* ». Ainsi il n'y aurait pas violation ; il y aurait, comme en Norvège, soumission à une loi, qui, dans l'intérêt public, obligerait le médecin à déclarer certaines maladies, limitativement énoncées, en cas de mariage d'un malade traité par lui.

Quand par tous les moyens on tourne une loi, cette loi est mauvaise. Que de médecins arrivent à avertir indirectement des familles. « Ne permettez pas ce mariage... » disent-ils. « Faites donc contracter une police d'assurance à votre futur gendre... » conseillent-ils encore. Le Docteur Quéyrat préconise un moyen de prévenir malgré tout ; il avertit la famille de la jeune fille, qu'ayant examiné le fiancé, il lui remettra un pli contenant des renseignements sur sa santé. Si le jeune homme se refuse à remettre ce pli à la famille de sa fiancée, elle est fixée. Un médecin, le Docteur Pioget, menaçait un jeune homme d'un soufflet en public s'il se mariait. Le jeune homme se soumit. Vraiment, quand l'on emploie de tels subterfuges pour passer outre à une loi, le législateur devrait comprendre qu'elle est périmée. Déjà en France le secret professionnel a été supprimé pour le conseil de révision ; en cas d'assurance sur la vie ; d'expertises dans les procès civils et criminels (en entend-on dans nos cours d'assises !). La loi déjà oblige le médecin à déclarer certaines maladies contagieuses. Dans un jugement rendu par le Tribunal de Nice, le 29 avril 1914 (« Gazette des Tribunaux », 16 juillet 1914), qui condamnait des parents dont le bébé atteint de syphilis héréditaire, avait contaminé sa nourrice, on relève : « Le médecin qui ne prend pas, en pareille occurrence, la précaution de prévenir la nourrice et de prescrire les mesures de nature à empêcher la contagion, engage sa responsabilité, et doit supporter les conséquences de sa faute ».

La jurisprudence n'a-t-elle pas ici atteint le principe du secret professionnel ? Ne serait-il pas temps, enfin, de le supprimer en cas de mariage ? Comme dit le Professeur Legueu, dans un article publié dans le « Figaro » du 17 janvier 1930 : « Quand

l'intérêt de la Société est en jeu, il convient de s'élever un peu au-dessus des intérêts individuels, et d'envisager quelques atténuations à la rigueur de ces dogmes protecteurs de l'individu ».

* Certains médecins sont donc en France partisans du système scandinave tant au point de vue de la déclaration des fiancés concernant leur état de santé, qu'au point de vue de la suppression du secret professionnel pour les cas que spécifie la loi matrimoniale. Il est évident que ce système serait préférable à tout système éducatif, si perfectionné soit-il. Devant se déclarer sains, les fiancés se feraient examiner afin de ne pas faire une fausse déclaration qui serait sanctionnée. Mais cependant ce ne serait pas suffisant. Dans les Etats Scandinaves on est assujéti aux lois de l'hygiène depuis avant que l'on ait, en France, seulement parlé « hygiène ». Les populations ont compris l'importance des lois sanitaires, les réclament, et savent s'y soumettre. Nous avons vu que lors des discussions qui ont précédé l'élaboration des articles de lois prénuptiales, seuls les détails furent à l'ordre du jour ; le principe était admis sans conteste. En France, le principe même est encore discuté, et la population, si elle a déjà compris plus qu'on ne le pense, n'a cependant pas assez approfondi la question. Pouvons-nous attendre le temps qu'il faut pour que tous sachent s'adapter à une loi qui imposerait une déclaration de santé au moment du mariage ? On peut instituer une telle obligation dans un pays où, même sans elle, un fiancé ne se marierait pas sans avoir consulté un médecin. C'est le cas dans les Etats Scandinaves. Un Suédois, un Norvégien, ou un Danois ne comprend pas qu'en France on en soit encore à discuter de la question du certificat prénuptial ? Pour lui, il serait criminel de n'en pas avoir. A de tels hommes un simple rappel suffisait. Chez nous, il faut plus. Il faut une loi qui fasse entrer dans les mœurs l'habitude de se munir d'un certificat médical avant le mariage puisque, je l'ai déjà dit, nous n'avons pas la possibilité de laisser aux mœurs le temps de faire la loi. Ce qu'il faut c'est nous sauver, c'est sauver nos enfants. Il est grand temps...

III. — *Et c'est pourquoi il faut adopter le principe du système américain, et exiger un certificat médical de tout individu contractant mariage.*

Mais alors « *quel sera ce certificat ?* » Quelles seront les exigences de la loi ? Trois différentes propositions ont été déposées devant le Parlement. Elles seront reprises prochainement, car il le faut, car c'est une nécessité vitale pour le pays qu'une loi imposant le certificat prénuptial soit votée, et il faut que la France vive. La proposition du Professeur Pinard sera-t-elle reprise ? sera-t-elle votée ? D'autres propositions seront-elles élaborées ? Que pense-t-on de la question dans le monde médical ?

Lors de la déposition à la Chambre de la proposition du Professeur Pinard en 1926 de nombreux avis furent émis. On disputa, on critiqua, mais enfin on parla de la question et cela était beaucoup. Que de malheurs évités déjà par le vénéré Professeur Pinard ?

On se rappelle le texte de sa proposition :

« Tout citoyen français, voulant contracter mariage, ne pourra être inscrit sur les registres de l'Etat Civil que s'il est muni d'un certificat médical daté de la veille, attestant qu'il ne présente aucun symptôme d'une maladie contagieuse. »

Nous allons voir ce que pensent du certificat prénuptial en général, et de la proposition de M. le Professeur Pinard en particulier, les médecins qui se sont occupés de la question.

Différentes conférences eurent lieu, dès après que le Professeur Pinard eut déposé sa proposition, et suscitées par elle. Le 26 mars 1928, les Professeurs Jeanselme et Bayet, les Docteurs Vernés, Queyrat et Viard, dans une conférence organisée par le Comité National d'Etudes Sociales et Politiques que présidait M. Georges Teissier, traitèrent la question de « la syphilis, péril social », question très générale.

Le Docteur Vernés dit que : « Nous dépensons probablement plus d'argent chaque année par suite directe et indirecte de la syphilis, que pour le budget de notre armée et notre marine en temps de paix ». Le Docteur Vernés signale le nombre de syphi-

litiques qui s'ignorent et peuvent transmettre leur maladie sans s'en douter. L'examen pré-nuptial serait un intéressant moyen de déceler ces infections et d'empêcher de nombreux malheurs irréparables. Le Docteur Vernes indique que des groupements industriels font une prise de sang à l'ouvrier qu'ils embauchent, et l'envoient à l'Institut Prophylactique ; telle, l'Union Industrielle d'Electricité qui n'accepte un syphilitique que s'il s'engage à suivre un traitement. Il en est de même de la Compagnie du Midi, d'après M. Teissier, Président de la Compagnie. La Compagnie du Midi a établi des dispensaires à cet effet. Dès la deuxième année de son fonctionnement, en 1927, elle en a senti les heureuses conséquences. En 1925-26, on avait noté dix journées de maladie en moyenne par agent ? En 1927, on en nota huit. Ce résultat représente un gain de trente mille journées de travail correspondant à l'occupation de plus de cent agents.

S'imagine-t-on le gain que ferait la Société en traitant les **syphilitiques** qui, avertis lors de l'examen pré-nuptial, se soigneraient et auraient des enfants sains ? Ainsi l'examen médical se développe dans l'industrie, et on discute sur le point de savoir s'il doit avoir lieu pour entrer dans le mariage... »

M. le Professeur Jeanselme signale qu'un syphilitique ne doit pas rester en état de syphilis ouverte. Dès qu'elle est fermée, il n'est plus contagieux. Il souligne la découverte des arséno-benzènes par Erlick qui permettent de cicatriser rapidement les muqueuses. Ainsi le malade ne reste à l'hôpital que les quelques jours qui sont nécessaires pour obtenir ce résultat. Il est libre ensuite, ne revenant qu'à heures déterminées pour suivre son traitement. Comme on peut le constater, souvent le mariage serait seulement retardé en cas de syphilis ouverte, et à condition que le malade se soigne ; par la suite il pourrait avoir de très beaux enfants et ne jamais contaminer son conjoint. Plus tôt un traitement est commencé, plus grande sont les chances d'enrayer le mal. La syphilis n'est plus une maladie honteuse et désespérante. C'est une maladie comme une autre qui, bien soignée, permet à l'individu infecté de vivre comme tout le monde.

Le Docteur Bayet de Bruxelles, rapporta qu'en Belgique, après la guerre, l'action concertée du gouvernement et de la Ligue Nationale belge contre le Péril vénérien eut pour résultat de diminuer la syphilis des quatre cinquièmes de ce qu'elle était après la guerre. Il souligne que les médicaments arsénicaux diminuent des quatre cinquièmes la période contagieuse de la syphilis.

Jé crois que l'on ne sait pas assez tout cela dans le public. Des tracts devraient l'en avertir. Si l'on savait plus que la contagion de la syphilis peut être rapidement supprimée, on se soignerait, à moins d'être un criminel, et l'on ne concevrait qu'avec toute certitude d'avoir des enfants sains. L'on saurait, si la loi éduquait... Le Docteur Bayet demande la stérilisation des syphilitiques, afin de sauver au moins deux êtres de la terrible infection. La diminution des quatre cinquièmes de l'endémie syphilitique en Belgique n'a coûté, en cinq ans, que seize millions. Peut-on imaginer combien cette dépense en a économisés ?

Le Docteur Queyrat, constatant que : « La France est le pays où la mortalité est la plus élevée, où la mortalité infantile est épouvantable, le pays où l'on s'alcoolise le plus, le pays où il y a le plus de tuberculeux », conclut : « et nous devons nous croiser les bras et nous déclarer satisfaits ? Ah, bien non, mille fois non... »

Le 30 avril 1928, le Comité National d'Etudes Sociales et Politiques organisa une autre conférence sous la présidence de M. Capitant, Professeur à la Faculté de Droit de Paris, sur : « Les grands problèmes de la vie : le Mariage ».

Le Docteur Apert qui, nous l'avons vu, s'est occupé des questions d'hérédité morbide et de maladies familiales, différencie le certificat prénuptial obligatoire de l'examen médical en vue du mariage. Le premier ne porte que sur des points qui peuvent amener une réponse nette, affirmative ou négative. C'est pourquoi le Professeur Pinard a restreint sa proposition aux maladies contagieuses. Le Docteur Apert trouve cela limité et constate que ce sera une formalité de plus au mariage, cependant

que la législation a tendance à en faciliter l'accès. Mais l'examen médical prénuptial permettrait de conseiller les fiancés sur leur santé et celle de leurs descendants, et en certains cas de leur déconseiller, ou de leur faire ajourner un mariage. D'après le Docteur Apert cet avis est demandé dans les classes aisées. Il faut en généraliser la pratique.

M. le Professeur Capitant fit remarquer que si l'on imposait le certificat prénuptial, l'on irait à l'encontre du mouvement qui a « débroussaillé » les abords du mariage, en a augmenté le nombre, et diminué celui des unions libres.

Je ne peux ne pas applaudir à cette tendance, comme juriste, mais je crois que si l'on doit faciliter le mariage autant que possible au point de vue civil, cela n'empêche pas qu'on doit le protéger au point de vue médical. Il est beau de faciliter le mariage, mais je suis persuadée qu'il sera encore plus beau d'empêcher nos enfants de tant souffrir, et de mourir en si grand nombre.

M. le Docteur Sicard de Plauzoles réagit contre l'impression de découragement laissée par le Docteur Siredey qui avait parlé avant lui et avait été assez pessimiste. M. Sicard de Plauzoles dit très justement : « Il vous a dit que les médecins les plus savants étaient dans la quasi-impossibilité de se prononcer sur l'aptitude d'un individu au mariage. Il a rejeté l'obligation de cet examen, et pourtant il vous l'a conseillé, réservant ainsi à une élite sociale la protection que la médecine peut apporter au mariage ».

Le Docteur Sicard de Plauzoles reconnaît qu'il y a des difficultés d'application et de réalisation du certificat prénuptial. Il pourra y avoir encore des mariages faits dans de mauvaises conditions, mais la loi fera comprendre que : « la condition essentielle du mariage est l'intégrité physique ».

M. Sicard de Plauzoles ajoute qu'il faut protéger les ignorants ; ceux qui, si l'on ne pense pas pour eux, se trouvent un jour « dans la situation tragique d'être liés par l'amour, par l'affection, et d'être pourtant désunis par des circonstances physiques qui rendent le mariage souvent impossible ; souvent insupportable ».

Le Docteur Viard dans une communication écrite lue après la séance, s'étonnait que l'homme, qui protège tant ses intérêts matériels, soit aussi imprudent qu'il l'est quand il s'agit de la santé de son foyer.

Le 16 mai 1928, la Société Française d'Eugénique organisa une conférence que présida le Docteur Apert.

Le Professeur Jeanselme critiqua la proposition du Professeur Pinard qui ne prévoyait, disait-il, aucune sanction, favorisait l'union illégitime, et n'imposait le certificat qu'à l'homme. M. Jeanselme constatait que la proposition de M. le Docteur Sicard de Plauzoles était plus étendue, et se fondait sur le droit de l'enfant. M. le Docteur Sicard de Plauzoles avait en effet rédigé une proposition particulièrement intéressante. Pour lui, le mariage est un contrat légal, dans lequel les deux contractants se doivent toute la vérité, non pas seulement sur leur situation pécuniaire mais sur leur état physique. Toutes les tares physiques, ou toutes les maladies dont peuvent être atteints les fiancés doivent leur être connues mutuellement, car elles peuvent, par la suite, les exposer à l'infirmité, diminuer leur valeur sociale, ou les tuer.

Dans les certificats prénuptiaux, le médecin devrait mentionner toute infection pouvant influencer l'avenir ; les certificats devraient être échangés par les fiancés, de telle sorte, dit le Docteur Sicard de Plauzoles, « que l'union ne soit contractée qu'en toute connaissance de cause ».

Le Docteur Sicard de Plauzoles a prévu trois cas :

- 1° les fiancés seraient avertis de la maladie qu'ils ont et de son danger, et ils resteraient libres de contracter mariage ;
- 2° il serait sursis au mariage ;
- 3° le mariage serait interdit.

L'examen médical devrait être fait par un médecin, choisi par l'intéressé sur une liste de médecins agréés par l'autorité publique. Cette prescription serait établie afin que les médecins examinateurs présentent toute garantie.

Le certificat serait rédigé dans la forme suivante :

M. Mme ou Mlle

- ou 1° ne présente aucune maladie ou infirmité ;
- ou 2° présente telle maladie ou infirmité, mais qu'elle ne constitue pas une inaptitude au mariage ;
- ou 3° présente telle maladie curable ; qu'il en résulte une inaptitude temporaire au mariage, et qu'en conséquence il doit être différé ;
- ou 4° présente telle maladie ou infirmité qui constitue une inaptitude permanente au mariage.

Nous avons vu ci-dessus, qu'étant, de plus, partisan du système institué en Norvège, M. Sicard de Plauzoles demande qu'en sus du certificat médical les fiancés signent une déclaration se rapportant à leur état de santé, cette déclaration entraînant leur responsabilité, pénalement et civilement.

Si un Officier de l'Etat Civil refusait de célébrer un mariage, les fiancés pourraient en faire appel, et alors ce cas pourrait être soumis à un magistrat qui statuerait, après examen d'experts, s'il y avait lieu.

Le Docteur Sicard de Plauzoles prévoit que, quelles que soient les constatations médicales, le pouvoir judiciaire pourrait toujours, pour des raisons d'ordre social ou moral, autoriser le mariage. Ainsi, je crois comprendre, s'il y avait des enfants à légitimer, ou en cas de mariage in-extremis, etc... Mais ajoute le Docteur Sicard de Plauzoles, en aucun cas, il ne pourra être procédé au mariage si l'Officier de l'Etat Civil ne s'est pas assuré que les fiancés sont instruits de leur état réciproque, et avertis des conséquences qui en peuvent résulter. L'Officier de l'Etat Civil ne devrait donc célébrer un mariage qu'après avoir constaté que toutes les formalités ont été remplies, et que rien ne s'oppose à une union. En cas d'abus de ce fonctionnaire, l'appel à un magistrat supérieur, prévu par la proposition qui nous occupe, est pleinement justifié et protecteur.

Telle était la proposition du Docteur Sicard de Plauzoles

que préconisait le Professeur Jeanselme en opposition à la proposition de M. le Professeur Pinard.

M. Filderman, lors de cette conférence du 16 mai 1928, se montra partisan d'une intervention législative. D'après lui, une loi imposant le certificat prénuptial aurait une grande valeur éducative.

Pour M. le Docteur Noir, au contraire, une telle loi est irréalisable. La responsabilité médicale qui est en jeu limite l'octroi du certificat par les médecins.

Cependant, en résumé, dans cette conférence avait été constaté :

1° l'utilité d'un examen prénuptial, mais

2° la nécessité que la proposition du Professeur Pinard soit modifiée pour qu'elle soit applicable.

Enfin, le 4 juin 1928, le Comité National d'Etudes Sociales et Politiques organisa une conférence, dont nous avons déjà eu l'occasion de parler, que présida M. Raoul Allier, Doyen de la Faculté de Théologie protestante, et qui traita du : « Mariage et Certificat Prénuptial ».

La parole y fut donnée à M. le Professeur Pinard. Il fit d'abord remarquer qu'autrefois, seuls : « les plus intelligents, les plus forts, procréaient, les autres succombaient », Maintenant... « il suffit d'être riche pour qu'il soit permis à un vieillard cacochyme d'épouser une jeune fille saine et vigoureuse. Un taré quelconque peut également contracter mariage »... Quelle régression ! Dire que nous parlons de progrès, de civilisation.

Le Professeur Pinard dit, en parlant de sa proposition de loi : « c'est au contact de la réalité, *de toutes les réalités*, que j'en suis arrivé à formuler cette proposition très courte ». En lisant cette phrase « toutes les réalités » on frémit en songeant au nombre de problèmes angoissants qui ont dû se poser dans la vie d'un homme comme le Professeur Pinard. Il se souvient des luttes qu'a eu à soutenir Jenner. C'est toujours ainsi. On lutte d'abord contre ceux qui veulent soulager l'humanité, puis...

quand on les comprend... on les bénit... Le Professeur Pinard s'étonne que certains de ses confrères, qui ont vu tant de désastres causés par des mariages d'hommes malades, aient pu s'opposer à sa proposition. Le Professeur Pinard dit qu'au Congrès International qui s'est tenu au début de l'année 1928, et où 34 nations étaient représentées, on déclara : « Il faut en finir avec cette chose effroyable... l'homme communiquant cette maladie qui tarit la génération et altère la race ». Ce péril est encore plus effroyable que la guerre qui, elle, a une fin.

En 1865, on empêcha le Docteur Caron de faire une communication sur la puériculture. C'était un précurseur. Le Professeur Pinard a lutté, dix ans plus tard, pour faire des leçons de puériculture dans les écoles primaires. Il réussit enfin, car : « il n'y a jamais d'effort perdu ». Il ne faut pas que ceux qu'il a fournis pour l'introduction du certificat prénuptial l'aient été en vain. Le Professeur Pinard constate que, grâce à sa proposition : « l'opinion publique a été plus ou moins frappée et qu'on lui a déjà fait des concessions ». Mais il veut plus, car dit-il « l'acte le plus beau, le plus fort, celui qui mène les hommes, cet acte sublime par excellence qu'est la procréation, je veux qu'il soit protégé, je veux qu'il soit civilisé ».

A la suite de la proposition de M. le Professeur Pinard il y eut, outre les propositions que nous avons signalées de MM. Duval-Arnould, Guérin, déposées à la Chambre, de M. Sicard de Plauzoles citée ci-dessus, d'autres propositions présentées par différents médecins.

Le Docteur Schreiber, qui critiquait fortement la proposition de M. le Professeur Pinard, en présenta une ainsi libellée : « Nulle personne, voulant contracter mariage, ne pourra être inscrite sur les registres de l'Etat Civil si elle n'est munie d'un certificat médical, datant de moins de quinze jours, attestant qu'elle a été soumise à un examen sanitaire détaillé ».

Dans la Revue « L'Algérie Médicale » de novembre 1927, le Docteur Witas proposa :

1° Que la loi précise les maladies que l'examen devra dépister.

2° Qu'avant de faire aucune formalité à l'Etat Civil le fiancé consulte un médecin de son choix qui devra porter un diagnostic sur les maladies déterminées au tableau officiel.

3° Qu'un certificat soit remis au client ainsi libellé :

« Je soussigné, Docteur X..., certifie avoir examiné, en vue d'un mariage, M. ou Mlle Y...

Date et signature. »

Au talon de ce certificat, le médecin résumerait son examen et concluerait soit en faveur, soit contre le mariage, puis signerait, ainsi que l'intéressé.

Si, après le mariage, il y avait contamination, ce talon devrait être présenté sur réquisition du procureur de la République. Le secret médical aurait été gardé jusque-là. Ceux à qui aurait été déconseillé le mariage et les raisons pour lesquelles on le leur aurait interdit, ne seraient connues qu'en cas d'action judiciaire. Ainsi, le fiancé qui, prévenu de son affection aurait cependant contracter mariage, serait responsable, et devrait encourir une condamnation.

Le Docteur Lecaillon de l'Université de Toulouse, trouve que le certificat prénuptial « présente un avantage sérieux, si on le juge du point de vue social et du point de vue national ».

Il considère que les fiancés doivent savoir mutuellement tout ce qui se rapporte à leur santé. La loi devrait imposer une garantie. Il propose qu'elle se borne d'abord à prescrire : « Avant de célébrer un mariage, l'Officier de l'Etat Civil exigera qu'il lui soit remis une attestation écrite, signée par les fiancés et leurs parents ou tuteurs, affirmant qu'un examen médical sérieux a montré que lesdits fiancés sont exempts de toute tare physique pouvant se transmettre à leurs descendants ». Le Docteur Lecaillon pense que cela serait un moyen pour que le certificat prénuptial entrât dans les mœurs. L'idée est intéressante, cette mesure pourrait être une première étape vers l'obligation du certificat médical avant le mariage.

Un auteur dramatique même, M. Maurice Boniface, a proposé l'adoption d'une loi dont voici le texte :

ARTICLE 1^{er} : « Avant qu'un mariage soit célébré, un médecin désigné par l'Officier de l'Etat Civil, ayant examiné chacun des futurs conjoints, devra certifier qu'aucun d'eux n'offre, ou ne semble avoir offert dans sa vie, les symptômes caractérisés de tuberculose, syphilis, ou démence. »

ARTICLE 2 : « La décision du susdit médecin est susceptible d'appel devant un jury composé de trois professeurs de la Faculté, dont la décision aura ensuite, le cas échéant, force de prohibition définitive. »

Cette proposition est aussi intéressante. Certes, un médecin désigné par l'Officier de l'Etat Civil n'aurait pas la confiance de son client. Cela ne peut être. Mais cette proposition attire mon attention, car elle demande un examen pour les deux fiancés, et établit un appel au cas où ces derniers croient à une erreur de diagnostic.

Ainsi la proposition de M. le Professeur Pinard a suscité des discussions générales, et des médecins ont présenté les propositions que nous venons de citer.

Mais elle a provoqué aussi, et même surtout, des discussions sur de nombreuses questions de détail. La proposition de M. le Professeur Pinard était très courte, concise. *L'on s'est demandé s'il était vraiment possible d'interdire le mariage à un homme porteur d'un certificat négatif ? Ne serait-il pas préférable que l'Officier de l'Etat Civil exigeât simplement la preuve que le certificat ait été communiqué à l'autre fiancé, afin que celui-ci soit averti, s'il y a lieu, de la maladie dont est infecté son futur conjoint, mais que le mariage ne soit pas interdit ? Ou encore ne suffirait-il pas que l'Officier de l'Etat Civil demandât seulement une attestation que les fiancés ont consulté un médecin ?*

Le Docteur Sicard de Plauzoles dans la proposition dont nous avons parlé ne demande l'interdiction du mariage que dans les cas de très graves maladies ; dans les cas de maladie curable

dont il résulte une inaptitude temporaire au mariage, il demande simplement qu'il soit sursis à ce dernier ; dans les autres cas, les fiancés, d'après lui, doivent être avertis des affections dont ils sont atteints mutuellement, gardant toute liberté de se marier ou non.

Les Docteurs Schreiber, Witas, et Lecaillon dans leurs propositions se rangent plutôt au troisième système cité ci-dessus, à savoir que l'Officier de l'Etat Civil s'assurât qu'un examen médical ait eu lieu. Ainsi les ignorants seraient avertis par la loi qu'ils doivent avant de se marier, consulter un médecin.

Il me semble qu'il n'y a pas là une mesure protégeant contre un fiancé malhonnête.

Le Docteur Schreiber trouve que sa proposition serait un réel progrès au point de vue éducatif. Certes, mais je crois qu'elle ne voit pas assez loin. Elle protège contre l'ignorance, mais non contre le crime. Ce n'est pas suffisant.

M. Duval-Arnauld trouve qu'empêcher le mariage à un malade est une mesure trop sévère. Cela susciterait un développement de l'union libre. M. Duval-Arnauld croit qu'un père sachant sa fille enceinte d'un jeune homme tuberculeux voudra qu'elle se marie, malgré la maladie du fiancé, pensant qu'étant averti par le médecin et prenant les précautions nécessaires, il y aura : « beaucoup de chances pour que sa fille ne soit pas contaminée, et que son gendre guérisse ». Au contraire, quelle catastrophe si le mariage n'est pas célébré. Quelle catastrophe ? Qu'est-ce qui est une catastrophe ? La naissance d'un enfant naturel ? Mais, s'il y a quelques chances pour que la jeune fille ne soit pas contaminée, n'y en a-t-il pas beaucoup plus pour qu'elle le soit, qu'elle en meure étant enceinte (c'est-à-dire dans un état d'infériorité physique pour lutter contre le bacille de Kock) et pour que l'enfant meure aussi. Et alors, cela, ne sera-ce pas une catastrophe ? Je vais froisser sans doute notre morale sociale, mais si j'avais une jeune fille enceinte d'un jeune homme tuberculeux à un stade contagieux, je préférerais sans conteste avoir ma fille et son enfant — tout naturel qu'il soit devant

la loi et la Société, — que d'avoir perdu et l'un, et l'autre. Il me semble que les parents qui aiment vraiment leur enfant m'approuveront... Ah ! certes, si le père de l'enfant est syphilitique, si la jeune fille est infectée, on ne pourra, avec notre conception légale actuelle, interdire le mariage. Le mal est fait. L'enfant sera peut-être malade. Il faut lui assurer un foyer en en permettant sa légitimation. Il y a là une question de mesure. Quand le père est tuberculeux, c'est différent. L'enfant naîtra sain. Ne permettez que son père ne l'approche que lorsqu'il ne sera plus contagieux. Je sais, l'on me dira que si l'enfant naît dans le mariage, ma sévérité ne le protégera plus. Cela est sortir de la question.

Il faudrait que changeât la conception que l'on se fait de l'enfant naturel. La loi devrait élargir la question de la légitimation. Dans les deux cas que je viens de parler, le mariage ne devrait pas être célébré. Dans le premier cas c'est la mort de la femme et peut-être de l'enfant que l'on admet pourvu qu'il soit légitimé ; dans le second on préfère risquer la naissance d'autres malheureux pourvu que l'enfant, conçu avant le mariage, ait un nom. Ne serait-il pas infiniment préférable, en cas de maladie, d'admettre la légitimation de l'enfant hors mariage, par une reconnaissance spéciale, que de célébrer une union dans de telles conditions ?

Le Professeur Jordan n'est pas partisan de l'interdiction du mariage en cas de maladie grave. Il se demande si la proposition du Professeur Pinard était votée, quelle proportion de fiancés serait écartée du mariage, et il défie « qui que ce soit de réussir à interdire le mariage à 25 % de français ».

Cette réflexion semble juste et c'est pourquoi mon attention est particulièrement attirée par la proposition de M. le Docteur Sicard de Plauzoles, d'après laquelle le mariage n'est interdit que dans les cas graves, les fiancés étant simplement avertis dans les autres cas. Remarquons d'ailleurs que M. le Professeur Pinard n'interdit le mariage qu'à l'homme présentant des symptômes de maladie contagieuse. Il y a là une limite à l'interdiction du mariage, laissée à la discrétion du médecin.

Le Docteur Siredey, craignant les erreurs de diagnostic, prévoit qu'en voulant éloigner du mariage tout malade on pourrait l'interdire à des sujets sains, et arriver à le permettre à des malades. Cette objection fait encore penser qu'il vaut mieux, non pas prohiber le mariage en cas d'infection d'un des fiancés, mais prévenir ceux-ci, sauf en cas grave où l'erreur de diagnostic est bien improbable et où l'interdiction s'impose.

Lors du XIV^e Congrès de Médecine légale de 1929 dont nous avons déjà parlé, les rapporteurs conclurent à ce que les deux fiancés se communiquent les résultats de l'examen, tout en gardant l'entière liberté de leur décision.

Le Docteur Paul Viard est aussi partisan qu'il soit exigé légalement que le certificat soit uniquement communiqué de l'un à l'autre des fiancés, sans interdiction aucune.

Il semble qu'il est préférable de ne pas interdire le mariage à tout malade. Une mesure trop intransigeante développerait l'union libre ; mais, ainsi que le propose le Docteur Sicard de Plauzoles, il faudrait qu'un examen médical soit subi par les fiancés et que le résultat de cet examen soit toujours communiqué de l'un à l'autre. Suivant l'état physique des fiancés le médecin permettrait le mariage, demanderait qu'il soit reculé jusqu'à sa guérison, ou dans les cas très graves seulement, l'interdirait formellement. Ce serait rare, et l'on aurait les inconvénients inhérents à de telles ruptures que bien peu souvent.

En juillet 1927, la Ligue des Droits de l'Homme émit un vœu se rapportant à la question, ainsi que nous l'avons vu ci-dessus. Aux § 2 et 3 de ce vœu on relève :

§ 2 : Que le mariage, hors les cas où il pourra être autorisé par le Pouvoir Judiciaire pour des raisons d'ordre social ou moral, ne puisse être prononcé que lorsque les futurs époux présentent des garanties de santé suffisantes, notamment qu'il n'existe pas chez eux de maladies susceptibles de se transmettre de l'un à l'autre et à leurs descendants ; et en tous cas que lorsqu'ils sont dûment instruits de leur état réciproque, et avertis des conséquences qui en peuvent résulter ;

§ 3 : Qu'un examen médical prénuptial soit obligatoire, et que le résultat de l'examen de chacun des futurs soit communiqué à l'autre.

La Société Française d'Eugénique, le 24 juin 1930, a, après discussions à laquelle ont pris part M. Lucien March, MM. les Docteurs Georges Schreiber, Noir, F. Regnault, Miranda, Chailley-Bert, et Briand, secrétaire, adopté des conclusions sur la question du certificat prénuptial. Sur le point que nous étudions ici nous trouvons :

4° Elle considère que l'examen médical prénuptial constitue un *examen sanitaire* destiné à renseigner les intéressés sur leur état de santé. Il permet de les mettre en garde contre les dangers éventuels d'un mariage qu'il peut être préférable d'éviter ou de retarder. Il fournit l'occasion de donner aux futurs parents des conseils utiles hygiéniques ou thérapeutiques, pour la procréation d'enfants sains.

5° Elle estime que cet examen devra donner lieu à la rédaction d'un certificat établissant simplement que *tel médecin, à telle date*, a examiné M. X..., ou M^{lle} Y... qui lui a déclaré devoir se marier à telle date.

Cet examen ainsi compris ne saurait donc, en aucun cas, donner lieu à une autorisation ou à une interdiction de se marier. Il laisse les intéressés seuls juges de leur décision.

J'adopterai les conclusions de la Société Française d'Eugénique. Il faut savoir garder l'équilibre entre l'utilité sociale et la liberté individuelle si l'on veut que la loi soit accueillie avec faveur. On ne peut vraiment toujours interdire le mariage en cas de maladies, car, ainsi que je le disais ci-dessus, beaucoup passeraient outre et ce serait l'union libre, contraire à notre morale et à l'organisation actuelle de la Société. Mais j'ajouterai deux paragraphes au vœu que je viens de citer dont un se rapprochant de celui de la Ligue des Droits de l'Homme. Il ne suffit pas, à mon avis, qu'un certificat médical indiquant que la personne qui désire contracter mariage a été examinée, soit présenté à l'Officier de l'Etat Civil. Il faut enco-

re — et je suis d'accord avec la proposition de M. Duval-Arnauld — que soit présentée à ce fonctionnaire une attestation de chacun des fiancés prouvant qu'ils ont eu connaissance, par écrit, sous forme de certificat, du résultat de l'examen médical subi par l'autre, et de plus qu'ils ont été avertis des dangers de la maladie dans le mariage. Un certificat serait aussi remis à chacun, leur donnant le résultat de leur examen, et ils devraient le conserver.

Ainsi le mariage ne serait plus une loterie, et chacun agirait vraiment en connaissance de cause.

Il devrait être, en sus, décidé qu'en cas d'affections *très graves*, limitativement énoncés, mais en ce cas seulement et, je l'ai déjà dit, ce serait rare, le médecin ajoutât sur le certificat qui serait présenté à l'Officier de l'Etat Civil, que le mariage ne peut être célébré. Là alors, je crois que l'utilité sociale serait supérieure à la liberté individuelle. Si cependant cette interdiction empêchait la légitimation d'enfants, elle ne devrait pas exister, mais on devrait avertir le futur conjoint de la gravité de l'infection de son fiancé, et tenter ainsi d'empêcher la conception de nouveaux enfants qui seraient presque certainement des tarés. Le jour, où l'on obtiendrait une légitimation légale, en ces cas, comme je le suggérais ci-dessus, cette restriction ne serait plus nécessaire, et combien ce serait préférable.

Cette interdiction ne devrait pas exister non plus en cas de mariage in-extremis.

Une deuxième question s'est posée. Quelles maladies devront être visées par les certificats pré-nuptiaux ? et particulièrement, dans sa proposition, qu'a voulu comprendre le Professeur Pinard dans le terme : « maladie contagieuse » ?

La question se pose même si l'on adopte la conclusion que je viens de proposer. Quelles sont les maladies que le médecin devra dénoncer de l'un à l'autre des fiancés et des dangers desquelles il devra les avertir ? Quelles sont celles qui seront considérées assez graves pour être un empêchement au mariage ?

Le Professeur Siredey s'est demandé quelles affections seront

visées par le certificat ? Il fait remarquer que, si l'on mentionne les maladies vénériennes, la tuberculose, et les maladies mentales, il sera nécessaire de consulter un médecin connaissant toutes les branches de la pathologie, les questions d'hérédité, et la psychiâtrie.

Pour le Docteur Apert, n'empêcher le mariage que des syphilitiques contagieux évitera des faits désastreux, mais ce ne sera pas suffisant. D'autre part, il ne faut pas non plus écarter du mariage tout sujet imparfait, car alors...

Le Docteur Schreiber estime qu'attester « que les candidats au mariage ne présentent aucun symptôme apparent d'une maladie contagieuse » est une tâche délicate. Ce terme « maladie contagieuse » est, d'après lui, trop vague. Laisser à l'appréciation du médecin n'est-ce pas imprudent ? Ainsi des médecins peuvent avoir des diagnostics opposés.

Le Professeur Jeanselme croit qu'un candidat évincé ne se tiendra pas pour battu, et que, lorsqu'un médecin « tant pis » lui refusera un certificat, il l'obtiendra, d'un médecin « tant mieux ». On ne peut contester cet argument, mais cela existe aussi bien actuellement quand un fiancé consulte un médecin. La loi, imposant un certificat prénuptial, ne peut évidemment modifier le caractère d'un médecin, et accroître sa science.

Parmi les maladies justifiant l'abstention, ou au moins l'ajournement du mariage, les rapporteurs au XIV^e Congrès de Médecine légale de 1929, citent :

1° les maladies héréditaires (en particulier les tares psychopathiques) et de plus l'épilepsie et le cancer encore mal connus ;

2° les tares constitutionnelles d'origine blastotoxique ;

3° certaines affections non héréditaires qui, du fait du mariage et des grossesses, peuvent mener vers la mort (cancer évolutif, tuberculose pulmonaire, etc...) ;

4° les affections contagieuses.

Enfin, en général, les médecins sont d'accord pour viser dans le certificat prénuptial la syphilis. Mais ils craignent le blanchiment. Ainsi le Docteur Siredey signale qu'un syphili-

tique, s'étant fait blanchir, peut obtenir un bon certificat, et s'étant marié, quand les accidents reparaitront, peut accuser sa femme de l'avoir infecté. Le Professeur Jeanselme, lors de l'entretien qu'il a bien voulu m'accorder m'a fait la même remarque. Il m'a même cité le cas d'un homme qui avait infecté sa femme ; mais fort de son certificat médical, n'avait pas craint de l'attaquer afin d'obtenir réparation du dommage qu'il prétendait qu'elle lui avait causé. Il prouvait qu'elle était malade, affirmait qu'elle l'avait infecté ; n'ayant pas, elle, de certificat, elle ne put se défendre. Ainsi, le certificat exigé de l'homme, au lieu de protéger la femme l'accablerait. Peut-être parfois s'il n'était exigé que de l'homme, mais s'il l'était aussi, comme semble le désirer M. le Professeur Siredey, de la femme, à l'action intentée par l'homme, elle opposerait son certificat la déclarant saine. Il y aurait alors une question de preuves à fournir, d'expertise médicale à faire. Si la femme n'avait pas encore été contaminée par l'homme, il serait aisé de prouver qu'elle est toujours saine. Sinon, il semble que l'on pourrait diagnostiquer assez aisément si son infection est récente ou non, et prouver ainsi qu'elle serait la victime, et non la coupable. En ce cas, ce serait elle qui aurait droit à des réparations. La menace de ces dernières n'arrêterait-elle pas l'homme ? Et n'éviterait-elle pas quelque peu le « blanchiment » ? La loi serait donc toujours protectrice du foyer. Certes, les sanctions ne rendraient pas la santé au conjoint contaminé ? mais elles éviteraient en certains cas cette contamination, le fiancé ayant hésité à se faire blanchir par crainte de sanction. Parlant de cette question avec le Docteur Sicard de Plauzoles, il me dit que l'on ne pouvait s'opposer à une loi imposant le certificat prénuptial dans la crainte d'erreur de diagnostic. Cela est exagéré. Certes il s'en commettra, mais à côté, et surtout, que de malheurs seront évités. Puis quelle vertu éducative dans cette loi. Elle ne sera pas absolue. Aucune disposition législative ne peut l'être. Toute loi peut être tournée. Une loi punit les voleurs. Il y en a pourtant. Une loi punira les individus convaincus de s'être fait « blanchir ». Il y en aura encore qui le feront, mais dans les « gros

cas » de syphilis, de tuberculose évolutive, de folie, etc... l'on aura dit aux fiancés : « Allez vous soigner, vous vous marierez ensuite » ; et ainsi on ne verra plus tant de crimes se perpétrer. Puis me dit le Docteur Sicard de Plauzoles, il est encore mieux de se marier étant « blanchi » que de se marier, comme cela arrive souvent actuellement, sans se savoir malade, ou le sachant, sans avoir consulté. Les hommes qui se sont faits « blanchir » ont vu un médecin, qui les a avertis des dangers de leur infection, qui leur prescrit certaines précautions, et leur a conseillé de continuer à se soigner.

Lorsque le Professeur Jeanselme dit qu'il faut : « que chacune des parties, avant de river la chaîne qui doit l'unir à son compagnon de route, exige de lui un certificat de santé, rien de mieux », je m'en étonne. Il y a dans cette mesure, qu'elle soit facultative ou obligatoire, les mêmes possibilités d'erreur et de « blanchiment ». Recommander le certificat ne permet pas d'y échapper plus que si on l'imposait...

Parmi les maladies que nous avons étudiées dans le premier chapitre comme dangereuses dans le mariage pour le conjoint et les enfants, nous avons parlé de la syphilis, la blennorrhagie, la tuberculose, l'épilepsie, l'impuissance, le cancer, l'alcoolisme, les maladies mentales, nerveuses, et familiales. Il est certain que la syphilis, la blennorrhagie, la tuberculose, l'épilepsie, les maladies mentales, nerveuses, et familiales doivent être, *dans une période contagieuse et grave*, un empêchement au mariage. En cas d'infection bénigne les fiancés doivent être avertis et des conseils doivent leur être donnés. Nous avons vu que les médecins auprès de qui M. Nicollet s'était adressé en sollicitant leur opinion, quand il rédigea son rapport sur la proposition de M. le Professeur Pinard étaient de cet avis. Tout particulièrement M. le Professeur Richet qui soulignait l'intérêt de l'examen prénuptial en cas de syphilis et de tuberculose. Le Professeur Calmette citait l'épilepsie et les maladies nerveuses. Le Docteur Rheuter mentionnait la syphilis, la blennorrhagie, la tuberculose, et les tares nerveuses. Le Professeur Jeanselme sup-

posait que le Professeur Pinard avait visé la syphilis, les maladies vénériennes, la tuberculose, l'alcoolisme invétéré, l'épilepsie et la folie, etc... ; toutes tares physiques et mentales pouvant se transmettre à la descendance.

Il serait d'ailleurs nécessaire qu'une Commission de grands médecins établisse la liste des maladies qui seraient considérées comme devant empêcher un mariage ou devant être dénoncées aux fiancés.

M. Nicollet, dans son rapport sur la proposition de loi de M. le Professeur Pinard, disait que, d'après lui, cette question des maladies prohibitives de mariage relevait « du silence du cabinet médical et des arrêts impersonnels des analyses de laboratoire et des vérifications radioscopiques ».

Nous avons vu que dans les Etats Scandinaves, l'aliénation mentale et la faiblesse d'esprit, l'épilepsie et les maladies sexuelles dans une période contagieuse, étaient un empêchement au mariage, et que, de plus, la lèpre et l'impuissance étaient une cause de nullité d'un mariage conclu en dépit de ces tares. Aux Etats-Unis, suivant les Etats, la folie, l'épilepsie, la tuberculose, sont ou non prohibitives de mariage, mais les sept Etats qui ont voté les lois prénuptiales ont décidé que les maladies vénériennes dans une phase contagieuse étaient un empêchement au mariage.

Nous avons étudié les motifs qui ont décidé de ces lois. Les mêmes motifs en France doivent susciter les mêmes résultats. En effet, le Professeur Pinard m'a fait remarquer que l'impuissance et l'alcoolisme supposés invétérés ne pouvaient être des empêchements de mariage vu la difficulté de rendre un diagnostic affirmatif sur ces tares. C'est bien ce motif qui a agi sur la décision des législateurs scandinaves...

A mon avis, la syphilis, la tuberculose, et la folie à un certain degré de contagion, telle la syphilis tertiaire, la paralysie générale, etc... devraient toujours être un empêchement de mariage. Je le répète. Ce serait rare, car il est peu fréquent qu'un individu malade à un tel degré désire contracter mariage. Un fiancé devrait toujours être averti si son futur conjoint était atteint d'une de ces trois affections ou de blennorrhagie.

Une troisième question se pose encore. A quel moment délivrera-t-on le certificat médical prénuptial ?

Le Professeur Pinard a demandé que le certificat soit daté de la veille. Il a été fort critiqué. Le Docteur Schreiber pense que le Professeur Pinard a cru ainsi que l'on pourrait dépister les maladies contractées lors de « l'enterrement de la vie de garçon ». Mais comment les diagnostiquer ? la syphilis restant en période de latence un certain temps après l'infection. Le Docteur Schreiber dit « pourquoi bouleverser in-extremis les projets des fiancés ? » et il croit que cette mesure ne pourrait que pousser à l'union libre. Il considère donc inapplicable la proposition du Professeur Pinard. Il préférerait un examen pratiqué dans les 15 jours avant le mariage.

Le Professeur Jeanselme se demande à quel moment pratiquer l'examen ? « Nombre de maladies, dit-il, ont une incubation dont la durée est variable ». La veille, c'est trop tard. Plus tôt ? Mais alors il craint qu'après l'examen la contamination ait lieu.

Les rapporteurs au XIV^e Congrès de Médecine légale de 1929 conclurent que l'examen prénuptial doit être pratiqué lors des fiançailles. Au moment du mariage il devrait être complété soit par une déclaration des futurs époux affirmant que depuis le précédent examen ils n'ont pas contracté d'affection contagieuse, soit par un deuxième examen.

Le Docteur Baudru de Perpignan (1), trouve que l'examen ne peut avoir lieu la veille. En cas de syphilis sans stigmates, ou de tuberculose douteuse, s'il faut une épreuve Wassermann ou une radiographie, ce ne peut être fait immédiatement. Le Docteur Baudru considère que, vu la responsabilité que la délivrance d'un tel certificat engendrerait pour un médecin, il ne voudrait en rédiger qu'après avoir observé le fiancé cinq ou six semaines. Puis quel scandale susciterait une rupture ou la décision de reculer la date d'un mariage, à la veille de sa célébration ? N'y aurait-il pas alors des meurtres, des suicides ?...

(1) « Le Cri Catalan », juillet 1928.

Le Conseil Supérieur de la Natalité repoussa la proposition de loi du Professeur Pinard (1). L'un de ses membres, le Docteur Siredey, avait rédigé un rapport dans lequel il faisait ressortir qu'un examen médical ne précédant le mariage que de quelques jours, ne pourrait avoir un caractère suffisant de certitude. Le Docteur Siredey demandait que pour se marier l'on ait à subir un examen médical équivalent à celui que réclamaient les Compagnies d'Assurances.

Pourtant il considérait que M. Pinard avait cependant raison en demandant que le certificat soit signé la veille du mariage, par ce fait qu'ainsi cela protégera contre « les surprises du dangereux enterrement de la vie de garçon ».

Nous avons vu qu'aux Etats-Unis l'examen devait avoir lieu un certain temps avant le mariage ; de sept à quinze jours. Je crois que pour délivrer un certificat avec le maximum possible de sécurité, il est nécessaire que l'examen ait lieu quelque temps avant la célébration du mariage, par exemple dans les quinze jours le précédent, afin que le médecin puisse examiner les fiancés durant un certain délai s'il le juge nécessaire, et qu'il puisse, en cas de doute, demander une augmentation de la durée de ce délai. La loi ne pourrait-elle pas prévoir qu'une déclaration des fiancés, imitée de celle des Pays Scandinaves, devrait de plus être faite au moment du mariage, comme le préconise M. le Docteur Sicard de Plauzoles. En cas de fausses déclarations, des sanctions seraient prévues ; les fiancés qui auraient lieu de craindre que « l'enterrement de leur vie de garçon » ait une suite fâcheuse se feraient examiner à nouveau avant de la faire.

Quels seront les médecins qui devront délivrer les certificats médicaux prénuptiaux, et les honoraires qu'ils percevront seront-ils libres ou taxés ?

M. le Professeur Pinard n'a pas résolu la question dans sa proposition. Aussi a-t-elle été d'autant plus discutée.

Le Docteur Darwin de Londres, prétendit (2) qu'un fiancé

(1) « Liberté du Sud-Ouest », Bordeaux, 18 juin 1928.

(2) Revue « Vers la Santé », juin 1927.

malade consultera jusqu'à ce qu'il ait trouvé un médecin qui vout bien lui signer le certificat positif prévu par M. le Professeur Pinard.

Le Docteur Viard serait partisan que le certificat soit rédigé par le médecin de famille qui, connaissant le terrain familial, sait le traiter comme il convient. Certes la protection la plus efficace serait assurée par la consultation des médecins des deux familles. Mais faut-il encore qu'elles aient « leur médecin ».

M. le Docteur Viard regrette en effet la disparition du médecin de famille devant le spécialiste, car seul le premier connaissait le terrain familial, et en cas de mariage, l'entente entre les médecins des deux familles était, d'après lui, « le plus efficace des certificats pré-nuptiaux ».

Il parle d'un dispensaire type faisant une fiche individuelle à chaque malade, à laquelle, après enquête, se joindrait une fiche se rapportant à la famille. Ainsi l'on connaîtrait le terrain familial. Cela fonctionne d'ailleurs déjà en plusieurs hôpitaux et dispensaires.

Le Professeur Jeanselme se demande aussi quel serait le médecin assez compétent pour rédiger le certificat ? D'après le Professeur Jeanselme, la situation du médecin de famille ne lui permet pas de le faire ; le médecin de l'Etat Civil n'est pas préparé pour cela ; des médecins experts ? il pourrait y en avoir dans les villes. Mais dans les campagnes ?

Le Docteur Schreiber, répondant au Professeur Jeanselme, se demande si le médecin du conseil de révision est plus compétent ?

Le Docteur Apert demande que le médecin habituel donnât les avis nécessaires pour réaliser au mieux les fins du mariage, car, lui seul, connaît bien le tempérament et l'hérédité des fiancés.

Nous avons vu ci-dessus que le Professeur Jeanselme reconnaît la possibilité qu'il y ait des médecins experts dans les villes, mais qu'il prévoit des difficultés dans les campagnes. De plus, le Professeur Jeanselme croit que l'état de nos finances ne nous

permet pas d'instituer des médecins experts. Je me suis demandée, en lisant cela, où l'on trouve alors les fonds nécessaires pour soigner les enfants de syphilitiques, entretenir les asiles, etc...

Il y a une moyenne annuelle de 350.000 mariages en France. En admettant que le médecin expert qui examinerait les fiancés touchât un honoraire de 20 francs pour chaque individu examiné, le budget serait grevé à cet effet de 14.000.000 de francs (car comme nous le verrons ci-dessous, l'examen pré-nuptial devrait être, à mon avis, une charge budgétaire). Nous avons vu que le Professeur Jeanselme estimait qu'en décès, maladies, infirmités, incapacités de travail, frais de traitement, etc... la syphilis coûtait annuellement plusieurs milliards à la France. Son introduction dans le mariage occasionne certes des dépenses supérieures à 14.000.000... Le budget gagnerait à payer des médecins experts pour examiner les fiancés, au lieu de soigner ceux qui sont infectés par l'introduction de la maladie dans le mariage. Et *surtout*, que de souffrances physiques et morales évitées.

Le Professeur Jeanselme craint encore les « médecins marrons ». Mais, comme dit Balzer, « une bonne mesure ne peut pas être repoussée sous prétexte que son application ne sera pas toujours faite par des gens honorables ». Il faudrait, je crois, pour éviter cela le plus possible, établir, en prévision, des sanctions qui feraient hésiter. Si quelques cas se produisaient cependant, ils pèseraient peu en comparaison des services que rendrait la loi ; et cela ne serait rien à côté du laisser aller actuel.

Si le système du Docteur Sicard de Plauzoles était admis, remarquons d'ailleurs que ceux qui auraient eu recours à des médecins « marrons » et auraient ainsi obtenu de bons certificats, devant faire une déclaration sanctionnée, hésiteraient peut-être, car si elle était inexacte, ils seraient passibles de sanctions.

Si l'ordre des médecins, établissant des peines sévères contre les « médecins marrons », existait, la question serait en partie résolue. Mais cet ordre existera-t-il un jour ? Si de nombreux

médecins le réclament, d'autres, en effet, s'y opposent, et aucun ne fait un geste de création.

Certes, actuellement, les Syndicats Médicaux tentent d'imposer un « *modus vivendi* » gênant l'action des « *médecins marrons* ». On a fait prévaloir ces règles dans la loi sur les Assurances Sociales. Cependant elles ne s'appliquent qu'au fonctionnement de cette loi, et, de plus, le syndicat n'est pas obligatoire. Cet essai de réglementation est donc encore bien peu, mais n'est-il pas une première étape vers une formule plus large ? L'Avenir nous répondra à cette question.

Le Docteur Siredey propose la consultation des médecins des deux familles. Chacun communiquerait à l'autre son opinion, tous deux étant liés par le secret professionnel. S'ils s'opposaient à l'union, ils rédigeraient une consultation écrite demandant que le projet de mariage n'eut pas de suite, et ce, sans aucun détail.

Le Professeur Legueu demande aussi que les médecins des deux familles préparent un bulletin de santé. Ils auraient examiné les fiancés, et se seraient communiqués les résultats de cet examen. Ils « signeraient au jour du mariage, de la même manière que les témoins signent l'acte au point de vue civil ». En cas de tares, ces médecins feraient ajourner le mariage, ou en empêcheraient la célébration. Il y a dans ces deux propositions une idée intéressante. Le secret professionnel ne serait pas violé ou du moins, comme dit le Professeur Legueu, « il ne le serait que dans le domaine de l'autre famille ». La loi obligeant les fiancés à se faire examiner, donnant ordre aux deux médecins de s'entendre et de donner ce simple avis, pourrait être opportune. L'Officier de l'Etat Civil ne célébrerait le mariage que si les deux médecins y consentaient. Mais nous l'avons vu, le spécialiste a remplacé le médecin de famille. Pratiquement ces propositions sont donc sans issue.

La Société Française d'Eugénique estime que l'examen devra comporter le libre choix du médecin.

On s'est demandé aussi si les honoraires que percevraient

les médecins seraient libres ou taxés ? Ils devraient, à mon avis, être taxés et payés par l'Etat. L'examen prénuptial ne doit, en aucun cas, être à la charge des fiancés.

Pour conclure, sur le point de savoir quel sera le médecin qui devra examiner les fiancés, il semble qu'il est préférable que chacun puisse s'adresser à un médecin choisi librement. On peut recommander le médecin de famille si les fiancés en ont un. On craint, nous l'avons vu, les médecins marrons qui délivreront de faux certificats, et que le fiancé à qui un certificat aura été contraire, du fait de maladie vénérienne grave, en obtienne un d'un autre médecin, après blanchiment. *Ne pourrait-on allier ce médecin librement choisi à un médecin officiel ?* Ainsi, à chaque mairie seraient attachés un ou plusieurs médecins qui devraient examiner les candidats au mariage, et signer les certificats prénuptiaux. Le fiancé qui désirerait être examiné par son médecin, le serait par ce dernier, en collaboration avec le médecin officiel de la mairie de laquelle il dépend, et où la loi l'oblige à contracter mariage. Si l'individu à qui le certificat serait refusé en cas de syphilis grave, ou à qui un fiancé, averti de son infection, aurait imposé un délai d'attente, se faisait blanchir, le médecin officiel, lorsqu'il l'examinerait à nouveau, s'en apercevrait en comparant son état actuel avec l'état diagnostiqué et noté sur une fiche lors du premier examen. L'on craint que ces médecins officiels coûtent cher... Nous avons vu qu'ils grèveraient moins le budget que ne le font les hôpitaux pour soigner les innombrables victimes de la maladie dans le mariage. De plus, actuellement, ne paie-t-on pas de nombreux fonctionnaires inutiles ? ne pourrait-on en payer quelques-uns qui seraient utiles, qui, évitant les mortalités infantiles et les tares, feraient chaque année gagner des millions à la France ?

L'examen pourrait être fait par ces médecins seuls si le candidat le désirait. Il serait gratuit, comme le sont toutes les formalités en cas de mariage. Dans les campagnes, il y aurait un médecin aux chefs-lieux de canton, par exemple, qui desservirait tous les bourgs des alentours. Certes on peut encore dire que

L'on se fera blanchir avant de se faire examiner par le médecin officiel. Mais alors, si par la suite l'autre conjoint est contaminé, il pourra opposer le certificat qui l'a déclaré sain. Après enquête une forte condamnation frapperait celui qui se serait fait blanchir. Puis celui qui ignorait son infection et l'apprendrait lors de l'examen du médecin officiel, s'il était tenté de se faire « blanchir » ne le pourrait pas.

Et enfin ce certificat sera-t-il, ainsi que le proposait M. le Professeur Pinard, exigé de l'homme seulement, ou de l'homme et de la femme ?

Nous nous souvenons que le Professeur Pinard disait : « Tout citoyen français ».

Le Professeur Siredey fait remarquer que la femme peut, tout comme l'homme, être malade.

Le Professeur Schreiber se demande pourquoi la proposition du Professeur Pinard ne vise que : « *Tout citoyen français* ». L'homme ne doit-il pas être garanti comme la femme ? Et pourquoi les étrangers se mariant en France, et épousant des françaisés, seraient-ils dispensés de l'examen prénuptial ?

M. le Professeur Jeanselme considère qu'une mesure prophylactique telle qu'un certificat médical prénuptial obligatoire devrait être imposée à tous ; hommes et femmes, français et étrangers. Le Professeur Sicard de Plauzoles est aussi d'avis que le certificat prénuptial soit exigé des deux fiancés.

MM. Vervaeck et Leclercq, rapporteurs au XIV^e Congrès de Médecine légale de 1929, demandent aussi que les deux fiancés aient un certificat prénuptial.

La Société Française d'Eugénique, le 24 juin 1930, prévoit aussi que l'examen médical prénuptial devrait être subi par les deux fiancés.

Nous avons vu que dans les Etats Scandinaves la déclaration de santé doit être faite par la femme comme par l'homme. Lors de la discussion des motifs nous avons souligné que la femme scandinave avait elle-même demandé d'être soumise à cette mesure afin que l'enfant soit protégé. La femme française, qui est

Mère avant tout, ne peut pas ne pas suivre l'exemple que la scandinave lui a donné. Elle doit comprendre que l'examen des muqueuses, une auscultation ne peuvent en rien froisser sa pudeur. La jeune fille doit comprendre la Vie avant qu'il ne soit trop tard.

La loi imposant le certificat prénuptial instituera-t-elle des sanctions contre qui la violera ?

M. le Professeur Pinard a, dans sa proposition laissé cette question de côté.

M. le Docteur Apert nous dit à ce sujet : « Mais l'examen ainsi entendu est dépourvu de sanctions. Or il vaut mieux un certificat obligatoire n'ayant qu'un seul but très limité, celui d'écarter les sujets actuellement en puissance d'accidents contagieux, qu'un examen beaucoup plus étendu, mais dépourvu de sanction ».

Le Professeur Jeanselme critique le fait que M. le Professeur Pinard n'a pas prévu de sanctions.

Il semble qu'il faille, en effet, de même qu'aux Etats Scandinaves et aux Etats-Unis prévoir des sanctions pénales et civiles et ce, non seulement pour tout fiancé qui violerait ou tenterait de violer la loi imposant le certificat prénuptial, mais encore, pour tout Officier de l'Etat Civil, ou tout médecin, qui célébrerait un mariage en violation de la loi, ou délivrerait un certificat de complaisance, sanction d'autant plus forte en ce dernier cas si le médecin était fonctionnaire.



Posons-nous une question. *Actuellement, lorsqu'une personne en contamine une autre, dans ou hors mariage, peut-elle être poursuivie civilement ou pénalement ?*

I. — Peut-on lui réclamer des dommages-intérêts en se fondant sur l'article 1382 du Code Civil ? Contaminer une personne est-il un acte illicite ? En a-t-il les éléments ?

1° L'individu qui a infecté quelqu'un a-t-il commis une faute ? a-t-il été imprudent, négligent, et est-ce du fait de cette imprudence ou négligence que le plaignant a été condamné ?

2° Quel est celui qui a contaminé l'autre ? Pourra-t-on toujours le prouver ? Qui devra faire cette preuve ? le demandeur ; c'est-à-dire celui qui a été contaminé. Nous voyons combien de difficultés se dresseront contre lui s'il est débouté de sa demande. Que de frais cela lui occasionnera, frais de justice, et, même, si elle le réclame, dommages-intérêts au profit de la personne témérement poursuivie.

3° Et comment apprécier le dommage si même la preuve du délit peut être faite ? Quelle somme pourra couvrir ce préjudice que l'on ne peut dès l'abord estimer ? Comment constater la relation entre la faute et le dommage ? L'on comprend que devant de telles difficultés, la jurisprudence est assez pauvre sur ce sujet.

Cependant, la première Chambre du Tribunal Civil de la Seine rendit le 9 janvier 1903 un jugement intéressant sur la question, qui fut confirmée le 12 janvier 1904 par la cinquième Chambre de la Cour (D. 1904-2-157). Il s'agissait en l'espèce d'une jeune fille de 16 ans, la demoiselle C..., qui avait été contaminée par son amant, un sieur A... Il était établi, par la correspondance de ce dernier adressée à la mineure, qu'il était atteint de syphilis avant d'entretenir des relations avec elle, et au cours de ces relations. Il avait continué quelques mois à vivre avec elle lorsqu'elle avait été contaminée. Ayant été abandonnée par le sieur A..., la demoiselle C... intenta contre lui une action en dommages-intérêts fondée sur le délit de contamination. A... prétendit qu'il n'y avait pas faute, car il manquait « l'intention ». Mais le Tribunal jugea que A... se savait atteint d'une maladie contagieuse, et décida que : « la communication d'une maladie contagieuse constituant une faute, alors même qu'elle n'a pas eu lieu intentionnellement et qu'elle résulte d'une imprudence ou d'une négligence de celui qui était atteint de la maladie »... « attendu que... la demande de C... a pour base

et pour cause... la faute odieuse commise par le défendeur, qui n'a pas craint de communiquer la terrible maladie dont il était atteint à une enfant de seize ans... condamne A... à payer à C... douze mille francs de dommages-intérêts ».

Sur appel de A..., la cinquième Chambre de la Cour confirma le jugement. L'arrêt est suivi d'une note de M. Leloir, substitut du Procureur Général, près la Cour d'Appel de Paris. M. Leloir dit : « Si la communication avait eu lieu intentionnellement ou, ce qui est plus commun, par suite d'une lourde imprudence, d'une impardonnable incurie, peut-être pourrait-on appliquer à celui qui s'en est rendu coupable les articles 309 et suivants, ou l'article 320 du Code Pénal.

Quant à la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1383 du Code Civil, qui pourrait douter qu'elle ne soit pleinement engagée ? »

M. Leloir ajoute que : « la faute, si légère soit-elle, suffit pour engager la responsabilité de son auteur ». D'où : « dans l'espèce ci-dessus, l'auteur de la contagion était responsable, bien qu'il s'étant peut-être à certain moment considéré comme guéri... On est responsable, non seulement pour n'avoir pas été vigilant alors qu'on savait, mais pour avoir ignoré alors qu'on aurait pu prévoir... la preuve pouvant se faire à l'aide de présomptions graves, précises, et concordantes ».

Dans un cas à peu près identique au précédent, le Tribunal du Havre, le 9 mars 1905, avait ordonné une enquête. La Cour d'Appel de Rouen, le 25 novembre 1905, cassa le jugement, la femme contaminée ayant produit des lettres prouvant les relations qu'elle avait eues avec le défendeur ; qu'il était alors atteint de syphilis et le savait ; qu'elle avait été contaminée par lui, et : « attendu que la Cour trouve dans les documents de la cause des éléments suffisants d'appréciation pour déterminer l'importance du préjudice réellement souffert par la dame P... et dont elle sera suffisamment indemnisée par l'allocation d'une somme de 12.000 francs ».

Dans les motifs, nous trouvons les attendus suivants : « la

communication d'une maladie contagieuse (dans l'espèce, la syphilis) constituera une faute, alors même qu'elle n'a pas été intentionnelle ; et l'action en dommages-intérêts basée sur le préjudice causé par cette communication doit être accueillie si le demandeur prouve qu'il a entretenu avec son adversaire des relations de nature à amener la contamination, et que, au moment où ces relations ont existé, ce dernier était contaminé, et se savait, ou pouvait se croire, susceptible de transmettre la contagion.

Plus récemment encore, dans un jugement rendu par la Première Chambre du Tribunal de la Seine, le 9 mai 1923 (La Loi, 27 septembre 1922 ; Gazette des Tribunaux, 25 juin 1923) on relève : « La communication d'une maladie vénérienne par un jeune homme à une jeune fille constitue une faute engageant la responsabilité de son auteur, alors même que la communication n'a pas été faite intentionnellement ».

Puis le divorce peut-il être accordé du fait de la maladie vénérienne d'un des conjoints ? Des arrêts et jugements contradictoires ont été rendus à ce sujet. La Cour de Nancy a rendu un arrêt le 30 juin 1886, accordant le divorce à un époux qui prouvait que son conjoint était atteint de syphilis. Le demandeur n'avait pas été contaminé. Dans un jugement du Tribunal de Poitiers du 3 décembre 1894 (D. P. 1895-2-64), il a été considéré : « qu'un mari qui a imposé sans ménagements à sa femme des rapprochements conjugaux ayant déterminé chez elle une maladie grave est coupable d'excès et de sévices de nature à faire prononcer contre lui la séparation de corps ».

Par contre, le Tribunal de Dijon, le 20 novembre 1903 (D. P. 1904-2-136), a jugé que : « la loi ne reconnaît pas l'état de maladie d'un des époux comme constituant une cause légitime de rupture du lien conjugal en faveur de l'autre époux ».

Un arrêt rendu par la Cour de Douai, le 14 mai 1901 (remarquons la date... il y a 29 ans), est intéressant à signaler ici du fait de ses attendus. Une dame Y... épouse un monsieur X... Cette dame Y... ne possédait aucun des attributs de la féminité.

Le sieur X... intenta une demande en nullité de mariage. Il l'obtint : « attendu que le maintien de cette union semble ne pouvoir favoriser ou encourager que les individus assez négligents pour ne pas tenir compte de leurs tares constitutionnelles, ou d'assez mauvaise foi pour les cacher.

Attendu, que tel est le cas de la dame Y..., que celle-ci ne pouvait ignorer tout ce que son état tout spécial avait d'anormal et de préjudiciable au point de vue matrimonial, *et qu'il ne tenait qu'à elle, en recourant aux conseils d'un médecin, de vérifier quelles pouvaient être ses aptitudes physiques*, au point de vue mariage ; qu'en ne tenant aucun compte de son état physiologique, elle a tout au moins *commis une grave imprudence, sinon une faute*, dont elle ne peut se plaindre d'avoir à supporter les conséquences... »

Cet arrêt est intéressant. Certes, il s'agit d'un cas d'espèce, mais le Tribunal a jugé : « qu'il ne tenait qu'à un conjoint, en recourant aux conseils d'un médecin, de vérifier quelles pouvaient être ses aptitudes physiques ». Déjà en 1901, un arrêt avait recommandé un examen prénuptial, et avait fondé sur l'absence de cet examen une nullité de mariage...

Mais comme cependant en France aucun texte législatif n'interdit à un individu atteint d'une maladie contagieuse de se marier, l'on trouve des arrêts surprenants sur la question. Le Tribunal Civil de Tunis a, le 19 mars 1917 (Gazette des Tribunaux, 19-5-17), prononcé la mainlevée d'une opposition à un mariage, étant donné que : « ne peut être accueillie une opposition à mariage, fondée sur la mauvaise santé de l'un des futurs époux ». « Attendu que le premier fait allégué (mauvais état de santé de la fiancée) *fut-il établi*, ne constitue pas un empêchement légal au mariage ». L'opposition avait été faite par les parents d'un jeune homme, étant donné le mauvais état de santé de sa fiancée. Le Tribunal de Lyon, le 16 mai 1906 (D. 1907-2-21) a décidé que : « Pour contracter mariage, il est nécessaire qu'il y ait différence de sexe entre les parties contractantes, mais en aucun cas, l'impuissance ne forme obstacle à l'existence du ma-

riage ; et à cet égard, il n'y a pas lieu de distinguer si cette impuissance est le résultat de la faiblesse des organes, d'une mutilation, ou d'une conformation vicieuse, à la condition toutefois que le sexe soit reconnaissable. Dès lors, les père et mère ne sauraient, pour faire opposition au mariage de leur fils, invoquer l'impuissance de celui-ci ». Ces arrêts sont fondés sur le fait que : « l'opposition à mariage ne peut être accueillie que si elle est fondée sur un motif de nature à donner, à former un *empêchement légal* à l'union projetée ». (Tribunal de la Seine, 21-6-1907 ; Gazette du Palais, 1907-2-398).

Ainsi, au lieu de protéger la santé des enfants dans le mariage, la jurisprudence ne reconnaît pas l'opposition à un mariage faite par des parents en raison de la maladie d'un des fiancés. Un tel état de choses ne peut décemment durer plus.

II. — En cas de contamination d'un individu par un autre, y a-t-il responsabilité pénale ? Le fait d'infecter une personne semble bien présenter le caractère d'un délit pénal. L'acte est immoral. Le préjudice causé est possible, sinon certain. Il y a, de plus, intention criminelle, ou tout au moins imprudence, négligence, ou légèreté.

Il n'y a cependant aucun texte établissant la responsabilité pénale du coupable en cas de contamination. Au point de vue pratique, l'on considère que la preuve du délit serait difficile à faire. L'on craint les chantages et les scandales que de tels procès pourraient susciter. Toutefois la question a été discutée. M. R. Béranger a dit à la Société de Prophylaxie : « mais les considérations si graves de santé publique, de vigueur de la race, de progrès de la population que soulève l'intérêt de réduire le nombre des transmissions de la syphilis, légitiment hautement la création du délit nouveau ».

En 1923, au Congrès International d'Hygiène Sociale et d'Education Prophylactique Sanitaire et Morale, le vœu suivant fut présenté par M. Mouquin et adopté : « les pénalités prévues par les articles 309, 310, 311, 319, et 320 du Code Pénal sont applicables, suivant les distinctions y contenues, à la communication des maladies contagieuses ».

Ces articles prévoient : 1° les articles 309, 310, et 311, différentes peine allant des travaux forcés à perpétuité, à temps, de la réclusion, d'un emprisonnement de six jours à cinq ans, ou d'une amende, suivant les cas (préméditation, guet-apens, etc...), si un individu a, volontairement fait des blessures, ou porté des coups, dont a résulté la mort, une maladie, ou une incapacité de travail. L'article 309 prévoit la réclusion : « Quand les violences ci-dessus exprimées auront été suivies de mutilation, amputation, ou privation de l'usage d'un membre, cécité, perte d'un œil, ou autres infirmités permanentes ; 2° les articles 319 et 320 prévoient des peines d'emprisonnement de six jours à deux ans, et une amende, contre ceux qui : « par maladresse, imprudence, inattention, négligence, ou inobservation des règlements, aura commis involontairement un homicide, ou en aura involontairement été la cause », ou s'il n'est résulté de « ce défaut d'adresse ou de précaution que des blessures ou coups ».

Quand une femme contaminée doit supporter plusieurs opérations, qu'on pratique sur elle l'ablation des ovaires, ne subit-elle pas la plus épouvantable des mutilations ? Quand la syphilis, mal ou insuffisamment soignée, la rend aveugle, ou paralysée, il me semble que l'article 309 devrait s'appliquer et punir l'homme qui, volontairement, l'a contaminée. Si c'est la femme qui a infecté l'homme, la loi devrait naturellement sévir de même.

Le 30 décembre 1905, la Cour de Cassation a rendu un arrêt (Bulletin criminel, 1905, page 948) favorable à une interprétation extensible des articles que nous venons de citer. Les motifs de l'arrêt étaient des symptômes d'empoisonnement causés par des gâteaux. Un pâtissier avait été condamné de ce fait, et la Cour rejeta son pourvoi attendu que... « dans l'article 320 précité, le mot « blessures » est pris dans son acception la plus générale et la plus large ; *qu'il comprend nécessairement les lésions aussi bien internes qu'externes et les maladies mêmes* ». Cet article devrait donc s'appliquer en cas de contamination.

L'article 310 du Code Pénal prévoit une aggravation de

peine s'il y a eu préméditation aux violences entraînant les mutilations et infirmités citées ci-dessus. N'y a-t-il pas préméditation quand un syphilitique, averti par un médecin des dangers qu'il fera courir à son conjoint, contracte mariage en dépit des conseils de ce médecin ?

Les articles 319 et 320 devraient aussi s'appliquer à ceux qui entraînent à la mort leur conjoint et leurs enfants, du fait que, négligemment, ils se sont mariés sans consulter de médecin.

Le Docteur P. Bouëssel du Bourg, dans sa thèse sur le Certificat Médical Prénuptial, est aussi d'avis que ces articles devraient viser le délit de contamination ; et c'est avec regret qu'il constate que : « la pratique des Parquets n'a pas suivi ce mouvement et la répression de la contamination syphilitique sous l'étiquette coups et blessures, bien qu'elle apparaisse juridiquement acceptable, n'est pas réalisée en fait ».

Il faut qu'elle le soit. En même temps que le certificat prénuptial protégera les époux au début d'une union légitime, il faut que la loi pénale les défende de la contamination dans le mariage, et défende aussi toute contamination hors mariage. La jurisprudence reconnaît qu'il y a imprudence, et même faute, à ne pas recourir aux conseils d'un médecin. Si, de ce fait, on a contaminé autour de soi, ne va-t-on pas punir celui qui s'est rendu coupable d'un tel délit ? On condamne un individu qui frappe et blesse légèrement un autre individu, et on ne sévit pas contre celui qui contamine son époux, et le tue peu à peu ainsi que ses enfants. C'est extraordinaire. Parmi les pays dont nous avons parlé, plusieurs déjà punissent les individus coupables de contamination vénérienne. Ainsi, la loi civile danoise prévoit des dommages-intérêts en faveur de celui qui a été contaminé, et la loi pénale danoise de 1866 frappe de peines sévères celui qui a contaminé (trois ans de travaux forcés suivis de deux ans d'emprisonnement). De même, la loi pénale norvégienne prévoit, pour un tel délit, jusqu'à cinq ans d'emprisonnement. En Allemagne, nous retrouvons les mêmes principes qu'au Danemark, tant au point de vue Civil que Pénal (§§ 223 et 223 a du Code Pénal

Allemand). Ainsi la loi allemande punit de 3 ans de prison au maximum l'avarié contagieux qui entretient des rapports sexuels. La poursuite a lieu sur plainte. De même une femme avariée qui allaite un enfant autre que le sien est, en Allemagne, passible de un an de prison au maximum (1). Dans de nombreux Etats des Etats-Unis, il en est de même. Nous avons cité aussi que le nouveau Code Pénal Espagnol prévoit des peines contre qui contamine hors mariage, et permet le divorce en cas d'infection transmise dans le mariage. Le nouveau Code Pénal Mexicain punit aussi celui qui contamine une personne, dans ou hors mariage. Il faut que cela soit en France. Déjà, en 1902, le Docteur Cazalis le demandait. Puisse son vœu se réaliser rapidement, et compléter le but du certificat prénuptial, dont l'obligation doit être votée.

(1) « Pour la Vie », juin 1928. (Loi allemande sur les maladies vénériennes du 1^{er} octobre 1927).

CONCLUSION

Le Professeur Richet a écrit : « On a tort de dire que la question de la natalité est, pour la France, la plus importante de toutes ; ce n'est pas la plus importante, c'est la seule ».

Oui, *c'est la seule*. La guerre nous a pris 1.500.000 hommes, et nous a laissé 800.000 invalides. Pendant sa durée, 400.000 morts de plus qu'en temps de paix ont été enregistrés parmi les civils. L'immigration nous a apporté de nombreux malades. 700 millions de francs sont consacrés chaque année à soigner les infirmes, pour la plupart d'origine syphilitique. Il faut avoir des enfants sains si nous voulons vivre. Le Professeur Richet a demandé la stérilisation, comme étant l'unique moyen d'empêcher les criminels nés, et les tarés, de se reproduire. Pour qu'un tel savant puisse « proposer » une telle mesure, il faut que la situation soit grave. Elle l'est. C'est pourquoi une loi imposant le certificat prénuptial doit être votée. Ce sera moins grave encore que de stériliser.

M. Manuel Devaldes, dans son livre : « Maternité consciente », dit : « L'insouciant abandon à l'impulsion du moment et l'indifférence du lendemain, la satisfaction égoïste du désir individuel au prix de la souffrance probable des vies qui viendront ensuite, cela peut sembler beau à certaines personnes, mais ce n'est pas de la civilisation. Toute civilisation implique une prévoyance toujours croissante pour les autres, même pour ceux qui ne sont pas encore nés ». Oui, il faut que nous protégeons les

enfants avant qu'ils soient nés. Ils ne faut plus que nous acceptions qu'ils souffrent et meurent par notre faute. Quand on voit nos asiles et sanatoria, cela ne donne pas une idée très belle des procédés prophylactiques que nous employons encore au vingtième siècle. Pourquoi cela ? sinon parce que nous ne soignons qu'après la naissance, quand il est trop tard. Parce que l'on n'a pas encore compris que le développement après la naissance est peu de chose, à côté de celui effectué depuis la conception. Dans l'Ancien Droit, il n' avait aucun empêchement grave au mariage, en dehors de ceux qu'exige l'honnêteté publique. Ne doit-elle pas exiger d'être franche, au point de vue de sa santé, comme la loi l'exige au point de vue de ses biens ? Que l'on comprenne cela. Quand l'on pense que les instituteurs, appelés à se pencher sur les enfants, subissent, avec juste raison, un examen médical très soigneux, on se demande comment on peut hésiter à imposer cet examen à ceux qui les conçoivent.

Une loi doit rendre obligatoire le certificat prénuptial. Il faut protéger l'enfant contre celui qui le crée, sans avoir pensé, et sans penser que : « Nous créons à chaque heure la santé ou la maladie de l'homme futur qui est en nous, qui sera nous pendant toute la durée de notre évolution vitale, qui sera nous encore après nous, c'est-à-dire, la santé ou la maladie de l'Etre qui tiendra de nous sa naissance ». (Théorie Boudhique du Karman).

Comme nous le dit le Docteur Viard : « Un nouveau-né n'est vraiment un nouveau-né que pour l'employé de l'Etat Civil ». Il faut faire comprendre cela et ce n'est pas seulement par des moyens éducatifs qu'il faut le faire comprendre ; si étendus que soient ces moyens, on ne pourrait atteindre tous les individus. Il faut une loi, car ainsi que le disait le Docteur Cazalis en 1900, dans « Science et Mariage » :

« Une loi que l'on établit et promulgue c'est l'attention nettement appelée sur un danger et sur une protection. Avant la loi c'était le désordre, après elle c'est un essai d'ordre, le commencement d'un peu d'ordre, d'un état meilleur ou qui tend à le devenir. »

Pour Montesquieu, la loi est un ressort qui, dès qu'il est placé produit la sorte et la quantité de travail que le constructeur voulait obtenir. M. Lanson a critiqué cette idée. Il a dit : « Notre réalisme ne peut s'empêcher d'en vouloir à Montesquieu d'avoir créé l'illusion de tous les faiseurs de Constitution qui croient changer le monde par des articles de loi » ; mais plus tard, M. Lanson est revenu sur son jugement, et a écrit : « Je serai plus idéaliste aujourd'hui. On ne change pas le monde par des articles de loi ; mais., en permettant ou commandant de nouvelles formes d'activité, *les lois nouvelles préparent des modifications qui pourront être importantes dans l'esprit et le caractère*, comme dans la richesse et la puissance d'une nation. Il ne faut pas trop croire à la valeur des formules des codes ; il ne faut pas la nier trop. La raison, comme la science, peut quelque chose et ne peut pas tout : comme elle, elle doit tenir compte du réel pour agir sur le réel. La politique rationnelle est possible, comme la médecine expérimentale et l'agriculture scientifique ».

Le Docteur Sicard de Plauzolès me dit que nous obtiendrons la loi prénuptiale que nous demandons, mais il craint qu'entre les Chambres elle dorme de longues années, comme le fit la loi sur la paternité. Il ne faut pas que cela soit. Il faut que le législateur écoute notre appel, et celui de tous les enfants qui, s'il ne nous entend pas, seront encore des martyrs de son inertie. Il doit agir dès maintenant, et n'a pas le droit d'hésiter à le faire.

Tous les grands médecins, les grands syphiligraphes qui ont vécu les horribles méfaits de l'infection vénérienne sont pour le certificat prénuptial. Ils en reconnaissent la nécessité. S'ils discutent sur son application ils s'inclinent devant le principe.

Que le législateur pense à l'efficacité d'une loi imposant le certificat prénuptial, au point de vue éducatif. Elle ne serait pas parfaite, absolue ; aucune loi ne l'est, mais elle sauverait des milliers d'existences, et dut-elle même n'en sauver que quelques-unes, elle doit être. Le Professeur Gougerot dit : « Si nous voulons avoir la rigueur absolue, nous ne ferons rien. J'aime mieux faire quelque chose d'imparfait que de ne rien faire du tout ».

Et encore : « Après avoir réfléchi de longues années à cette question si passionnante, après avoir entendu de nombreuses discussions, et les objections des adversaires du certificat prématri-monial, nous avouons que notre conviction reste entière ; nous croyons qu'aucune des objections n'est décisive ; nous persistons à réclamer le certificat médical avant le mariage, et nous faisons de la propagande auprès des familles pour qu'elles l'exigent, en attendant qu'une loi l'ait rendu obligatoire ».

L'on dit que le français met tout en œuvre pour éviter une mesure hygiénique quand on la rend obligatoire ? Cela n'est pas. Comme le fait remarquer le Docteur Schreiber, les conscripts admettent bien le conseil de révision, et tous, n'acceptons-nous pas les visites qui précèdent un contrat d'assurance ; et le Docteur Schreiber de conclure : « Pareil examen a-t-il moins de raison lorsque deux jeunes gens se proposent d'unir leur existence et de procréer ».

Comme cela est juste. On admet le conseil de révision, cet examen des hommes les plus forts pour être envoyés à la mort s'il y a lieu, et l'on discute quand il s'agit d'examiner des Etres qui vont donner la Vie.

Toutes les circonstances sont bonnes pour faire des examens sanitaires. Le Docteur Schreiber nous dit qu'on en fait déjà dans les consultations de nourrissons, en cas d'inspection médicale scolaire, d'admission dans les grandes écoles ou administrations, d'engagement dans les usines ou maisons de commerce, au conseil de révision, et pour souscrire une assurance sur la vie, comme nous venons de le remarquer. Et le Docteur Schreiber conclut encore : « Dans ces conditions, il me semble bien évident qu'un tel examen doit être pratiqué avec toute la rigueur voulue à l'occasion du mariage, qui intéresse les deux futurs conjoints et toute leur descendance ».

L'on est étonné, lorsque l'on voit que l'on se soumet à un examen sanitaire dans tous ces cas, et que l'on discute sur l'examen pré-nuptial... Pour la situation l'on accepte cette contrainte. Pour la santé de son conjoint et de ses enfants, on la repousse. Il y a vraiment là un état d'esprit quelque peu surprenant...

Que l'on ne nous dise pas que la loi imposant le certificat prénuptial n'aura aucune valeur pratique.

D'après M. le Professeur Siredey, l'obligation du certificat n'a aucun intérêt pour les gens honnêtes qui n'ont pas besoin de l'ordre de la loi pour se faire examiner. Les gens sans scrupules passeront outre à n'importe quelle loi. Le Professeur Siredey dit qu'ils enverront d'autres personnes se faire examiner à leur place. Je crois que cette tromperie pourrait être évitée, en exigeant de toute personne requérant un certificat prénuptial une carte d'identité munie de photographies, comme on l'exige pour tant d'actes de la vie courante.

Il y a aussi une autre catégorie de personnes qui seraient touchées par la loi. Celles qui sont, comme dit le Professeur Siredey, amorphes. On exige d'eux un certificat, dit-il. Ils sont malades. Alors ils se feront soigner, et dès la disparition des accidents obtiendront un certificat. On le leur a demandé ; le voilà. On ne pourra rien leur reprocher. Alors advienne que pourra. La remarque de M. le Professeur Siredey peut être juste, mais cependant la conscience de l'homme n'aura-t-elle pas été éveillée ? Si vraiment il agit comme le dit le Professeur Siredey, je trouve que cet être tombe dans la catégorie des êtres sans scrupules, et aucune loi, quelque'elle soit, ne les touchera jamais.

Dans leur traité pratique de droit civil français de 1926 et pour la première fois dans un traité de droit, à l'usage courant des étudiants, MM. Planiol, Ripert et Rouast ont abordé, en quelques lignes, la question du certificat prénuptial. Ils disent : « En admettant même que la science puisse donner des indications exactes sur les dangers de contamination ou de transmission, on peut hésiter à accepter la condition proposée (le certificat d'aptitude physique) étant donné que *le mariage n'est pas seulement l'union sexuelle, mais aussi un acte à caractère moral*. Le mariage in-extremis est valable ; mais on ne voit pas *pourquoi* on en refuserait la célébration à un tuberculeux ». Ces phrases m'ont surprise. *Le mariage est certes un acte à caractère moral, mais il est aussi une union sexuelle, et de cette union est*

appelé à naître l'Enfant. C'est pourquoi il faut en refuser la célébration à un malade gravement atteint, et avertir le futur conjoint de l'individu plus légèrement affecté.

Concluons, et répondons brièvement à toutes les objections que nous avons vues, au cours de ce travail, se dresser contre le certificat prénuptial.

L'on n'a pas à craindre, autant qu'on le dit, les erreurs de diagnostic. Un médecin ne refuse pas actuellement de délivrer un certificat prénuptial quand il en est requis. Si la science médicale peut interdire le mariage en ce moment pourquoi serait-elle plus faillible si le certificat était obligatoire ? Pour le Professeur Legueu, c'est cependant ici que s'élève l'objection la plus sérieuse au certificat prénuptial. La médecine ne peut affirmer quel est le moment exact où un individu atteint de syphilis, blennorrhagie, ou tuberculose est guéri. Il faut cependant « affirmer » cela dans un certificat prénuptial, et au jour que les fiancés désirent se marier. Mais le Professeur Legueu dit que le médecin pourra certifier la guérison si on lui permet de retarder le mariage jusqu'à une date fixée par lui, afin qu'ils puisse étudier les fiancés. L'objection n'est donc pas irréductible, dit-il. Nous avons ci-dessus dans notre proposition, prévu la possibilité pour le médecin d'étudier les fiancés pendant un certain temps (p. 314).

Il y aurait certes une formalité de plus au mariage que l'on tend à simplifier, mais elle est trop importante pour que l'on hésite à la voter.

Le certificat ne serait pas une charge pour les indigents puisqu'il pourrait être gratuit.

L'examen ne serait pas une injure pour la femme ; un examen des muqueuses de la bouche, une auscultation, décelerait la syphilis ou la tuberculose, et serait suffisant.

Le Secret Professionnel serait atteint, dit-on. Existe-t-il vraiment ? Et le conseil de révision ? Et l'examen dans les assurances ? Il ne doit pas d'ailleurs résister à l'intérêt social. Déjà, des décrets de 1913 et 1916 obligent à déclarer certaines mala-

dies. L'on doit ainsi déclarer la scarlatine, la rougeole, etc... et on ne pourrait dénoncer la syphilis, la blennorrhagie, etc... en cas de mariage ? Cela ne peut être. Il faut limiter le secret professionnel. Il doit protéger l'honnête homme, non le criminel.

Que l'on ne dise pas que le certificat prénuptial porte atteinte à la liberté individuelle. La liberté n'existe que dans la mesure où on ne fait pas tort à autrui. D'ailleurs on n'interdirait le mariage que dans les cas graves où l'union serait désastreuse, criminelle. Et alors ce serait protéger l'individu contre la douleur que lui réserverait une telle union. Puis en certains cas, on pourrait toujours permettre le mariage après un avertissement aux fiancés. En général, en cas de syphilis, de blennorrhagie, on conseillerait de le retarder. Quelques mois, quelques années d'attente peuvent sauver les enfants et les conjoints eux-mêmes. S'ils n'ont pas le courage d'accepter cette attente, c'est à la loi de les protéger contre eux. Qu'est une déception momentanée, en comparaison avec une vie de douleurs ? Jadis, le syphilitique était condamné. Cela n'est plus. *Il ne doit pas désespérer*, comme nous le voyons faire dans « Vénus ou les deux Risques » de Michel Corday. Il doit se soigner, se marier quand le médecin le lui permettra, et avoir de beaux enfants. Il doit vivre comme tous. C'est à la loi de le lui dire, de le lui permettre, au moment où il le devra.

L'obligation au certificat prénuptial, disent les moralistes, développera l'union libre. Non. L'on n'interdirait que très rarement le mariage. Dans ces cas rares, si le candidat acceptait de s'unir au malade, il le ferait en toute connaissance de cause. Pour si peu que seraient ces cas où l'on s'unirait malgré la maladie, je préfère que ce soit hors mariage étant avertis, que dans le mariage, comme cela est actuellement, où le fiancé sain ignore l'infection du malade. L'on ne serait pas trompé, et l'on pourrait éviter de concevoir des enfants tarés. D'ailleurs, les enfants sont plus rares hors, que dans le mariage.

Hors ces cas, le mariage serait possible, les conjoints étant avertis de leur état de santé mutuel. Pourquoi alors, s'ils désireraient vraiment se marier, s'uniraient-ils librement ?

L'argument d'après lequel en interdisant le mariage aux malades on empêcherait certaine légitimation ne tient pas, puisqu'on ne l'interdirait que rarement, et que même, dans ces cas, s'il y avait lieu, on pourrait permettre le mariage en avertissant le conjoint.

Que tous ceux qui m'aurent lue ne laissent plus se contracter de mariages autour d'eux, sans montrer aux parents des fiancés, et à ceux-ci, la nécessité de l'examen prénuptial, en attendant que le Législateur l'impose à tous. Que ce dernier entende le Cri d'alarme que je jette, et qu'il vote la Loi que je lui demande, s'il veut que nous vivions.

Surtout, oh ! surtout, que personne ne dise qu'une telle loi est irréalisable. Nous avons vu les Etats Scandinaves, les Etats-Unis, et la Turquie, voter, et appliquer cette mesure. Reconnaisant les difficultés qui, en France, s'y opposent, le Professeur Legueu d'ailleurs dit : « Qu'elles ne sont pas irréductibles ». Puis : RIEN N'EST IRRÉALISABLE QUAND ON VEUT LE RÉALISER. Il faut que nous le voulions. NOUS LE VOUDRONS.

VU : *Le Président de la thèse,*

R. DEMOGUE.

VU : *Le Doyen de la Faculté,*

BERTHÉLÉMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

CHAPITRE PREMIER : *La Maladie dans le Mariage*

- ALLIANCE D'HYGIÈNE SOCIALE. Congrès de Rouen 1922. (Impr. Wolf, Rouen).
- APERT (D^r) : *L'hérédité morbide* (1919, Paris, Ernest Flammarion, éditeur).
- AUBERT (D^r) : *Tuberculose et mariage* (1908, Bordeaux, Cadoret, imprimeur).
- BORY (D^r Louis) : *La syphilis aux points de vue physique et psychologique* (1923, Paris, Félix Alcan).
- BOUESSEL DU BOURG (D^r P.) : *De la nécessité du certificat médical prénuptial*. (Edit. Médicales Norbert Maloine).
- BRANDENBURG (D^r Georges) : *Du certificat d'aptitude au mariage*. (Paris, 1926, Jouve et Cie, éditeurs).
- BROCQ (D^r) : *La question du mariage des syphilitiques*. (Extrait du Bulletin Médical des 21 et 25 février 1914).
- CALLARI (D^r) : *Infection blennorrhagique et mariage* (1900, Clermont (Oise), Imprimerie de Daix, frères).
- CAZALIS (D^r) : *La science et le mariage*. (Paris, Octave Doin, 1900, éditeur).
- CAZALIS (D^r) : *Des risques pathologiques du mariage, des hérédités morbides et d'un examen médical avant le mariage* (Conférence. Bruxelles, 1902, Imprimerie Vande Weghe).
- FOURNIER (D^r Alfred) : *Syphilis et mariage*. (Paris, 1880, G. Masson).

- JEANSELME (D^r) : La syphilis : son aspect pathologique et social. (1925, Gauthier Villars et Cie, éditeurs)
- LEREDDE (D^r) : *La syphilis héréditaire et la famille syphilitique*. (Paris, Norbert Maloine, éditeur, 1925).
- MARTINEZ (D^r Alberto) : *Organisation de la lutte contre la syphilis* (1927), thèse de Médecine, M. Lac, éditeur.
- MIQUEL (D^r Henri) : *L'impuissance et le mariage hier et aujourd'hui*. (1927, Paris, Librairie Le François).
- MORACHE : *Le mariage*. (1902, Paris, F. Alcan).
- PAUTRIER-VAUCHER et SCHMUTZ : *La lutte contre les deux grands fléaux sociaux : la tuberculose et la syphilis*. (1923, Strasbourg, éditeur : « La vie sociale ». Paris, dépositaire : Marcel Giard).
- PINARD (P^r) : *Des garanties sanitaires du mariage*. (Revue pratique d'obst. et pédiatr. XVI, 1903, p. 289 ; Bulletin médical, 7-11-1898).
- SICARD DE PLAUZOLES (D^r) : *Les causes de dégénérescence de l'homme*. (Revue : « La prophylaxie antivénérienne », n° 3, mars 1929).
- SCHREIBER (D^r Georges) : *Medical examination before marriage*. *Worlds health*, VI, 1925, p. 343).
- SCHREIBER (D^r Georges) : *L'examen médical pré-nuptial devant la société française d'eugénique*. (L'enfant, juillet-août 1926, p. 248 et suivantes)

CHAPITRE DEUXIÈME : Première Section

A : Pays Scandinaves.

- BENTZON : *Le droit de famille*. (1924, Danemark).
- DEMOGUE (René) : *L'unification internationale du droit privé*. (Paris, 1927, Rousseau et Cie, éditeurs).
- FAURHOLT JOHANNES : *Lov om ægteskales indgaaelse og oplsmug*. (G. E. C. Gads Forlag Kobenhavn, 1926).
- FAURHOLT et FEDERSPIEL PER : *Recent danish legislation on the relation of husband and wife*. (Copenhagen, 1927).
- Lagberedningens förslag till revision av Giftermalsbalken*, tome I. (éditeur P. A. Norstedt et Soner, Stockholm, 1913).
- La Presse Médicale*, octobre 1925, p. 1358.

La Puériculture, janvier, 1925, p. 56.

Le Service social. (International law association danish branch, janvier, 1928, p. 22).

RÉAU Roger, FORSSIIUS Gustav et MARTIN Robert : *Les lois suédoises sur le mariage*. (Les presses universitaires de France, 1925).

Vers la Santé. (Mars 1927).

B : *Les Etats-Unis*.

Bulletin mensuel de l'Office international d'hygiène public (Octobre 1920).

FRED S. HALL : *Medical certification for marriage*. (New-York-Russel sage foundation, 1925)

Marriage laws and decisions in the United States (1929).

M. Th. NISOT (D^r en droit) : *La question eugénique dans les divers pays*. (Tome 1, 1927, éditeur, Bruxelles, librairie Falk fils).

SAND (René, D^r) : *L'examen médical pré-nuptial aux Etats-Unis*. (*L'examen médical en vue du mariage*, Flammarion, p. 37).

C : *Turquie*

Le nourrisson (mars 1927, d'après la *Riforma medica*).

(*Bulletin mensuel de l'office international d'hygiène publique*, avril 1929, P. 567 à 570).

Deuxième Section

1) Allemagne

Arzt Monatssch. (1924, octobre, p. 223, p. 289)

Annuaire de législation étrangère. 1920, p. 68).

Bulletin mensuel de l'office international d'hygiène publique, avril, 1927.

2) Angleterre.

Le Mouvement Sanitaire. (30 novembre 1926).

M. Th. NISOT (D^r en droit) : (déjà cité).

3) Argentine.

Diario de sesiones. Camara de diputados. (Julio, 6 de 1922).

BARD (Léopold, D^r) : *Le certificat pré-nuptial*. (Vers la santé, mai, 1926).

Pour la vie (1^{er} janvier 1929).

Revista de ciencias juridicas sociales. (Lima, Peru, septiembere, 1927, N° 2, p. 12 et suiv.).

4) Arménie.

CORNAZ (Georges, D^r) : *Certificat médical avant le mariage et la lutte contre les maladies vénériennes.*

APERT (D^r) : *L'hérédité morbide.* (Déjà cité), p. 291.

L'examen médical en vue du mariage. (Flammarion, 1927, p. 17).

5) Autriches.

La Française. (5 mars 1927).

Le Mouvement Sanitaire. (31 mars 1928, p. 160 et suiv.).

6) Belgique.

Bruxelles Médical. (21 juillet 1929).

GOVAERTS (Albert, D^r) : *La pratique de l'examen médical avant le mariage, en Belgique.* (L'examen médical en vue du mariage, Flammarion, 1927).

La presse médicale (10 mars 1926).

Ligue des sociétés de croix rouge (Bulletin d'information 15 juin 1927).

Revue de la Croix-Rouge de Belgique. (Mars, 1926).

7) Canada.

Bulletin médical de Québec. (Octobre, 1929, p. 433-434).

Le Revue du Droit. (Québec, février, 1930, p. 380. Vol. VIII, n° 6. Administration et rédaction : « La Revue du Droit », 59, rue Saint-Joseph, Québec).

Proceedings of the standing committee on public health and inspection of foods on Bill D, an act to make venereal disease an impediment to marriage. (Ottawa, F. A. Acland printer to the king's most excellent majesty, 1928).

The senate of Canada-Bille X. 1 (Third session-sixteenth Parliament, 19, Georges V, 1929). (Ottawa, F. A. Acland, 1929).

8) Espagne.

SCHREIBER (Georges, D^r) : *Extrait d'une Conférence.* (« La Française », 5 mars 1927).

9) Italie.

Ligue des sociétés de la Croix-Rouge. (Bulletin d'information, 15 février 1926, p. 114).

Revista de ciencias jurídicas y sociales, (Lima, Peru, septembre, 1927, N° 2, p. 12 et suiv.).

SCHREIBER (Georges, D^r) : *Extrait d'une conférence*. (« La Française », 5 mars 1927).

10) *La Havane*.

J. A. LOPEL DEL VALLE : *L'examen médical prénuptial*. (Vers la santé, sept. 1927).

Pour la Vie. (1^{er} janvier 1929).

11) *Luxembourg*.

Bulletin international de la protection de l'enfance. (31 Mars 1927).

12) *Mexique*.

NAJERA (François Castillo, D^r) : *Rapport sur la prophylaxie des maladies vénériennes au Mexique*.

13) *Panama*.

Le Siècle Médical, 15 juillet 1929.

14) *Pays-Bas*.

APERT (D^r) : *L'hérédité morbide* (déjà cité) p. 292.

VAN HERWERDEN (Mlle le D^r) : *L'examen médical avant le mariage en Hollande*.

(L'examen médical en vue du mariage, Flammarion, 1927).

15) *Pérou*.

Le Siècle Médical (15 juillet 1929).

16) *Roumanie*.

17) *Russie*.

Bruxelles Médical. (28 août 1927, n° 44).

La Presse Médicale. (10 novembre 1928).

18) *Suisse*.

M. Th. NISOT (D^r en droit) : *Stérilisation des anormaux*. (La Française, 18 mai 1929).

REDALIE : *Examen médical prénuptial et troubles mentaux*. (L'hygiène mentale, janvier 1929).

SCHREIBER : *Extrait d'une conférence*. (La Française, 5 mars 1927).

19) *Tchéco-Slovaquie.*

HASKAVEC (D^r) : *Le certificat médical prématrimonial.* (L'examen médical en vue du mariage. Flammarion, 1927).

RUZICKA (P^r V.) : *Lettre* (« Vers la Santé », avril, 1927).

CHAPITRE TROISIÈME : *Première Section*

Historique.

P. BOUESSEL DU BOURG : *De la nécessité du certificat médical pré-nuptial.* (Edit. Médicales Norbert Maloine, 1927).

Rapport du D^r NICOLLET. — Session extr. 1927. (Annexe au procès-verbal de la 2^e séance du 26 décembre 1927. N° 5172).

Deuxième, troisième Section et Conclusion

BAUDRU (D^r) : *Le Cri catalan.* (Juillet, 1928).

BRIEUX : *Les Avariés.* (P. V. Stock, éditeurs, 1902).

CAZALIS (D^r) : *La science et le mariage* (déjà cité) (1900, p. 136 et suiv.).

CORDAY (Michel) : *Vénus ou les deux risques.* (Arthème Fayard et Cie, éditeurs).

DARWIN (D^r) : *Revue Vers la Santé.* (juin 1927).

IBSEN (Henri) : *Les Revénants*, 1889. (Perrin et Cie, éditeurs).

La Syphilis, péril social. Communications de MM. les Docteurs VERNES, QUEYRAT et VIART ; les Professeurs JEANSELME et BAYET. (Comité National d'Etudes sociales et politiques, 26 mars 1928. Présidence de M. G. TEISSIER).

LEGUEU : *Le certificat pré-nuptial.* (Figaro, 17 janvier 1930).

Liberté du Sud-Ouest. (Bordeaux, 18 juin 1928).

Mariage et certificat pré-nuptial. Communications de MM. les Docteurs APERT, SCHREIBER, SIREDEY ; les Professeurs JEANSELME, JORDAN, PINARD ; les députés DUVAL-ARNOLD et GUERIN. (Comité National d'études sociales et politiques, 4 juin 1928. Présidence de M. Raoul Allier).

NICOLLET (D^r) : Rapport ci-dessus désigné.

PLANIOL, RIPERT et ROUAÏT : *Traité pratique de droit civil français.* (1926, p. 83, n° 96).

WITAS (D^r) : *L'Algérie médicale.* (Novembre, 1927).

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	17
------------------------	----

CHAPITRE PREMIER

La Maladie dans le Mariage 25

La syphilis	28
La blennorrhagie	36
La tuberculose.	38
L'épilepsie	41
L'impuissance	42
Le cancer	43
L'alcoolisme.	44
Les maladies mentales et nerveuses.	47
Les maladies familiales.	51

CHAPITRE DEUXIÈME

PREMIÈRE SECTION

Etudes des lois étrangères imposant le Certificat médical Prénuptial

A) Les Pays Scandinaves :

Historique.

1° Suède.	55
-------------------	----

2° Danemark	61
3° Norvège	62
<i>L'unification du droit de famille dans les Etats Scandi- naves.</i>	63
<i>Discussions qui ont précédé le vote des articles de loi pré- nuptiaux.</i>	66
Aliénation mentale et faiblesse d'esprit.	66
Epilepsie.	73
Les maladies sexuelles	77
La lèpre.	88
L'alcoolisme.	88
La surdi-mutité	89
<i>Des formalités requises par la loi.</i>	91
Maladies mentales et faiblesses d'esprit.	92
L'épilepsie	98
Maladies vénériennes.	99
<i>Des sanctions civiles.</i>	105
Maladies mentales et faiblesses d'esprit.	105
Epilepsie.	113
Maladies vénériennes.	113
La lèpre.	115
Maladies mentales antérieures et modalités bénignes de pathologie mentale	116
Impuissance.	116
Autres tares et défauts physiques.	117
<i>Le secret médical.</i>	120
<i>Des sanctions pénales</i>	131
<i>Résultats.</i>	134
B) <i>Les Etats-Unis</i>	146
1° Etat de Washington.	157
2° Etat d'Orégon.	158
3° Etat de la Dakota du Nord.	161
4° Etat d'Alabama	164

5° Etat de la Caroline du Nord.	168
6° Etat de Wyoming	173
7° Etat de la Louisiane.	175
8° Etat du Wisconsin	178
<i>Résultats.</i>	187
C) <i>La Turquie.</i>	207

DEUXIÈME SECTION

Projets de loi et discussions sur le Certificat médical Prénuptial à l'Etranger

1° L'Allemagne.	212
2° L'Angleterre.	217
3° L'Argentine	218
4° L'Arménie.	224
5° L'Autriche	224
6° La Belgique	226
7° Le Canada	230
8° L'Espagne	233
9° L'Italie.	234
10° La Havane	236
11° Le Luxembourg.	238
12° Le Mexique	240
13° Panama	241
14° Les Pays-Bas	242
15° Le Pérou	246
16° La Roumanie.	248
17° La Russie	249
18° La Suisse	250
19° La Tchécoslovaquie	252

CHAPITRE TROISIÈME

PREMIÈRE SECTION

<i>Historique</i>	257
-----------------------------	-----

DEUXIÈME SECTION

La question du Certificat Prénuptial en France

La proposition de M le Professeur Pinard.	265
Les contre-propositions de MM. Duval-Arnould et Guérin.	265

TROISIÈME SECTION

Etude critique de la question du Certificat Prénuptial en France 280

I. — Devons-nous en rester au stade actuel ?	282
II. — Devons-nous adopter le système scandinave ? . . .	289
Question du secret professionnel	291
III. — Il faut adopter le principe du système américain... le certificat obligatoire	294
1° Quel sera ce certificat ?	294
2° Quelles maladies devra-t-il viser ?	308
3° A quel moment le délivrera-t-on ?	313
4° Quels seront les médecins qui le délivreront ? Leurs honoraires seront-ils libres ou taxés ?	314
5° De qui sera-t-il exigé ?	319
6° Sera-t-il sanctionné ?	320
Y a-t-il, actuellement, en cas de contamination des sanc- tions pénale ou civile ?	320
<i>Conclusion</i>	329
<i>Bibliographie</i>	337
<i>Table des matières</i>	343

**Imprimerie
DOURIEZ-BATAILLE
140, rue Nationale
LILLE**
